**Sommaire**



**Éditorial p. 3**

*Par le Général d’armée E. IRRASTORZA*

**Adresse du Commandant du CESAT p. 5**

*Le Général de division A. VAR*

**COMMUNIQUÉ: Colloque international «Ferdinand Foch: apprenez à penser» p. 6**

**Un penseur militaire**

**Le Général ALLÉHAUT p. 8**

*Par le Lieutenant-colonel R. PORTE*

**Articles d’intérêt général**

**Paradoxes de notre temps p. 12**

### Par Madame le Professeur F.THIBAUT

**Global navigation satellite system at stake p. 19**

*Par le Lieutenant Air (ORSEM) I. DE ANGELIS*

**La puissance aérienne et spatiale p. 23**

*Par le Général de brigade aérienne G. GELÉE*

**Libres opinions[[1]](#footnote-1)**

**Les vainqueurs impuissants p. 27**

### Par le Lieutenant-colonel M. GOYA

**Digitisation does not offer unlimited promises p. 32**

*Par le Chef d’escadrons V. SEILER*

**Les «Provincial Reconstruction Teams» en Afghanistan p. 39**

### Par le Lieutenant-colonel L. FROMAGET

**Le rôle de l’information dans les conflits asymétriques p. 43**

### Par Monsieur C. HARBULOT

**Illustration de la guerre de l’information p. 46**

*Par une équipe de rédacteurs de l’École de guerre économique*

**Désinformation: le «cas concret rwandais» p. 92**

### Par le Colonel (er) J. HOGARD

**Cellule de crise p. 96**

*Par le Chef de bataillon M. de REVIERS*

**La France en Afghanistan p. 97**

### Par le Chef de bataillon H. DUNANT

**Quelle réalité pour le soldat de 2008 p. 98**

### Par le Chef de bataillon F. BOS

**Nouveaux engagements, nouveaux soldats p. 99**

*Par le Chef d’escadron H. COURAU*

Soldat urbain, le caméléon des combats contemporains p. 100

*Par le Chef de bataillon L. HASARD*

**La revalorisation est morte vive la ramification p. 102**

*Par le Chef d’escadron D. FERNANDEZ*

**L’Armée allemande en OPEX p. 103**

# *Par le Lieutenant (R) et le Capitaine HELLERFORTH*

**SMP: permis de tuer p. 107**

### Par le Chef de bataillon B. LOT

**L’Armée de Terre ne s’instruit plus pour vaincre p. 108**

### Par le Chef d’escadron H. BEAUDOIN

### **Mort à crédit dans l’Hindu Kush p. 109**

### Par le Chef d’escadron F.-R. LEGRIER

**La danger microbiologique p. 110**

### Par le Chef de bataillon D. POLINACCI

**Un éveil scientifique à travers la compétition: MAV 07 p. 114**

*Par le Chef d’escadron D. DRÉO*

**Vers la fin de la logistique terrestre p. 117**

*Par le Chef d’escadron L. FONTAINE*

**Relire la pensée militaire classique p. 118**

### Par le Chef de bataillon P. BURY

**Leçons d’histoire**

### Par le Lieutenant-colonel M. GOYA

**L’emploi des forces françaises depuis 1815 p. 121**

**Le monde actuel en perspective macro-historique p. 124**

###### On a aimé

**Le diplomate et l’intrus, de Bertrand BADIE p. 128 Deuxième bataille d’Alger, du Général (2S) M. SCHMITT p. 129**

**La guerre probable, du Général de division V. DESPORTES p. 129**

Directeur de la publication:

GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr DEFRETIN,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Col PLAETEVOET,

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**:**

**Col PLAETEVOET**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

**Éditorial**



*Par le Général d’armée Elrick IRRASTORZA,*

*Chef d’état-major de l’Armée de Terre*

**L**a réforme de l’État voulue par le Président de la République a débuté et le ministère de la Défense, dont le budget est le second de l’État, est particulièrement concerné. L’Armée de Terre, sous la conduite du CEMAT, s’est, quant à elle, résolument engagée dans ce processus, saisissant cette opportunité pour s’adapter aux nouveaux enjeux tant budgétaires que stratégiques. En effet, notre institution se situe au cœur de tous les engagements militaires de la France mais le renouvellement de ses matériels et l’amélioration de la condition militaire de ses soldats prennent du retard. Cette situation conduit tout droit notre institution au «déclassement militaire irréversible», comme l’a souligné le ministre à nos futurs chefs de corps le 20 mai dernier. La recapitalisation de l’Armée de Terre a donc débuté. L’enjeu est bien là: il s’agit, à enveloppe budgétaire constante, de retrouver des marges de manœuvre pour financer et soutenir nos équipements.

Pour mettre en œuvre cette nécessaire modernisation de nos forces, l’armée de Terre s’appuie sur les conclusions de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et sur le Livre Blanc.

Dans un contexte budgétaire contraint, l’effort de Défense consenti par la nation doit aller prioritairement aux forces, ce qui suppose de retailler au plus juste leur environnement, d’alléger les procédures de fonctionnement général et de soutien, pour ne retenir que les principales. La RGPP a donc pour objectif d’optimiser les grandes fonctions de soutien et d’environnement par voie de rationalisation, de mutualisation interarmées, de réduction de la dispersion des emprises et d’externalisation vers le secteur privé.

À ces réorganisations principalement fonctionnelles s’ajoutent celles découlant du Livre Blanc, traduites en mandats opérationnels aux armées. Comme l’a souligné le Président de la République lors de son discours à Cherbourg le 21 mars 2008, «quand les menaces changent, quand notre stratégie évolue, n’est-il pas normal que notre effort militaire se renouvelle également?». Le contrat opérationnel fixe des volumes de forces employables dans les grandes fonctions stratégiques et détermine directement notre modèle futur d’armée.

Les décisions sont prises et ont été officiellement annoncées, les enjeux et les problématiques sont identifiés, nous devons à présent nous approprier la réforme et la mettre en œuvre avec loyauté et détermination. À l’instar du maréchal Foch, je suis convaincu que «de toutes les fautes, une seule est infâmante, c’est l’inaction».

La conduite du changement doit donc passer par l’adaptation de notre outil de combat et de formation aux contrats opérationnels qui nous seront confiés et à nos engagements les plus probables. Simultanément, nous devrons maîtriser les coûts de fonctionnement général et porter une attention constante à la préservation des conditions de vie professionnelle et sociale de notre personnel militaire et civil.

Cette manœuvre complexe et sensible s’articule autour de quelques axes d’effort. Il s’agit tout d’abord de réduire les structures de commandement, tant dans les forces qu’au niveau central et intermédiaire, tout en préservant la cohérence et la crédibilité de notre système de forces. À ce titre, le maintien de notre capacité d’entrer en premier et de nation-cadre me paraissent primordiales.

Conformément aux orientations du Livre Blanc, nous allons procéder à des rééquilibrages capacitaires au profit des unités de contrôle du milieu et poursuivrons la montée en puissance des capacités renseignement.

Concernant la maîtrise des coûts, la réduction de l’empreinte au sol par la création des bases de défense, nous permettra de diminuer les frais de fonctionnement courant. De même, un effort sera porté sur la réduction des coûts d’entraînement et de formation, par la mise en œuvre de la PEGP, par le regroupement de grandes unités et d’organismes de formation et la création de deux grands complexes d’entraînement. Plus globalement, notre plan de stationnement sera rééquilibré, afin d’améliorer la cohérence entre les bassins de recrutement et les bassins de vie professionnelle et sociale, ce qui aura un effet bénéfique sur la fidélisation.

Enfin, nous marquerons un intérêt tout particulier à la préservation des conditions de vie du personnel militaire et civil. Une attention spéciale sera notamment portée à la gestion individuelle du personnel touché par les restructurations ainsi qu’aux familles. Un effort sera également fait sur la mise en œuvre des grilles indiciaires avant 2011 et l’amélioration du dispositif indemnitaire.

Je suis bien conscient de l’ampleur et de la complexité de la tâche. Je suis néanmoins persuadé que la clé de la réussite passe par un discours de la vérité du chef, permettant une adhésion collective au projet. Le succès de la réforme est également conditionné par une exécution rigoureuse des décisions prises dans un esprit d’obéissance, de courage et de solidarité.

En tant que futurs chefs de l’Armée de Terre, vous aurez à conduire ces réformes au quotidien. Profitez donc de votre scolarité et de la proximité des lieux de décisions pour réfléchir, imaginer, anticiper, proposer. Soyez audacieux et volontaires, participez pleinement à la construction de **votre** armée de Terre et dans les périodes de doute et d’incertitude, méditez cette citation du commandant de Gaulle s’adressant à de jeunes Saint-cyriens de l’entre-deux guerres: «je ne vous plains pas parce que vous avez choisi le métier de militaire. Il demande que vous renonciez à la liberté, à l’argent, peut-être un jour à la vie, il comporte de mauvais jours, des heures amères, parfois des années de chagrin. Mais en échange, il vous donnera cette constante et émouvante aventure où sont mêlés le commandement, la responsabilité, l’action, le risque: il vous donnera l’honneur de la maturité, les larmes du dernier jour de la carrière, la joie de servir, l’orgueil des armes, l’espoir des grandes actions et le rêve de gloire auprès d’un drapeau ou d’un étendard. Non, je ne vous plains pas».

# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de terre



*Le Général de division André VAR*

**À** l’heure où j’écris ces lignes, le Président de la République, chef des armées, a entériné les conclusions du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et donné ses directives. En revanche, les annonces de réorganisation ne sont toujours pas publiques mais vous seront certainement connues quand vous les lirez.

Sans en connaître le fond ni le détail, je suis sûr que les solutions qui seront retenues nécessiteront encore une bonne dose de réflexion pour pouvoir être mises en œuvre. Bien sûr, il ne s’agit pas ici de remettre en cause les choix effectués mais bien de réfléchir au QUOI et au COMMENT.

Je rappelle à tous que ces cahiers sont votre lieu d’expression sur la tactique, la grande et la petite, ainsi que son environnement et celui du chef en opérations.

Participez aux débats en cours et apportez votre pierre aux travaux soit par vos interrogations soit par des réponses que vous pouvez tirer de votre expérience soit de l’observation des armées étrangères que vous croisez sur les théâtres d’opérations.

Vous pouvez également proposer vos réflexions sur le site TAKTIKA **http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/taktika/**

Il est important que vous vous empariez de cette réforme et la fassiez vôtre car c’est vous qui allez avoir la charge de la conduire. Alors exprimez-vous et réagissez pour le plus grand bien de la Tactique.



**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**



# Centre de Doctrine d’Emploi des Forces

Paris, le 10 juin 2008

### **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

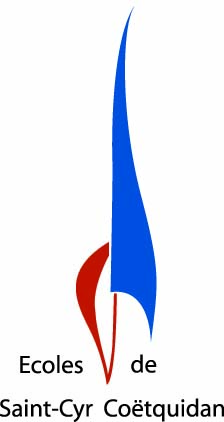
***COLLOQUE INTERNATIONAL***





***«Ferdinand Foch: Apprenez à penser»***

**Le jeudi 6 et vendredi 7 novembre 2008 à l’école militaire, amphithéâtre Foch, les écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, le Collège d’enseignement supérieur de l’armée de Terre (CESAT) et le Centre de doctrine et d’emploi des forces (CDEF), soutenus par la Fondation Saint-Cyr, organisent, à l’occasion du 90ème anniversaire de l’armistice de la Première Guerre Mondiale, un colloque international dont le thème est «Ferdinand Foch, Apprenez à penser». La manifestation est placée sous le haut patronage du ministre de la Défense et de l’Académie française.**



**3 organismes militaires pour un colloque**

Ce colloque vise à «redécouvrir» le Maréchal Foch, homme de pensée et d’action, chef militaire et académicien français, seule autorité honorée du maréchalat par trois pays différents. Les intervenants (venus de 8 pays différents) et l’assistance, partant des a priori qui entourent la personnalité et l’action de Foch, premier commandant en chef interallié en Europe, débattront de sa carrière, de l’exercice de ses commandements, de son œuvre littéraire et se poseront la question de son influence, de son héritage, de son actualité

L’association, sur un tel projet, des trois principaux organismes en charge dans l’armée de Terre de l’enseignement et de la doctrine témoigne de l’intérêt que présente pour les cadres d’aujourd’hui une étude critique de la pensée et de l’action du maréchal Foch.

**Une manifestation, 3 rendez-vous**

Afin de compléter cette manifestation et d’offrir au public un ensemble d’activités sur le même thème, sont également organisés dans le même lieu et au cours des mêmes journées :

- Un salon du livre d’histoire «Grande Guerre». Il réunira de très nombreux éditeurs, parisiens et de province, proposant dans leurs catalogues des titres relatifs aux divers aspects de la Première Guerre Mondiale. Plus de 20 maisons d’édition seront représentées lors de ces deux journées, ouvertes à tous. Les auteurs des ouvrages les plus récents rencontreront leurs lecteurs lors de séances de dédicace.

- Une exposition temporaire «Maréchal Foch». Elle accueillera, pour la première fois réuni en un même lieu et pour la durée du colloque, un ensemble exceptionnel d’objets, de photos, de documents originaux, issus des fonds du Musée de l’Armée, du Service historique de la Défense, de l’ECPAD, de la bibliothèque patrimoniale de l’Ecole militaire, de musées publics et de collections privées.

Plus d’information sur le site internet de la manifestation:

[www.colloquefoch.terre.defense.gouv.fr](http://www.colloquefoch.terre.defense.gouv.fr) *(ouverture du site début juillet)*

Contact :

Lieutenant Stéphanie CATALAN,

Officier communication du CDEF

Tel: 01.44.42.47.57 Fax: 01.44.42.81.29

Port: 06.98.97.28.15

Mail: stephanie.catalan@cdef.terre.defense.gouv.fr

Lieutenant-colonel Rémi PORTE,

Docteur en histoire

CESAT/ESORSEM

Tel: 01.44.42.80.04

Mail: remi.porte@cesat.terre.defense.gouv.fr

## Un penseur militaire



**Le Général ALLÉHAUT,**

##### penseur militaire oublié de l’entre-deux-guerres



*Par le Lieutenant-colonel Rémi PORTE*

*de l’ESORSEM, Docteur en Histoire.*

***Au-delà de l’œuvre personnelle du Général Alléhaut comme écrivain militaire, et alors que des directives récentes nous invitent à nous réapproprier notre patrimoine culturel, historique et stratégique, cet article vise également à rappeler la richesse des grandes revues institutionnelles de la première moitié du XXème siècle (dont les collections complètes sont conservées à la bibliothèque du CESAT), injustement oubliées. Leurs sommaires témoignent de la qualité et de la diversité des études publiées par une génération d’officiers, dont certaines leçons méritent d’être redécouvertes.***

**I**l est souvent convenu d’affirmer, l’air entendu, que la pensée militaire française est d’une pauvreté affligeante durant l’entre-deux-guerres et qu’aucune réflexion significative n’est à retenir, à l’exception notable des écrits du Capitaine, puis Commandant et Lieutenant-colonel de Gaulle. Pourtant, sous l’impulsion d’officiers généraux comme Buat et Weygand qui favorisent le débat intellectuel à l’École Supérieure de Guerre et au Centre des Hautes Études Militaires[[2]](#footnote-2), la période qui suit immédiatement la Grande Guerre est d’une réelle richesse. Les questions liées aux armes nouvelles, à l’emploi de l’aéronautique, des chars ou des gaz de combat par exemple, font l’objet de fréquentes études proposant des solutions novatrices dans la presse institutionnelle[[3]](#footnote-3) tandis que de nombreux ouvrages sont publiés, en particulier chez les grands éditeurs spécialisés comme Lavauzelle et Berger-Levrault. Par ailleurs, les débats parlementaires qui se prolongent sur l’organisation générale des armées, les effectifs et le recrutement incitent également certains officiers à prendre la plume. En bref, jusqu’au tournant des années 1928-1930, qui marquent une réelle rupture, la décennie qui suit la Première Guerre Mondiale mérite toute notre attention.

Parmi ces auteurs, apparaît avec régularité à partir de 1922 le futur Général Alléhaut, alors lieutenant-colonel[[4]](#footnote-4). Ce Saint-cyrien qui a choisi de servir dans l’infanterie métropolitaine, breveté en 1905 avec la mention *Très bien*, n’est pas un inconnu dans son arme: en mars 1914, il a reçu un témoignage de satisfaction du ministre de la Guerre pour son étude *Essai sur la bataille*.

Il se distingue au cours de la Grande Guerre, cité à quatre reprises dans les termes les plus élogieux, tant au commandement de la troupe qu’en état-major: *«Le 2ème bataillon s’est illustré le 23* [décembre] *dans un assaut magnifique qui arrachait des cris d’admiration aux chefs qui l’observaient de leur poste de commandement. Honneur au Commandant Alléhaut, à ses braves officiers, sous-officiers et soldats»* (25 décembre 1914); *«A préparé les opérations qui se sont déroulées du 16 février au 20 mars, avec un zèle, une activité et une compétence au-dessus de toute éloge. A exécuté lui-même, dans des conditions périlleuses, toutes les reconnaissances nécessaires»* (14 avril 1915). Chef de corps du 14ème R.I.comme lieutenant-colonel à titre temporaire à partir de janvier 1918, il résiste dans son secteur à l’offensive allemande d’avril, *«conservant tout le terrain précédemment conquis, capturant de nombreux prisonniers et un très important matériel»* (31 mai 1918).

C’est assez dire qu’il est un officier complet lorsque, sous-chef d’état-major du 17ème C.A., il est admis à suivre le stage du C.H.E.M. au premier semestre 1920. Dans les années qui suivent, d’abord affecté comme instructeur d’infanterie à l’école militaire d’artillerie, il commence à faire partager le fruit de son expérience et de ses réflexions en publiant différents articles, en particulier sur le combat interarmes.

Sa carrière d’auteur militaire se développe essentiellement entre 1922 et 1935[[5]](#footnote-5). Il ne structure pas à proprement parler une «théorie générale de l’art de la guerre», mais aborde, successivement ou de façon croisée, des thématiques qui intéressent tous les officiers en situation de commandement. Dans le cadre nécessairement limité de cette rapide présentation, nous procèderons donc par «coups de projecteur» successifs.

###### Réalisme et décentralisation du commandement

Dès la première page de son premier article, «***L’appui de l’infanterie par le canon***», il fixe à grands traits sa démarche et son objectif: *«Orienter les esprits vers une solution conforme aux leçons du champ de bataille»*. Au-delà des conceptions abstraites et des discours théoriques, il s’agit bien pour lui, dans cette période de refonte des règlements d’emploi, de faire preuve de réalisme et ce souci revient constamment au fil des paragraphes (*«Mieux vaut effet moins puissant, mais utile, parce que opportun, qu’effet de masse inutile, parce que hors de propos»*, p. 487; *«La spéculation pure redevient la dangereuse sirène qui, déjà en 1914, a été si près de nous entraîner aux abîmes»*, p. 488; *«L’organisation de notre artillerie n’est pas adéquate aux conditions actuelles de la bataille»*, p. 493).

On retrouve cette préoccupation permanente tout au long de son œuvre, comme lorsqu’il regrette dans «***Éléments de tactique générale****»* en 1927 l’insistance mise à s’inspirer des combats des fronts fortifiés de la Grande Guerre; ou lorsqu’il veut réagir, dans «***Être prêts****»* en 1935, *«contre certaine mentalité doctrinale, contre certain esprit étroitement traditionaliste, prisonnier de formules périmées, contre certaine façon de tout voir sous un angle mesquin»*.

En affirmant au printemps 1922 que, dans certaines phases du combat, une partie de l’artillerie, jusqu’au calibre de 120 ou de 155, doit être placée sous le commandement direct du chef (fantassin) en situation de commandement au contact, il s’oppose formellement à l’Instruction provisoire sur l’emploi tactique des grandes unités, approuvée en octobre 1921, qui réaffirme la primauté du feu de l’artillerie comme premier élément de la bataille, dont l’emploi est nécessairement centralisé au moins au niveau divisionnaire (on parle de *«puissance écrasante»*). En s’élevant dans le même texte contre le formalisme ambiant, il conteste également la conception d’un engagement entièrement planifié, piloté au plus près au plus haut niveau en fonction de normes pré-établies. Selon l’I.G.U. de 1921, *«dans sa décision, le commandement d’une grande unité s’inspire avant tout des instructions ou des ordres qu’il a reçu de l’autorité supérieure. Il s’y conforme pleinement»*, alors que l’autonomie des «chefs intermédiaires», capables d’initiatives et de réactions inopinées appropriées, semble indispensable à Alléhaut.

###### Facteur moral et initiative individuelle

À partir de son deuxième article, «***La liaison intellectuelle et morale: base essentielle de l’action combinée de l’infanterie et de l’artillerie***», il aborde progressivement des thèmes plus vastes: la problématique de la complémentarité des différentes armes (infanterie, artillerie, chars, aviation) et de l’importance du moteur (facteur de vitesse et de puissance, donc de manœuvre et de surprise), le caractère essentiel du facteur psychologique et moral (et donc la question du recrutement et de la formation des hommes). Tirant les leçons de son expérience personnelle, il commence par affirmer: *«Dès que les mots "*Liaison des armes" *sont articulés, on voit les esprits s’orienter vers les moyens matériels de réaliser cette liaison, notamment vers les modes de transmission. Certes, l’importance de ce point de vue ne saurait être niée …; mais il n’en demeure pas moins que l’envisager* ***seul****, c’est négliger l’essentiel de la question; que l’envisager* ***d’abord****, c’est mettre la charrue avant les bœufs»*. Pragmatique, il observe que sur le terrain, dès septembre 1914, certains chefs au contact ont développé *«spontanément, sous la pression des circonstances»* des procédés d’appui qui ne seront pris en compte et codifiés que dix-huit mois plus tard par le Grand Quartier Général: *«l’explication est simple … Depuis les premières rencontres de la campagne»*, ces officiers avaient vécu avec leurs hommes, avaient appris à se connaître, à se comprendre et à apprécier leurs besoins et leurs capacités ou potentiels réciproques.

Alléhaut se distingue ainsi également de l’idée en vogue dans l’armée française, au sein de laquelle la valeur morale du soldat et sa capacité de résistance psychologique dans le feu du combat sont considérées comme de véritables axiomes. Pour Alléhaut, cette qualité n’est jamais acquise, reste éminemment fragile et doit faire l’objet de soins permanents.

###### Conception stratégique

À la fin des années 1920, la crise générale que connaît l’armée française (doctrine, effectifs, budget, matériels, etc…) s’aggrave. Le Conseil supérieur de la Guerre adopte le principe de l’organisation défensive des frontières, en espérant préserver à la fois le potentiel humain d’un pays qui souffre de dénatalité et les régions industrielles du Nord-est: *«l’inviolabilité du territoire»*, symbolisée par la ligne Maginot, impose désormais sa rigueur.

Dans les «***Éléments de tactique générale****»* (1927), Alléhaut pour sa part étudie essentiellement la bataille en elle-même (il ne traite pratiquement pas du stationnement et des déplacements des grandes unités), *«dans toutes ses faces, dans la variété des situations qui peuvent se présenter»*. Il observe, après bien d’autres certes, qu’il n’y a dans chaque guerre que des cas particuliers mais cela le conduit, et il est à cette date l’un des rares à l’écrire, à regretter la tendance *«à la suite de la Grande Guerre,* [à] *ramener toujours la conception de la bataille au type d’opérations imposé par une campagne de fronts fortifiés qui s’est étendue sur plus de quatre années»*. Remettant à l’honneur la manœuvre et étudiant successivement les différents modes d’action, il précise la distinction entre «principes» et «procédés tactiques» avant d’étudier les deux principales formes de combat (attaque et défense). Pour le chroniqueur de la très sérieuse *Revue militaire suisse*, *«on ne saurait assez insister sur le bénéfice que nos officiers pourront retirer de cette étude»*.

On connaît parfois son ouvrage de 1929 «***Motorisation et armée de demain****»*. Celui-ci s’inscrit dans un courant de pensée antérieur et dont les conceptions prêtées à de Gaulle quelques années plus tard ne constituent somme toute que l’aboutissement. Il n’est pas indispensable de s’appesantir davantage sur ce débat très largement traité dans la littérature militaire, qui voit l’armée française, première puissance motorisée au monde en 1919, *«écrasée par la force mécanique»* vingt ans plus tard, alors que tout ou presque a été écrit entre 1925 et 1930.

Rares toutefois sont ceux qui ont lu «***Être prêts****»*, paru en 1935. Cet ouvrage pourtant est, à bien des égards, aussi intéressant que «***Vers l’armée de métier****»*. Alléhaut y poursuit son raisonnement et son évolution. Il développe sur plusieurs points un discours différent, ou pour le moins complémentaire, de celui tenu par le futur chef de la France Libre.

L’importance et la qualité de l’arme aérienne retiennent toute son attention, alors que cette problématique est très largement absente des écrits de de Gaulle. Concernant l’organisation générale des armées, Alléhaut considère (fort justement) que le personnel politique de la IIIème République aurait tendance à assimiler une *«armée permanente»* (professionnelle) à *«un danger pour la sûreté de l’Etat»*. Il pense que, le citoyen français n’étant guère spontanément porté vers les questions militaires, seul le maintien d’un système de conscription égalitaire peut contribuer à maintenir l’esprit et la volonté de défense, tout en l’entourant de nombreuses recommandations (rôle des cadres de contact, réalisme de la formation, etc.) aux résonances très modernes.

Il adopte ainsi une démarche générale originale et atypique, à la recherche d’un équilibre raisonnable, à mi-chemin des «conservateurs» et des «rénovateurs» de l’époque. Affirmant vouloir *«réagir contre certaine mentalité doctrinale, contre certain esprit étroitement traditionaliste»*, il s’oppose également à *«certain particularisme qui, sans doute de la meilleure foi du monde, confond aisément ses intérêts spéciaux avec l’intérêt général»* et aspire à *«une évolution nécessaire qui ne saurait se réaliser sans faire éclater les vieux cadres»*.

Après avoir donné de nombreuses preuves de ses qualités militaires foncières, de soldat et de chef, au cours de la Grande Guerre, le Colonel Alléhaut témoigne durant les années qui suivent d’un authentique courage intellectuel et d’une réelle indépendance d’esprit. À ces seuls titres au moins, ses écrits mériteraient d’être aujourd’hui mieux connus. Au-delà des contraintes matérielles et des contingences de son temps, nécessairement différentes des nôtres, il insiste par ailleurs avec une frappante persévérance sur certains traits qui conservent toute leur pertinence (qualité de la formation, rôle des chefs «intermédiaires», initiative des échelons subordonnés, coopération interarmes et interarmées, etc.) et restent d’une grande actualité.

Malgré ses brillants titres de guerre, sans doute paie-t-il en partie de sa carrière cette indépendance d’esprit. Promu général de brigade en décembre 1928, après plus de cinq ans de grade de colonel, il commande successivement l’infanterie divisionnaire des 37ème, 47ème puis 23ème D.I., avant de terminer sa carrière comme adjoint du préfet maritime de Toulon, avec le même grade, au printemps 1932.

## Articles d’intérêt général



Paradoxes de notre temps



*Par Madame Françoise THIBAUT,*

## *Professeur aux Universités de Poitiers*

# *Correspondante de l’Institut*

**Allons !…**Il faut s’y résoudre: les temps changent. Et fort vite. Bientôt ceux qui ont vécu l’effroyable XXème siècle ne seront plus là pour témoigner…Ce qui commence à permettre de raconter n’importe quoi, de romancer, de déformer, et aussi de sortir des archives des preuves ou des aveux inimaginables. La réalité humaine dépasse toujours l’imaginaire le plus élaboré. Dans un même mouvement, ce qui faisait la base de la puissance des États, du *modus operandi* des relations internationales est remis en cause, semble parfois en voie de fissuration, de désintégration, érodé par la pluie des nouveautés, de forts soleils venus d’ailleurs. L’on s’interroge, souvent dans l’angoisse, – surtout en France, sur un mode Cabrélien «c’était mieux avant» – parfois dans l’espérance d’un monde meilleur…Mais le temps des utopies est vraiment passé. Aucune théorie nouvelle, c’est éblouissant! Bien peu le remarquent: rien à proposer: les utopies propres à refonder le monde ont trop souvent mené au désastre, ont été tellement déformées, versatiles, creuses qu’il ne reste plus à proposer que les vieilles appartenances religieuses, déjà fatiguées de bien des aventures, et quelques variantes de matérialismes permettant de s’enferrer dans la gestion immédiate des territoires, des ressources et des individus. Avec un grand gâchis, il faut l’avouer. Et de courtes perspectives.

Nous changeons d’air. Toute une génération tire sa révérence. Avec parfois un certain bon sens, voire de l’élégance: on aura jamais vu autant de leaders politiques se retirer des affaires; citons Blair et Castro, et restons en là. Place aux jeunes, le pouvoir est épuisant. Seuls les monarques héréditaires restent en poste, et encore! la reine de Hollande parle de céder la place selon une tradition établie chez les Néerlandais, les princes du Liechtenstein se succèdent avant la soixante dizaine et le roi d’Espagne en a assez. Tous ont formé un successeur, à grands coups d’universités américaines et de stages dans la finance et l’armée . Même les nord-américains ont succombé au charme dynastique; mais n’est pas roi qui veut…et le très russe Poutine invente une forme d’autosuccession aussi déroutante qu’incontournable.

Donc, sont assez comiques ces tours de magie: on part sans partir, on se retire sans se retirer; on ne va pas cultiver son jardin, on cultive sa notoriété, son «expérience des affaires», et la réputation mondiale permise par les médias universalisés: qu’il s’agisse de Bill, de Kofi, de Miguel, et même de Jacques…Ils font le tour de la planète, avec une conférence-type bien au point, pour dire le bonheur de l’expérience vécue et le bonheur encore plus vaste de pouvoir en parler, prodiguer aux jeunots la parole du sage et le savoir du patriarche…Churchill, Adenauer et de Gaulle doivent se dire là-haut qu’ils ont eu le pouvoir deux générations trop tôt, qu’ils auraient du attendre le temps des blogs et de l’Internet .

L’avalanche des informations, les faits grands et petits, répétés à l’infini sur CNN et la BBC rendent tout embrouillé, surabondant. La terre semble toute menue. Elle l’est devenue d’ailleurs, malgré elle, malgré nous. Lorsque l’on va de l’Europe à l’Orient Extrême en quelques heures, d’un coup d’aile, on se prend à envier Christophe Colomb qui partait pour nulle part pour un temps infini, Horn ou Raleigh, Cook ou Bougainville.

Quelques esprits chagrins regrettent la Guerre Froide, les si jolis champignons qui ont pollué la terre et la mer à jamais, la petite chienne Laïka, la mystérieuse disparition de Dag Hammarskjold, les silences d’U-Thant, les discours du Général, la bonne bouille de Tito le rassembleur, la bise des deux K à Vienne en Autriche, Peyrefitte prédisant que la Chine allait s‘éveiller…Qui s’en souvient? S’en souviendra bientôt? La vie des peuples est cruelle, leur mémoire encore plus, pleine d’ingratitude. L’histoire récente est faite pour être oubliée, et celle plus ancienne ne contient presque aucune leçon. Les millénaires accumulés nous ont-ils appris quoi que ce soit? C’est peu probable. Le siècle le plus meurtrier de toute l’histoire de l’Europe s’échappe, et pénètrera peu les jeunes esprits car il ne correspond plus du tout à leur univers mental, encore moins à leur mode de vie. La manie des musées n’y changera rien, car on y emmène les enfants comme à la promenade, et comme l’écrit si bien Paulo Coelho «le Musée c’est de la vie morte, il est préférable de visiter intensément la vraie vie».

Dans l’apparent désordre, émergent des forces nouvelles, de manière sournoise ou spectaculaire, donnant de nouveaux éclairages aux sorts communs et particuliers; la terre, encore si mystérieuse pour nos grands parents se lit désormais comme un grand livre ouvert. Nous avons appris sur son passé et son avenir, en cinquante ans, bien plus que pendant tous les siècles précédents. Cette soif de découverte n’est d’ailleurs pas vraiment rassurante, nous signale le caractère très limité de nos aventures, et la stupidité de nos imprudences. Mais, tant pis! Et puis, il y a notre délirante solitude, dans un cosmos de plus en plus vaste, inexplicable, inexpliqué, malgré les explications. Cela créerait-il l’angoisse? Définitivement? L’autodestruction volontaire? On a envie d’être Jolly Jumper disant à Lucky Lucke (avant qu’il ne s’arrête de fumer): «Arrête de raisonner comme un desperado». Il a sans doute lu Platon ce cheval, et sait que tout n’est qu’illusion.

À lire les éditoriaux et les ouvrages de vulgarisation de nos élites françaises, on serait tenté d’être morose et frileux malgré le climatique réchauffement. En toute hypothèse, nous ne connaissons rien de notre destin, l’imprévu résumant notre vécu. Alors profitons de l’instant suspendu pour regarder le positif, le paradoxal habit neuf de notre condition:

* **Il est bon de commencer par l’État et la Nation**: certains théoriciens parlent d’obsolescence, voire de désastre, d’autres, tel le professeur français Jean-Paul Pancracio, d’«échec relatif»; Il est surtout urgent de remettre en cause, non ces données elles mêmes, mais la façon dont les sociétés les pratiquent, les ont détournées et saccagées. L’État est, toujours selon Vedel – gardons sa sublime formule – «la forme la plus élaborée et la plus efficace du gouvernement des sociétés». Quelque soit sa forme, du moment qu’elle est capable de durer et de maintenir l’ordre commun: les sociétés ont besoin d’ordre et de durée. Rien d’autre. D’où l’éternelle tentation de la tyrannie.

Les Européens, depuis plus de deux siècles, forts de leur supériorité, ont imposé au monde entier «leur» mode de gestion: une structure à la fois territoriale, populaire, décisionnelle, englobant toutes les tâches, toutes les représentations, et censée être l’incarnation d’une volonté de la population, liant donc par un tour de magie politique la Nation à l’État. La Nation étant l’incarnation sublimée de la population (quelle qu’elle soit) à l’intérieur des frontières de l’État, et s’exprimant par le vote. Vote que les élus du pouvoir sollicitent régulièrement, pour être soit perpétués, soit renvoyés. La base révolutionnaire du XVIIIème siècle ayant ajouté que «tous les hommes sont égaux», tous les peuples de la planète entière sont traités de la même façon, mis dans ce moule unique.

Or, nous découvrons – depuis peu – deux faits objectifs et nouveaux: la décolonisation désormais digérée nous fait redécouvrir l’extraordinaire variété des populations de la terre, elle même renforcée par un accroissement exponentiel de sa quantité. En second lieu, il apparaît que la diversité des situations, des stades d’évolution, du caractère plus ou moins récent de l’auto-administration, de la composition même de ces populations, rend difficilement applicable le concept du moule unique.

Deux distorsions sont significatives: l’État national est représenté et «actif» par une assemblée élue; or cette Assemblée intervient de moins en moins dans le sort des peuples qu’elle est sensée représenter, réduite le plus souvent, même dans les pays qui semblent les plus démocratiques, à un rôle d’approbation d’une politique qui lui échappe ou d’enregistrement. Cela est très visible dans les États les plus développés – le G14 par exemple – où le principe d’Assemblée est évaporé par la nécessité de gestion rapide (cela, sauf sans doute dans les pays nordiques, restés fidèles à une scrupuleuse représentativité des Assemblées, mais le nombre réduit de population, et sa cohésion permettent ce pouvoir constitué). En second lieu, dans les pays dits «émergents», ou qui ont fait partie des anciens «Empires» coloniaux, l’effacement de l’ancien occupant (le camarade communiste) ou colonisateur, a permis la renaissance des unités populaires anciennes: les familles, les clans, les organisations tribales, les distinctions ethniques, les variantes religieuses ou animistes, qui nuancent à l’infini des populations qui avaient été uniformisées par une administration égalitariste et totalitaire (au sens de «gérer tout le monde de la même façon»). Il en ressort des superpositions assez inouies dans lesquelles ces peuples conservent la façade représentative à l’occidentale, ou la créent même de toutes pièces, ne serait-ce qu’afin d’être «reçus» dans la communauté internationale, accéder à l’ONU et autres systèmes financiers; mais derrière ce paravent de convenance, ces peuples sont retournés à des gestions familiales, tribales, dans lesquelles les partages de pouvoirs reposent sur des critères ancestraux, échappant à la simpliste logique démocratique. Ce qui explique souvent les douloureux passages de l’une à l’autre: les conflits de Guinée, du Libéria, les tueries d’Afrique centrale, le récurent problème du Kenya, ne sont rien d’autres que des luttes ethniques, perpétuées depuis bien des siècles, et sans l’autorisation de la Révolution française….

L’État est-il la Nation? La Nation est-elle l’État? En Europe même l’assimilation des deux concepts devient problématique: les gouvernements britanniques ont du admettre la Nation écossaise, galloise, irlandaise…La disparition du principe uniformisateur titiste dans les Balkans a fait exploser les revendications nationalistes…En Espagne, lentement, il a fallu tenir compte des particularismes, catalan, basque, andalou, et ce n’est certainement pas fini…La Belgique, cet État très gentil, créé de toutes pièces au XIXème siècle pour rééquilibrer les partages européens, et satisfaire la susceptibilité de tel ou tel Empereur, est-elle une Nation? Un État-Nation?

Ailleurs, notamment en Afrique et au Moyen-Orient où la pesanteur coloniale avait laminé les manifestations particulières, la résurgence des mouvements de «nations» souvent à coloration religieuse, ne cesse d’agiter les peuples, dans des luttes sans cesse recommencées, et pour la plupart sans issue. La question de la Palestine est au cœur de cette incohérence, celle de l’Irak aussi, du Liban écartelé, de la Syrie, de l’Iran même: Il faut remonter aux origines, ce que ne font pas les commentateurs: c’est la politique britannique du début du XXème siècle qui a créé la situation actuelle: nous payons aujourd’hui le tribut de la création des 3 États artificiellement découpés dans le désert pour les fils du roi Saoud (Syrie, Irak, Jordanie), du Liban pour que les français se tiennent tranquilles, de l’Iran au nord pour bloquer l’avance russe (encore tsariste, et cela bien que l’on soit cousins), l’assistance à un bien artificiel Pakistan créé de toutes pièces sur d’anciennes royautés locales afin de bétonner ce territoire afghan sur lequel les troupes de sa Royale Majesté n’arriveront jamais à s’incruster, enfin l’invention de l’État d’Israël – certes nécessaire – pour tenir d’imprudentes promesses faites aux mouvements sionistes. Comme a osé l’écrire Robert Fisk, grand connaisseur et historien du Moyen Orient:«Israël est une idée, pas un État» et la Thora est partout dan le monde.[[6]](#footnote-6) La manie britannique du découpage territorial, assortie du tic français de l’administration uniformisée ont créé le galimatias actuel dont l’humanité va mettre au moins deux siècles à se sortir. Remontons encore plus loin: relisons les voyageurs du XVIIème: Chardin le persan, Tavernier, encore plus loin Ibn Battuta, Marco Polo et ses imitateurs, les chroniqueurs multiples des Croisades, les frères jésuites ou dominicains, relisons le Coran et la Bible…Que nous disent-ils? Que «ce lieu à la fois privilégié et maudit, car il est toute splendeur mais l’on s’y chamaille sans cesse» (Tavernier) ne connaît pas l’État: il connaît «les villes-États», ces points de rencontre de toutes les ethnies, de toutes les religions et sectes, où l’on se rassemble pour commercer, échanger, et traiter des urgences communes selon des rituels bien établis: Bagdad la splendide, Jérusalem, Tripoli, Byblos, Alep, Mossoul, Ispahan, d’autres encore, liées aux étapes des caravanes*…*Entre ces lieux de rassemblement, de contacts et de négociations, des territoires «libres», vides de toute appropriation dans lesquels hommes et chargements tracent inlassablement leur chemin, permettant aux informations, à la culture commune de circuler dans une paix, certes précaire, mais toujours recherchée.

Mais il y a le pétrole, direz-vous. Cela change tout. Non, cela ne change rien: il suffirait de le désétatiser, de le mettre en commun, comme l’eau douce, certains métaux, certaines denrées alimentaires…L’ONU y travaille sérieusement.

Le continent africain s’est vu morcelé, découpé comme une bête d’abattoir pour le confort des puissances coloniales; celles-ci, avec savoir et habileté, ont ainsi divisé les ethnies les plus redoutables, les confinant dans des réserves inactives, ou bien, au contraire, ont obligé des clans fratricides à cohabiter, les condamnant indirectement à s’exterminer les uns les autres . Au delà de l’indépendance politique accordée, parfois dans la douleur, les luttes ont repris de plus belle, trop longtemps confinées, enrichies du déferlement de l’Islam jusque là inopérant, du recul des congrégations chrétiennes, de la pauvreté de l’enseignement public, de la facilité du commerce des armes, de la lourde absence d’un code pénal…Certes, il y a le principe de l’intangibilité des frontières, vieux de cent cinquante ans, et qui préserve du chaos total. Mais pour combien de temps encore? La tentation africaine, on le sent bien, c’est un émiettement clanique, familial qui correspondrait à une réalité pré-coloniale, accompagné de luttes endémiques mais limitées, car la relation était surtout échangiste et rituelle. L’État à l’occidentale a échoué au Moyen Orient, en Afrique centrale, en Somalie, en Éthiopie, au Ruanda, au Burundi; il est peut-être en train d’échouer eu Kenya. Il s’usera dans la douleur en Afrique du Sud, il devra être revisité dans l’ancienne Afrique occidentale française, où la dissémination en États parallèles et concurrents, ainsi que l’enclavement imbécile de certains autres, amènent plus de désastres que de bienfaits.

* **Le principe de la Démocratie élective** est sans doute un des plus remarquables concepts mis en œuvre dans l’histoire des humains: les dynasties, l’hérédité ayant fait tellement de ravages, imposant des systèmes iniques, injustes, mortifères, des gouvernants souvent incapables, cruels, imbéciles ou bien ivres de leur pouvoir divin, les Révolutions occidentales – bourgeoises et de classes moyennes, il faut le rappeler – ont décidé de donner le choix au peuple (mais pas n’importe lequel, un peuple, si l’on peut dire, «trié sur le volet») de manière régulière et périodique afin d’obtenir deux choses indispensables: d’abord de pouvoir de sanctionner les mauvais gouvernants ou au contraire, prolonger les bons, et ensuite, avoir la possibilité d’annuler la délégation faite si les résultats sont mauvais, limitant ainsi les dégâts: c’est très bien expliqué dans le magnifique Préambule de la Constitution de Virginie, et un peu plus abstrait, mais néanmoins vigoureux dans l’article 2 de la Déclaration des Droits française de 1789. Car le peuple a «droit au bonheur» («the poursuit of the happiness»), et également peut «résister à l‘oppression». C’est sur ce contrat mirifique que l’Occidental vit depuis plus de deux siècles et a conquis le monde…

Hélas!…La recette s’est érodée, et l’homme le meilleur ne peut mettre en œuvre que les approximations de ses rêves…du moins en politique. Peut-être il n’y eut jamais qu’un seul vrai scrutin universel: celui, en France de février 1848. Après, l’intégralité des choix libres risquant de faire des ravages dans la majorité possédante, les limitations, les conditionnements et les turpitudes commencèrent. Le suffrage est-il un libre choix? Voilà la bonne question: nous sommes tellement formatés, accommodés, manipulés dès le plus jeune âge; entretenus dans la crainte de la perte du confort, du voisin, de l’ennemi invisible…Et lorsqu’il ne s’agit pas de perdre l’acquis, la promesse universelle d’un monde meilleur incite le malheureux citoyen à voter du côté qu’on lui indique. Et puis il y a la peur: sans doute la meilleure arme de la politique: peur rampante et sournoise de sanctions collectives à caractère économique ou culturel, peur plus immédiate de violences possibles, à l’encontre de «ceux qui ne votent pas correctement».

Sans aller aussi loin, et voir le monde de manière aussi noire, le principe électoral a sérieusement du plomb dans l’aile, même s’il semble florissant et n’a jamais été (sauf entre 1946 et 1950) autant utilisé. De ce point de vue, 2007 a été une année exceptionnelle avec des scrutins partout sur la planète. 2008 continue cette lancée. Toutefois cette effervescence dissimule peu le malaise: deux avatars: la durée et les manipulations:

Pour la durée, l’on connaît le problème qui est presque impossible à résoudre: afin de sécuriser la liberté et les possibilités de choix du citoyen, et pour remédier aux ravages de l’hérédité ou du mandat à vie caractérisant les tyrans, les démocrates universels ont décidé de «tronçonner» le temps politique: le «mandat» est de courte durée qu’il s’agisse de fonctions exécutives, parlementaires ou judiciaires: sept ans au plus (c’était le cas français), quatre ans au moins (cas US) voire même trois années; le tout avec des possibilités de prolongation et renouvellement limitées à deux mandats (généralement), rarement plus. On peut signaler qu’en passant au mandat présidentiel à cinq ans au lieu de sept, la Constitution française n’en a pas, dans un premier geste, limité le nombre; il faut attendre la révision de 2008 pour une limitation à deux mandats, à regret semble-t-il; dix ans, c’est court, mais Bonaparte régna moins longtemps que Mitterrand. Deux fois sept paraissaient un maximum raisonnable; trois fois cinq sera, en principe, défendu, mais il y a les «retours» possibles et les «trucs de Poutine», d’où l’utilité de garder un Premier ministre! D’aucuns peuvent désormais envisager de s’effacer durant un mandat intermédiaire pour revenir ensuite: cinq ans c’est vite passé, presque comme des J.O. ou une Coupe du Monde de foot….On a déjà vu des prolongations par épouse, fille ou fils interposés; admettons désormais que la conquête et la pratique du pouvoir suprême sont devenus une sorte de sport mondialement télévisé…..

Mais à trop tronçonner, on perd toute efficacité: nos sociétés sont organisées de manière tellement complexe qu’il faut au minimum un ou deux ans pour mettre la moindre réforme en place, avec une espérance de début de résultat à long terme, notamment dans les domaines sociaux, économique, financier, scolaire, bancaire…Pour connaître le bien fondé d’une réforme scolaire, il faut attendre que toute une génération d’écoliers ait fait son chemin: on découvre vingt ans après que la méthode globale d’apprentissage de la lecture est un désastre et a fourni deux générations de français sachant à peine lire et écrire…Dans le domaine économique, c’est pire encore: les entreprises mettent longtemps à se réformer, les administrations gestionnaires des budgets, finances et autres éléments encore plus. L’argent a sa propre vie et sa propre inertie. Les ressources aussi. En ce moment, le dilemme de la transformation d’une société mondiale de consommation en une société de la précaution laisse désarmé, car tout le monde (surtout les holdings internationales) continuent d’agir comme si rien ne pressait. Ce n’est pas le malheureux citoyen qui renonce à son sac plastic qui va changer le sort du réchauffement atmosphérique…Il faut du temps: trois ou quatre ans c’est économiquement et socialement trop court, même si cela peut paraître souhaitable politiquement. Et encore…Il n’y a qu’a regarder le problème nord américain: Si quatre années étaient bien pour Jefferson ou Adams, il a fallu trois mandats à Roosevelt pour remettre le pays sur rails (avec une prolongation dans Truman et Eisenhower), et un seul mandat est insuffisant pour être efficace et recueillir les fruits de son projet: la première année, il faut «apprendre» la fonction présidentielle (même si l’on était très au courant des «affaires», c’est très particulier, avec des tas de contraintes); à la fin de la seconde année le vote parlementaire risque de voir l’émergence d’un Congrès ou d’une Chambre adverse; la quatrième année est pire: si le Président se représente, il passe son année en campagne électorale; s’il ne se représente pas, il est mis en veilleuse, sur la voie de garage. Bref, il faut à l’élu présidentiel une somme énorme de circonstances favorables pour arriver à mettre son programme en route et vraiment gouverner. Il ne pourra vraiment tenir ses promesses qu’avec un second mandat, car le temps aura joué en sa faveur; à ce moment là ses ennemis politiques lui jetteront en travers de la route des histoires de corruptions et de sexe, comme seule l’ultra puritaine Amérique peut en fomenter. Le Président Sarkozy n’arrête pas de nous seriner qu’il doit avoir des résultats dans tous domaines, notamment économiques et budgétaires, pour 2012: cinq ans c’est très court, et s’il table sur un second mandat, le bénéfice des réformes promises doit être là: sinon c’est perdu.

* En second lieu, l’échéance électorale, dans bien des cas, désormais, n’est en rien apaisante, génère des troubles multiples qui vont jusqu’à l’assassinat; et les résultats, toujours soupçonnés d’être faussés, suscitent eux aussi des querelles mortelles: les scrutins ont été dévoyés, distordus, truqués, courus d’avance: la complexité de certaines opérations découragent; et les «cirques» électoraux laissent souvent pantois, comme pour l‘Ukraine, ou le Cambodge; les pratiques de tricherie sont tellement répandues, que même les «fameux» observateurs de l’ONU sont inopérants. Le scrutin n’apporte pas la paix, le vote est remis en cause. Les nouvelles techniques électroniques amplifieront le mal. La démocratie élective est malade. Et assez gravement. Elle a montré ses limites et sa faiblesse face à la volonté de leaders autoritaires, de régimes dissolus dans l’argent, le commerce des armes et de la drogue, le goût de la violence. Que peut un bulletin de vote devant une kalachnikov? Et les échéances électorales font aussi remonter, comme dans les Balkans, au Pakistan, au Kenya, de vieilles querelles plus que centenaires, claniques, ethniques, religieuses, qui n’ont rien à voir avec la démocratie. Sans aller vers la violence et la tricherie absolue, le carrousel électoral nord-américain a quelque chose de très choquant: certes, le fédéralisme et la diversité de cette société obligent à un scrutin complexe, mais faut-il pour autant avoir une année entière de numéros oratoires codés, alors que chacun sait qu’il s’agit en fait d’une énorme bataille de groupes de pression, de millions de dollars en jeu, d’influences qui n’ont que peu à voir avec la liberté et la démocratie? Est-il normal que l’État le plus puissant du monde soit paralysé pendant près d’un an par des joutes sans objet et qui n’interviennent que bien peu dans l’avenir de ce pays et de ses volontés? Que faire? Il faudrait trouver autre chose, revenir aux origines, mais quoi?

Ce qui fait la stabilité d’une société, sa prospérité, sa réussite, c’est uniquement la réussite économique: il faut être «prospère» ou à tout le moins «économiquement valide». Or le succès d’une politique économique demande du temps, un temps que lui accordent rarement les échéances électorales. Ce qui a ruiné la France depuis trente ans, c’est ce balancement entre droite et gauche, dans des laps de temps très courts, où un gouvernement défaisait sans cesse ce que le précédent avait besogneusement commencé à tricoter…Le résultat a été l’inertie dans un monde qui évoluait rapidement et l’on se retrouve avec des handicaps et des retards considérables dans toutes sortes de domaines. C’est très visible dans les activités qui échappent aux délais politiques: l’aéronautique, le nucléaire: il faut vingt ans pour mettre un avion au point, et il y a tellement de paramètres engagés que personne n’y touche; quant au nucléaire, les politiques n’y connaissent pas grand chose et savent que c’est «sensible», géré par des gens ultra compétents; alors ils laissent faire. En échappant partiellement au cirque politique, ces activités perdurent et sont techniquement performantes (même si EADS est dans le rouge, mais c’est un autre problème).

Enfin l’ultime truquage est de «partir» sans partir: les leaders appréciés de l’opinion s’en vont, ne se représentent pas, ils ne le peuvent pas: soit ils ont épuisé leurs mandats, soit ils risquent d’être en minorité, alors ils s’en vont. Mais ils restent: ils veillent au grain: Annan avec son extraordinaire charisme continue de «vendre l’ONU», Clinton qui a laissé une Amérique en plutôt bon état joue de sa réputation, soutient sa surdouée de femme (on dit même qu’il en fait trop), Tony Blair désormais grisonnant couvre le Commonwealth de ses bons conseils, Jacques Chirac va visiter ses «amis» africains. Ils se rencontrent à Davos en janvier, se retrouvent aux Conférences sur l’environnement à Tokyo, Toronto ou Captown, bavardent avec les princes, les rois, les émirs aux Jeux Olympiques, aux Coupes du Monde de ceci et de cela. Un des exemples parmi les plus édifiant est celui de Lee Kuan Yew, créateur et ancien Président de la vertigineuse réussite de Singapour: il a renoncé au pouvoir direct, en raison de son grand âge, mais il est «le ministre Mentor» qui conseille, reçoit et oriente: il est partout, on le voit à Dubaï signer des accords commerciaux, à Séoul préparer un traité…Le terme de *Mentor* est explicite, soigneusement choisi. Et le très intelligent Poutine, ayant épuisé ses deux mandats présidentiels, désigne son successeur dont il devient le Premier Ministre, une Chambre de sa majorité ayant été très légalement élue: d’ailleurs, globalement, les Russes l’adorent, car ils vivent mieux, consomment enfin, et sont plutôt contents, même si quelques irréductibles amateurs de liberté intégrale ont quelques ennuis mortels…Le Bolchoï a été retapé, les ordures sont ramassées, Zara et Mango sont à Moscou et Leningrad (pardon, Saint-Pétersbourg), l’essence n’est pas chère et il y a à manger dans les frigos…Que demander de plus? Et les Russes admettent eux mêmes qu’ils ne sont pas faits pour le pluralisme occidental, que ce qu’il leur faut c’est «un chef bien russe» qui les mène fermement; que c’est dû à la particularité du caractère russe, à l’étendue du pays, à la nostalgie du ciel immense, au nombre incroyable de cimetières de patriotes, à la beauté de la langue, aux hivers implacables et aux nuits blanches des étés torrides qui rendent fous, à la vodka que l‘on fabrique dans sa cuisine…

* Dans tout cela, l’Europe, «inventeresse» de l’État, de la Nation et de la Démocratie électorale, bataille ferme dans un monde où sa prééminence est passée, et où les vents nouveaux viennent d’un «ailleurs» qui échappe à son entendement direct. Le temps est fini où elle disait «j’ai raison» et imposait sa Loi. Elle doit composer désormais et essayer de comprendre: c’est un exercice d’autant plus difficile qu’elle a elle-même créé, le plus souvent, les pétrins dans lesquels elle est coincée. Mais les Européens, si opiniâtres, si obstinés, si matérialistes, tellement résolus à continuer de dominer, ont parfois, entre deux batailles, des coups de génie: la seule grande invention juridique de notre temps c’est l’Europe: *l’Europe institutionnalisée.* Les Européens sont peut-être de grands guerriers et se sont battus comme des chiffonniers pendant des siècles, mais ce sont aussi de grands juristes, et des manœuvriers hors pair, ce qui leur permet de recréer sans cesse leur univers après les désastres et de guérir de toutes leurs sottises.

L’Europe Unie, telle que nous la connaissons aujourd’hui a été inventée au sortir de la 2ème Guerre Mondiale par quelques européens éclairés, dans le prolongement du Plan Marshall et contre le Stalinisme qui s’était dangereusement rapproché: le but était de redevenir riches et prospères, non pas nationalement, égoïstement, mais «ensemble» (c’est tout). Cela a marché: de six à neuf puis, avec le goût de l’aventure économico-juridique, à douze et quinze. On connaît la suite.

Après la pesante entrée britannique dans la CEE, (rappelons que le Royaume Uni n’est là que d’un pied, et préserve soigneusement ses intérêts et ceux de son cher Commonwealth), puis l’élargissement vers les nordiques et les lusitaniens, les observateurs les plus intuitifs prédirent que l’effet le plus rapide et le plus spectaculaire de l’Europe serait un «morcellement territorial et humain, car sous l’effet d’une globalisation économique les particularismes sociaux et culturels resurgiraient afin de remplir leur rôle identitaire» . Cela n’a pas manqué.

En fait l’actuelle situation européenne, lestée des pays de l’ex Europe communiste, est très intéressante, ouvre des horizons nouveaux, inespérés, offrant le profil d’un paradoxe constructif: d’un côté en effet, nous avons la volonté d’une globalisation, d’une uniformisation et la mise en commun des principaux leviers économiques, financiers et bancaires, permettant de survivre et d’avoir une place de choix dans la vaste bagarre de domination économique de la planète: face aux puissances nouvelles – le Moyen Orient, la Chine, l’Inde, l’Asie du Sud-Est, l’Union de l’ASEAN, les cinq dragons et les quatre pirates –, l’Europe présente l’aspect du plus vaste «marché» mondial: le plus peuplé, le plus cultivé, le plus consumériste de tous biens, des plus usuels aux plus luxueux. L’Europe génère toujours les modes, les goûts, les inventions, les spectacles, une grande partie de l’innovation. C’est en Europe que «le luxe pour classe moyenne» se fabrique (un peu au Japon aussi). Son déficit énergétique est compensé par une créativité juridique et financière intense, permettant globalement – avec des États en pointe et d’autres en retrait – de continuer à bien se comporter dans la communauté internationale. La mise en œuvre d’une unique monnaie, l’Euro, d’une Banque Européenne et d’un marché financier uniformisé sont les vecteurs autour desquels s’organise une globalisation «à l’européenne» qui n’est pas sans risque (inflationniste) mais évolue vers l’enrichissement et la clarté».

«Être plus gros pour gagner plus», exporter mieux, valoriser l’effort…tels sont les maîtres-slogans d’une Europe formidablement poussée par les jeunes peuples des ex démocraties de l’est qui veulent leur part du pactole, et très vite.

Mais d’un autre côté, cette relative perte d’identité économique, avec partout les mêmes monnaies, les mêmes magasins, les mêmes produits, les mêmes pancartes de circulation, suscite une virulente réaction identitaire et une tendance très profonde à la parcellisation, au «mosaïcage nationalisant» comme l’écrit Emmanuel Todd. Chaque groupe européen, particularisé par son histoire, ses mœurs, sa langue, ses traditions, sa religion, revendique une autogestion, son territoire, ses insignes distinctifs, la reconnaissance de ses droits particuliers, l’inviolabilité de ses espaces culturels et matériels, et cela peut aller jusqu’à la revendication non plus d’une autonomie dans le cadre d’un État préexistant, mais jusqu’à la demande de l’indépendance. L’Europe s’achemine, lentement mais sûrement, vers un profil de type Renaissance, avec de petites unités nationalisantes, resserrées autour d’une emblématique capitale, et pratiquant avec enthousiasme et banderoles, leur autocélébration.

Il y a déjà eu la très discrète partition entre la Tchéquie et la Slovaquie, qui se demandaient bien ce qu’elles faisaient ensemble, le démantèlement de cette fameuse Yougoslavie imposée à la fin de la guerre et qui ne tenait que dans une poigne de fer; la première réflexion des Finlandais entrant dans l’UE a été «cela va permettre de résoudre le problème de la Carélie»; le cas de la Belgique est un exemple fort scabreux mais très significatif, Flamands et Wallons s’étant résignés à cohabiter, mais ne s’aimant pas, le problème étant renforcé par une inversion spectaculaire de la puissance économique; Anvers est néerlandaise c’est indéniable; et d’aucuns verraient bien Bruxelles en DC (tel Washington). Tant pis pour le royal souverain. Le britanniques ont admis Écossais, Irlandais et Gallois ailleurs que sur les terrains de rugby, avec d’ailleurs des succès inégaux; les Catalans qui représentent à eux tout seuls une grande part de la richesse hispanique rêvent maintenant d’une catalogne réunifiée des deux côtés des Pyrénées: à quand Perpignan, capitale de la Catalogne septentrionale? Les aventures balkaniques sont loin d’être terminées, car s’il existe des revendications nationales, ethniques ou religieuses, les populations ont été tellement brassées, déplacées, mélangées, que le problème des identités nationales est presque insoluble: certes l’ONU a recréé une Macédoine, mais elle n’est pas peuplée de «vrais» macédoniens, qui ont été déportés plus au nord, vers l’Ukraine et la Bulgarie; les Albanais sont dispersés un peu partout, le Kosovo est peut-être un État, mais est-il une Nation? Grande question. Et les Monténégrins, qui sont-ils? Les exemples sont multiples.

Une des grandes erreurs des différents gouvernements français est, vis à vis de la violence corse, de rester suspendu au principe de «l’Unité nationale absolue». «La Nation est Une et indivisible» dit la Constitution; cela est ré-affirmé dans le préambule du fameux article 16. Mais est-ce toujours réaliste? Il y a eu des avancées, un peu sur le modèle catalan, mais c’est très frileux et dévoyé par des pratiques iconoclastes; le gouvernement de Michel Rocard a d’ailleurs fait une première entaille au principe unitaire, en admettant le particularisme des Caldoches: à long terme la Nouvelle Calédonie pourrait devenir indépendante, et le statut de certaines îles du Pacifique a des atténuations d’unité très significatives. Mais c’est loin, on ne le voit pas, les métropolitains ne sont même pas au courant, et il y a une forte dépendance économique; et puis, après les Corses, il pourrait bien y avoir les Bretons, les Alsaciens, les Catalans…Quel pastis! Car l’unité française, ne l’oublions pas, est un des tours de magie de la Révolution, réalisé dans la violence et l’autoritarisme administratif, scolaire et militaire (l’École, l’Armée sont les deux fleurons de l’assimilation). Ce qu’il faudrait en vérité, maintenant, c’est un processus de «responsabilisation régionale» véritable: en France, tout individu, même farouchement régionaliste, continue de tout attendre de l’État central: État central tentaculaire, omniscient, paternaliste, omniprésent; et les autorités territoriales n’en sont que les pâles clones. Une véritable régionalisation, décentralisation devra être réalisée assez rapidement, sinon le chaos sera là, incontournable: nos structures centralisées ont été conçues avec une population d’environ vingt cinq millions de personnes, et rajeunies à la Libération pour environ quarante millions: nous serons bientôt soixante dix millions. Les outils de gestion doivent évoluer. La région Ile de France, le Rhône, les Bouches du Rhône, doivent vivement être revues dans une perspective plus locale, plus efficace. Sans casser pour autant l’Unité nationale. Et cela permettrait aussi de faire de sérieuses économies, car les doublons budgétaires sont multiples….

Ces deux tendances paradoxales – massification financière, bancaire et de marché d’un côté, particularisation locale et régionale de l’autre – mettent l’Union Européenne dans une situation tout à fait particulière, originale, extrêmement enrichissante sur le plan de l’innovation gestionnaire. L’exercice n’est pas simple: gérer le particulier tout en assumant le collectif, faire prospérer le Marché européen tout en préservant la croissance nationale. C’est un challenge osé, aventureux, plein d’embûches, mais dans lequel, malgré quelques ratés injustement gonflés par les médias, l’Union Européenne ne se débrouille pas trop mal. Il faudrait maintenant procéder à quelque toilettage, simplifier les institutions, savoir enfin si, de Strasbourg ou de Bruxelles, on a un lieu de travail cohérent. Mais l’Europe existe, et c’est tant mieux…

* Il est probable qu’à terme la «politique» telle que vécue sous l’influence occidentale depuis plus de 150 ans soit obsolète, dépassée, finie. Par manque d’idéologies nouvelles, par saturation de joutes inutiles, par crainte de trop grandes frayeurs, de trop belles illusions. Ce que veulent «les gens» désormais c’est être dirigé de manière cohérente, sans trop de heurts, permettant à défaut de richesse, un certain confort et la certitude de manger non pas le lendemain, mais les mois suivant et les autres, après. Ils veulent de l’éducation et de la santé, des routes praticables et une monnaie fiable. Que le leader soit blanc ou vert, peut importe, du moment qu’il n’y a ni trop d’injustices, ni trop de corruptions. Il faut se remémorer ce qu’ont vécu, en très peu de décennies des peuples comme les Roumains, les Bulgares, les Somaliens, les Argentins, les Malgaches, les Polonais, les Cambodgiens, les Japonais…une bonne partie des Allemands, et tant d’autres...Il est assez inouï qu’ils soient encore debout. Bruce Chatwin raconte dans *Le chant des pistes* avoir rencontré un grand maître taoïste dans une ville du centre de la Chine; le vénérable portait lui même, aux alentours de 1985, la robe bleue et le haut chapeau des grands maîtres; sa maison remplie de précieux rouleaux, son jardin de roses semblaient venir d’un siècle lointain. «mais qu’avez vous fait pendant la révolution culturelle?» «je suis parti marcher dans les montagnes»….alors que nombre de ses maîtres ou de ses disciples, croyant servir une cause, et être entendus d’elle, n’ont pas survécu[[7]](#footnote-7).

Il ne faut pas non plus oublier que tous les pays, tous les groupes, les États, les Nations sont loin d’être au même niveau d’évolution: Les Insurgents américains, les Constituants de 1791 ont eu beau jeu de mettre tout le monde à égalité, dans le même panier! De nos jours, demeurent les «vieux habitués» de la vie politique, la quinzaine d’États créateurs au XIXème siècle du moule actuel; ensuite il y a les besogneux de la fin des Empires, les mal traités de la Paix de 1918, les recréés de la Paix de 1945; il y a les échappés du soviétisme, du colonialisme, du fédéralisme autoritaire; les très récents indépendants, ceux qui ont renoué avec leur histoire naturelle. Les plus récents sont, bien sur, les plus virulents. Un vieux pays comme la France est exténué de politique, d’essais de formules diverses; nous les avons toutes essayées. Peut-être y en a-t-il d’autres, encore informulées, mais elles se font attendre, et entre le pur modèle parlementaire, et celui présidentiel, les variantes ne sont pas multiples. Aux extrémités de la palette, le tyran ou l’anarchie…ce qui revient au même. Depuis Aristote la politique bégaie, et postillonne ses ratés.

Il faudra donc s’en remettre à l’économie triomphante. Le citoyen moyen vote pour celui qui lui assure son travail, son salaire, les traites de sa maison et sa retraite. C’est sans panache, mais solide. Si en plus, il peut un peu croire en un Dieu ou se complaire dans des jeux vidéo, tout va bien. L’Asiatique aisé raisonne de cette manière, travaille dur, a de brèves mais joyeuses vacances, un nombre limité d’enfants en bonne santé, qui parlent au moins 3 langues, et une épouse qu’il a lui même choisie. La vie est simple, enfin.

Sous l’apparent désordre, en fait, se profilent quelques lignes de force, qui laissent bien augurer de l’avenir:

* Qu’il s’agisse de l’Union Européenne ou bien d’ailleurs, il y a une visible et rapide internationalisation du droit, des règles: on ne fabrique plus tout seul dans son coin, à l’intérieur de ses frontières, les normes de vie en commun: les frontières sont «relatives» et les États sont englobés dans un fort tissu de principes communs, de contraintes réciproques permettant les relations, lesquelles sont denses et rapides. Etrangement un des lieux de résistance à cette tendance est la France: abritée derrière sa solide armature juridique, elle pensait se suffire à elle même, brandissant l’indestructible jurisprudence du Conseil d’État! C’en est fait désormais, avec regrets et nostalgie. On se consolera en pensant toutefois qu’une bonne part de la jurisprudence européenne est fort redevable de la française.
* Cette internationalisation des règles n’est plus menée par les pouvoirs politiques: une intervention de plus en plus grande des acteurs économiques, financiers, privés modifie les donnes relationnelles, les orientant vers une pacification constante: le conflit n’est plus souhaitable, l’affrontement est dilué; on ne va plus en justice, on négocie, on a recours à l’arbitrage: cela coûte moins cher et va plus vite. Les pratiques du commerce sont entrées en politique; et, enfin…on va chercher les meilleurs pour gouverner, sans trop de soucis de leur appartenance, comme le pratiquent les nordiques depuis plus de trente ans. La communauté internationale a désormais la capacité de ralentir les possibles emballements, de «noyer les poissons agressifs», par des procédés concertés. Cela vient en grande partie de l’intervention sur la scène politique de mentalités nouvelles, habitées de l’art de la négociation, de l’attente, de la patience. Selon deux origines: les philosophies de la patience d’une part, et les pratiques marchandes et financières d’autre part.
* Les habitants de la terre, qu’ils soient riches ou pauvres, du nord ou des tropiques, sont de plus en plus dépendants les uns des autres: nous allons vers la «globalisation» des décisions et des nécessités. Dépendance ne veut pas dire solidarité, loin de là; mais il semble que nous ayons pris conscience, en très peu de temps, de la «communauté» que représentait la terre: cela est valable pour le climat, mais aussi et surtout, pour les crises financières, pour les alertes totalitaires, pour les comportements inamicaux de quelques leaders politiques. La première alerte importante a été la période d’effondrement de l’économie japonaise dans les années 80, dont la «crise» s’est exportée, d’abord en Amérique latine, puis transmise dans la zone nord-atlantique, et ainsi de suite…Des mécanismes d’observations réciproques et complémentaires ont alors été mis en place, permettant d’éviter des *collapsus* type 1930. Cela reste encore insuffisant, les terribles dégâts des méga-crédits US le prouvent, mais d’alerte en alerte, de crise en crise, nous apprenons….
* La Guerre Froide et les 2.040 essais nucléaires de l’après 2ème Guerre Mondiale auront eu au moins un bienfait: les gouvernements, les États ont appris à limiter les conflits armés, à les gérer comme une «entreprise» de résolution de conflit dans des espaces et sur des acteurs limités. Peu de nations rêvent encore d’en découdre, et elles sont sévèrement remises sur les rails de la négociation. Mais cela ne réussit pas toujours. Le problème reste la maîtrise nucléaire, mais il s’autolimite par sa technicité. Certes, avec quelques manuels et pas mal d’argent on peut bricoler sa bombe dans son coin, mais quel serait l’enjeu? Faire peur? Prouver qu’on existe? Cela paraît assez puéril et d’inlassables «commis-voyageurs de la paix» sont là pour arrondir les angles des relations difficiles: les «tyrans atomiques» sont tirés vers les fauteuils de la sécurité pacifique, vers les paquets de dollars et les échanges rémunérateurs….
* L’univocité occidentale, fait progressivement place à une pluralité négociée, sur des valeurs nouvelles et des intérêts complémentaires: l’Inde, la Chine, et autres «émergents» n’ont pas intérêt à asphyxier les «vieux occidentaux» qui leur ont appris à construire des voitures, tailler des vestons, des chaussures, et sophistiquer les microprocesseurs…Les «clients» sont les fournisseurs et réciproquement. Si les uns tombent, les autres boiront la tasse. D’ailleurs le problème actuel le plus préoccupant est «l’exportation» de leur inflation par ces pays à croissance très (trop) rapide. C’est un risque général apportant avec lui toutes les plaies d’une crise rampante généralisée. Restent les surprises: on mesure aujourd’hui les fortunes accumulées par les pays pétroliers en découvrant certains chantiers pharaoniques, la verdure artificielle là où il n’y avait que sable et scorpions…Tant mieux! Les retombées de tous ordres, y compris philosophiques n’en seront que plus enrichissantes. La pluralité des actions et des valeurs ne signifie pas le désordre, mais la perspective de réajustements dans la vision que l’on peut avoir à la fois du droit et du pouvoir. Vaste programme, plein de promesses de constructions intellectuelles nouvelles, plus souples, mieux adaptées au monde en train de changer si vite.
* Ce monde si vite changeant doit beaucoup à son chef d’orchestre principal: l’Organisation des Nations Unies. Pas seulement celle visible, qui se réunit à New York tous les mois de septembre, mais à l’ONU, énorme toile d’araignée de multiples Organisations-filles, assistée de milliers de structures, de fonds, d’ONG dans le monde entier, couvrant à peu près toutes les branches de l’activité humaine. Il est de bon snobisme de critiquer l’ONU et de la brocarder, mais on se demande ce qui serait arrivé si elle n’avait pas existé. Où en serions-nous, malgré ses lacunes, ses atermoiements, ses lenteurs et ses colossaux gâchis? La principale tâche de l’ONU maintenant est «d’ordonner le multiple»[[8]](#footnote-8); or, l’ONU peine à se réformer, à évoluer: créée au sortir de la 2ème Guerre Mondiale, sur le canevas laissé par la défunte SDN, elle correspondait à un leadership limité, essentiellement occidental; ce n’est plus de mise. La réforme du Conseil de Sécurité est au cœur du problème, mais s’avère quasi impossible: même Koffi Annan, dont c’était un des principaux objectifs, a échoué. On ne peut détailler ici toutes les subtilités d’une éventuelle réforme, des inimitiés possibles (la Chine ne veut siéger ni avec le Japon ni avec l’Inde devenus permanents), Les risques d’inefficacité générés par le trop grand nombre de membres, la question du veto des permanents (les nouveaux en seraient privés, le veto restant l‘exclusivité des cinq originaires), celle de l’Europe (pourquoi garder la France et le Royaume-Uni alors qu’il y a «l’Europe», sinon pourquoi ne pas admettre l’Allemagne, le pays le plus puissant de l’UE?), le choix entre permanents et cooptés, etc…la liste est longue. L’ouverture vers l’Asie suggère des préoccupations surtout économiques, or ce n’est pas le but du Conseil dont le travail est «le maintien de la paix»; par ailleurs, cette même ouverture asiatique doit être rééquilibrée par l’entrée de permanents issus de l’Afrique et de l’Amérique latine au sein du Conseil. Quels choix? Quels critères adopter?

Depuis plus de quinze ans l’on discute et l’on s’interroge, mais la solution n’est certainement pas pour demain. Toutefois, en tant qu’organe «politique», l’ONU doit engager sa réforme globale, correspondant aux temps présents, et non à des critères vieux de soixante dix ans, sinon elle risque de perdre une grande part de sa crédibilité.

Nous sommes, semble-t-il, à une période charnière de l’histoire de l’humanité, sans doute à cause du nombre interdisant l’isolement et du niveau global de développement de l’ensemble: les valeurs, les leaders changent, peut-être dans un fourmillement de petits faits, mais surtout selon des trajectoires nouvelles, qui se dessinent amplement au cours des mois qui passent. Les «politiques» désormais à la remorque de l’économie et de la finance, doivent modérer leurs ambitions de pouvoir en fonction de leurs «résultats» dans la réalité; les tyrans, les dictateurs tendent à être mis au pas non plus par la force, mais par la persuasion: on assiste depuis quelques mois en Asie à des accords officiels révélateurs; le Myanmar s’ouvre lentement, par des accords d’échange avec la Thaïlande et la Malaisie; la Corée du nord signe des accords avec le Cambodge et Singapour. On connaît l’adage anglais: «tout étranger s’il n’est marchand est un ennemi». Une nouvelle espèce de dictature se fait jour, celle de la «croissance», celle de «tyrans doux», aux procédés enveloppants, garants d’un mode de vie satisfaisant au prix de quelques réserves sur la contestation et le libre arbitre. Le Mexique a annoncé officiellement le 15 mars la conclusion d’un premier accord d’échange avec Cuba. Au même moment les personnels au sol de tous les aéroports de l’Inde sont en grève, demandant des garanties statutaires et des augmentations de salaires: c’est une grande première qui a obligé à annuler le championnat du monde de cricket qui devait se tenir à Delhi!…Sans doute nos valeureux syndicalistes des «droits acquis» ont-ils donné quelques conseils à ces débutants! Le Zimbabwe s‘apprête à tourner la désastreuse page Mugabe. Les banques suisses et américaines sont renflouées par des Asiatiques et des Indiens. Une entreprise italienne éclairera les circuits nocturnes de Formule 1 de Kuala Lumpur en 2009 et de Singapour dès 2008, là où la couture française occupe tout le rez-de-chaussée du plus grand «grand magasin du monde», lui-même japonais. La Corée met un embargo sur la mozzarella napolitaine. Les plus belles et grandes librairies sont malaises, parce qu’on y lit en six langues principales. Le tentaculaire Group indien *Tata* a racheté *Jaguar et Rolls Royce* le 26 mars 2008 pour quelques deux milliards de livres sterling: quelle implacable revanche! «La Môme» (rebaptisée «la vie en rose» dans les pays de langue anglaise) fait un malheur en Amérique, dans toute l’Asie et le Pacifique, après la vaillante Amélie Poulain…

Allons! Les temps changent! La France est-elle encore une *grande* puissance ? N’est-elle pas devenue une de ces «provinces européennes» dont on croit – de par le monde– qu’elles forment un État fédéral, mais qui garde un souffle d’impulsion par sa créativité et son imagination? Fonder sa seule puissance sur le pouvoir de l’argent comme le font certains États, est un peu «court» moralement, et la gloire militaire réside désormais dans la pacification des cas désespérés; les Français ont un «imaginaire» d’eux mêmes assez déroutant, plein de contradictions, d’enthousiasmes profonds et de cuisantes déceptions. Nous sommes peut-être, avec les Britanniques, le peuple du monde qui aura tenté le plus grand nombre d’expériences politiques, d’aménagements sociaux, d’aventures électorales…Avec sans doute une certaine naïveté aussi, croyant que le bulletin de vote peut, telle une magique baguette; changer le cours des choses et réparer les mauvais chemins. Le Français veut bien être Européen s’il mène le jeu; sinon il préfère rester Français; d’où des prises de position souvent paradoxales, qui deviennent embarrassantes dans le grand Barnum unanimiste de notre époque. Que pesons-nous face à la multitude chinoise ou indienne, aux colossaux comptes bancaires musulmans? Serions-nous devenus vaguement «pauvres»? Il reste la prégnante capacité d’adaptation, et surtout un bagage de savoir peu égalé qu’il ne faut surtout pas saccager, oublier, minorer. La vie, la vraie vie, c’est savoir évoluer: *solvitur ambulando:* tout se résout en avançant…

Global navigation satellite system at stake



###### *Par le Lieutenant (Air - ORSEM) Iole de ANGELIS*

**G**lobal Navigation Satellite System (GNSS) is the standard generic term for satellite navigation systems that provide autonomous geo-spatial positioning with global coverage. A GNSS allows small receivers to determine their location within a few meters using time signals transmitted along a line of sight by radio from satellites.

This article will focus upon all the GNSS systems existing and planned in order to study the geostrategic implications of the development of such systems not only from a military point of view.

In particular, navigation systems can be considered as a major strategic issue for the space powers for several reasons related to the full spectrum control in all the dimensions of the warfare (ground, water, sea / undersea, air, space and information) and to the dominance upon the time, since who controls the GNSS sets the standards for the time.

The article is articulated around the following points:

* The architecture and the role of a generic GNSS system.
* The geopolitical roles of the GNSS.
* The existing and planned GNSS systems.

Missions and architecture of a GNSS system

Throughout history, human beings have developed tools and techniques to figure out where they were in order to find their way to go where they needed to go. Early travellers used the characteristics of the ground to find their way; seamen relied on angular measurements to celestial bodies like the sun and stars to calculate their location.

The 1920s witnessed the introduction of a more advanced technique called radio navigation, since it was based upon radios that allowed navigators to locate the direction of shore-based transmitters when in range.

Later, the development of artificial satellites made possible the transmission of more-precise, line-of-sight radio navigation signals and sparked a new era in navigation technology.

GNSS’ missions

Satellite navigation pinpoints a location by measuring the distances to at least three known locations. The combination of three spheres defines a single, common area containing the unknown position, making it known.

The position accuracy depends upon the precision of the time measurement. Only atomic clocks provide the required accuracy and the necessary stability. Such clocks are a major technology element aboard the GNSS satellites.

In fact, wireless telecommunication networks use these signals for network management, for affordable and highly secure electronic encryption – since the latest technologies rely on highly precise time references – for time tagging and for synchronization of the many frequency references. Power plants and networks use the common time reference system as a common reference for all system monitoring and control. The scientific community profit of this technology, because the timing accuracy allow the maintenance and development of international time standards.

More specific, the networks to distribute power, gas or oil are continuously monitored by instruments spread around them to ensure efficient operations. When there is a break or a weakness, it is essential that these instruments are synchronized. At the same time, the localization of national resources (oil, natural gas, etc.) is essential to settle the controversies amongst Countries for the control of these resources. In addition, marine seismic exploration uses GNSS for the seismic acquisition vessel and the seismic streamer arrays and gun arrays in order to increase the safety of drilling activities, and enable a high-resolution survey of the site and the identification of any geomorphological or geophysical risks.

Summarizing, the main missions of the GNSS are navigation (on the ground, by sea, by air and in space), localization, time control and encryption based upon the time signal. In other terms, it is possible to make a long list of fields where such systems are useful : transport, energy, people with disabilities, road, telecom/LBS, civil protection, rail, finance, insurance, time reference, aviation, civil engineering, science, public transport, agriculture, leisure, maritime, fisheries, safety and environment.

GNSS’ architecture

The GNSS systems provide the following services:

* An open service that results from a combination of open signals, free of user charge, provides position and timing to the users.
* An improved service that provides timely warnings to the user when it fails to meet certain margins of accuracy (integrity) and a better accuracy sometimes restricted to certain users (e.g. governmental).
* An encrypted service that provides precise position and timing to specific users (e.g. military forces) requiring a secure signal and high continuity of service, with controlled access.
* A search and rescue service that consists of alert messages from distress emitting beacons that broadcast globally.

The central component of a GNSS architecture is the constellation of satellites in Medium Earth Orbit (MEO). Usually, within each plane, one satellite has an active spare, able to be moved to any of the other satellite positions within its plane, for replacement of a failed satellite.

Data transfer to and from the satellites is performed through a Global network of Up-link Stations (GUS), each of which combines a Telemetry, Telecommand & Tracking Station (TT&C) and a Mission Up-link Station (MUS). Further MUS's complement the global up-link capabilities.

A wide range of receivers is available and they may be combined with other functions.

Summarizing, the original motivation for satellite navigation was to support military applications, and especially deterrence. In fact, this technology allows weapons precision delivery to targets, greatly increasing their lethality whilst reducing inadvertent casualties from misdirected weapons. In addition, it allows forces to be directed and to locate themselves more easily and thus reducing the [fog of war](http://en.wikipedia.org/wiki/Fog_of_war). Today, the GNSS technology has reach far beyond the military application and it is a global stake from an economic and scientific point of view.

Existing and planned GNSS systems

Global'naya navigatsionnaya sputnikovaya sistema (GLONASS)

The GLONASS constellation had been developed by the Soviet Union and now it is operated by the Russian Space Forces. The system's standard positioning and timing service provide horizontal positioning accuracy within 57-70 meters, vertical positioning within 70 meters, velocity vector measuring within 15 cm/s, and time transfer within 1µs (all within 99.7% probability).

GLONASS was developed to provide real-time position and velocity determination, initially for use by the Soviet military in navigating and ballistic missile targeting. It was the Soviet's second generation satellite navigation system, improving on their Tsikada system which required one to two hours of signal processing to calculate a location with high accuracy. The existing Tsikada satellite navigation system, while highly accurate for stationary or slow-moving ships, required several hours of observation by the receiving station to fix a position, making it unusable for many navigation purposes and for the guidance of the new generation of ballistic missiles.

The development of the GLONASS began in 1976, the goal of global coverage had been reach in 1991, and the constellation was completed in 1995. Following completion, the system rapidly fell into disrepair with the collapse of the Russian economy, leading to gaps in coverage and only partial availability. Beginning in 2001, Russia committed to restoring the system, and in recent years has diversified, introducing the Indian government as a partner, and accelerated the program with a goal of restoring global coverage by 2010.

On the 26th of October and 25th of December 2007, six satellites had been launched. For 2008, six satellites are scheduled for launch. The first third generation (Glonass-K) satellites are set to be launched in 2009, according to RIA Novosti. Once the required 24 satellites will be fully commissioned and set to healthy, GLONASS signals will be available across 90 percent of Russia and 80 percent of the globe.

On May 18, 2007, Russian president Vladimir Putin signed a decree officially providing open access to the civilian navigation signals of the GLONASS system, to Russian and foreign consumers free of charge and without limitations. The Russian president also directed the Federal Space Agency to coordinating work to maintain, develop and enable the system for civilian and commercial needs.

At the moment India has yet to launch any satellites as part of the cooperation project with Russia for satellite navigation.

NAVSTAR GPS

NAVSTAR GPS is the official name of the Global Positioning System (GPS), and it is not an acronym, but simply a name given by John Walsh, a key decision maker when it came to the budget for the GPS program.

This system had been developed by the United States Department of Defense and the satellite constellation is managed by the United States Air Force 50th Space Wing. The cost of maintaining the system is approximately US$750 million per year, including the replacement of aging satellites, and research and development.

The design of GPS is based on the similar ground-based radio navigation systems, such as LORAN and the Decca Navigator developed in the early 1940s, and used during World War II. In addition, when the Soviet Union launched the first Sputnik in 1957, a team of U.S. scientists led by Dr. Richard B. Kershner discovered that the frequency of the signal being transmitted by Sputnik was higher as the satellite approached, and lower as it continued away from them, because of the Doppler effect,. They realized that since they knew their exact location on the globe, they could pinpoint where the satellite was along its orbit by measuring the Doppler distortion.

The first satellite navigation system, Transit, used by the United States Navy, was first successfully tested in 1960. Using a constellation of five satellites, it could provide a navigational fix approximately once per hour. In 1967, the U.S. Navy developed the Timation satellite which proved the ability to place accurate clocks in space, a technology the GPS relies upon. In the 1970s, the ground-based Omega Navigation System, based on signal phase comparison, became the first world-wide radio navigation system.

The first experimental Block-I GPS satellite was launched in February 1978 and the satellites were manufactured by Rockwell International (now Boeing) and are now manufactured by Lockheed Martin (IIR/IIR-M) and Boeing (IIF).

In 1983, following the shooting down of Korean Air Lines Flight 007, President Ronald Reagan issued a directive making the system available for free for civilian use. Since then, GPS has become a widely used aid to navigation worldwide, and a useful tool for map-making, land surveying, commerce, scientific uses, and hobbies. GPS also provides a precise time reference used in many applications including scientific study of earthquakes, and synchronization of telecommunications networks.

GPS services includes a (currently disabled) feature called Selective Availability (SA) that introduces intentional random errors of up to a hundred meters into the publicly available navigation signals to prevent threats against the United States. When enabled, the normal less than one meter accuracy is available in the signal in an encrypted form that is only available to the United States military, its allies and a few other users. Even those who have managed to acquire military GPS receivers would still need to obtain the daily key, whose dissemination is tightly controlled.

During the Gulf War, the shortage of military GPS receivers and the ready availability of civilian ones caused many troops to buy their own civilian GPS. This lead to the decision to disable the SA even if it had been planned specifically for these situations: to allow friendly troops to profit of accurate navigation, while at the same time denying it to the enemy.

Selective Availability is still a possibility for the United Stated Department of Defense but it is unlikely that it will be reintroduced, since various government agencies, including the armed forces, have stated that they prefer the actual situation.

Besides the military applications for navigation, target tracking, missile and projectile guidance, search and rescue and map creation, GPS plays a major role in the deterrence architecture. In fact, the GPS satellites carry a set of nuclear detonation detectors consisting of an optical sensor (Y-sensor), an X-ray sensor, a dosimeter, and an Electro-Magnetic Pulse (EMP) sensor (W-sensor) which constitute a major portion of the United States Nuclear Detonation Detection System.

GALILEO

The GALILEO global component, comprising the constellation of 27 active satellites plus 3 spare satellites in Medium Earth Orbit and its associated ground segment (in Italy and Germany), will broadcast the Signal in Space required to achieve the satellite-only services.

On March 2002, the European Union and the European Space Agency agreed to create a GNSS autonomous program that they decided to name GALILEO positioning system (GPS), and in order to avoid any confusion with the US system, it is normally called GALILEO. The system is intended primarily for civilian use. For long time GALILEO was defined as a neutral technology, available to all countries, able to only deny their opponents the use of highly accurate GNSS.

The first experimental satellite was launched on December 28, 2005.

The first ideas around a European GNSS capability arose at the end of the 90s and the whole system is worth about 3.4 billions of euros.

Following the September 11 attacks, the United States Government opposed to the project, arguing that it would end the ability of the United States to shut down GPS in times of military operations and this lead to the almost death of the project.

In 2002, the European Union member states decided it was important to have their own independent satellite-based positioning and timing infrastructure, and the agreement was finalized on May 26, 2003.

In September 2003, China joined the GALILEO project, investing € 230 million.

In June 2004, an agreement among the United States and the European Union allowed both forces to block each other's signals in the battlefield without disabling the entire system. The European Union also agreed to address the "mutual concerns related to the protection of allied and U.S. national security capabilities".

In July 2004, Israel signed an agreement with the EU to become a partner in the GALILEO project. On June 3, 2005 the EU and Ukraine signed an agreement for Ukraine to join the project. On September 7, 2005, India signed an agreement to take part in the project and to establish a regional augmentation system based on the European Geostationary Navigation Overlay Service (EGNOS). As of November 2005, Morocco and Saudi Arabia have also joined the program. On January 12, 2006, South Korea joined the program.

Since May 18, 2007, at the recommendation of Transport Commissioner Jacques Barrot, the EU took direct control of the GALILEO project.

GALILEO uses some part of the spectrum used by the GPS, this reduces the ability for the US system to carry out frequency hopping, and thus anti-jamming. Today, China has obtained some GALILEO frequencies, which restrain the frequency hopping capabilities of GALILEO.

COMPASS

In 2007, China has indicated they intend to expand their regional navigation system, called BEIDOU or BIG DIPPER, into a global navigation system; a program that has been called COMPASS. The COMPASS system is planned to be a constellation of 30 medium earth orbit satellites and five geostationary satellites. Having announced that China is willing to cooperate with other countries to develop such system, the question of the impacts of China's commitment into the GALILEO system arises.

QZSS

The Quasi-Zenith Satellite System (QZSS), or Jun-Ten-Cho in Japanese, is a proposed three satellites system to enhance the GPS service in Japan. The first satellite is scheduled to be launched in 2009. It will be developed by the Advanced Space Business Corporation (ASBC) team, including Mitsubishi Electric Corp., Hitachi Ltd., and GNSS Technologies Inc. Its positioning service could also collaborate with the geostationary satellites in Japan's Multi-Functional Transport Satellite (MTSAT), currently under development, which itself is a Satellite Based Augmentation System similar to the U.S. Federal Aviation Administration's Wide Area Augmentation System (WAAS).

Indian Regional Navigation Satellite System

The Indian Space Research Organization (ISRO), the country’s space agency, is building the satellites, the first of which is to be launched in 2010. It will be used for surveying, telecommunications, transport, identifying disaster areas and public safety among others functions. The system is expected to be functional by 2012.

The satellites will be placed at a higher so-called geostationary orbit to have a larger signal footprint and lower number of satellites to map the region.

Conclusion

The GNSS is a major geopolitical issue for several reasons that include not only the military applications of localization for missiles guidance, command and control of operations and full spectrum dominance. At the same time, this technology allows economical warfare throughout encryption, and can be used to enhance science, to guide all kind of vehicles (included spacecraft), to have a perfect time reference for scientific experiments and to monitor geological phenomena.

The development of such technology in several regions of the world is a clear demonstration of the importance of the matter.

**Bibliography**

* Wikipedia, [http://en.wikipedia.org/wiki/](http://en.wikipedia.org/wiki/Global_Navigation_Satellite_System), consulted on May 10, 2008
* The Free Dictionnary, <http://www.thefreedictionary.com/Doppler+effect>, consulted on May 10, 2008
* Le site officiel de l’Union Européenne, <http://ec.europa.eu/dgs/energy_transport/galileo/>, consulted on May 10, 2008
* Federation of American Scientists: [http//www.fas.org](http://www.fas.org), consulted on May 10, 2008

La puissance aérienne et spatiale



*Par le Général (Air) Guillaume GELÉE*

*Directeur du CICDE[[9]](#footnote-9)*

**L**e combat est interarmées. Par essence même, l'utilisation simultanée et coordonnée des moyens utilisant les trois milieux est une clé du succès au combat. Cela est vrai quelles que soient les missions confiées aux armées et l’environnement dans lequel elles se déroulent. La difficulté est alors d'assurer la coopération entre des milieux de culture différente, chacun ayant sa légitimité, entre décideurs n'ayant pas la même vision du terrain et entre combattants n’ayant pas nécessairement connaissance des possibilités offertes par les autres moyens.

Il s'agit donc de trouver, à chaque fois, les meilleures conditions d'engagement possibles pour assurer le succès. Elles sont évidemment différentes en fonction du but politique recherché: convaincre un leader politique au Kosovo, déraciner une rébellion en Afghanistan ou remplacer un régime en Irak. Si la définition de la force interarmées, appartient au chef d'état-major des armées, éventuellement sur proposition du commandant de la force, c'est sur le terrain que se dessinera la coopération effective donnant les meilleures chances de succès.

C'est dans cet esprit que le CESAT m'a ouvert les colonnes de cette revue afin qu'un aviateur s'exprime sur l'intérêt de l'utilisation de la troisième dimension dans les opérations interarmées. C’est donc en tant qu'aviateur que je présente mes vues sur l'utilisation de la puissance aérienne et spatiale par les troupes au sol, en imaginant les questions qui peuvent être les vôtres, en ayant l’ambition de couvrir l’essentiel du spectre des domaines d'intérêt pour le combattant au sol.

Une définition moderne de la puissance aérospatiale est «l’ensemble des actions envisageables par l’action potentielle ou effective de la 3e dimension dans le but de soutenir la décision politique, de modifier la conduite de l’adversaire ou d’altérer le cours des évènements». Si chaque armée utilise la puissance aérienne et spatiale, parfois avec des moyens propres, l’armée de l’air en est le principal opérateur et, en quelque sorte, le référent. Cette définition se traduit en missions dont les principales caractéristiques pour les forces au sol sont rapidement exposées ici. D’autres articles permettront de mieux détailler ces missions.

##### L’appui

L’action directe par le feu est certainement l’action d’appui aux forces terrestres la plus emblématique de l’aviation de combat. Elle peut être analysée selon trois domaines: la puissance, la précision et la réactivité.

En termes de puissance, l'accent a été mis depuis de nombreuses années sur l'augmentation de l'effet des munitions. Nous sommes arrivés maintenant à un niveau suffisant, permettant d’envisager sereinement le combat contre des armées régulières et équipées de matériels modernes. Le combat nous a cependant démontré en de nombreuses occasions que l'excès de puissance peut nuire à la réalisation des objectifs politiques, donc militaires. La démonstration de volonté, par simple présence de l'aviation de combat ou des passages à très basse altitude, a montré tout son intérêt contre des forces dites irrégulières, faiblement équipées et ne possédant pas notre culture technologique occidentale. Il faut reconnaître qu'il existe actuellement un trou capacitaire entre la présence et le fort pouvoir explosif des bombes en service dans les armées françaises. Si certains appareils sont équipés de canons permettant partiellement de combler cette lacune, il devient urgent de mettre en service des munitions de faible capacité détonantes à l'inventaire de l'aviation d’appui.

Il est nécessaire par ailleurs de poursuivre les efforts entrepris afin d'améliorer la précision des armements. Les techniques modernes permettent d'atteindre des niveaux suffisants de précision, mais l'efficacité opérationnelle peut encore être augmentée par les techniques de guidage utilisant un éclairage laser (montrer rapidement et sans erreur la cible au pilote) et par la qualité des coordonnées données à des armements guidés par GPS, lesquels permettent l’action tout temps. Sur ce dernier point, il faut noter que l'armement va exactement sur les coordonnées insérées dans le système de l'avion, mais l'expérience montre que la cible n'est pas systématiquement sous ces coordonnées: outre l’imprécision de l'extraction des données, il existe différents référentiels de coordonnées qui peuvent induire une erreur de plusieurs dizaines de mètres. Là encore, il est urgent de mieux maîtriser l’extraction et la transmission de la position de la cible pour être sûr de l’effet produit.

Enfin, un des atouts de la puissance aérienne est sa réactivité. De nombreuses dispositions, coûteuses en ressources comme l’alerte en vol, sont mises en œuvre pour exploiter cette qualité. Malheureusement, les procédures d’identification de la cible par dialogue radio sont parfois laborieuses (maîtrise de l’anglais, qualité de transmission), pouvant annihiler les efforts déployés pour agir vite. Des techniques modernes permettent de fonder ce dialogue sur l’image et non la voix. Les systèmes SCARABEE ou ROVER diminuent de façon spectaculaire le temps d’identification de la cible (en Afghanistan, le temps moyen entre le premier contact radio et le tir a été réduit de 15 à 3 minutes avec ces techniques).

S'il reste évidemment des progrès à faire en termes d'appui feu par l'aviation de chasse, ce domaine reste privilégié et bénéficie de toute l’attention des états-majors. Le niveau atteint par les troupes françaises, comme cela est démontré en Afghanistan, est tout à fait cohérent avec les objectifs fixés par les autorités. Les marges de progrès existent et sont identifiées. En revanche, le domaine de la complémentarité entre l'artillerie, les hélicoptères de combat et l'aviation de chasse mérite certainement un meilleur traitement que celui qui lui a été réservé jusqu'alors. C'est le rôle de chacun d'apporter sa connaissance pour nourrir un débat qui doit avoir lieu sainement, en faisant la part entre l'esprit de chapelle et la culture militaire.

L'appui mobilité à l'intérieur du théâtre est également déterminant pour l'ensemble des forces en opération. Outre les domaines bien connus du transport de troupes, de matériel, de vivres et de munitions à l'intérieur du théâtre d'opérations, l'évacuation médicale des blessés est l'objet d'un soin particulier.

La ressource, faite, d'une part, d'avions de différents tonnages et de différentes capacités d'atterrissage en fonction du terrain et, d'autre part, d'hélicoptères est toujours insuffisante. Un des meilleurs exemples est la difficulté que rencontrent les coalitions lors des conférences de génération de force permettant sa constitution.

Que les appareils de transport soient d'une armée ou d'une autre, l'efficacité globale de l'opération passe par la meilleure allocation possible des ressources allouées aux besoins. Pour cela, il est nécessaire que chaque composante mette ses moyens au service de l'opération, nationale ou en coalition, les transports se faisant en fonction des priorités données par le commandant de la force. L'appui mobilité de théâtre, s'il est reconnu par tous comme étant indispensable au bon déroulement de l'opération, doit donc effectivement voir les intérêts de chacun s'effacer devant l'intérêt général.

La troisième dimension permet un apport déterminant au recueil du renseignement, qu'il soit tactique, opératif ou stratégique. En effet, un même vecteur (avion, drone, satellite,...) peut recueillir lors de la même mission du renseignement pour les trois niveaux. Les moyens permettent principalement d'apporter des images, de connaître l'activité électronique de l'adversaire, d'écouter ses communications voire de faciliter les nôtres. Dans ce domaine, les progrès techniques font évoluer le concept d’acquisition du renseignement par moyens aériens et aérospatiaux de la mission dédiée à l’acquisition d’un type de renseignement à celui de la permanence de l’acquisition pour tout type de renseignement. En particulier, les drones laissent espérer une occupation de l’espace aérien autorisant une vue permanente du théâtre.

L’expérience de terrain démontre qu’à tous les niveaux, le renseignement est une sorte de drogue: lorsque vous y avez goûté, vous en voulez plus.

Très présente pendant la guerre froide, la guerre électronique est actuellement le parent pauvre du combat. La guerre du Liban de 2006 montre pourtant qu'un adversaire irrégulier, s'il est soutenu par un État, peut posséder des équipements de combat sophistiqués. Il est donc nécessaire de conserver des capacités en termes de recherche, d'analyse et de lutte en guerre électronique pour ne pas être surpris par son adversaire. De plus l'éventualité d'une guerre contre un État possédant des capacités militaires modernes ne pouvant être écartée, il nous appartient de faire un choix raisonné de maintien des capacités de guerre électronique au profit des troupes au sol.

##### La réactivité

Il est parfois reproché aux forces aériennes ne pas être disponibles au moment où les forces terrestres les demandent. Parfois fondé au regard de la réalité, ce reproche n'en est pas moins injuste. Malgré la rapidité de déplacement des moyens aériens, malgré la centralisation du système de commandement qui permet à tout moment de connaître la position de chaque appareil, de l'état d'avancement de sa mission, de ses possibilités pour faire face à un imprévu, chaque demande peut ne pas être systématiquement satisfaite. Les aviateurs obéissent aux ordres et consignes en cascade descendant des différents niveaux de commandement jusqu'aux unités aériennes, et c'est bien la traduction des intentions du commandant de la force qui conduit à définir des priorités pour les missions aériennes. En conséquence, l'allocation des moyens entre les missions différentes, notamment d'appui, est défini par le commandant opératif. Il en résulte, après un cycle très complet, une programmation de l'utilisation des moyens aériens conforme aux intentions du commandant de la force.

Mais chacun sait que le combat est fait d'imprévus, certains devant être traités au moment où ils se présentent. C'est le rôle~~(~~du centre d'opérations aériennes que de gérer l'ensemble des ressources à chaque instant, en fonction de la programmation, de l'importance des événements, et des priorités données par le commandement. Ayant une connaissance parfaite de l'ensemble des moyens, en vol ou au sol, de leur disponibilité, de leur armement, ce centre d'opérations est capable à tout moment de rediriger les moyens pour faire face à une situation imprévue. Les opérations en Afghanistan permettent de mettre en oeuvre cette souplesse d'emploi de la puissance aérienne. L'ensemble des moyens de combat aérien étant dédié à la protection et à l’appui des forces terrestres, il n'y a pas de conflit d'attribution si ce n'est entre deux situations de combat aéroterrestre présentant des risques équivalents pour les combattants. Ce que les aviateurs mettent en oeuvre actuellement en Afghanistan sera utilisé, tant dans la programmation que dans l'exécution, pour les opérations futures.

On peut donc prédire que la souplesse d'emploi de l'aviation de combat sera mieux utilisée dans le futur qu'il ne l'a été par le passé, grâce à l’expérience acquise et à la rapidité de propagation de l’information permise par les moyens modernes.

##### Protéger la force

Les capacités offertes par la troisième dimension ne sont pas uniquement dédiées aux combats terrestres. Une des missions premières de l’armée de l’air et d'assurer la supériorité aérienne sur le théâtre d'opérations, afin de garantir la protection des forces sur leur lieu de stationnement, et, dans la mesure du possible, sur les lieux d'opérations. Le passé opérationnel récent des armées occidentales modernes a démontré que négliger cet aspect de la protection des forces, même face à un adversaire faiblement équipé, peut être une erreur grave.

Lors de la guerre du Liban de 2006, le Hezbollah possédait des drones «suicides», capables de tuer un nombre important de civils. Deux de ces appareils ont été lancés vers Israël. L'un s'est écrasé a priori sans intervention israélienne, l'autre a été descendu, de nuit, par un chasseur F 16 équipé de missiles infrarouges de dernière technologie. La défense aérienne israélienne n’a pas baissé la garde, malgré la faible menace, et a sauvé de nombreuses vies.

Cette contribution essentielle à la protection de la force, souvent transparente pour les unités n'y participant pas directement peut mobiliser des ressources aériennes considérables. Outre les équipements destinés à la détection et l'identification des vecteurs aériens circulant dans la zone considérée, il est indispensable de maintenir des équipes entraînées capables de distinguer une activité aérienne normale d'un mobile suspect, ainsi que les équipements correspondants: radars, avions, missiles sol-air.

##### La technologie

Alors que nous constatons une paupérisation technique des adversaires contre lesquels nous sommes actuellement engagés, il est légitime de se poser la question du niveau technologique de nos forces.

Pour cela, il faut mettre en perspective l'ensemble des missions confiées aux forces armées. Les forces doivent être capables de faire face à un éventail de capacités militaires allant de la simple contre-insurrection jusqu'à la guerre contre un État bien équipé. En ce qui concerne la puissance aérienne, le choix qui a été fait dans les années 80 est celui de la polyvalence des moyens. Ce choix est certainement le plus efficace en ce qui concerne la dépense publique, dans la mesure où un seul système est de nature à répondre à l'ensemble des demandes. Regrouper toutes ses capacités opérationnelles au sein d'un seul système réclame un certain niveau de technologie. Toute la difficulté réside alors dans un choix judicieux des techniques embarquées, en fonction d'une part des performances désirées, d'autre part des capacités industrielles, et enfin du coût global de possession.

Il ne s'agit donc pas de faire de la technologie pour le plaisir de l'ingénieur, mais bien d'effectuer très à l'avance les choix judicieux pour obtenir les capacités polyvalentes nécessaires à l’exécution des missions.

La complexité des opérations va en grandissant, qu’elles aient pour finalité la défaite militaire d’un adversaire étatique ou le retour à la normale d’une situation de crise à l’intérieur d’un État affaibli. Il nous faut donc maximiser l’efficacité militaire, en tenant compte de l’état des lieux: les hommes, la doctrine, les équipements, et les réalités budgétaires. Nous devons reconnaître que le domaine de la cohérence interarmées nous offre une marge de progrès, qui passe en premier lieu par une meilleure connaissance mutuelle. Si l’expérience démontre la capacité de nos unités opérationnelles à s’adapter sur le terrain, un apprentissage mutuel lors de sessions de formations de nos officiers ne peut être que bénéfique.

## Libres opinions[[10]](#footnote-10)



**Les vainqueurs impuissants:**

**l’évolution du moral**

**dans les forces de la Coalition en Irak**



*Par le Lieutenant-colonel Michel GOYA,*

*de l’État-major des armées*

**L**e 1er mai 2003, sur fond d’une bannière proclamant «*Mission Accomplished»*(Mission Accomplie), le président Bush annonce fièrement la victoire de la coalition sur l’Irak de Saddam Hussein, après seulement 42 jours de combat et la perte de 139 hommes, sur plus de 125.000 engagés. Le moral des forces américaines et alliées est alors à son apogée. Quoique souvent sceptiques sur l’intérêt de cette opération et ses modalités, les militaires américains ne peuvent qu’être fiers du résultat obtenu. Pourtant, les choses ne se poursuivent pas complètement comme prévu puisque dans les villes sunnites quelques irakiens persistent à harceler les vainqueurs. Ces actions sont immédiatement interprétées comme un simple combat d’arrière garde de nostalgiques de l’ancien régime sous la direction du Raïs alors en fuite. Rien de vraiment inquiétant mais qui oblige le contingent américain à rester plus longtemps que prévu sur le sol irakien, ce qui révèle rapidement les failles psychologiques de cet instrument de guerre en apparence si puissant.

## De l’euphorie à l’illusion

En premier lieu, les opérations «au milieu des populations», violentes ou non, constituent vraiment l’antithèse d’une culture militaire américaine qui, dans une interprétation particulière de Clausewitz, conçoit la guerre comme une «substitution»à la politique, avec un mandat confié aux militaires pour écraser le plus vite possible l’armée adverse[[11]](#footnote-11). Dans la terminologie officielle, ces opérations ont d’ailleurs longtemps été classées comme «autres que la guerre», avec l’espoir de les confier aux «sous-traitants» fournis par les Nations-Unies où, à défaut, aux forces spéciales qui regroupent tout ce qui ne relève pas de l’affrontement direct[[12]](#footnote-12) ou encore, plus récemment, aux sociétés militaires privées (SMP). Mais la réticence de la plupart des nations à fournir des troupes d’occupation en Irak et la réorientation des forces spéciales dans la traque des anciens leaders bassistes, obligent les forces «conventionnelles» (au sens de «normales») à opérer seules contre ces cellules de guérilla.

Mais ces forces conventionnelles elles-mêmes sont hétérogènes. Au nom de la rationalisation dans une situation de réduction de budget, on a réservé le «cœur du métier», le combat, à une force d’active relativement réduite, au regard de la puissance américaine, et les tâches d’appui et de soutien (logistique, renseignement, police militaire, etc..) à des réservistes. Ceux-ci et les gardes nationaux[[13]](#footnote-13) représentent ainsi un bon tiers du contingent américain en Irak. Pour ces hommes et ces femmes qui, pour la plupart, ont un emploi civil qui les attend aux États-Unis, la nécessité de rester jusqu’à un an en opérations pose de graves problèmes. De plus, dans un contexte de guérilla (ce mot qui fait peur n’est pas prononcé par un officiel avant le mois de juin), il n’y a plus ni d’«avant» ni d’«arrière». Les conducteurs de camions logistiques par exemple, très souvent réservistes ou même employés civils, sont très exposés. Enfin, il s’avère que les conditions de vie locales ne sont pas au standard auquel les GIs sont habitués. Or, comme les réservistes se sentent beaucoup moins tenus au devoir de réserve que leurs camarades d’active, ils n’hésitent pas à faire connaître leur mécontentement dans les médias.

Le haut commandement perçoit alors qu’avec aussi peu de troupes terrestres d’active et une telle proportion de réservistes dans ses rangs, son armée «manque de souffle». Il faut donc résoudre le plus vite possible le problème de la guérilla, pour se désengager au plus tôt, sous peine de voir s’amplifier les mouvements d’humeur et s’effondrer le nombre de recrues dans l’active et surtout la réserve. Ce volontarisme, qui correspond parfaitement à la mentalité américaine, va s’avérer catastrophique. Les Américains se lancent dans de grandes opérations de bouclage et de chasse à l’homme dans les provinces sunnites. Ils s’y révèlent particulièrement maladroits et même souvent odieux envers la population, sans parler de leur propension à surréagir à la moindre agression (il y a, pendant cette période, 100.000 fois plus de cartouches tirées que de rebelles tués)[[14]](#footnote-14).

De plus, comme la matière première de ces opérations est le renseignement et que la source la plus rapide est constituée par les interrogatoires, la tentation est grande de forcer les aveux. Et là, la boucle se referme puisque la plupart des unités de garde de prisonniers et de renseignement sont constitués de réservistes. La 372ème compagnie de police militaire, qui passe à la postérité le 28 avril 2004 dans l’émission *60 Minutes* de la chaîne américaine CBS est finalement assez typique. Venus pour faire de la circulation routière ou surveiller des prisonniers de l’armée irakienne, ces jeunes Virginiens se retrouvent pour quelques mois supplémentaires dans la sinistre prison d’Abou Ghraïb. Cette unité est mal commandée et indisciplinée, et c’est à elle que l’on demande de «mettre en condition» les prisonniers tout en lui accordant, pour soutenir son moral, un large accès à Internet. On connaît la suite.

À la fin du mois d’août, le malaise commence à être aussi perceptible parmi les soldats d’active dont beaucoup ont moins de 20 ans. Les opérations de bouclage sont un échec et la guerre s’annonce longue et «sale». Outre une certaine honte, se développe un sentiment d’isolement, non seulement vis-à-vis de cette population locale dont ils ne comprennent pas le ressentiment, mais aussi des fonctionnaires américains du Département d’État, chargés de la reconstruction et qui vivent dans la «zone verte» ultra-protégée de Bagdad[[15]](#footnote-15). Entre des «ingrats»et des «planqués», les militaires restent encore sûrs de leur cause et du soutien de la population américaine avec qui ils communiquent désormais directement par le biais de centaines de *blogs* sur Internet, court-circuitant des médias de plus en plus critiques et de moins en moins présents. Pour autant, cette armée ne cède pas au découragement et s’efforce de pallier ses défauts les plus criants.

À la fin de 2003, l’évolution est sensible et de nouvelles opérations apparemment plus efficaces sont montées. La capture de Saddam Hussein et de la plupart des dignitaires en fuite donne un nouvel espoir de victoire militaire, d’autant plus que tous les indicateurs chiffrés sont positifs. À la veille de la relève, le Général Odierno, commandant la 4ème division d’infanterie peut annoncer fièrement: «*les rebelles restants sont à genoux* […] *les choses seront rentrées dans l’ordre dans six mois*». En réalité, ces chiffres positifs constituent une nouvelle illusion. Ils sont «américano-centrés» (pertes américaines, attaques contre les Américains, zones où les Américains peuvent circuler ou non, etc…) et s’intéressent assez peu au sort réel de la population. Aussi quand la guérilla sunnite adopte un «profil bas» ou quand les Américains réduisent leur activité dans le «territoire indien» à l’approche de la relève, la situation paraît s’améliorer. Personne ne veut être le «dernier mort», phénomène bien connu des fins de guerre, et les généraux peuvent ainsi présenter un bilan positif sinon la victoire complète.

## La reconquête des bastions

Les divisions américaines qui arrivent en mars-avril 2004 sont donc persuadées qu’elles vont parvenir à la normalisation de la situation. Avec une certaine répugnance mais beaucoup de professionnalisme, elles se sont surtout entraînées à pallier les déficiences du Département d’État pour gagner la bataille de la reconstruction. Le choc est alors rude lorsque ces unités découvrent que loin d’être anéantis, les groupes de la guérilla tiennent en réalité toutes les villes sunnites et qu’il faut s’engager dans de très violents combats de reconquête. Le pire survient à Falloujah.

Le 31 mars 2004, quatre mercenaires de la société militaire privée Blackwater ont décidé de prendre un raccourci par Falloujah, la cité la plus dangereuse d’Irak, à 50 km à l’ouest de Bagdad. Pris dans une embuscade à la sortie de la ville, ils sont assassinés et leurs corps sont mutilés, brûlés et pendus sous l’œil de caméras. Les images qui circulent très vite dans les médias horrifient le monde entier et en particulier l’opinion publique américaine, qui se remémore le fiasco de Mogadiscio en octobre 1993[[16]](#footnote-16). L’émotion est telle que l’administration Bush intervient directement dans la conduite des opérations pour exiger des représailles. Or, les Marines qui viennent juste d’arriver dans la province se sont préparés pendant des mois à une politique totalement inverse, faite de reconquête progressive des «cœurs et des esprits». Avant d’arriver en Irak, ils ont même tenu des propos assez virulents sur la brutalité de leurs prédécesseurs et même envisagé de porter une tenue d’une autre couleur pour bien marquer leur différence.

Au lieu de cela, par la faute d’une SMP[[17]](#footnote-17) et d’une intrusion politique, toujours mal vécue par les militaires américains, on leur demande de conduire un siège en bonne et due forme. Les Marines découvrent simultanément que les rebelles tiennent solidement la ville et que la nouvelle armée irakienne formée par les Américains ne vaut rien[[18]](#footnote-18). Seuls en première ligne, les Marines s’engagent de manière très méthodique afin de préserver la population locale mais, sans même qu’ils s’en aperçoivent, leur action est enrayée par les médias, pro-rebelles comme Al-Jazeera ou proche des conservateurs américains comme CNN, qui, pour des motifs différents, «surmultiplient» la violence des combats. L’«émulsion» médiatique est telle que l’administration Bush prend peur et ordonne la levée du siège à la fin du mois d’avril. Une dernière humiliation survient lorsque les Marines, qui ont eu 15 tués dans cette opération, sont relevés par une brigade *ad hoc* composée d’anciens soldats baasistes qui, peu de temps après le départ des Américains, rejoint la rébellion.

Le désarroi est immense chez les Marines désavoués et humiliés, alors qu’inversement la levée du siège apparaît comme la première victoire militaire du monde arabe contre les Américains. La situation est sensiblement la même dans les autres villes sunnites et lorsque la situation devient trop critique à l’approche des élections présidentielles américaines, les trois divisions américaines sont engagées dans une reconquête méthodique le long du Tigre et de l’Euphrate au nord de Badgad. Cela prend des mois et leur coûte deux mille tués ou blessés chacune. Point d’orgue de cette campagne, en novembre 2004, les Marines se lancent à nouveau à l’assaut de Falloujah, avec la rage au cœur et une obsession: prendre la ville au plus tôt pour éviter un nouveau «coup de poignard dans le dos», puis en éradiquer tout trace de la rébellion quitte à fouiller les 40 000 habitations une à une et à ficher toute la population.

## L’effondrement des Alliés

Le mois d’avril 2004 est difficile aussi pour les alliés des Américains, tous concentrés dans la zone chiite, au Sud du pays. Jusqu’au printemps 2004, ces provinces sont bien plus calmes que les provinces sunnites ou Bagdad. L’attaque la plus violente a frappé les Italiens (17 morts par un attentat suicide le 11 novembre 2003) mais le bataillon néerlandais, par exemple, n’a connu sa première agression qu’en décembre 2003. Tout bascule lorsqu’à partir de la fin mars 2004, les Américains entreprennent d’arrêter les responsables de l’armée du Mahdi, une puissante milice chiite. Le 4 avril, tout le sud chiite s’enflamme, en particulier les villes saintes comme Nadjaf et Kerbala ou l’immense quartier bagdadi de Sadr-City. Tous les contingents de la coalition sont attaqués par des foules en colère et des bandes de miliciens.

Cette révolte est une surprise totale pour les Alliés qui découvrent à cette occasion qu’il ne suffit pas, selon le mot d’un officier italien, d’inonder un secteur de barres de chocolat pour s’attacher la population. Il est vrai que pour la «vendre» à des opinions publiques rétives, l’intervention en Irak a été parée de toutes les vertus humanitaires et que pour être sûr qu’il n’y ait pas de bavures, les unités ont presque toutes reçu des règles d’engagement très restrictives mais surtout pas de moyens de combat puissants. Beaucoup de contingents n’ont pas le droit de mener des opérations offensives (c’est-à-dire faire autre chose que de la légitime défense) sans l’autorisation de leur Parlement. Certains, comme les Japonais, ne sont même pas autorisés à défendre leur périmètre de sécurité, ni même à venir en aide à une autre force attaquée. Les conditions de sécurité étant insuffisantes pour lui, le bataillon thaïlandais n’est jamais sorti de son camp malgré plusieurs mois de présence. Parmi les quelques contingents qui effectuent des patrouilles, seuls les Britanniques et les Néerlandais le font à pied. Les autres restent prudemment dans leurs véhicules blindés.

À l’exception des Britanniques, qui tiennent la province de Bassorah, tout cet édifice hétéroclite se paralyse de stupeur face à l’attaque de quelques milliers de miliciens, pour la plupart adolescents, armées de simples kalashnikovs. Pendant cette crise qui dure, en deux phases, d’avril à octobre 2004, les Italiens déplorent un mort et une trentaine de blessés dans deux actions de force qui échouent faute de moyens adéquats et de soutien politique. Leur moral s’en trouve très affecté jusqu’à leur départ en 2006. De son côté, le bataillon espagnol reçoit l’ordre de rester dans sa base et de quitter le territoire au début du mois de mai. Onze hommes ont été tués pour rien dans cette expérience de dix mois et là aussi les soldats sont amers. Leur exemple est suivi par le Kazakhstan, le Honduras, la République Dominicaine et le Nicaragua. Mais les contingents les plus fragiles semblent ceux, nombreux, venus des pays de l’Est, unités sans cohésion et sans expérience, formées de volontaires issus de régiments d’appelés soumis jusque là à une morne vie en garnison. Les Polonais comptent deux fois plus d’évacuations dans les hôpitaux psychiatriques en Pologne que de tués. Sur place, à la fin de 2004, un soldat sur vingt-cinq a déjà été soigné pour troubles psychiques.

La division sous commandement polonais[[19]](#footnote-19) est tellement inefficace face aux mahdistes que les Américains sont obligés de prendre le combat à leur compte, après avoir ordonné à une division sur le départ après un an de présence de rester deux mois de plus. Les soldats américains, pratiquement «débarqués de l’avion»pour partir combattre à Nadjaf (fort bien d’ailleurs), ne cachent pas leur mépris pour ces alliés qu’ils soupçonnent de venir en Irak pour bénéficier de la générosité américaine, mais sans croire aucunement à la mission. Cette année 2004 marque ainsi le début du reflux des Alliés, chez qui la protection et la limitation des pertes deviennent une obsession, ce qui finit de laisser libre champ aux mouvements radicaux.

De leur côté, les soldats britanniques, endurcis par la longue expérience irlandaise, sont tactiquement excellents mais cela ne leur sert à rien car ils ne maîtrisent pas grand chose dans cette guerre. Plus encore que les Américains, les militaires britanniques, anciens colonisateurs de l’Irak, avaient des doutes sur l’issue de cette aventure. Mais sur place, ils découvrent en plus que le Royaume-Uni ne veut pas s’impliquer financièrement et a décidé d’abandonner le commandement aux Américains. Les soldats de Sa Majesté, assistent donc, impuissants, aux tâtonnements catastrophiques de leur grand allié. Ils constatent aussi que leur zone d’action est remplie d’autres acteurs comme les contingents alliés, les organisations non gouvernementales, les SMP, la police et les milices irakiennes ou encore les convois logistiques américains, qu’ils ne maîtrisent pas et dont le comportement vient souvent anéantir leurs efforts de bonnes relations avec la population. Avec le transfert d’autorité à un gouvernement irakien à partir de juin 2004 et le développement d’un pouvoir local très autonome à Bassorah, la sensation de perte de contrôle devient totale. Le sentiment de ne servir à rien alors que la situation se dégrade progressivement, associé à une discipline de tir très stricte qui fait que chaque ouverture du feu apparaît comme synonyme de mise en examen judiciaire, fait monter en flèche les taux de stress.

En octobre 2005, alors que des membres du *Special Air Service* ont été capturés à Bassorah par des policiers irakiens proches de l’armée du Mahdi, le commandement, au lieu de négocier, décide de monter une opération de choc. Le but est de montrer aux soldats que l’on est encore capable de combattre pour les sauver. L’opération de libération est un succès mais les images de soldats sortant en flammes de leurs véhicules bombardés de cocktails molotovs par la foule font éclater la superficialité du contrôle britannique sur la ville. C’est la fin des patrouilles à pied dans la ville et le début d’un retrait dont la progressivité doit visiblement masquer le caractère honteux.

## Le repli caché

À la fin des combats de Falloujah, en décembre 2004, le sergent américain Hudnall de la 1ère division de cavalerie déclarait: «C’est la dernière grande bataille en Irak». Il exprimait ainsi l’espoir que l’effort fourni par les Américains pendant huit mois pour reconquérir les villes tenues par les rebelles puisse marquer une évolution décisive dans cette lutte. Au printemps suivant, alors que se déroule la nouvelle relève américaine, on retrouve même l’optimisme officiel de l’année précédente, en mettant l’accent cette fois sur l’apparente réussite du processus politique démocratique et sur la montée en puissance rapide de la nouvelle armée irakienne. C’est une nouvelle illusion. Mais comme l’opinion publique américaine ne soutient plus majoritairement cette guerre, on décide de limiter les pertes en organisant discrètement un repli dans d’énormes bases, laissant les villes chèrement reconquises à des unités irakiennes d’une grande fragilité.

Les soldats américains retrouvent ainsi des conditions de vie dignes du «pays» alors que le pays autour d’eux s’enfonce dans le chaos. À 70 km au nord de Bagdad, la seule base de Balad est aussi grande que la ville de Falloujah, avec un périmètre de défense long de vingt kilomètres. Plus de 25.000 hommes et femmes, civils et militaires, y vivent dans des conteneurs aménagés pour deux à quatre personnes où, avec un peu de chance, ils peuvent capter une centaine de chaînes télévisées grâce à leur antenne parabolique. Sinon, ils peuvent prendre le bus pour aller au cinéma, suivre des cours de salsa ou d’aérobic. Alors qu’ils perdaient en moyenne cinq kilos durant le premier tour en Irak, les soldats ont, selon le diététicien de Balad, plutôt tendance à grossir à partir de 2005. Certains, surnommés les «Fobbits»[[20]](#footnote-20), par référence aux «Hobbits» du *Seigneur des anneaux* de Tolkien, passent leur séjour complet sans jamais aller à l’extérieur. Leur tranquillité est seulement troublée par les vols d’hélicoptères et occasionnellement par quelques tirs de mortiers ou de roquettes. Quant aux attaques à l’arme légère, ils les apprennent dans le journal du lendemain. Après les avoir violemment critiqué, beaucoup de soldats américains ont ainsi adopté le mode de vie des fonctionnaires de la zone verte de Bagdad.

Plus grave que la prise de poids des soldats, cette rétractation progressive finit de couper la coalition de l’Irak. En visite dans une de ces bases à la fin de 2005, le journaliste George Packer raconte avoir mis plusieurs jours pour voir un Arabe et avoir rencontré, entre autres, un officier des actions civilo-militaires incapable de nommer les chefs des tribus environnantes ou un avocat travaillant sur le système judiciaire irakien et qui, au bout de plusieurs mois, n’avait toujours pas visité la cour de justice de la ville la plus proche. Tous les officiers lui parlent comme s’ils préparaient déjà le départ; l’un d’entre eux compare la coalition à un organe transplanté en cours de rejet.

Paradoxalement, alors que les mesures de protection sont maximales, les pertes américaines ne diminuent guère car parallèlement le nombre d’attaques anti-américaines augmente nettement. En valeurs relatives, avec une moyenne de deux soldats tués chaque jour, elles peuvent être considérées comme «modérées». Elles sont dix fois moins importantes qu’au Vietnam (vingt morts par jour) et même que pendant la guerre d’Algérie (dix soldats français tués par jour pendant sept ans pour une population française six fois inférieure à la population américaine actuelle). Il y a même statistiquement moins de morts violentes dans l’armée américaine actuelle qu’au début des années 1980, alors en paix[[21]](#footnote-21). Mais ces pertes frappent toujours les mêmes: des hommes appartenant aux unités de combat de l’US Army et du Marine Corps. De plus, du fait des progrès de la médecine, beaucoup de soldats qui auraient été tués auparavant sont maintenant blessés mais avec de lourdes séquelles (on compte à peu près 500 amputations).

## Le malaise des légions

Les pertes ne constituent cependant qu’un aspect du problème. Pendant leurs missions, les soldats sont soumis à de multiples facteurs de stress dans un milieu urbain étouffant et offrant de multiples dangers invisibles et surprenants (en particulier lesengins explosifs improvisés). La situation, toujours complexe, peut connaître des variations de posture très brutales suivant le lieu et le moment. Les soldats doivent le plus souvent réagir très vite, tout en n’ayant pas droit à une erreur de jugement qui peut les amener devant un tribunal. Ajoutons à cela qu’ils travaillent en permanence avec des alliés irakiens qui pratiquent souvent un double jeu. Les niveaux de stress des troupes engagées en Irak sont ainsi aussi élevés que ceux de leurs anciens de la Seconde Guerre mondiale soumis à une violence bien supérieure mais à des contextes plus simples.

Cette usure n’affecte pas la conscience professionnelle des soldats. Le taux de désertions reste quatre fois inférieur à celui de l’armée de conscription d’avant 1973 et même plus de deux fois inférieur à ce qu’il était avant les attentats du 11 septembre 2001. Cela concerne néanmoins une cinquantaine d’individus chaque jour, soit beaucoup plus que les pertes en Irak. À l’exception d’un seul cas, aucune de ces désertions n’a eu lieu en Irak ou en Afghanistan. Plus significativement, le taux de divorces a doublé parmi les officiers depuis 2003, et surtout les symptômes de dépression, d’anxiété ou de stress post-traumatique ont explosé jusqu’à frapper un vétéran sur six. Un sur trois a déjà fait appel à un psychologue ou à un psychiatre. Plus de deux cents de ces professionnels sont d’ailleurs présents sur le théâtre des opérations, soit un pour moins de mille soldats. Depuis 2003, les rapatriements pour raisons psychologiques ont représenté l’équivalent de deux bataillons d’infanterie, et le taux de suicide des soldats américains en Irak et Afghanistan est supérieur de 50% à la moyenne nationale. Le recrutement se maintient mais au prix de critères beaucoup moins restrictifs, ce qui introduit des soldats plus fragiles dans les unités.

Il y a plus grave. On l’a dit, les soldats professionnels américains sont peu nombreux, certains en sont donc à leur troisième séjour en Irak. Après la phase initiale où les craquements pouvaient survenir de visions horribles ou même du caractère invisible de l’ennemi, on en est maintenant à une phase où c’est l’accumulation d’expériences stressantes qui peut provoquer d’un seul coup un phénomène d’«avalanche» de violence. Or, un soldat moderne porte sur lui de quoi tuer plusieurs centaines de personnes. Cela peut se traduire par des bavures, dont on constate la recrudescence en 2005 et 2006 comme lorsque l’agent italien Nicola Calipari est tué par des balles américaines le 4 mars 2005[[22]](#footnote-22) (à une époque critique où un soldat américain est tué par voiture-suicide tous les trois jours) ou lorsque le Général Ghaleb al-Jazaïri, un des responsables irakiens des forces de sécurité, est abattu le 26 mars 2006, pour ne citer que quelques cas parmi les plus connus.

Ces déchaînements de violence peuvent être encore plus graves. Le 16 mars 1968, lors de la guerre du Vietnam, une compagnie d’infanterie américaine massacrait plusieurs centaines de personnes dans le village de My Lai. L’Irak a connu son My Lai, de moindre ampleur, le 19 novembre 2005 près de la petite ville d’Haditah, à 250 km au nord-ouest de Bagdad. Ce jour-là un engin explosif a tué le caporal des Marines Miguel Terrazas et ses camarades ont aussitôt foncé dans les maisons voisines de l’attaque, à la recherche de celui qui avait déclenché l’explosif à distance. Pris d’une crise de folie collective, ils ont abattu tous les habitants, dont certains dans leur lit, puis criblé de balles un taxi passant à ce moment-là sur la route. Vingt-quatre civils de quatre à soixante-dix-sept ans ont péri. Un an plus tard, le 21 décembre 2006, huit marines sont inculpés, quatre pour meurtre et quatre autres pour avoir fait obstruction à l’enquête. À ce moment-là, quatorze autres soldats américains ont déjà été jugés pour la mort de civils. Deux d’entre eux ont été sanctionnés de vingt-cinq ans de prison et les autres ont été acquittés ou ont été punis de peines inférieures ou égales à trois ans, tandis que onze autres soldats attendent encore d’être jugés.

## La guerre de Sisyphe

Au début de l’année 2006, alors que l’attentat contre la Mosquée d’Or de Samarra marque l’accélération considérable des violences intercommunautaires, les troupes américaines ne peuvent plus rester dans les bases. Mais comme les villes sont à nouveau passées sous le contrôle des rebelles, il faut encore une fois s’engager dans une reconquête. Un sondage réalisé alors révèle que 75 % des soldats déployés en Irak estiment qu’il faut partir au plus tôt. Une forte minorité (42%) avoue même ne plus comprendre clairement leur mission en Irak. Pour autant, on ne constate aucun des symptômes qui avaient marqué la déliquescence des forces américaines au Vietnam à partir de 1968. La cohésion et l’esprit de corps ont remplacé la foi dans la cause ou même dans la victoire, et les unités américaines ont effectivement repris le contrôle des villes sunnites pour la quatrième fois avant de s’engager massivement à Bagdad en plein chaos. Ils ressemblent au corps expéditionnaire français en Indochine, belle armée professionnelle, menant une guerre lointaine sans direction politique cohérente.

La différence est que si le peuple américain critique désormais cette guerre, il continue à s’intéresser au sort de ses *boys* (mais assez peu à celui des civils irakiens, les réfugiés, par exemple, n’ont pas de place sur le sol américain). Autre différence, si les soldats continuent à faire leur devoir, ils ne se gênent plus pour dire tout le mal qu’ils pensent de la manière dont cette guerre est menée. Ce fut d’abord la fronde de plusieurs généraux d’active de haut rang qui, en 2006, ont accablé le Secrétaire d’État à la défense, Donald Rumsfeld, jusqu’à son départ à la fin de l’année. Très récemment, c’est encore le Général Sanchez, premier commandant des forces de la coalition en Irak qui a accablé son administration, la qualifiant d’*«incompétente».* Simultanément, on a vu apparaître des articles cinglants écrits par de jeunes officiers ou sous-officiers. Ils y critiquent ouvertement non seulement la conduite de la guerre, mais aussi la formation initiale qu’ils ont reçue en complet décalage avec la situation qu’ils ont à affronter réellement. Dans le «*Marine corps gazette»*, un capitaine dénonce des colonels et généraux qui ont perdu tout espoir de victoire et qui montent des opérations sans efficacité tant les précautions pour éviter les pertes sont grandes. Ces opérations qui servent à maintenir l’illusion de l’action en attendant la relève sont d’autant plus imposantes qu’elles ont peu d’effets, hormis pour les barrettes de décorations.

En août 2007, des sergents et des soldats de la 82ème division parachutiste, déclarent dans le «*New York Times*»: «*nous opérons dans un contexte ahurissant entre des ennemis déterminés et des alliés* [irakiens] *douteux, où l’équilibre des forces en présence est on ne peut plus flou. Soyons clairs, nous avons la volonté et les moyens de combattre dans un tel contexte, mais nous sommes de facto paralysés parce que les réalités du terrain exigent des mesures auxquelles nous nous refuserons toujours: le recours de façon massive, brutale et meurtrière à la force».* À partir de là, *«gagner à leur cause une population locale rétive et remporter la lutte contre l’insurrection est une vue de l’esprit».* Placés dans une situation impossible, ils concluent: «*il ne nous semble pas utile de parler de notre moral. Nous sommes des soldats consciencieux et nous mèneront notre mission à bien»[[23]](#footnote-23).*

# Digitisation does not offer

**unlimited promises**



## *Par le chef d’escadrons Valentin SEILER*

*de l’État-Major de l’Armée de Terre*

**I**t is anticipated that digitisation will be to the 21st century what mechanisation was to the 20th century in terms of military innovation. Information technology (IT) has reached maturity and a critical mass enabling a reasonable digitisation of the battlespace. It will be possible in the foreseeable future to create more value for military organisations by moving from a platform-centric view of military operations to a real network-centric view. It will induce a fundamental shift in the way the military develops options and evaluates them, and consequently reaches timely and relevant decisions. Therefore it is commonly accepted that timely control of accurate information through digitisation significantly enhances operational effectiveness. Information is becoming a critical resource in the post-industrial era with the same importance that machinery and labour had in the industrial age. The ongoing digital revolution significantly disrupts rigid hierarchical structures around which military organisations have traditionally been designed. It redistributes power around new players within a large spectrum of regular and irregular armed organisations (insurgents, terrorists, mafia, etc.), exploiting its potential. That is why a true paradigm shift has occurred and all major military powers in the world put so much hope in digitisation. The French armed forces do not escape to this phenomenon. But digitisation is not a panacea; it is just *the* key enabler used to exploit the power of a network of networks in the information age.

In order to challenge the promoters of this last technological chimera, this essay will discuss the relevance and place of digitisation in the process of force transformation. Such an analysis is crucial because it will determine the manner in which armed forces must be digitised, organised, trained and employed in the foreseeable future to cope with new joint and combined operational challenges. It will be demonstrated that digitisation and what is called in France networked operations will certainly not solve all operational problems. In other words, digitisation does not offer unlimited promises. Digitisation will probably offer more benefits in a classical symmetric or dissymmetric conflict against a conventional adversary rather than in an asymmetric conflict such as in Iraq or Afghanistan. In addition, it will be argued that current and emerging IT will neither definitely lift the Clausewitzian fog of war, nor replace troops on the ground or indeed a poor strategy. In order to address these issues, some important challenges and limitations will be highlighted. It will be concluded that whatever the importance of technology in force transformation might be, politics and strategy matter above all.

### **Challenges**

The ongoing force transformation underpinned by digitisation requires changes of magnitude in terms of doctrine, force structure and command & control that armed forces still do not completely grasp. But IT is now so familiar that military organisations might fail to see how much change is necessary[[24]](#footnote-24). Despite the existence of technical challenges such as joint and coalition interoperability issues, digitisation induces above all organisational and human challenges. Given the importance of the latter, this paper will focus on them to the detriment of technical issues, which can potentially be solved with the arrival of new technology. It is just a question of time and resources, whereas organisational and human challenges depend on will, creativity and intellectual skills. David Schmidtchen argues that the ability of military leaders to build efficient networked forces is «*less a problem of technology than a problem of social order*»[[25]](#footnote-25). Institutional resistance to change and disruptive innovation, lack of audacity and bureaucratic inertia also apply to digitisation. The massive arrival of IT-based assets threatens and reshapes existing military patterns. It disrupts classical hierarchies and redistributes power between military leaders. Digitisation is the key enabler to solving military issues and offering major operational gains. Paradoxically, where technological innovation presents new operational perspectives and creates new opportunities, huge individual and collective resistances to change appear. It is not easy to exploit the potential of IT. Nevertheless, the ability of the military to be more versatile and reactive strongly depends on the capability of humans, in particular commanders, to absorb and integrate IT.

In networked operations, there is an increasing need for greater intellectual agility and a more open culture at every level of command. Decentralisation of command is a critical factor in achieving a certain degree of self-synchronisation. Therefore it is necessary to rethink the notion of command & control in a less rigid manner. The classical idea of control is less relevant in a network because information is shared by a large number of people. Digitisation requires major innovations in terms of organisational design. The traditional and hierarchical models must be replaced by network-oriented structures focusing on greater flexibility and lateral connectivity. Digitisation primarily affects the structures of operational command which need to be reshaped. It renders obsolete and irrelevant the standard structures of the 20th century, legacy of the Napoleonic order. In the Army, the rigid levels of corps, division or brigade will probably have to change in favour of more modular structures. The existing organisational system is significantly challenged. In this context, the danger of digitisation is the loss of coherence. In military organisations, operational coherence comes from a strong central control and the existence of distinctive levels of command which put up barriers between the different levels. A network *de facto* disrupts those known barriers and increases managerial complexity. This situation potentially reduces the ability of military leaders to command efficiently. Hence, one of the biggest challenges is to move the current organisational system based on strong central authority to one based on a certain degree of self-synchronisation[[26]](#footnote-26). Networks do not suppress hierarchy, but military leaders will have to behave in a different manner in a network. Digitisation will require a new type of military leader, who is both able to master IT and take timely and relevant decisions[[27]](#footnote-27). Junior officers must be opportunistic and able to learn quickly and adapt in action in order to exploit time-information superiority. Hence, David Gompert is looking for battle-wise soldiers to face the chaotic and unpredictable environment of warfare[[28]](#footnote-28). Despite the omnipresence of technology, it is actually paramount to preserve the place of the human who must always be the master of the machine and not its slave. Consequently, change management is the cornerstone of the transformation. If not taken into account, digitisation will add complexity without any value to the military business.

Analysis of the commitment of networked forces in recent theatres of operations shows that there are three major risks linked to human factors: information overload, dependence on information and micro-management. Those risks generate significant challenges. If they are not properly managed, digitisation will only be an IT-led chimera.

Digitisation poses the cultural problem of data sharing. Military leaders must actually decide how much information is to be shared to avoid information overload.[[29]](#footnote-29) In networked operations, there is an increase in the number of sensors collecting data and the amount of information disseminated throughout the network. Operational tempo is enhanced and the level of uncertainty is supposed to be reduced. But this situation leads to additional cognitive pressure on military leaders. That is why digitisation must above all focus on the interaction between humans and machinery in a complex system of systems. There is actually a limit to the ability of humans to absorb and process information. Beyond this limit, information becomes counter-productive and people are overwhelmed by the amount of information. Humans are not only unable to process quantitatively additional information, but they also start to make errors in the processing of information, which was available before this fateful limit. It is not easy to identify the point of cognitive saturation in this context. Nevertheless, it is a critical element in order to design information systems that individuals are really able to dominate[[30]](#footnote-30). It is necessary to take into account the cognitive limit for each job dealing with complex information systems to make sure that information superiority does lead to information overload, particularly for commanders. In the worst case, the rapid access to information in the network would create a point of rupture for military leaders who are supposed to digest a huge amount of information and command in real-time with a high degree of uncertainty[[31]](#footnote-31). That is why information management is paramount to success. Major-General McColl accurately argues that «*the last thing the commander wants is more information; what he wants is better information and information when and where he needs it*»[[32]](#footnote-32). Hence, the concept of networked operations must focus on information sufficiency to the detriment of information gluttony, to make sure that a common operational picture is not polluted by superfluous information[[33]](#footnote-33).

If information overload is the most obvious challenge, networked forces can also potentially develop a certain degree of dependence on information. Lieutenant-colonel Michel Goya gives the example of an American battalion commander in Iraq who felt very uneasy when he had to disembark from his command vehicle, because he lost the physical contact with the information system[[34]](#footnote-34). Moreover, incomplete or unavailable information could lead to delays or indeed operational paralysis because networked forces are accustomed to real-time and high-quality information[[35]](#footnote-35). The loss of known information, familiar and necessary can create a real void in terms of human perception. The rupture of the link with the network or the deterioration of its performance can potentially lead to the same sort of phenomenon. A return to the real world after the informational blackout is only possible by maintaining a reversionary mode capability and traditional skills, which were used prior to the digital revolution[[36]](#footnote-36). People must for example keep a traditional map and compass navigation capability. Information-addicted forces can also confine individuals to a friendly information bubble. They could lose military judgment by gaining absolute confidence in the system and giving more credit to the informational rather than the real. As a result, in future military operations numerous combatants could potentially be killed at their keyboards[[37]](#footnote-37). Thus, the challenge related to the dependence on information is two-fold: it is to overcome the default of information and to dominate the absolute confidence towards digital information. It is therefore paramount to train and educate military people in the case of isolation in the network.

In essence, future warfare will remain a human activity in which commanders will still be confused by the Clausewitzian fog of war. Despite digitisation, military judgement and leadership will remain crucial factors to success in military operations. The danger for military leaders is to rely too much on the systems themselves in the assessment of the situation[[38]](#footnote-38) and the decision-making process. The concept of networked operations actually tends to focus on the science of control to the detriment of the art of command[[39]](#footnote-39). The challenge is to avoid this potential imbalance. It is imperative that military leaders combine the science and the art of war. The science of command is based on staff processes. The network will facilitate those predictable and standardised activities. The art of command is based on intuition acquired through education, training and experience. It is crucial to maintain commanders at the centre of the concept because warfare is fundamentally a human activity and not a technology-led activity. The human factor in the decision-making process is actually more important than the processing of information within the network. Every level of command must keep the required freedom of action to plan and conduct the manoeuvre in the framework of the mission given by the one-up authority. Freedom of action depends on military culture and personality of the commander. The debate about interference and micro-management is timeless within the military society. Whereas networked operations should in theory favour a decentralised form of command, they can potentially lead to greater centralisation of command because of enhanced connectivity enabled by the network[[40]](#footnote-40). The challenge is to provide additional freedom of action through military leaders who have shared situational awareness while at the same time avoiding micro-management, which is *per se* possible in networked operations. Networks can actually compress command structures, drawing senior military leaders several levels down into the tactical weeds, because they could be tempted to micro-manage tactical activities[[41]](#footnote-41). Such behaviour would be counter-productive, reducing the initiative of junior officers, which is a core principle of command.

All these challenges must be overcome through the development of new procedures and appropriate training and education. The impact on the doctrine will also be important. But in the end, the key issue is to make sure that networked forces are effectively able to transform information into military power to gain operational superiority. This requirement also applies to the strategic level. Bell suggests that «*networked forces will never achieve their full potential without a better understanding of how they plan to convert the swelling oceans of information into physical advantage in the pursuit of strategic ends*»[[42]](#footnote-42). Digitisation will be *the* critical enabler in the information age. But if the specific challenges analysed in this paper are not properly managed, digitisation could potentially be a disabler rather than an enabler. Moreover, digitisation is not a solution to all military challenges. In order to avoid new military disasters in the foreseeable future, some important technical, tactical and operational shortcomings must be outlined.

### **Limitations**

From a technical perspective, networked forces need a robust and reliable network of networks, which can provide all entities of the battlespace with timely and accurate information. That is why networked forces’ ability to operate efficiently is limited by the technical capacity of the system to disseminate information. In other words, the performance of the network is dependant on the level of connectivity between all information systems and the limits of the bandwidth; the bandwidth *de facto* limits the flux of information. The problem is that staffs need more and more information and consequently bandwidth. Industry is unable to support the increasing demand for bandwidth, and therefore, there will always be a disconnection between technical expectations in networked operations and the ability of the industry to generate the required IT assets on time. During Operation «Iraqi Freedom» in 2003, it was necessary to fix relay-units on KC135 aircraft and unmanned aerial vehicles because some networks did not have enough bandwidth to transfer information. A network of networks remains fragile and vulnerable. The problem is not the physical security of the information systems, but the security and the integrity of the exchange of information. Any potential adversary can attack the system without necessarily having access to sophisticated technology. Hackers can disrupt the architecture or the performance of an information system by damaging programmes, destroying data or causing erratic behaviour. It is also possible to steal data or to insert erroneous information. An aggressor can potentially delay communications, deny access to an information system or take control over it. The network can also be jammed locally and temporally, paralysing the decision-making process, because today networked forces are unable to operate efficiently without a multitude of information systems. From a logistics perspective, it is impossible to efficiently sustain forces if logistic databases are lost or erroneous. Ultimately operational effectiveness of networked forces could be seriously affected. Cyber-war, that is to say the attack of the adversary’s information systems, is much more efficient than the physical destruction of its combat platforms because it leads to paralysis.

Information superiority induces theoretically shared situational awareness. But it does not automatically lead to better understanding of a complex operational situation. In fact, operational data and information must be exploited and viewed from a wider perspective. They will not by themselves produce knowledge and understanding. In complementing military issues, it is paramount to provide the troops on the ground with the background of the political, economic and cultural situation. If the troops in charge of the execution do not have the right perception of the situation and a clear understanding of the underlying drivers of the conflict, it is impossible for them to exploit the full potential of digitisation. Moreover, information superiority does not provide any advantage when it remains a technical process disconnected to the ends. John Gentry argues that American forces rarely take the time to prepare their troops for a specific situation within the theatre of operation in a broad sense[[43]](#footnote-43). They continue to believe in technology for gathering accurate and timely information to the detriment of human intelligence and cultural understanding. Of course technical sensors are paramount to collecting and processing a huge amount of data, but only human intelligence and analysis can facilitate the understanding of the tenets of complex asymmetric conflicts.

In the next decades, combat will mostly take place in urban areas because it is easier for the weak to strike the strong by using asymmetric methods as already proved in the cases of Sarajevo, Grozny or Baghdad. But it will be more difficult in the future because of the demographic pressure and the latent sentiment of crisis within numerous expanded urban areas. The days of mass armies fighting for the decisive battle in an interstate industrial war are gone. Humanity discovered a fundamental paradigm shift with the end of the Cold War. General Sir Rupert Smith argues that future warfare will occur amongst the people[[44]](#footnote-44). In addition, «*the strategic objective is to capture the will of the people and their leaders, and thereby win the trial of strength*»[[45]](#footnote-45) rather than physically destroying the adversary. There is a need for change to take into account this new paradigm. Smith suggests that «*we must adapt our approach and organize our institutions to this overwhelming reality if we are to triumph in the confrontations and conflicts that we face*»[[46]](#footnote-46) and will face in the future. If a strategic surprise leading to a conventional war for a limited period of time cannot be excluded, the spectrum of conflict has enlarged. Western armed forces will be challenged by different types of conflicts. Military organisations must ideally be ready to cope with all of them. As a result of the new geostrategic context and emerging threats, the warfighting advantage of networked forces is seriously challenged or indeed limited at tactical and operational levels. From a conceptual perspective, the idea of Network-Centric Warfare (NCW) was initially designed in the US to have the greatest effect against regular adversaries using classical methods of combat[[47]](#footnote-47). In an American official pamphlet published after the initial success in Afghanistan and Iraq, it is stated that «*forces that are networked outfight forces that are not, everything else being equal*»[[48]](#footnote-48). This statement does not take into account the increasing number of asymmetric conflicts. The problem is that Western armed forces are still principally trained and equipped with high technological assets to cope with clear enemies, whereas they face in current conflicts adversaries using asymmetric methods of combat. Moreover, they operate in highly unpredictable environments, where military judgment at the lowest tactical level is basically the key to success. This situation is unlikely to change is the foreseeable future. The International Institute for Strategic Studies has recently named that sort of situations complex irregular warfare. In this context, non-conventional adversaries such as insurgents use «*non traditional modes of warfare that are causing violent perturbations to the existing world order*»[[49]](#footnote-49). The major issue is that military organisations generally speaking continue to fight asymmetric adversaries with classical methods of combat focusing on technological superiority. Insurgents conduct operations in a non-linear manner, using urban areas for concealment and then the population as human shields. Moreover, they exploit the weaknesses of technology-dependant forces by attacking or jamming friendly networks. They are also able to use modern encrypted communication systems for their own benefit. Therefore Gentry also argues that «*in low-intensity combat and peacetime operations, the gadgets of RMA* [Revolution in Military Affairs] *simply are unlikely to have much effect*»[[50]](#footnote-50). Networked operations are much less relevant in the framework of irregular warfare than in regular warfare. That is why the British prefer the acronym NEC (Network Enabled Capability) over that of NCW (Network Centric Warfare) which encompasses the term warfare. Given the enlargement of the spectrum of conflict, the French and British actually perceive digitisation as an enabler to achieve better joint effects rather than a magic bullet.

The US gives an emblematic example of technology-addicted forces focusing on high technology, in particular massive digitisation. In the 1990s and 2000s, the US designed its forces for conventional wars. Following the collapse of the Soviet Union and consequently the end of a major military threat to Western countries, the US decided to maintain its effort in improving conventional warfighting capability despite the paradigm shift described by Smith. The rise of China became the best argument to justify Cold War military programmes. In the early 2000s, American forces were prepared to outfight any adversary in a classical inter-state conflict. Unfortunately the US built up its armed forces on false assumptions. Franck Hoffman argues that «*the next RMA, complex irregular warfare, presents a mode of warfare that contests America’s overwhelming conventional military capability*»[[51]](#footnote-51). The new geostrategic context will seriously limit the efficiency of networked forces in irregular warfare. Of course American forces started to learn the lessons of their commitment against the insurgents in Iraq and Afghanistan. They began to adapt their doctrinal corpus and developed new techniques relying less on overwhelming technology. Nevertheless, using the American example as a superpower focusing on technology to defeat any challenger, Eliot Cohen already argued in 1996 that the ongoing force transformation will not guarantee operational success for the US in the future: «*Just as nuclear weapons did not render conventional power obsolete, this revolution will not render guerrilla tactics, terrorism, or weapons of mass destruction obsolete. Indeed, the reverse may be true: where unconventional bypasses to conventional military power exist, any country confronting the Unites States will seek them out*»[[52]](#footnote-52).

Digitisation will never enable perfect battlespace knowledge because war is a human activity, where chaos and judgment drive the development of military operations. Technological improvements will not by themselves be a panacea[[53]](#footnote-53). After the euphoria of the 1991 Gulf War, it was thought in many countries that the networking of accurate military assets would definitively solve all operational problems. Admiral Bill Owens argued that the constitution of a system of systems due to the rapid development of IT will create a transparent battlespace[[54]](#footnote-54). In other words, technological superiority would be a panacea to defeat any future adversary. But technology has always only been an enabler. This is an invariable lesson of military history and it is unlikely to change despite the views of some military-technical analysts who tend to be somewhat anti-Clausewitzian[[55]](#footnote-55). Colin Gray suggests that «*technology alone is not a dynamic of anything, let alone of a project as ambitious as an inherently systemic defence transformation*»[[56]](#footnote-56). It would be an illusion to think that digitisation would definitively remove the fog of war. Digitisation will of course contribute to better battlespace knowledge, but this does not automatically mean better understanding. IT will not replace the Clausewitzian «*coup d’oeil*» to deal with the complexities and uncertainties of warfare[[57]](#footnote-57). Moreover, it is impossible for the commander to have complete control over a situation because of the unchanging nature of war. The fog of war cannot and should not be digitised. The phenomenon called friction[[58]](#footnote-58) will not significantly diminish with digitisation because friction is a fact of life. In Iraq, despite the overwhelming military power of the US-led coalition over Iraqi regular forces, land forces were constrained to take an operational pause during the ground campaign in 2003 because they became logistically overstretched. Besides, it is important to recall that the concept of NCW was initially developed in the US as a naval concept[[59]](#footnote-59). In the Navy only a few platforms interact with each other. It is therefore not too difficult to create a coherent network to increase shared situational awareness and operational tempo. In contrast to the Navy, the Army manages a huge quantity of platforms and individuals deployed on the battlespace. Networking all the entities in this context is much more complex than in the Navy or indeed in the Air Force. Every individual soldier is in theory an element of the network. In addition, the land environment is much more heterogeneous than the maritime and the air environments. Operating in complex environments such as urban areas ultimately leads to close combat or physical contact with the population. Conscious of the intrinsic limitations of the concept of NCW for land forces, General Bernard Thorette suggests the expression Soldier-Centric Warfare to highlight the centrality of the individual soldier in the Army to the detriment of the network[[60]](#footnote-60). Land operations remain actually driven by «*danger, exertion, uncertainty and chance*»[[61]](#footnote-61). Despite the benefits of digitisation, this lesson of military history developed by Clausewitz is timeless.

Digitisation leads to a techno-centric approach to military operations and ultimately increases the dependence on technology[[62]](#footnote-62). Digitisation places a physical interface between the commander and the reality of the battlespace. The major risk for the commander is a loss of contact with reality. The American intervention in Somalia in 1993 is a symptomatic example of such a misperception: General Garrison who was in charge of the operation in Mogadishu, commanded the troops from his command post mainly on the basis of pictures projected on digital screens. He did not appreciate the evolution of the tactical situation in the capital when the insurgents gathered their troops and shot down a Black Hawk. As a result, American forces lost the initiative and the insurgents exploited the situation. Therefore, confusing the digital operational picture with reality can lead to serious misjudgements of the operational situation, if the commander does not make sure to keep links with the real world[[63]](#footnote-63). The risk is actually the creation of a bias of perception, particularly when the situation is critical. Hence, despite digitisation, the commander must continue to visit the troops on the ground.

It would also be an illusion to think that digitisation enables a significant reduction in the volume of the troops on the ground. In Iraq, the US has succeeded in quickly defeating the regular forces in 2003. In certain circumstances, digitisation and technological superiority has compensated for the lack of troops on the ground. This was the case in the north of Iraq where the combined use of special forces, airborne troops and precision strikes compensated for the absence of the 4th Infantry Division whose deployment was denied by Turkey. In the south, the US has employed massive air power to support the advance of land forces towards Baghdad. The outcome was satisfactory in the initial campaign not only because the coalition initially fought an identified adversary, but also because it was a clearly dissymmetric conflict in which networked forces were well placed to outfight the enemy. But despite the initial success, the current situation demonstrates that digitisation cannot replace soldiers on the ground[[64]](#footnote-64). On the contrary, moving to counter-insurgency, the need for more soldiers is blatant. In addition, it is crucial not to draw premature conclusions in terms of validation about recent experiences in Afghanistan or Iraq. It is difficult to assess the real contribution of digitisation to the military campaigns of 2001 and 2003[[65]](#footnote-65). Iraqi forces had little up-to-date military equipment because of international sanctions and embargoes. Most of the equipment was in disrepair because the supply chain was non-existent. The land forces had important structural and physical deficiencies: they were not at full strength due to the outcome of the 1991 Gulf War. They were badly trained and led; the morale of the troops was very low. Iraqi forces had no significant air assets because they had never recovered from the 1991 Gulf War. Since 1991, the Allies have had air supremacy and sea control. An integrated air defence system was also non-existent. But above all, Iraqi forces failed to exploit urban areas’ potential to counterbalance American technological superiority. On the other side, the coalition used its massive military power. The dissymmetry was so pronounced that a military victory was possible without information superiority. In fact General Tommy Franks promoted the use of an overwhelming force in the doctrinal framework of «*shock and awe»*, that is to say the spectacular use of technology to shatter quickly the adversary’s will and cohesion. Finally, digitisation cannot be considered in isolation. It is a critical factor for enhancing operational effectiveness, but the power of information will not replace firepower and force protection. The recent experience in Iraq has been a reminder of the importance of force protection in preventing the effects of terrorist attacks and suicide bombings.

### **Politics and strategy above all**

From a strategic perspective, the concept of networked operations will not be a substitute for a poor plan or an inappropriate strategy. The «*shock and awe»* doctrine was successful in defeating Iraqi regular forces, leading to an outstanding military victory in 2003. But the operational victory did not usher in a more stable and peaceful Iraq. Networked forces are unable to defeat the insurgents in the current counter-insurgency campaign which had not been planned. There was actually a lack of coherent post-conflict preparation. The need for reconstruction and pacification was not anticipated. In other words, military success was not converted into political coin.

In essence, the massive use of technology, particularly digitisation, must be coupled with a wider understanding of strategic issues as well as the political and cultural environments. In every conflict there is a need for a long-term political vision in order to solve the crisis on solid foundations. In 2008, the reconstruction of Iraq is still unsuccessful despite information superiority. This situation raises the issue of the disconnection between the ways and means to achieve the end-state of the campaign. The major American strategic issue is not the lack of connectivity between military assets, but a congenital inability to wage war in a relevant manner to achieve political goals effectively[[66]](#footnote-66). In 2003, British troops started the pacification of Basra with some success because of their long colonial experience. John Keegan argues in the same way that «*unfortunately, the American efforts got off to a bad start. The British in the south, with their long imperial experience, took the pragmatic view that the priority was to establish law and order, working with whoever appeared co-operative, and to restore essential services*»[[67]](#footnote-67). On the contrary the US dismantled the police and armed forces because they were suspected of being close to Saddam Hussein’s regime. Five years later, the situation demonstrates the perverse effects of such a strategy. Numerous political leaders in the US have recognised that American armed forces will be bogged down in this quagmire for several years.

The concept of networked operations as the new dynamic of force transformation can only lead to success in operations when considered in the wider framework of a grand strategy. That is why digitisation cannot be considered in isolation. This is Gray’s major contribution to the current force transformation debate: «*The technological dynamic, virtually no matter how technically impressive and militarily successful in its own machine terms, cannot compensate adequately for unwise political vision, faulty high policy, or erroneous strategy*»[[68]](#footnote-68).

### **Conclusion**

Digitisation will be a major driver for change in military operations in the 21st century. It offers a fantastic opportunity for enhancing operational effectiveness by exploiting the power of information through a robust and reliable network of networks. But the importance of information is not new in warfare. Twenty-five centuries ago, Sun Tzu already outlined this central factor: «*Know the enemy and know yourself; in a hundred battles you will never be in peril*»[[69]](#footnote-69). Digitisation enables information to be used in a revolutionary manner.

This essay has demonstrated that digitisation is a battle, probably the most important one in the transformational process of Western armed forces. Success will only come if energetic and creative innovators are able to overcome the intellectual challenges described in this paper. But it is absolutely clear that digitisation is not and will not be a magic bullet. Over the next decades digitisation will be a critical enabler in the settlement of post-Cold War conflicts, but above all it will not be a substitute for a poor plan or a lack of vision at the strategic level. In other words, digitisation will not offer unlimited strategic freedom. The current situation in Iraq and Afghanistan has acted as a reminder that whatever operational effectiveness the armed forces might have due to digitisation, it is ultimately the ability of political leaders to convert military power into political coin that matters. That is why it is paramount not to create once again what historians could one day call the Maginot Line of the 21st century[[70]](#footnote-70).

From a wider perspective, the debate about digitisation poses the challenge of defence transformation. Transformation is a dynamic and ongoing process which is often imposed by external phenomena such as financial pressure, military disaster or significant change in the geostrategic context. In essence, it aims to create exponential effects to meet future challenges in warfare. It is a difficult process because of a natural reluctance to disruptive innovation in the military. Moreover, force transformation affects and is affected by current operations, capabilities, force structure and strategic culture. Transformation occurs when military organisations leave known models and search for new spaces able to induce, when properly exploited, competitive advantage. This is the Holy Grail for all military organisations.

#### **References**

* Ackerman, Robert, «*Data holds the key to network-centricity*», in *Signal*, Vol 59, N° 5, January 2005.
* Barnett, Thomas, «*The seven deadly sins of Network-Centric Warfare*», in *Proceedings*, N° 125, Vol 1, January 1999.
* Bell, C, «*Are we capable of converting information into advantage?»,* in *The British Army Review*, N° 138, Winter 2005.
* Biddle, Stephen, «*Iraq, Afghanistan, and American military transformation*», in Baylis, John, Wirtz, James, Gray, Colin, and Cohen, Eliot (ed.), «*Strategy in the contemporary word*» - Oxford: Oxford University Press: 2007.
* Blash, Edmund, «*Network-Centric Warfare requires a closer look: Concept may be too ahead of its time*», in *Signal*, Vol 57, N° 9, May 2003.
* Borgu, Aldo, «*The challenges and limitations of Network-Centric Warfare: The initial views of an NCW sceptic*» - Australian Strategic Policy Institute, September 2003.
* Cebrowski, Arthur, and Garstka, John, «*Network-Centric Warfare: Its origin and future*», in *Proceedings*, N° 124, Vol 1, January 1998.
* Clausewitz, Carl von, «*On war*» - London: Everyman’s Library, 1993.
* Cohen, Eliot, «*A revolution in warfare*», in *Foreign Affairs*, Vol 75, N° 2, March-April 1996.
* Cohen, Eliot, «*Change and transformation in military affairs*», in *The Journal of Strategic Studies*, Vol 27, N° 3, September 2004.
* Cohen, Eliot, «*Technology and warfare*», in Baylis, John, Wirtz, James, Gray, Colin, and Cohen, Eliot (ed.), «*Strategy in the contemporary word*» - Oxford: Oxford University Press: 2007.
* Cummings, Mitchell, and Sheridan, «*Human supervisory control challenges in Network-Centric Operations*» - Massachusetts Institute of Technology, January 2005.
* De Neve, Alain, and Henrotin, Joseph, «*Le NCW: De son développement à Iraqi Freedom*», in *Stratégique* N° 86-87, March 2006.
* Ferris, John, «*Netcentric warfare, C4ISR and information operations: Towards a revolution in military intelligence?»,* in *Intelligence and National Security*, Vol 19, N° 2, Summer 2004.
* Garstka, John, «*Network-Centric Warfare offers warfighting advantage*», in *Signal*, Vol 57, N° 9, May 2003.
* Gentry, John, «*Doomed to fail: America’s blind faith in military technology*», in *Parameters*, US Army War College Quarterly, Vol 32, N° 4, Winter 2002-2003.
* Gompert, David, Lachow, Irving, and Perkins, Justin, *Battle-wise:* «*Seeking time-information superiority in networked warfare*» - Washington, DC: National Defense University Press, 2006.
* Goya, Michel, «*Des électrons et des hommes: nouvelles technologies de l’information et conduite des opérations*» - Paris: Centre de Doctrine et d’Emploi des Forces, 2005.
* Gray, Colin, «*Technology as a dynamic of defence transformation*», in *Defence Studies*, Vol 6, N° 1, March 2006.
* Gray, Colin, «*Another bloody century: Future warfare*» - London: Phoenix, 2006.
* Hoffman, Franck, «*Complex irregular warfare: The next Revolution in Military Affairs*», in *Orbis*, Vol 50, N° 3, Summer 2006.
* Keegan, John, «*The Iraq war: The 21-day conflict and its aftermath*» - London: Pimlico Military Classics, 2005.
* Lonsdale, David, *The nature of war in the information age: A clausewitian future*» (London: Frank Cass, 2004).
* Luddy, John, «*The challenge and promise of Network-Centric Warfare*» -Arlington: Lexington Institute, February 2005.
* MacColl, John, «*Adapting command hierarchies: Does NEC pose a threat or an opportunity?»,* in *RUSI Journal*, Vol 149, N° 1, February 2004.
* Maulny, Jean-Pierre, «*La guerre en réseau au XXIème siècle: Internet sur les champs de bataille*» - Paris: Editions du Félin, 2006.
* O’Hanlon, Michael, «*Technological change and the future warfare*» -Washington, DC: The Brookings Institution, 2000.
* Owens, Bill, «*The emerging system of systems*», in *Proceedings*, May 1995.
* Owens, Bill, «*Lifting the fog of war*» - New York: Farrar, Strauss and Giroux, 2000.
* Schmidtchen, David, «*Network-Centric Warfare: The problem of social order*» - Australia: Land Warfare Studies Centre, June 2005.
* Smith, Rupert, «*The utility of force: The art of war in the modern world*» -London: Penguin Books, 2006.
* Sun Tzu, «*The art of war*» - Oxford: Oxford University Press, 1963.
* Thorette, Bernard, «*Situation de l’armée de terre*», in *Commentaires*, N° 113, 2006.
* Walker, Michael, «*Human factors in battle space digitisation*», in *RUSI Journal*, Vol 146, N° 1, February 2001.
* Wallace, William, «*Network-Enabled battle Command*», in *RUSI Defence Systems*, Winter 2004-2005.
* «*Network-Centric Warfare: Creating a decisive warfighting advantage*» - Washington, DC: Department of Defense, 2003.

**Approche pratique**

**de la coopération civilo-militaire**

**en phase de stabilisation:**

**les «PRT[[71]](#footnote-71)» en Afghanistan[[72]](#footnote-72)**



*Par le Lieutenant-colonel Laurent FROMAGET*

*de l’Institut Français des Relations Internationales[[73]](#footnote-73)*

**L**es «*Provincial Reconstruction Teams»* ou «*équipes provinciales de reconstruction»* sont de petites entités civilo-militaires créées à partir de 2003 sur le théâtre afghan par les responsables américains de l’Opération *«Enduring Freedom»* (OEF). Pragmatique, souple et évolutif, le concept relève plus d’une improvisation réussie que d’une véritable révolution doctrinale. Conçues pour produire des effets immédiatement visibles aux endroits stratégiques du pays, les PRT tentent de réagir aux défis nombreux et multiformes rencontrés par les Américains en phase de stabilisation. Relayées peu à peu par les autres nations de l’OTAN, ces équipes constituent aujourd’hui une forme prometteuse de coopération entre civils et militaires sur le terrain. Bien qu’actuellement la France n’intervienne pas sous cette forme en Afghanistan, certains enseignements tirés de cette expérience méritent d’être étudiés.

**Un concept largement improvisé**

Décidée comme une opération rapide et décisive en réponse aux attentats du 11 septembre 2001, l’intervention américaine en Afghanistan a véritablement été improvisée en quelques semaines. La volonté de répondre rapidement aux attentats perpétrés sur le sol américain rendait impossible toute projection de moyens militaires lourds, ce qui explique que la CIA ait initialement supplanté le Pentagone dans le choix des options stratégiques. C’est donc de façon inattendue et sans s’être préparées à une mission de longue durée que les armées américaines interviennent en Afghanistan. Une fois la victoire militaire acquise et le régime taliban défait, elles sont pourtant amenées à constater le prolongement *sine die* de leur présence sur place, pour ne pas laisser le champ libre aux insurgés. Par ailleurs, compte tenu de la prise de distance idéologique de l’administration américaine avec les opérations de *peacekeeping* des années 1990, comme celles des Balkans, les décideurs américains sont contraints d’envisager une formule plus légère pour faire face aux besoins de la stabilisation et de la reconstruction en Afghanistan. Ils mettent alors au point un concept de coopération civilo-militaire à l’échelon de la province, afin de faciliter les entreprises de reconstruction et de rallier par ce biais les populations au nouveau régime afghan, en fusionnant des cellules spécialisées qui avaient l’habitude d’opérer à l’échelon national et de manière souvent isolée.

Initialement prévues pour une mise en œuvre dans un contexte sécuritaire relativement maîtrisé, les premières PRT sont pourtant activées en avance de phase à la demande pressante du président Karzaï dès le début de 2003. Les premières PRT américaines sont déployées au sud de l’Afghanistan, tandis que d’autres nations de la coalition OEF en déploient dans les zones plus stables de l’Afghanistan (Grande-Bretagne à Mazar-e Sharif, Allemagne à Kunduz, Nouvelle-Zélande à Bamyan). Passant de 4 en 2003 à 19 en 2005, elles atteignent le nombre de 25 en septembre 2007 et passent peu à peu sous la responsabilité de l*’International Security Assistance Force* (ISAF). Ces 25 PRT sont désormais sous la responsabilité de 13 nations différentes et représentent un volume moyen de 80 à 250 personnes. Sur ces 25 PRT, 12 sont dirigées par les États-Unis, essentiellement dans les régions les moins stables du sud et de l’est de l’Afghanistan.

**De nombreuses variantes générées par le concept: les exemples de Jalalabad et de Mazar-e Sharif**

L’évolution empirique du concept n’a pas permis d’élaborer une véritable doctrine en matière de PRT, mais le *ISAF PRT handbook* permet tout de même de fixer un cadre général aux nations contributrices. La mission des PRT est d’aider la République Islamique d’Afghanistan à étendre son autorité sur le territoire, d’entreprendre les réformes du secteur de sécurité[[74]](#footnote-74) et de faciliter les efforts de reconstruction et de développement. La combinaison des trois axes de cette mission devant permettre, à terme, de garantir la stabilité et la sécurité dans chacune des provinces. La seule limite à cette mission étant de ne pas se substituer au gouvernement central mais de lui servir de relais, en occupant l’espace dans lequel il ne peut se déployer directement faute de moyens suffisants. Les PRT doivent donc rechercher et mettre en œuvre les moyens d’établir un environnement suffisamment stable pour que les agences internationales, les autorités locales et la société civile puissent entreprendre la reconstruction, la transition sociale et politique ainsi que le développement économique du pays.

L’organisation des PRT varie donc en fonction de nombreux facteurs, selon que les sources de l’instabilité sont plutôt liées à des problèmes économiques ou sociaux, à une forte insurrection talibane et/ou jihadiste, au trafic d’opium ou de hachisch, au refus des potentats locaux de reconnaître l’autorité du gouvernement central etc… D’autre part, la sensibilité de la nation qui dirige chaque PRT et les crédits qu’elle décide d’y investir expliquent également les nombreux modèles qui coexistent sur le théâtre.

Pour mener à bien sa mission, la PRT américaine de Jalalabad intègre dans son groupe de commandement, en plus du commandant militaire de la PRT, des représentants de l’*U.S. Agency for International Development* (USAID), du département d’État, un représentant du département de l’Agriculture et deux représentants du gouvernement afghan dont en particulier un haut fonctionnaire de police chargé d’assurer la liaison entre la PRT et le gouvernement de Kaboul. Deux officiers et six soldats des *Civil Affairs* forment un groupe qui se divise en deux équipes. L’équipe«A», est chargée d’identifier les problèmes et les besoins en rencontrant les anciens, les responsables religieux, les entrepreneurs et les responsables politiques locaux de la province de Nangarhar. L’équipe «B» quant à elle, est chargée d’assurer la liaison avec les représentants des organisations internationales et des organisations non gouvernementales. La synthèse des informations recueillies par le groupe des *Civil Affairs* est ensuite exploitée en liaison avec les autorités provinciales afghanes, de manière à proposer des projets pouvant être financés, mis en œuvre ou sous-traités par le groupe. Enfin, chaque projet ou programme est étudié avec les autres acteurs de la PRT pour éviter les redondances, gérer au mieux les ressources financières[[75]](#footnote-75) et mesurer la pertinence des effets prévisibles. Outre le groupe de commandement et le groupe des *Civil Affairs*, le commandant de la PRT dispose de 80 personnels militaires provenant de la Garde Nationale. Ces éléments assurent, en plus de la protection de la base et des déplacements, toutes les fonctions de soutien et de vie courante (service médical, transmissions, approvisionnements, transports)… De même ce sont près de cent Afghans qui sont employés pour le soutien de la PRT, parmi lesquels de nombreux interprètes.

La PRT n’étant pas un élément isolé, l’organigramme en fin d’article en précise les différentes composantes ainsi que les différentes chaînes de commandement.

Ce modèle n’est évidemment pas reproduit à l’identique d’une PRT américaine à l’autre, et moins encore d’une nation contributrice à l’autre. Ainsi, et bien que le but recherché par toutes les PRT soit le même, les différences d’approche existent. Si la PRT de Jalalabad insiste surtout sur les *Quick impact projects* (projets à impact immédiat), d’autres insistent d’avantage sur la lutte contre les trafics, d’autres encore sur la réforme du secteur de sécurité (RSS).

Pour ne citer qu’un autre exemple, le modèle Britannique de PRT[[76]](#footnote-76) intègre davantage d’acteurs civils dans son groupe de commandement (diplomates multinationaux et locaux, nombreux représentants des différents ministères et agences de développement) et privilégie davantage les contacts directs avec les populations. Alors que la PRT américaine de Jalalabad ne compte qu’une équipe de *Civil Affairs* au contact des notables, la PRT britannique privilégie d’avantage cet aspect en déployant jusqu’à 12 *Military Observation Teams* qui «nomadisent» seules ou en compagnie des forces afghanes dans un même secteur. Elles peuvent ainsi rencontrer pendant plusieurs jours de nombreux notables mais aussi les habitants, y compris les enfants, développant ainsi une meilleure connaissance mutuelle entre la population et les troupes étrangères qui auraient, sans cela, naturellement tendance à être assimilées à une force d’occupation.

Au final, la caractéristique principale de la PRT britannique réside dans la non-duplication de son action avec celle habituellement dévolue aux organisations humanitaires (santé, éducation, approvisionnements d’urgence)… En effet, ce type de PRT soutient l’action du gouvernement central en appliquant le processus de réforme du secteur de sécurité et en participant directement et visiblement au développement d’un environnement sécuritaire plus stable. Les projets ont par exemple pour objectif de rénover les commissariats, de former et d’instruire les policiers, d’équiper les tribunaux et les postes frontières, d’acheter les équipements et le matériel des grandes administrations... Ainsi dans la province de Balkh, les douanes sont réorganisées au détriment des mafias qui taxaient les postes frontaliers, tandis que le recensement des électeurs, les élections présidentielles puis parlementaires se déroulent dans le calme. Sur le plan militaire, des accords interviennent entre les principaux «seigneurs de guerre» et chefs de factions qui respectent les forces de l’ISAF déployées dans le nord. Le processus de désarmement – démobilisation – réinsertion (DDR), qui rencontre pourtant une forte résistance culturelle, aboutit peu à peu à la disparition officielle des milices et à la saisie de leurs armes lourdes par l’Armée Nationale Afghane[[77]](#footnote-77) dans la province.

En aidant directement les multiples forces de police et de sécurité mais aussi la justice et plus globalement les institutions afghanes, la PRT de type britannique ne fait guère concurrence aux autres acteurs de la reconstruction, répondant ainsi aux nombreuses critiques qui portaient sur les premières PRT, accusées par les ONG humanitaires de brouiller leur image en opérant un dangereux mélange des genres.

**Vers un modèle transposable?**

Il est indéniable que les militaires américains des premières PRT ont commis un certain nombre d’erreurs d’appréciation. Initialement, certaines équipes opéraient en tenue civile dans des véhicules banalisés, ce qui a renforcé le sentiment de confusion entre ONG humanitaires et PRT, d’autres ont tenté d’échanger l’aide aux populations contre des renseignements sur la rébellion, renforçant par endroits les clivages entre ceux qui collaboraient et ceux qui s’y refusaient sous cette forme. Certaines erreurs techniques ont parfois été commises par manque d’expertise et ont eu des effets négatifs (creusement de puits dans certains villages sans véritable étude des nappes phréatiques avec pour conséquence le tarissement d’autres puits dans les villages voisins). Enfin, l’imbrication sans coordination des PRT et des forces chargées de lutter contre les insurgés ont parfois contribué à décrédibiliser les PRT (en 2004, le tir accidentel d’une roquette dans un village de la province de Ghaznî a causé la mort de dix personnes, entraînant le rejet de la PRT américaine et de ses projets dans les villages voisins).

Bien que certaines polémiques subsistent quant à la pertinence du concept, le nombre de projets réalisés au travers des PRT est tout à fait significatif, même si, bien entendu, toute la reconstruction ne passe pas par les PRT. Faut-il pour autant se satisfaire d’un tel constat? La mise en œuvre de ces équipes civilo-militaires de terrain ne constitue pas un précédent pour l’armée américaine, ni pour les armées occidentales. Sans remonter jusqu’aux sections administratives spécialisées mises en place en Algérie par l’armée française à partir de 1955, la filiation entre les PRT et le programme CORDS (Civil Operations and Revolutionnary Development Support) est pour le moins vraisemblable. Créé en mai 1967 pour rationaliser tous les moyens mis en œuvre en vue de pacifier le territoire sud-vietnamien, le CORDS était destiné à gagner «la bataille des cœurs et des esprits» en faisant effort sur trois axes: le renforcement des forces territoriales sud-vietnamiennes pour lutter contre les infiltrations du Viêt-cong, une relance de la production agricole et la neutralisation des agents de l’insurrection Viêt-cong (opération Phœnix). Très largement entaché par les excès de ce troisième axe, le programme CORDS a néanmoins obtenu des résultats probants dès la fin des années 1960, mais trop tardifs pour avoir des effets significatifs sur l’issue du conflit.

Au Vietnam, les Américains avaient mis en place cette forme institutionnalisée de coopération civilo-militaire après avoir constaté l’insuffisance de la seule option militaire. À la différence du Vietnam, les responsables américains d’OEF ont probablement intégré le concept de coopération civilo-militaire dès la phase de planification, sans toutefois parvenir à lui donner une application concrète le moment venu, c’est-à-dire au moment de la chute du régime taliban à la fin du mois de novembre 2001. Ne serait-il pas préférable, dès lors, d’institutionnaliser et de préparer dès le temps de paix cette forme réduite et adaptable d’équipes interministérielles de terrain?

Plus généralement, est-il vraiment inacceptable sur le plan éthique de considérer qu’au sein d’une stratégie globale de sortie de crise, tous les moyens, y compris l’aide humanitaire, soient coordonnés par le pouvoir politique en vue d’atteindre un état final recherché? Si l’on considère la stratégie dans son acception la plus simple – mettre en adéquation des fins et des moyens –, la mise en place rapide et systématique de PRT en phase de stabilisation ne serait-elle pas aussi génératrice d’effets sur les esprits que l’emploi de la force armée en phase de coercition? Ainsi, l’emploi de ces PRT dans le sillage de la force combattante pourrait avoir un effet multiplicateur en répondant immédiatement aux attentes des populations locales qui sont les seules, finalement, à décider de la légitimité d’une intervention militaire extérieure.

Outre la taille réduite d’une PRT et son faible coût relatif, c’est l’image même de la PRT qui fait sa force. Cette image est naturellement positive dans la mesure où elle est associée à un processus de reconstruction visible et palpable, à condition toutefois que des organisations internationales soient en mesure d’assurer par ailleurs la reconstruction économique. Or le gouvernement américain et nombre de ses alliés peinent à impliquer des experts civils en nombre suffisant sur des théâtres où, même insérés dans un environnement militaire, leurs conditions de sécurité demeurent aléatoires. Si l’on s’en tient au seul théâtre afghan et si l’on exclut les soldats exclusivement affectés à la protection des PRT, c’est à dire la quasi-totalité, le personnel dédié à la coopération civilo-militaire est dix fois inférieur en Afghanistan à ce qu’il était au Vietnam, pour une population sensiblement égale[[78]](#footnote-78)... Or les PRT ont besoin d’une plus grande implication des acteurs civils pour jouer pleinement leur rôle dans la phase de stabilisation.

Enfin, bien qu’elles ne préjugent pas de tous les résultats de la stabilisation en Afghanistan, les PRT n’en constituent pas moins un instrument original et supplémentaire au sein de la stratégie globale de sortie de crise, au même titre que les opérations de contre-insurrection, la diplomatie ou le développement économique… Pourquoi alors ne pas ajuster ce concept à d’autres opérations de stabilisation, y compris quand elles ne succèdent pas à un conflit de «haute intensité», à condition toutefois de lever dès la phase de planification l’ambiguïté inhérente à la coopération civilo-militaire: doit-elle être envisagée comme un simple palliatif ou comme un instrument participant pleinement de l’état final recherché?



# Le rôle de l’information

**dans les conflits asymétriques**



*Par Monsieur Christian HARBULOT,*

*Directeur de l’École de Guerre Économique[[79]](#footnote-79)*



**D**ans son ouvrage intitulé «*La petite histoire de la voiture piégée*»[[80]](#footnote-80), l’historien américain Mike Davis cite le bilan que fait un officier de la Royal Ulster Constabulary (RUC) sur la principale leçon qu’il a tirée du conflit asymétrique en Irlande du Nord contre les terroristes de l’IRA: «Deux hommes armés de simples pelles à charbon peuvent fabriquer une bombe de cinq cent kilos dans une étable de Fermanagh, et si pour une raison ou une autre l’opération doit être suspendue, ils peuvent fort bien la *démanteler*, tout ça en moins de douze heures. Mais on ne peut pas démanteler des arsenaux de pelles à charbon. Ce sont les esprits qu’il faut désarmer». Autrement dit, l’histoire du terrorisme démontre qu’il est très facile de fabriquer des explosifs artisanaux à fort pouvoir de destruction et qu’il est quasiment impossible d’empêcher la fabrication de telles armes asymétriques. Cette constatation recoupe le bilan qui figure dans l’ouvrage que l’officier français David Galula a rédigé en 1963 et qui sert aujourd’hui de fondement à l’écriture de la doctrine américaine appliquée en Irak. La guerre asymétrique repose plus, selon lui, sur la manière de faire de la politique dans la zone de conflit que sur les opérations militaires proprement dites. L’aide logistique aux populations (distribution de l’eau, électricité, appui sanitaire, école) est une condition sine qua non pour détacher progressivement les populations civiles de l’emprise des forces insurgées.

Mais il existe une autre dimension informationnelle des conflits asymétriques mise en exergue par la critique émise le 23 janvier 2008 par Donald Rumsfeld sur la manière dont les États-Unis mènent la guerre de l’information contre les ennemis de l’Amérique. L’ancien responsable du Département de la Défense de George W. Bush insiste sur la nécessité pour les États-Unis de mener la guerre de l’information contre le terrorisme: «L'armée des États-Unis ne peut pas, seule, mener la guerre contre le terrorisme». Selon lui, elle a besoin du soutien d'autres agences gouvernementales et doit envisager la création d'un nouvel organisme pour mener la guerre sur Internet contre les extrémistes musulmans. Cette polémique n’est pas sans rappeler d’autres contextes dans lesquels l’arme de l’information a joué un rôle central. Les dernières interventions de la France sur des théâtres d’opération extérieures (Rwanda, Côte d’Ivoire) ont mis en évidence le savoir faire des forces hostiles qui ont su utiliser avec une certaine habileté les médias occidentaux pour nuire à l’image des forces armées françaises et donc aux intérêts de la France.

#### **Les innovations informationnelles de la guerre du Liban de l’été 2006**

La guerre de juillet entre Tsahal et le Hezbollah, en 2006, fut perçue par de nombreux commentateurs et journalistes comme «*la première bloguerre mondiale*»[[81]](#footnote-81), préfigurant de nouvelles formes d’affrontements ou de stratégies d’influence sur un échiquier informationnel marqué fortement par le fait que le réseau Internet constitue à l’évidence un nouveau théâtre d’opérations tendant à créer, façonner ou modifier les diverses représentations ou perceptions que les individus peuvent avoir d’un conflit. Bien que les premiers «blogs de guerre» aient vu leur apparition lors de l’intervention américano-britannique en Irak[[82]](#footnote-82), c’est dans le cadre de la dernière guerre du Liban que l’on a pu observer une intense activité d’une «blogosphère» mobilisée autour d’un conflit armé. Vecteurs autant que créateurs d’informations, les blogs ont, durant la guerre de juillet, joué un rôle considérable en matière de perception et d’influence. À bien des égards, ils constituent l’élément novateur d’une «cyberwar» proche-orientale dont l’enjeu réside dans la maîtrise des représentations du conflit entre Israël et la branche armée du «Parti de Dieu». La spécificité et la résonance souvent importante du média que constitue le blog – et a fortiori le «blog de guerre» - résultent en grande partie de son caractère personnalisé voire même intimiste ou narcissique. Témoin direct d’un événement marquant, soucieux de restituer son propre «vécu» face à la situation exceptionnelle autant que dramatique que constitue la guerre, le «blogger de guerre» adopte généralement une ligne éditoriale jouant sur toute la gamme des émotions (colère, révolte, enthousiasme, espérance, empathie, altruisme…). Parlant volontiers à la première personne, il cherche le plus souvent à faire partager aux lecteurs ses propres perceptions du conflit, sur un mode d’écriture qui se rapproche parfois du journal ou de la chronique quotidienne.

On retrouve cette approche de l’information dans la blogosphère de la «guerre de juillet», au travers des blogs libanais ou israéliens traitant du conflit. Cela ne signifie pas que ces «bloggers de guerre» proposent une information objective, imperméable à toute forme de manipulation de l’information ou de propagande partisane. Au sein de cette blogosphère du conflit, les aspirations au dialogue entre libanais et israéliens cohabitent avec des prises de position très marquées, très loin de l’approche informationnelle du blog comme espace de compréhension et de respect mutuel. Cette «guerre des blogs» inaugure une situation assez inédite dans la guerre de l’information: les «cibles» – amies, ennemies ou neutres – que sont les témoins directs d’un conflit armé, peuvent devenir de véritables acteurs sur l’échiquier informationnel, disposant d’une résonance et d’une capacité de modification des perceptions non-négligeables. Les blogs libanais ou israéliens qui, par la rédaction à la première personne de chroniques de guerre quotidiennes ou la diffusion de photos très dures ou marquantes, ont clairement contribué à la «mise en scène» de la guerre, tout en poursuivant bien souvent des objectifs idéologiques précis. Or, il suffit de quelques photos marquantes assorties de témoignages personnels pour rendre inopérante la politique d’influence d’un acteur, pour atteindre durablement son image et discréditer son discours. Une situation périlleuse dans laquelle se sont retrouvées les autorités israéliennes, rapidement débordées par des opinions «*bouleversées par les images récurrentes des dommages infligés à la population civile libanaise*»[[83]](#footnote-83).

Malgré la diversité des lignes éditoriales des différents blogs, il semble qu’Israël ait fait les frais de cette «bloguerre», impuissante face à la profusion d’images et de récits accréditant la thèse d’une offensive israélienne menée sans considération pour les civils libanais.

Une situation dont a pu profiter le Hezbollah; les images et les témoignages ayant pu crédibiliser un discours mettant en scène le «Parti de Dieu» comme une résistance légitime face aux agissements «barbares» de «l’agresseur» israélien.

Mais ce gain informationnel pour le Hezbollah doit toutefois être relativisé par deux éléments:

* Des blogs libanais disposant d’une forte résonance, n’ont pas hésité à critiquer l’action du Hezbollah tout en dénonçant les raids massifs israéliens.
* Certains bloggers israéliens ont rencontré un écho important en livrant le quotidien de ces habitants du nord d’Israël vivant au rythme des tirs de roquettes du Hezbollah.

***Un croquis tentant de formaliser les différents blogs est publié ci-après, dans cette version informatique des cahiers n° 13 du CESAT, dans l’article «Une illustration de la guerre de l’information: Le conflit entre Israël et le Hezbollah de l’été 2006»***

En août 2007, l’ONG américaine Human Rights Watch a sorti un rapport sur les violations des lois de la guerre par le Hezbollah contre Israël. De victime, le Hezbollah devient l’accusé parce qu’il a méprisé la vie des Libanais en faisant tirer volontairement des roquettes à partir de lieux occupés par des réfugiés. Ceci avait pour but de provoquer des tirs de riposte de l’armée israélienne, et d’obtenir par ce fait des victimes au sein de la population civile libanaise que le représentant du Hezbollah s’est empressé de montrer aux représentants de la presse internationale. Mais il ne s’agit pas pour autant d’un revirement de situation dans la mesure où la publication de cette étude a une résonance insignifiante comparée à l’amplitude de la guerre de l’information de l’été 2006.

#### **Une information médiatique asymétrique?**

L’importance croissante d’Internet n’efface pas le rôle central des médias dans la diffusion de l’information sur les conflits asymétriques. Les conflits irakiens et afghans soulèvent à ce propos une question fondamentale sur le traitement de l’information qui est souvent défavorable aux armées occidentales. L’École de guerre économique étudie depuis plusieurs années la manière dont les médias rendent compte des conflits asymétriques. L’analyse approfondie du dossier irakien souligne le déséquilibre qui existe dans le traitement de l’information de l’été 2006.

**L’information par les journalistes occidentaux**

Les attentats suicides en Irak ont causé la mort de 20.000 personnes depuis le début de l'année 2007, soit quarante fois plus que les opérations militaires menées par les troupes de la coalition. Un sondage effectué auprès de la population irakienne en septembre 2007 cite Al-Qaida comme premier responsable de la violence en Irak (à 21%) devant les États-Unis (19%) et l'Iran (11%).

Dans son livre «*StoryTelling»[[84]](#footnote-84)*, Christian Salmon explique qu'en temps de guerre, «*voir ne suffit plus, il faut croire à une histoire*». Or aujourd'hui, que voit-on quotidiennement en Irak? Nous voyons essentiellement des Irakiens tuer des Irakiens. Pour autant, à quelle histoire croyons-nous? Nous croyons que l'armée américaine est la responsable directe de ces pertes civiles. Ce décalage entre perception et réalité est la conséquence d'une couverture et d'une analyse inégales des évènements en Irak. Les médias français sont très en alerte pour dénoncer les «bavures» des forces occidentales sur les différents théâtres d’opérations extérieures. En revanche, les mêmes médias n’ont pas le même niveau d’alerte pour s’intéresser aux «bavures» des opposants irakiens lorsqu’ils commettent des attentats suicides contre la population civile en tuant et en mutilant des femmes et des enfants qui n’ont rien à voir avec les conflits en cours.

Il en est de même pour le traitement de l’information sur l’Afghanistan. Les SMS que les talibans envoient aux journalistes et pigistes occidentaux pour les avertir de leurs opérations recueillent plus d’attention de la part de ces derniers que les études de source occidentale sur les pratiques terroristes des talibans qui n’hésitent pas à utiliser des enfants pour réaliser des attentats suicides contre l’armée afghane ou des militaires occidentaux en Afghanistan[[85]](#footnote-85). Cette manière de traiter l’information crée de fait une asymétrie qui profite au camp adverse. Dans cette guerre de l’information, celui qui a l’image du faible bénéficie d’un préjugé favorable, quel que soit la nature des exactions qu’il puisse commettre. Ce rapport de force inégal n’est pas rétabli par les efforts de communication des forces occidentales qui sont piégées systématiquement par le fait qu’elles soient juge et partie. Enfermées dans une posture de justification permanente à l’égard de leurs propres médias, les forces occidentales n’ont que très peu de marge de manœuvre, en termes de communication traditionnelle, pour démonter le jeu informationnel de l’adversaire. Les reportages sur les actions humanitaires menées par les forces occidentales et la préparation psychologique au risque de pertes humaines ne renversent pas à notre profit les préjugés défavorables de nos propres médias. La bataille de la légitimité sur le sens du combat que l’on mène sur un territoire donné exige d’autres démarches plus proactives.

Comme je le déclarais dernièrement à Joseph Henrotin du magazine DSI[[86]](#footnote-86) : «*Pour être capable d’agir, il faut des munitions de nature informationnelle. Encore faut-il se donner les moyens de les chercher et de les stocker au bon endroit. Une munition informationnelle, c’est un point faible décelé chez un adversaire potentiel. Elle peut être éventuellement employée sur un plan purement psychologique sans que l’on ait besoin de l’activer afin de prendre l’avantage sur un adversaire dans une négociation difficile. Mais elle peut aussi être un des éléments constitutifs d’un dossier d’attaque potentielle qui aura une valeur dissuasive auprès d’un interlocuteur récalcitrant. Elle est en dernier recours l’un des leviers possibles d’une action à mener contre un ennemi qui menace nos intérêts vitaux. Pour rendre possible une telle démarche, il est utile de sortir des sentiers battus. L’organisation actuelle des administrations compétentes ne permet pas cette logique d’anticipation et d’action*». Dans le cas de l’Afghanistan, les arguments existent. Il est en effet possible de démontrer que le repli souvent systématique des talibans dans des villages ou des maisons occupées par des civils n’est pas le fait du hasard. Cette tactique a souvent pour but de provoquer une riposte aérienne de la part de l’aviation occidentale qui entraînera des dégâts collatéraux. Elle est comparable à celle que le Hezbollah a développée durant l’été 2006 pour attirer l’attention des médias occidentaux sur les victimes civiles des bombardements israéliens au Liban. Le changement de comportement des nouvelles générations de talibans à l’égard des civils afghans est aussi un argument exploitable. Dans la période précédente, les anciens talibans essayaient de renforcer leur image dans les tribus qu’ils voulaient contrôler. Aujourd’hui, ils sont entrés dans une phase de traque des collaborateurs présentés comme des partisans du régime de Kaboul. Cette violence tous azimuts fragilise le consensus tribal qui pouvait leur profiter jadis.

**\***

**\* \***

Le rôle de l’information dans les conflits asymétriques est une dimension nouvelle de *l’art de la guerre* dont le faible a pour l’instant un usage prédominant. Les puissances engagées sur des théâtres d’opération extérieure sont piégées par leur statut d’agresseur potentiel dès lors qu’elles ont recours aux frappes militaires contre des forces terroristes ou de guérillas qui se drapent dans la légitimité de la résistance à l’envahisseur. Ce déficit d’image est difficile à combler car il est accentué par les préjugés défavorables que nourrit une large majorité des journalistes à l’égard du fort. Les premiers bilans tirés des conflits en Irak, en Afghanistan et au Liban soulignent la capacité de nuisance des attaques informationnelles asymétriques. La communication traditionnelle ne permet pas de renverser le rapport de force au profit du fort. Dans le meilleur des cas, elle rend compte des efforts de la force au contact des populations locales pour nouer un dialogue et lui apporter une aide passagère, rarement permanente. L’ennemi reste insaisissable, occupe le terrain dès la tombée de la nuit et frappe à sa convenance les cantonnements et les convois. Cette image de faiblesse continue à miner durablement l’image de la force dans les médias, à la télévision et sur Internet. Ce *second front* est un enjeu majeur dans la définition doctrinale des opérations d’influence et d’information.

**Une illustration de la guerre de l’information:**

**Le conflit entre Israël et le Hezbollah de l’été 2006**



*Par Messieurs Martial BAUDOT, Etienne DELCROIX, Benoit GUIOT, Briec le GOUVELLO, Matthieu OSADA,*

*de l’École de guerre économique*

*(Février 2007)*

**L**a «deuxième guerre du Liban» opposant Israël aux islamistes du Hezbollah a fait suite à un raid mené le 12 juillet 2006 à la frontière libanaise par les membres du «Parti de Dieu». Détonateur de la guerre, ce raid sur Tsahal a eu pour lourd bilan israélien huit tués, un char Merkava détruit, et deux soldats enlevés. Le leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, justifie cet enlèvement par la revendication de la libération de prisonniers détenus par Israël.

Le Premier Ministre israélien Ehud Olmert a immédiatement dénoncé cet acte en déclarant que le Liban s’est livré à un «*acte de guerre*». En effet, les islamistes du Hezbollah, ayant attaqué depuis le Liban un village israélien, ont fait quatre blessés civils suite aux tirs de roquette le même jour. La riposte israélienne est immédiate et s’exprime par les premiers raids aériens sur le Liban.

D’un point de vue strictement militaire, cette réaction est conforme à la doctrine israélienne excluant une offensive terrestre massive, et privilégiant l’usage de la supériorité stratégique et technologique des capacités aériennes. L’État-major israélien confirme sa vision de l’Air Power comme outil tactique.

L’offensive terrestre sur le territoire libanais débute le 20 juillet, alors que le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, a proposé le déploiement d’une force internationale de stabilisation au Sud Liban afin d’éviter le conflit. Alors que l’activité militaire israélienne ne va cesser de croître jusqu’à la fin de la guerre, la résolution 1701 est adoptée le 11 Août par le Conseil de Sécurité, aboutissant à l’entrée en vigueur du cessez le feu le 14 Août[[87]](#footnote-87). Les opérations militaires ont été courtes et intenses. Leur bilan est important du côté libanais avec 1.183 victimes civiles et environ 4.000 blessés et le nombre de tués pour le Hezbollah est évalué à 600. Par ailleurs le bilan de 120 tués et 750 blessés du côté israélien[[88]](#footnote-88), sans être particulièrement élevé, a «*suscité un malaise profond*»[[89]](#footnote-89) au sein de la société israélienne.

Si depuis 1948 et la création de l’État d’Israël, celui-ci a déjà connu cinq guerres et deux Intifadas, la «guerre de juillet» marque une première pour Tsahal à travers un combat en dehors de son territoire national contre un groupe terroriste, combat perçu comme une défaite d’Israël par les opinions publiques nationales.

Ce conflit révèle l’apparition d’une nouvelle forme d’affrontement, au-delà des guerres asymétriques. Celles-ci ont toujours été le fait de belligérants s’opposant les uns aux autres, la guerre asymétrique étant un conflit entre deux «*adversaires* [qui] *n’ont ni le même statut, ni les mêmes critères de victoire ou de défaite, ni les mêmes règles et méthodes, ni n’emploient les mêmes moyens, en particulier technologiques, bref n’ont rien de comparable*»[[90]](#footnote-90). Au-delà de l’usage des moyens traditionnels que sont les bombardements, le recours aux médias «classiques» (presse, télévision, radio) ou bien encore l’utilisation des «psyops», une nouvelle forme d’affrontement a été menée sur Internet. Les bloggers et la communauté Internet, qui ont été instrumentalisés par chacun des belligérants comme caisse de résonance au profit de leur cause devant les opinions publiques mondiales, se sont livrés une cyber guerre de l’information modifiant les perceptions du conflit.

L’importance de l’information circulant sur Internet et les nouvelles sources de diffusion apparues au cours du conflit ont eu un impact difficilement quantifiable, mais qui a néanmoins modifié l’appréciation que l’on peut avoir du conflit. Cette évolution des moyens de communiquer au cours de la guerre conjuguée à l’application de méthodologies plus classiques a eu un réel impact sur la façon dont les médias, qui ne sont finalement qu’un relais, ont perçu les évènements. De cette compréhension est né un décalage entre la réalité du terrain et la perception de la guerre par le grand public.

L’apparition de nouveaux acteurs venus troubler les stratégies d’infoguerre classiques a modifié les relations entre belligérants. De même, ce nouveau conflit a marqué l’actualité d’un mois de juillet généralement pauvre en information et a vu sa compréhension modifiée par rapport à des conflits plus classiques. Dès lors il convient de s’interroger sur l’impact de la guerre de l’information sur la perception que la société internationale a du conflit. Pour répondre à cela, il faut dans une première partie étudier les stratégies d’infoguerre israéliennes ou l’utilisation systématique des techniques d’influence et de guerre psychologique; puis dans une seconde partie il est nécessaire de décrire et analyser l’organisation et la maîtrise des actions de persuasion par le Hezbollah; enfin, il convient de souligner dans la dernière partie l’irruption du «self-media» dans la guerre de juillet.

# Les stratégies d’infoguerre israéliennes

# ou l’utilisation systématique des techniques

# d’influence et de guerre psychologique

Si bon nombre de commentateurs et d’analystes insistent – à raison d’ailleurs – sur les échecs de la stratégie d’information et de communication des autorités israéliennes, il n’en reste pas moins que ces dernières ont, durant l’offensive de juillet 2006, largement exploité la vaste gamme des techniques d’influence et de guerre psychologique pouvant être mises en place lors d’un conflit armé. Un choix qui n’a rien d’étonnant de la part d’un gouvernement connaissant les risques informationnels pesant sur le «fort» dans le cadre d’un conflit asymétrique comme peut l’être l’affrontement israélo-palestinien[[91]](#footnote-91).

La mise en place, de la part des décideurs ou de multiples agents d’influence israéliens de techniques de persuasion, pouvant aller de la simple campagne de communication ou de «public relation» jusqu’à l’utilisation offensive de l’arme psychologique, s’est très nettement articulée autour de «cibles» spécifiques.

Il est possible de distinguer cinq types de cibles dont les comportements et les perceptions furent considérés comme un enjeu stratégique pour les autorités israéliennes:

* La presse internationale
* La population libanaise (et en particulier les communautés chrétienne, druze et sunnite)
* Les membres ou sympathisants du Hezbollah
* Les internautes sensibilisés par le conflit
* Le gouvernement libanais

L’effet final recherché par les israéliens au travers de l’utilisation de techniques variées en matière d’influence et de persuasion s’est ainsi construit autour d’un double objectif: démoraliser la milice chiite en lui ôtant le soutien massif de la population libanaise (y compris de ses propres partisans actifs) et persuader l’opinion internationale de la légitimité de l’offensive israélienne au Liban.

## L’encadrement et le contrôle de la presse internationale

Dès le 12 juillet 2006, date à laquelle deux soldats israéliens sont enlevés par la branche armée du Hezbollah, la presse internationale va s’empresser de dépêcher des journalistes sur le terrain constatant que les réactions des décideurs politiques et militaires israéliens traduisent la mise en place d’une vaste riposte israélienne afin de ramener, selon les propos du chef d’état-major de Tsahal, le pays du Cèdre «vingt ans en arrière».

En riposte à ce qu’ils considèrent comme un véritable «acte de guerre», les israéliens effectuent dans la nuit du 12 au 13 juillet une quarantaine de raids aériens sur le Liban, raids auxquels le Hezbollah réplique rapidement par des tirs réguliers de roquettes sur les localités du nord d’Israël. Afin d’être au plus près de l’événement, les journalistes étrangers couvrant le conflit côté israélien vont chercher à se rendre dans ces localités, afin d’évaluer les dommages infligés par le «Parti de Dieu».

Afin de maîtriser au maximum le risque informationnel et pour que les envoyés spéciaux des rédactions étrangères effectuent une couverture médiatique de l’opération favorable à Israël, les autorités israéliennes vont chercher à contrôler et encadrer les journalistes.

Au lieu d’entraver le travail de ces derniers, le «Government Press Office» israélien (GPO), va tenter de «faciliter» le travail d’une presse internationale pouvant circuler librement, à l’exception de certaines zones interdites et dans la limite des horaires de couvre-feux[[92]](#footnote-92).

Afin de satisfaire le besoin en information des correspondants, le GPO organise des «pools» de journalistes dans les zones touchées par les roquettes du Hezbollah ainsi que des conférences de presse avec notamment les familles des deux soldats capturés. L’objectif est bien entendu de légitimer aux yeux de l’opinion publique internationale les raids aériens sur le Liban. Les membres du service de presse gouvernemental vont même déployer toute une logistique bénéficiant aux journalistes étrangers qu’ils ont au préalable accrédités (mise à disposition de bus, livraison de nourriture) tout en contactant ces derniers, par téléphone ou par mail, afin de leur livrer des sujets jugés intéressants à couvrir. Sur le terrain, le GPO fait en sorte que les journalistes puissent bénéficier de témoins directs parlant leurs langues respectives afin d’éviter les tourments liés à la traduction, tâche d’autant plus facile que l’État d’Israël est très largement composé d’immigrants. Les fonctionnaires israéliens s’arrangent également pour que les journalistes puissent appréhender correctement le déroulement des opérations en les mettant en contact avec des experts militaires[[93]](#footnote-93) et n’hésitent pas à leur fournir des images.

En optant pour cette politique d’information, les israéliens ont en fait cherché à concilier deux impératifs souvent contradictoires: éviter d’être accusé d’entrave à la liberté de la presse et de pratiquer la rétention d’information, et faire en sorte de maîtriser le risque informationnel en contrôlant le travail des journalistes. L’enjeu stratégique pour les israéliens réside dans la maîtrise des perceptions afin de mettre en avant une situation de «légitime défense» qui aurait conduit, du fait de l’attitude belliciste du «Parti de Dieu», à des raids aériens massifs sur le Liban.

Ce souci des israéliens de livrer une image positive d’eux-mêmes n’est pas nouveau. Les autorités israéliennes, au gré des affrontements réguliers avec les palestiniens, ont constaté progressivement qu’il ne suffisait pas de remporter des succès militaires, mais que la véritable victoire passait nécessairement par la maîtrise des perceptions. De nombreuses idées ont ainsi été concrétisées: création à Jérusalem en 2002 d’un centre professionnel diffusant de l’information aux journalistes, soutien d’initiatives privées pro israéliennes comme CAMERA, Palestinian Media Watch, MEMRI[[94]](#footnote-94), organisation de campagnes de relations publiques[[95]](#footnote-95)…

L’encadrement et le «pilotage» des journalistes durant l’offensive de juillet n’ont fait que confirmer ce souci constant des Israéliens en matière de perception. Un souci d’autant plus redouté que journalistes et militaires israéliens ont bien conscience que dans le cadre d’un combat asymétrique, il est nécessaire pour le «fort» de toujours veiller à ce que le «faible» ne puisse mettre en scène l’affrontement à son profit[[96]](#footnote-96).

Il faut ajouter que cet encadrement serré des journalistes a parfois, pendant l’offensive, pris des allures de véritable censure. Ainsi, le 23 juillet, le colonel Sima Vaknin-Gil, chef de la censure israélienne, a adressé une note à l’attention des médias couvrant le conflit spécifiant à ces derniers les limites de leur traitement informationnel[[97]](#footnote-97).

La maîtrise du risque informationnel par l’encadrement de la presse a donc constitué un enjeu stratégique pour les Israéliens, ayant compris qu’il était périlleux de dissocier «vaincre» et «convaincre».

On ne peut donc faire reposer l’idée qu’Israël a «perdu» la guerre des images et de l’information sur le seul argument selon lequel les autorités israéliennes n’auraient absolument pas prévu de mécanismes pour contrôler les perceptions nées du traitement médiatique. Que la politique d’information et de communication israélienne ait comporté certaines failles non négligeables est incontestable. Mais ce «demi-échec» trouve une partie de ses causes dans d’autres éléments que nous aborderons.

## La mise en place d’opérations psychologiques à destination de la population libanaise

Parmi les éléments de la stratégie d’infoguerre israélienne, la cible qu’est la population libanaise a fait l’objet d’une attention toute particulière et d’un traitement pour le moins offensif.

Il est important d’insister sur le fait que le gouvernement israélien a voulu, dès les premiers raids aériens, présenter son action comme une riposte aux provocations du Hezbollah et non pas comme un conflit déclaré à la nation libanaise et à son gouvernement.

On peut se demander si cette position n’exprime pas beaucoup plus d’intentions qu’il n’y paraît. Il faut bien comprendre l’état de la situation politique et confessionnelle au Liban à la veille de l’offensive israélienne. Le pays du Cèdre, encore marqué par les meurtrissures et les divisions de la guerre civile, connaît de très vives tensions entre un bloc composé très largement de la communauté sunnite, d’une partie des communautés chrétiennes et de la communauté druze; et un bloc chiite dominé par le Hezbollah, le mouvement Amal et une partie non négligeable de la population chrétienne. Le premier bloc, auquel appartient le premier ministre Fouad Siniora, se veut le défenseur de la souveraineté libanaise contre les ingérences extérieures, notamment syriennes ou iraniennes. Le second bloc, bénéficiant de l’aura et du prestige du Hezbollah, n’hésite pas à mettre en avant les liens étroits unissant le Liban à la Syrie ou même à la république islamique d’Iran.

Ces fractures et ces tensions, héritées des conflits précédents et ayant montré toute leur intensité depuis l’assassinat de l’ancien premier ministre sunnite Rafic Hariri en février 2005[[98]](#footnote-98), font du Liban en juillet 2006 un pays profondément divisé et en proie aux passions confessionnelles.

Les autorités israéliennes, au fait de la situation interne du Liban, vont chercher à jouer sur ces divisions afin de tenter d’isoler le Hezbollah du reste de la population en le présentant comme une menace pour les libanais eux-mêmes. Il est possible de déceler cette stratégie dans les opérations de guerre psychologiques qui ont été mises en place à destination des libanais. Il semble en effet que les forces de défense israéliennes (IDF) aient mis en place une véritable unité de «psyops»[[99]](#footnote-99), émanant d’un département des services de renseignement israéliens, et visant à gagner l’opinion publique libanaise[[100]](#footnote-100). À ce titre, on peut consulter le rapport effectué pat le sergent major Herbert A. Friedman, spécialiste américain des opérations psychologiques, sur le site Psywar.org[[101]](#footnote-101).

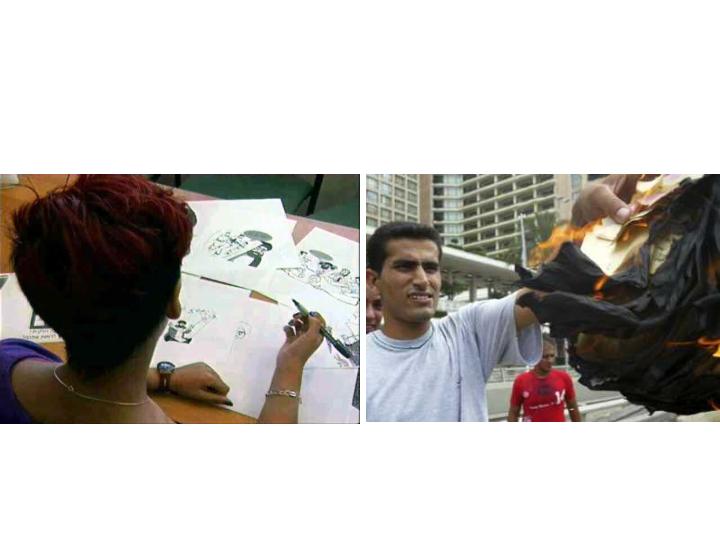
Dans cette étude sont consignées les principales actions psychologiques menées par les Israéliens à destination de la population libanaise.

On constate ainsi que les Israéliens ont déversé sur le pays du Cèdre plus de 17 millions de tracts en utilisant les moyens aériens – avions et hélicoptères – ou les moyens de l’artillerie terrestre ou navale. Il faut noter que cette technique de propagande avait déjà été appliquée par Tsahal au Liban en 1982 lors de l’opération «Paix en Galilée» et est régulièrement employée en Palestine.

Sur ces tracts, visant à rendre responsable le Hezbollah des raids massifs, on pouvait retrouver de multiples caricatures d’Hassan Nasrallah, représenté sous la forme d’un serpent ou d’une marionnette manipulée par la Syrie ou l’Iran, mais aussi de petits textes réaffirmant la volonté israélienne d’éradiquer le Hezbollah, mettant en avant les qualités militaires de Tsahal tout en insistant sur le fait que cette opération n’était pas dirigée contre le peuple libanais (voir annexe n°1). Dans le même esprit, et toujours pour créer des perceptions négatives vis-à-vis du Hezbollah, les israéliens ont largué sur le Liban plus de 25.000 diffuseurs de parfum pour voiture représentant également le chef du «Parti de Dieu», abrité derrière un cèdre du Liban, avec cette inscription: *« Si vous le voulez, vous pouvez retrouver le parfum des cèdres en vous débarrassant de celui qui a détruit le Liban*»[[102]](#footnote-102).

En jouant alternativement sur la peur et les divisions internes au Liban, cette utilisation de l’arme psychologique fut pensée comme une possibilité de modification des perceptions libanaises afin de limiter au maximum les perceptions négatives nées des bombardements massifs.

Une chaîne de télévision canadienne, CBC.CA, a réussi à obtenir en août 2006, une interview de cette unité de «psyops» israélienne. Dans son reportage, l’on peut voir le major Yotam et une caricaturiste de l’armée israélienne expliquer les techniques de persuasion adoptées[[103]](#footnote-103).

Dans un style plus élaboré, les «psyops» israéliens ont mis en place un site Internet, baptisé all4lebanon.org[[104]](#footnote-104), incitant les libanais à fournir des informations sur le Hezbollah contre des récompenses financières. (voir annexe n°2) Rédigé en arabe, anglais et français, le site affirme: «*Nous nous adressons à quiconque à la possibilité et la volonté d’aider le Liban à extirper ce mal qu’est le Hizballah, à l’extirper de la population du Liban, afin de rendre au Liban son indépendance, sa liberté et sa prospérité (…) Nous vous serions reconnaissants de tout renseignements qui contribuera à ramener le calme dans la région afin que nous puissions combattre les terroristes avec l’efficacité et les précautions requises*»[[105]](#footnote-105). S’ensuivent deux numéros de téléphone, une adresse mail à contacter et une précision pour le moins utile: «*Pour votre sécurité, téléphonez des endroits où personne ne vous connaît*».



Il faut préciser que le 20 juillet, les Israéliens ont largué des tracts intitulés «All for Lebanon», reprenant le même logo correspondant au site du même nom (voir tract n°3, annexe n°4).

S’ajoutent à cela les multiples appels téléphoniques reçus par beaucoup d’habitants du Sud Liban lors desquels une voix enregistrée leur intimait de quitter la zone tout en affirmant que les détenus libanais ne seraient pas libérés tant que le Hezbollah ne déciderait pas de cesser ses provocations[[106]](#footnote-106).

L’ensemble de ces techniques mises en place durant les mois de juillet et août 2006 renvoient à une utilisation très offensive de l’arme psychologique jouant sur des émotions fortes telle que la peur, autant que sur un échiquier confessionnel et politique libanais marqué par les divisions et les fractures multiples.

Le choix israélien des raids massifs, fortement inspiré des théories américaines de l’«Airland Battle», peut être mis en parallèle avec cet usage offensif de l’arme psychologique, un des objectifs consistant justement à provoquer la résignation, la démoralisation voire même la désorganisation et la division dans le camp adverse.

## 

## Les actions visant à instaurer la peur et le doute chez les membres ou les sympathisants du Hezbollah

Dans le cadre de cette guerre psychologique israélienne, les membres ou les sympathisants du Hezbollah ont constitué une cible spécifique. Cherchant à casser l’image de héros national dont a pu bénéficier Hassan Nasrallah et à mettre en avant la supériorité militaire de Tsahal, les israéliens ont tenté de démoraliser les soutiens du Hezbollah par la mise en place d’actions psychologiques ciblées.

Début août 2006, les services de renseignement militaires israéliens piratent la chaîne de télévision du Hezbollah, Al Manar, diffusant des photos de cadavres présentés comme ceux de combattants de la milice chiite et accompagnées d’un message accusant Hassan Nasrallah de mentir sur les pertes subies par cette dernière. Les «psyops» de Tsahal vont également réussir à pirater une intervention du chef du Parti de Dieu sur Al Manar en insérant un bandeau en arabe à la signification sans équivoque: «*membres du Hezbollah, prenez garde*» (voir photo ci-contre).

La station de radio du Hezbollah a également fait les frais de ce type d’action psychologique, les Israéliens ayant réussi à diffuser ce message: «*Hassan Nasrallah a envoyé sans les préparer des hommes combattre l'armée israélienne, une armée d'acier. Cessez un moment d'écouter les hymnes patriotiques, réfléchissez par vous-même, ayez les pieds sur terre*»

La pression psychologique sur le Hezbollah et ses soutiens est montée d’un cran avec l’envoi de SMS, de messages téléphoniques préenregistrés à des membres de l’appareil de la milice chiite ou même à de simples sympathisants[[107]](#footnote-107). En cherchant à instaurer le doute sur la réalité de la situation militaire et en particulier sur l’état des pertes du Hezbollah, les Israéliens ont joué sur l’intimidation et la peur tout en essayant de contrer une propagande de la milice chiite, insistant en permanence sur les difficultés de progression de l’armée israélienne (au moment des opérations terrestres) et son incapacité à faire cesser les tirs de roquette sur le nord d’Israël.

## La vaste utilisation du vecteur Internet: de l’influence à la «cyberwar» israélienne

Les stratégies d’infoguerre des deux belligérants se sont également déployées sur ce nouveau théâtre des opérations que constitue Internet. Désireux de soigner leur image auprès de l’opinion internationale et conscients des effets négatifs sur ce point des raids massifs sur le Liban, les Israéliens ont rapidement compris durant la «guerre de juillet» le caractère stratégique de la gestion des perceptions sur Internet. Fin juillet, de nombreuses organisations de soutien à Israël, appuyées par la direction des affaires publiques du ministère des affaires étrangères dirigé par Amir Gissin, lancent une vaste campagne d’influence sur Internet[[108]](#footnote-108). Ce collectif, baptisé Giyus.org (acronyme pour «Give Israël Your United Support»), se présente comme «*une coalition d’organisations juives et pro-israéliennes travaillant ensemble afin d’aider la communauté juive à exprimer son opinion d’une manière efficace et active*» notamment en améliorant «*les chaînons de communication entre les différentes organisations, leurs membres, l’État d’Israël et le monde extérieur*».[[109]](#footnote-109) À l’origine, Giyus.org est une initiative du «World Union of Jewish Students» (WUJS, union mondiale des étudiants juifs), mais la liste des partenaires s’est progressivement étoffée (voir la liste des partenaires de Giyus.org en annexe n°3), Israël et ses soutiens étant bien conscient de l’amplitude des failles et des difficultés rencontrées dans la politique d’information et de communication de l’État hébreu, notamment durant l’offensive israélienne au Liban.

Afin de modifier les perceptions sur la politique israélienne, Giyus.org a mis en place un logiciel baptisé «mégaphone» téléchargeable directement sur le site du collectif (voir annexe n°4) et permettant aux soutiens d’Israël d’obtenir des alertes à propos d’informations mis en ligne sur Internet traitant de la politique israélienne. Un outil d’influence permettant de détecter notamment les sondages en ligne sur Israël, les forums de discussion ou les blogs traitant d’Israël, les communiqués officiels d’autorités publiques étrangères, et donc de réagir en ligne en livrant une opinion favorable à Israël.

Les autorités israéliennes ont apporté un soutien direct à cette initiative que constitue Giyus.org, comme en témoigne le mail d’Amir Gissin, directeur des relations publiques du ministère des affaires étrangères israéliens, sur le site Standwithus[[110]](#footnote-110) (voir annexe n°5), exhortant les partisans d’Israël à télécharger le logiciel. Le haut fonctionnaire, qui considère être à la tête du «ministère israélien de l’Explication», affirme que «*tout le problème tient au fait que nous sommes incapables de nous expliquer correctement*», un problème que cherche à résoudre un logiciel comme «Mégaphone» qui aurait, selon Amir Gissin, permit durant l’offensive israélienne au Liban «*de faire des choses très intéressantes*»[[111]](#footnote-111).

Il faut ajouter à ces stratégies d’influence des actions beaucoup plus offensives renvoyant à un une forme de «cyberwar» très élaborée. Selon le quotidien saoudien publié à Londres *Asharq al-Awsat*, des milliers de hackers israéliens auraient, durant l’offensive, attaqués les sites du Hezbollah[[112]](#footnote-112) . Le journal cite les propos d’un employé au département informatique du Hezbollah: «*Israël et le Hezbollah mènent une guerre informatique depuis longtemps. Chaque partie a enchaîné des victoires comme des défaites dans les combats virtuels*».

Cette cyberwar israélo-arabe ne date pas à proprement parler de l’offensive israélienne au Liban en Juillet 2006[[113]](#footnote-113), des groupes palestiniens et arabes étant passés maîtres dans l’art du Hacking des sites israéliens. Côté israélien, d’importants groupes de hackers[[114]](#footnote-114) piratent des sites arabes, notamment ceux du Hezbollah[[115]](#footnote-115), depuis les années 2000.

La milice chiite libanaise a du, durant le conflit de juillet 2006, gérer les difficultés liés à l’hébergement de ses sites, étant obligée de déplacer ces derniers après chaque attaque virtuelle. Ainsi, début août 2006, la compagnie d'hébergement québécoise IWeb Technologies, ferme le site d’Al Manar, après avoir reçu un courriel anonyme l’informant que l’un de ses serveurs hébergeait le site de la télévision du Parti de Dieu. Ce dernier, selon José M. Fernandez, professeur adjoint de génie informatique à l'École polytechnique de Montréal, note que «*le Hezbollah ne veut pas mettre ses sites sur des adresses connues et publiques, car il sait que les services secrets américains et israéliens sont à ses trousses* »[[116]](#footnote-116). Le Parti de Dieu utiliserait donc des techniques d’éparpillement et de mobilité pour l’hébergement de ses sites, un peu à l’image des tactiques de guérilla qu’il a adopté à l’égard des forces israéliennes.

Dans le cadre de cette cyberwar, et selon certaines sources, notamment proches du Hezbollah, les forces israéliennes auraient également utilisé leurs navires de guerre patrouillant dans les eaux territoriales libanaises pour brouiller les récepteurs libanais afin d’empêcher l’accès à Internet[[117]](#footnote-117) aux libanais.

## Les pressions constantes sur le gouvernement libanais

Durant tout le conflit, les autorités israéliennes ont cherché à faire pression sur le gouvernement de Fouad Siniora en prenant garde de ne pas contester sa légitimité.

Dans les discours des décideurs de l’État hébreu revenait régulièrement l’argument selon lequel Israël ne cherche pas à faire la guerre au Liban et son gouvernement mais bien au Hezbollah. La difficulté étant que ce dernier, au moment de l’offensive israélienne, participait à l’équipe gouvernementale libanaise.

Les israéliens vont donc augmenter ponctuellement la pression sur le gouvernement libanais pour qu’il prenne ses responsabilités et que cessent les tirs de roquettes sur le Nord d’Israël et que la milice chiite libère les deux soldats de Tsahal capturés début juillet. Le 12 juillet, Ehud Olmert déclare à propos de l’enlèvement des deux soldats israéliens: «*Les événements de ce matin n'étaient pas une attaque terroriste mais une action d'un État souverain contre Israël sans raison ni provocation. Le gouvernement libanais, dont le Hezbollah fait partie, tente de saper la stabilité régionale. Le Liban est responsable et subira les conséquences de ses actes*»[[118]](#footnote-118). Mis en parallèle avec les déclarations du chef d’État-major israélien déclarant que Tsahal allait ramener le pays du Cèdre «vingt ans en arrière», ces propos du Premier ministre israélien traduisent bien plus qu’une fermeté à l’égard du gouvernement libanais, mais plutôt une accusation très nette et une menace à peine masquée.

Pourtant cette stratégie de communication politique ne va pas toujours dominer dans le discours des autorités israéliennes durant «la guerre des trente-trois jours», traduisant par là-même une faille dans la stratégie globale de l’offensive israélienne au Liban.

Après les tirs de roquettes sur Haïfa le 16 juillet 2006, Ehud Olmert prononce un discours dans lequel il déclare «*Nous n’avons aucun intérêt à porter atteinte aux peuples palestinien et libanais et nous ne le voulons pas. Nous voulons mener une existence tranquille dans des rapports de bon voisinage*»[[119]](#footnote-119).

Les autorités israéliennes vont donc alterner entre pressions sur le gouvernement de Fouad Siniora et propos visant à assurer qu’Israël ne cherche pas à combattre la population libanaise ni à renverser son gouvernement. L’objectif israélien est que le gouvernement libanais fasse pression sur le Hezbollah pour qu’il cesse ses attaques contre Israël. À terme l’armée libanaise doit se déployer au Sud Liban et le désarmement de la milice chiite doit être rendu effectif comme le prévoit la résolution 1559 du Conseil de Sécurité de l’O.N.U.

Il est difficile d’établir si cette alternance entre menaces sur le gouvernement libanais et assurances selon lesquelles les autorités israéliennes ne souhaitaient pas déstabiliser ou renverser le gouvernement de F. Siniora, a résulté plus de la difficulté des israéliens à établir une véritable stratégie devant les difficultés rencontrées sur le terrain que d’un véritable calcul politique visant à obliger les décideurs libanais à maîtriser le Hezbollah sans pour autant dégrader encore plus la situation politique libanaise.

Paul Khalifeh, correspondant de RFI à Beyrouth, rapporte une anecdote illustrant la pression israélienne à l’égard de Fouad Siniora: le 9 août 2006, le Premier ministre libanais aurait reçu un appel téléphonique d’un individu se présentant comme le porte-parole de Tony Blair. Lorsqu’il aurait pris le combiné, il se serait rendu compte que son interlocuteur était israélien et se serait empressé de raccrocher[[120]](#footnote-120). Il faut noter qu’à ce stade du conflit, le gouvernement libanais tentait de s’accorder avec le Hezbollah au sujet du projet de résolution franco-américain et que les israéliens craignaient de ne pas obtenir des garanties sécuritaires suffisantes.

Durant cette «guerre des trente-trois jours», les israéliens ont mené de véritables actions de guerre psychologique à destination de plusieurs «cibles» spécifiques, combinant des stratégies d’influence plus ou moins offensives.

Cet ensemble d’actions n’a pourtant pas eu l’effet escompté, Israël n’ayant pas réussi à modifier véritablement les perceptions en sa faveur, que celles-ci renvoient à l’opinion libanaise ou à une grande partie de l’opinion internationale choquée par les images des victimes innocentes des raids aériens.

Car la faille dans la stratégie d’infoguerre israélienne était béante: les mécanismes de persuasion ou d’influence n’ont pu contrebalancer la force des images des civils tués lors des attaques contre les villages libanais, comme celui de Kafr Qana. Une faille que le Hezbollah a su particulièrement bien déceler et exploiter.

# 

# L’organisation et la maîtrise

# des actions de persuasion par le Hezbollah

## La guerre de l’information au travers des discours du leader du Hezbollah, H.Nasrallah

Une des constituantes majeures de la guerre de l’information est l’utilisation de la rhétorique, en d’autres termes le combat par les mots. Nous allons tenter dans cette partie de décrypter la stratégie de communication d’influence du Hezbollah au travers des discours prononcés par son leader.

Il est intéressant de décrypter ces discours qui, au-delà d’une première écoute ou d’une première lecture, se révèlent être de véritables opérations de minage informationnel. Leur diffusion sur la chaîne de télévision Al Manar assure l’impact du message sur les populations de la région.

De fait, l’analyse permet de dégager plusieurs éléments démontrant l’ancrage de cette communication dans une stratégie de guerre de l’information. Le Hezbollah cherche en particulier à se construire une légitimité:

* L’organisation se positionne comme le sauveur du Liban (posture positive) face à l’agresseur (posture négative).
* L’ennemi est stigmatisé par la mise en avant par le discours d’actes déloyaux. Ceci vise à détruire sa légitimité.
* Le Hezbollah s’adresse par l’intermédiaire d’Al Manar aux populations de la région. Or une légitimité se gagne devant des opinions publiques réactives en fonction de leur culture et de leurs conditions politiques et historiques.

Tout l’argumentaire est par ailleurs développé dans une optique de rapport du faible au fort que le leader du Hezbollah rappelle explicitement de manière constante dans ses discours.

Il est nécessaire dans un premier temps de faire ressortir la structure générique de ses interventions afin de mettre en avant les thèmes abordés et leur finalité pour ensuite analyser le contenu et les techniques utilisées.

Les éléments relatifs aux allocutions d’Hassan Nasrallah présentés ici ont été dégagés de 4 de ses interventions: un discours un an avant le conflit (7 mars 2005 à Beyrouth), et trois prononcés durant le conflit (29 juillet, 3 et 9 août 2006, dont deux ont été diffusés sur Al Manar). (Ils sont reproduits en annexe n°6).

### **Constante de la structure argumentaire du discours d’Hassan Nasrallah**

Les interventions au cours du conflit sont toujours constituées de la même manière:

* Une partie militaire
* Une partie politique
* Une partie où il diffuse divers messages à des destinataires ciblés

*Voici un tableau présentant la structure et le déroulé de trois discours prononcés pendant le conflit:*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Discours du 29/07/06** | **Discours du 03/08/06** | **Discours du 09/08/06** |
| **Introduction** | Agression "États-Uno-sioniste" sur le Liban | Guerre d'agression. Les éléments les plus importants sont les faits de terrain. | Guerre d'agression sioniste |
| **Politique** | Israël est le bras armé des États-Unis qui veulent imposer leur vision du nouveau Moyen-Orient; appelle une volonté politique forte au Liban rassemblant tous les courants; appelle à l'unité libanaise et légitime l'action de la résistance | E.Olmert est un pantin que les États-Unis manipulent pour imposer leur vision du Moyen-Orient; le Liban est une cause politique et non une cause humanitaire | Appel à l'unité libanaise; les américains et les israéliens cherchent à diviser les libanais; la proposition franco-américaine favorise Israël; le Liban doit décider seul de son avenir |
| **Militaire** | Loue la résistance libanaise; dénonce les atrocités commises par l'ennemi; dément ses avancées terrestres; ridiculise l'ennemi; l'ennemi ment et mène une guerre psychologique | Ridiculise l'ennemi (moquerie, minimisation des victoires par l'ironie); joue sur l'héroïsme de la résistance; l'ennemi ment; l'ennemi est la cause de cette situation; dissuasion | L'ONU est sous influence américaine et protège Israël; diabolisation de l'ennemi; l'ennemi ment, la résistance ne cache pas ses pertes; dissuasion |
| **Conclusion** | Messages à destinataires identifiés: combattants, libanais, ennemis, et le monde | Messages à destinataires identifiés: combattants, libanais, ennemis, soutiens du Liban; termine sur le thème du Liban uni | L'ennemi est en perdition sur le terrain; messages à destinataires identifiés: combattants, ennemis, population arabe d'Haïfa, message aux libanais |

Il s’en dégage clairement des éléments récurrents:

* Le thème de l’agression «états-uno-sioniste»
* L’appel à l’unité libanaise
* La légitimation de l’action de la résistance
* La diabolisation de l’ennemi

Le point le plus important est la construction de la légitimité. L’ensemble des points de l’argumentaire développé est orchestré pour servir cette construction. Il vise à démontrer que la cause défendue est juste, face à une agression injuste, dans un contexte où les organisations internationales favorisent les desseins de l’ennemi.

Il convient donc de faire ressortir les techniques utilisées pour développer cet argumentaire.

### **Etude de la rhétorique du discours de Nasrallah**

Hassan Nasrallah utilise des éléments classiques de légitimation en cas de conflit pour justifier et présenter les actions de la résistance comme nécessaires et utiles à la nation libanaise. Beaucoup se retrouvent dans la liste des dix commandements pour mobiliser l’opinion en cas de conflit, établie par Lord Arthur Ponsonby à l’issue de la Première Guerre Mondiale. Dans le cas étudié, nous retrouvons les éléments suivants:

* + Le Hezbollah ne veut pas la guerre: la résistance se bat uniquement parce que le Liban est attaqué. Dans le discours du 3 août, le leader du Hezbollah le dit clairement: «je m’adresse aujourd’hui de nouveau à vous, alors que nous entamons la quatrième semaine de cette guerre d’agression imposée au Liban».
  + Le camp adverse est le seul responsable de la guerre: il est avoué à demi-mot que le point de départ du conflit est l’enlèvement de deux soldats israéliens. Mais en permanence Israël est présenté comme étant l’agresseur, le vocabulaire de l’agression ôtant tout préalable historique.
  + L’ennemi a le visage du diable: ceci est profondément lié au point suivant. Nasrallah dénonce plusieurs fois par discours les meurtres de civils, l’exode des populations.
  + L’ennemi provoque sciemment des atrocités: ce point entre dans le cadre de la dénonciation de la guerre psychologique menée par Israël. Il parle ainsi de la «*politique israélienne d’occultation de la vérité*» (discours du 3 août).
  + La résistance subit très peu de pertes, les pertes de l’ennemi sont énormes. Il est dit dans le discours du 29 juillet qu’«*en raison de ses échecs et incapacités, l’ennemi tente de cacher ses pertes. Ce n’est pas nous qui cachons nos pertes*».
  + La cause défendue a un caractère sacré: la référence au divin est continuelle, avec une référence au châtiment pour ceux qui agissent mal et à la grâce pour ceux qui résistent. On peut d’ailleurs relever ici qu’il prend soin de rassembler toutes les confessions dans ses discours («*tous les prophètes de Dieu, Jésus, Muhammad*»).

On peut ajouter à ces éléments la mise en avant des valeurs guerrières. Sans cesse les combattants de la résistance sont élevés au rang de héros défendant la liberté, des lieux font l’objet d’une construction de légende («*le triangle de l’héroïsme*»). Ceci est couplé à l’agressivité et à la référence à l’amour des proches, deux éléments utilisés pour augmenter la transmission du message auprès des combattants.

Ce dernier point permet de basculer sur une seconde grille de lecture pouvant être appliquée aux discours d’Hassan Nasrallah. Celle-ci est issue des travaux de Clyde Miller qui identifie quatre leviers psychologiques assimilables à des réflexes pavloviens, leviers que voici:

* **La vertu**: le jeu se fait sur les impressions positives. Constamment, la démocratie, la liberté, le droit d’un peuple à décider de son avenir sont mis en avant au plan politique. H.Nasrallah joue également sur les valeurs de l’entraide, de la solidarité, de l’amitié, de la fraternité, et ce pour gagner l’écoute de toutes les communautés. Sur le plan militaire, ce sont essentiellement les valeurs de courage, de dévouement qui sont mises en avant.
* **Le poison**: c’est ce qui amène l’image négative, et qui cherche à susciter la peur et le dégoût. Ainsi, comme nous l’avons relevé précédemment, l’ennemi sème la mort parmi les civils, ment, mène une guerre psychologique.
* **L’autorité et le témoignage**: on retrouve ici le fait que la parole divine est invoquée en permanence. C’est elle qui vient légitimer l’action du Hezbollah. Ils agissent au nom de Dieu, donc leur cause est juste. «*Ceux qui ont agi injustement apprendront un jour quel sort funeste les attend et quelle sera l’heureuse fin à ceux qui Le craignent*» (discours du 29/07/06). Nasrallah prend d’ailleurs le soin d’activer également ce levier pour les confessions se référant à Jésus et non à Muhammad. Il cherche l’adhésion de toutes les communautés.
* **La conformité**: cette conformité est recherchée auprès de l’audience des messages contenus dans les discours du Hezbollah. Parce que la cause de la résistance est juste, elle doit nécessairement provoquer la réprobation de la communauté internationale car on ne peut pas ne pas s’élever contre une action injuste.

En appui de tous ces aspects vient se greffer une utilisation minutieuse de la rhétorique qui démontre *in fine* que ces discours entrent dans le cadre d’un véritable combat informationnel. Ainsi le leader du Hezbollah a recours fréquemment à l’ironie, celle-ci lui servant à défaire l’argumentation adverse, à minimiser les victoires de l’ennemi.

Il prend également le soin de démonter des arguments adverses pris isolément. Les discours ne sont pas construits sur un rejet en bloc ou sur une attaque frontale massive. Au contraire, point par point, cas pas cas, l’argumentaire de l’adversaire est démonté, et souvent tourné en dérision.

Un autre élément intéressant, typique d’un affrontement du faible au fort est le fait qu’il joue la carte de la dissuasion. Ainsi Nasrallah affirme dans un de ses discours que si les israéliens mènent un raid contre Beyrouth, alors le Hezbollah se chargera de bombarder Tel Aviv. Cette dissuasion ressort à plusieurs reprises, notamment en ce qui concerne les combats terrestres.

Ces éléments sont renforcés par le fait qu’il rappelle sans cesse la faiblesse relative de la résistance face aux moyens déployés par Israël. Ceci accentue le découplage entre l’ampleur des opérations et le peu de résultats d’un côté (israélien), puis entre le peu de moyens à disposition et l’ampleur des résultats (Hezbollah).

Tout ceci démontre que même si H.Nasrallah affirme dans une de ses interventions ne pas vouloir polémiquer, il s’avère qu’il use largement des techniques permettant de mener un combat par le discours. La force de cette communication d’influence est double: d’une part toutes les techniques de construction d’une légitimité et de destruction de la légitimité de l’ennemi sont mises en œuvre; d’autre part elle est appuyée par la guerre des images. Une image a en effet un pouvoir évocateur bien supérieur à celui des écrits: montrer des civils tués dans leurs maisons par les bombardements provoque une indignation immédiate. Cette réaction instantanée confère sa force à la construction rhétorique de la légitimité. La retransmission de ces allocutions sur la chaîne de télévision Al Manar assure une diffusion du message sur l’ensemble de la région, et donc à des populations «attentives» car marquées historiquement et culturellement par les thèmes évoqués. Cette communication d’influence est donc un élément essentiel de la guerre de l’information entourant le conflit.

## La stratégie de communication du Hezbollah

### **Le Hezbollah et le journalisme: une stratégie traditionnelle gagnante**

#### Contenir les journalistes étrangers[[121]](#footnote-121)

En amont de l’organisation de safaris journalistiques, la simple restriction physique à la presse de l’accès aux lieux sensibles par les membres d’Al-Shabab, un groupe du Hezbollah constitué de jeunes gens motorisés chargés de surveiller, voir, rapporter à l’organisation, est un acte créant une asymétrie informationnelle entre le Hezbollah et Israël. Les couvre-feux imposés par Israël constituent une seconde barrière forte au travail des journalistes sur les terres du Hezbollah, barrière due à l’exercice du métier sur une ligne de front soumise aux frappes aériennes.

Les équipes de la télévision du Hezbollah, la chaîne Al-Manar, exercent également une pression vive[[122]](#footnote-122) sur leurs confrères étrangers afin de prendre connaissance du contenu des scènes filmées et dissuader de diffuser celles défavorables au Hezbollah (attaques, morts et blessés du Hezbollah, lieux sensibles). L’ambivalence de ces personnes, au croisement du journaliste, du sympathisant et du combattant a été ressentie comme un fort moyen de pression par les journalistes étrangers, basé sur le doute quant à leur capacité de nuisance à l’exercice du métier, ou à l’intégrité physique du reporter tout en s’arguant d’une proximité corporatiste.

La mise hors d’usage de l’aéroport de Beyrouth ainsi que le blocus maritime ont forcé la presse mondiale à entrer dans le Liban par les deux voies restantes, par la ligne de front au Sud, et par la frontière Syrienne (privilégiée). Ces deux voies étant sous surveillance et contrôle particulier du Hezbollah, la presse n’a pas pu se défaire des chaperons visibles ou non du «Parti de Dieu», interdisant une stratégie de discrétion.

La stratégie du Hezbollah vis-à-vis des journalistes étrangers a été particulièrement efficace, peu d’images négatives du Hezbollah ayant été diffusées par les médias mondiaux.

#### **Monopoliser l’information côté libanais**

* Une dépêche de Reuters prive les libanais de leur opinion[[123]](#footnote-123)

Après avoir établi un contrôle sur la presse étrangère sur son territoire, le Hezbollah a su et pu monopoliser la couverture médiatique libanaise, évitant ainsi des contre-feux médiatiques de la part du gouvernement libanais ou de coalitions de minorités.

La réaction médiatique libanaise aux propositions de résolution de l’ONU a été monopolisée par le Hezbollah dans le but que seule sa voix soit audible. Un homme a été le vecteur privilégié de cette action, Lin Noueihed, qui a écrit une dépêche Reuters intitulée «Le Liban rejette la proposition de résolution», exprimant avec une rapidité imparable la position du Hezbollah en lieu et place de la réaction officielle du gouvernement libanais. Cette dépêche a fait croire au monde que la réponse du peuple libanais au projet de résolution du Conseil de sécurité était négative, alors que le contenu n’exprimait que la position personnelle de Nabih Berri, pro-syrien et leader du mouvement chiite Amal. Les médias ont relayé mondialement cette dépêche, rendant impossible toute communication du gouvernement légitime prenant position dans le sens contraire de cette dépêche.

Un homme, journaliste et relais du Hezbollah auprès de Reuters, a réussi, grâce à la faiblesse du système de presse, à occulter un gouvernement légitime dans des négociations internationales en temps de guerre. La légitimité perçue du vecteur de l’information (Reuters – la marque médiatique), a dans ce cas été supérieure à la légitimité démocratique des élus du peuple libanais sur la scène onusienne. Cette dépêche était de plus porteuse d’un message géopolitique fort, car en exprimant la position du Hezbollah a travers les paroles de N. Berri, celle-ci informe l’ONU des menaces que profère le «Parti de Dieu» contre le gouvernement libanais en cas d’adoption de la résolution par le Conseil de Sécurité (en l’état du texte à cette date).

Le journaliste Lin Noueihed, à l’origine de cette dépêche avait écrit précédemment des articles controversés et partiaux sur Abu Graïb, Guantanamo, le Coran, et participait au contenu de plusieurs sites radicaux. Sa partialité était donc accessible au grand public et à l’agence Reuters.

* ***Les médias du Hezbollah***

Le Hezbollah dispose de trois vecteurs médiatiques complémentaires, à la vivacité et au professionnalisme exceptionnel: la chaîne de télévision Al Manar, une galaxie de sites Web et une radio.

* **La chaîne d’information Al Manar[[124]](#footnote-124)**

La chaîne d’information continue Al Manar a fait l’objet d’une joute politique en France en 2004, puisqu’elle diffusait des attentats suicides en direct d’Irak ou de Palestine, et les discours antisémites d’Hassan Nasrallah. Ainsi quelques mois après son autorisation en France le 19 novembre 2004, (le CSA a même déclaré dans son rapport que Al Manar est une chaîne «*rigoureuse*»), ce même CSA a décidé d'engager une procédure de sanction le 7 décembre 2004 contre le média du Hezbollah, pour avoir tenu des propos «*susceptibles de constituer une incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de religion ou de nationalité*». Ceci fait suite aux commentaires tenus au cours d'un JT diffusé en français le 2 décembre 2004 selon lesquels Israël mènerait une campagne pour empêcher la chaîne libanaise «*de révéler aux téléspectateurs européens, aux résidents étrangers en Europe les crimes contre l'humanité perpétrés par Israël*». Une fois classée dans la liste US des organisations terroristes (17 décembre 2004), «Reporters sans frontières» s’était alors insurgé contre un précédent dangereux d’assimilation d’un média à une organisation terroriste.

À ces interdictions américaine, française puis espagnole et Sud américaines, le vice-président de la branche politique du Hezbollah au Liban, Mahmoud Katami, a déclaré que l'interdiction de diffusion des programmes d'Al-Manar s'inscrivait dans le cadre des tentatives «*d'assiéger*» le Hezbollah. Les décisions d'interdire Al-Manar dans certaines régions du monde sont selon lui «*une battue médiatique et une répression de la liberté d'opinion*».Katami a également noté que le Hezbollah était prêt à faire face à toutes les pressions exercées contre lui, et que celles-ci ne stopperaient pas les activités de l'organisation contre Israël (Radio Sawa, 1er juillet 2005).

Autoproclamée «chaîne de guerre psychologique contre l’ennemi sioniste», Al Manar a été un réel acteur du conflit en diffusant la propagande et les appels à l’islamisation du conflit du Hezbollah, et créant un véritable culte d’Hassan Nasrallah. Les reportages jouent sur les amalgames afin de créer un élan de haine envers Israël, couplant des images du conflit avec des images d’archive des massacres de Sabra et Chatila, accusant Israël de vouloir faire un génocide anti-arabe et antimusulman au Liban.

En tant que média du Hezbollah diffusant dans toute la région moyen-orientale, les locaux d’Al Manar (même bâtiment que le siège officiel du Hezbollah) ont été bombardés dès les premiers jours du conflit. Néanmoins la chaîne a pu émettre quasiment en continu durant toute la guerre, depuis des sites tenus secrets au Liban, conservant ses capacités techniques et humaines intactes. Le 4 Août, les services secrets israéliens du renseignement militaire[[125]](#footnote-125) (He-Modi'in Ha-Sadeh) ou ceux des renseignements de défense (Agaf Modi'in) ont réussi à pirater les ondes hertziennes d’Al Manar quelques minutes afin de diffuser un message aux téléspectateurs et à Hasan Nasrallah. Ce message montrait les cadavres de combattants du Hezbollah et accusait le leader du parti de Dieu de cacher le véritable nombre de ses morts.

Ce n'est pas une première pour les services secrets israéliens. La station TV du Hezbollah (Lebanese Communication Group SAL, société éditrice d’Al Manar) et ses trois signaux (ArabSat 2B à 30.5 degrés EST, un sur Badr 3 à 26 degrés EST et un sur NileSat 102 à 7 degrés OUEST) sont surveillés par les services israéliens depuis ses premières heures.

Al Manar représente un véritable enjeu dans le conflit, car de nombreux israéliens (arabes ou juifs) se sont informés via Al Manar afin d’avoir une version autre que la version officielle israélienne. L’outil de propagande a eu un impact mondial, car la chaîne diffuse en arabe, anglais, et français. Elle est devenue, avec et depuis ce conflit, une véritable vitrine du Hezbollah dans le monde, donc à la fois un outil de sensibilisation et de pré-recrutement.

#### **La galaxie Web du Hezbollah[[126]](#footnote-126)**

Le Hezbollah a largement utilisé les sites Internet, à travers des sites d’affiliation directe ou non, afin d’être présent et même gagnant sur le terrain des idées et des sentiments. L’ensemble des sites de cette mouvance a été hébergé sur des serveurs moyen-orientaux **(Syrie, Iran, Liban, Koweït, Qatar)** et ailleurs **en Malaisie et en Tanzanie. Ils ont montrés une uniformité** dans le déroulé de la propagande: rythmes, symboles, idées. Plusieurs sites Web semblent avoir été hébergés aux USA et en Suède temporairement.

Il est possible de détailler cinq groupes de sites:

* + - ***Les sites organiques du Hezbollah*:** «Moqawama» (la résistance islamique), «l'agression israélienne sur le Liban»et «Moqavemat» (la résistance), «Web de Shi'a».
    - ***Les sites des médias du Hezbollah***: Al-Intiqad (Al-Manar TV) et Al-Nour (radio)
    - ***Des sites d’informations non affiliés*** «Wa'ad» (la promesse), «sommaire islamique» et «Somod» (le sumud en arabe signifie «le stand ferme»).
    - ***Les sites Web locaux du Hezbollah au Liban,* y compris ceux des** villes et villages de Bint Jbeil, de Taybeh, Al-Nahr de Deir Qanoun, et de Houla.
    - ***Les sites Web des organismes sociaux du Hezbollah*:** Al-Shahid de Mu'assasat (l'organisation des shahid), le site Web de scouts de l'Imam Al-Mahdi, le site Web d'Al-Kuntar de Samir, (ces sites Web ont été inactifs récemment).

Cette stratégie de propagande a été anti-israélienne, anti-juive, anti-américaine et de soutien au culte de la personne de Hassan Nasrallah, de glorification des attaques de roquettes et des attentats suicides par les moyens traditionnels (caricatures, montages photos, slogans). Ces techniques de propagande ont été présentes sur chacun des sites détaillés.



***Incitation Anti-Israélienne et anti-sémite***

Le développement de l’infrastructure Internet nécessaire à la création, à l’alimentation et au maintien de cette force de frappe informationnelle, semble une des marques du soutien de l’Iran au Hezbollah. Certains marqueurs idéologiques de Téhéran apparaissant sur ces sites dont la gestion implique des moyens supérieurs aux capacités du Hezbollah. Les exemples des sites Moqawama et Moqavemat reflètent cette logique.

**- [www.moqawama.org](http://www.moqawama.org) :«Le site Web islamique de résistance» est le principal site Web des nouvelles du Hezbollah.** L’URL peut également être atteint chez www.moqawama.tv, www.ghaliboun.net, www.hizbollah.org, www.nasrollah.org, www.hizbollah.tv., www.moqawama.info, www.moqawama.net.

**La terminologie** employée par le site Web pour ses noms de domaine est une pierre angulaire dans la stratégie de visibilité du Hezbollah : le terme **«Al-Moqawama»** se rapporte à la résistance active à l'adversaire; le terme ***«ghaliboun»,*** qui apparaît dans une autre adresse, signifie des «vainqueurs» ou des «conquérants», et est également une partie du slogan de Hezbollah, prise d'un vers dans le Quran : «Al-ghaliboun de humma d'Allah de hizb d'Inna» (la partie d'Allah est la partie des conquérants). D'autres signaux apparaissent dans les noms de domaine dont classiquement **Hizbollah,** **Nasrollah** («victoire d'Allah», également le nom du leader Hassan Nasrallah).

- [**www.moqavemat.com**](http://www.moqavemat.com)**:** Ce site est accessible également à travers l’URL iranienne du serveur l’hébergeant, www.moqavemat.ir est représentatif de l’ascendance idéologique iranienne du Hezbollah, citant Nasrallah aux côtés de Khamenei, «*pour inviter les peuples de la région à s’unir contre les arrangements de l’Amérique et de l’entité sionniste*». Ce site a été également développé en quatre langues, arabe, français, anglais, hébreu.



###### *Le site moqavemat en version hébreu*

*-* ***Les sites des médias du Hezbollah***

**Le site Web de la chaîne de télévision Al-Manar TV:** www.almanar.com.lbest disponible en arabe et en anglais,et permet au Hezbollah de détourner l’interdiction d’émettre en Europe et aux USA par un accès on-line. La version anglaise est disponible à: www.islamicdigest.net/almanar/start.php

La radio Al Nour est disponible à **www.al-nour.net et permet le même contournement de législation, mais diffuse une information plus axée sur la personne de H. Nasrallah à travers la diffusion de ses discours.**

**Al-Intiqad, la publication écrite du Hezbollah a un site web: www.intiqadonline.com, disponible également à www.alintiqad.com, www.alahed.org. Les mises à jour sont régulières, montrant le professionnalisme de la rédaction.**

### **L’exploitation par le Hezbollah des failles du système de presse mondial**

Outre ces stratégies classiques de guerre de l’information par le confinement des journalistes, la monopolisation de l’information dans son camp et la diffusion de sa propagande par tous les moyens, le Hezbollah a su développer de manière innovante une stratégie de manipulation du système de presse mondial sur la base d’une compréhension de ses failles structurelles.

En effet les agences de presse, les chaînes de télévision et les radios d’information continue sont aujourd’hui, et dans un mouvement continu depuis les années 1990, soumises à une concurrence économique forte dont les enjeux sont les notions de rapidité de captation de l’information, de capacité à diffuser massivement et dans un format très court cette information.

Cette course à l’audimat par l’information captée et diffusée en premier, a engendré dans ce contexte concurrentiel l’abandon du critère qualitatif de l’information (l’analyse a cédé la place à l’image du fait et à la vérification de l’information par les journalistes).

Le Hezbollah a exploité le mécanisme pervers d’une information constituée par l’image-fait que la presse préfère ne pas vérifier pour rendre sa diffusion massive la plus rapide possible et donc la plus exploitable possible sur le plan concurrentiel. L’organisation libanaise a ciblé ses actions de propagande afin qu’elles rentrent dans ce cadre et échappent aux procédures de vérification de l’information. Le Hezbollah a piégé le système de presse mondial en instrumentalisant ces enjeux internes.

#### **Les cas de propagande avérés**

Ces faiblesses du système mondial de diffusion des informations par la presse ont été parfaitement comprises par le Hezbollah qui a mis en œuvre une stratégie d’instrumentalisation de ce système à leur avantage.

***---******Le bombardement de la FINUL par Israël***

Plus une information est importante ou inattendue, plus les lois du marché de l’information imposent un traitement rapide pour une diffusion large et répétitive d’un contenu simple, au détriment du recoupement et de l’analyse. Provoquer intelligemment un scoop pour forcer cette logique de non contrôle permet d’orienter la presse vers un traitement simpliste à son avantage, et donc d’impacter durablement les esprits.

Le Hezbollah a mis en pratique ce raisonnement en instrumentalisant la présence de la FINUL sur la frontière Sud du Liban, provoquant des représailles aériennes israéliennes par leur présence régulière et belliqueuse tout autour des sites de l’ONU. Il suffisait au Hezbollah d’attendre une imprécision de tirs de représailles israéliens, touchant le bâtiment des Casques bleus et offrant une exploitation médiatique mondiale.

Ce 27 juillet, le monde retiendra la mort de quatre Casques bleus dans le village libanais de Khiyam, sous les tirs des avions israéliens. Kofi Annan ira jusqu’à se déclarer «choqué» et dénonce une attaque «probablement délibérée». Le traitement médiatique de cette affaire impactera négativement l’opinion mondiale sur l’action d’Israël. La presse n’ayant pas recoupée l’information, le traitement a été unilatéralement et durablement anti-israélien, mettant même en doute par analogie la légitimité de l’ensemble des bombardements israéliens au Liban. Pourtant il a été prouvé[[127]](#footnote-127) que les avions d’Israël ne visaient pas les bases de l’ONU, mais bien les activistes du Hezbollah qui entouraient le bâtiment.

Ce succès du Hezbollah a été permis par l’emballement médiatique occultant les rapports des observateurs de l’ONU sur place. Ces rapports (disponibles sur le site de l’ONU) décrivaient régulièrement les activités de combats du Hezbollah à partir de positions extrêmement proches de leurs postes d’observation, les mettant en danger lors des représailles israéliennes.

Cette information contextuelle a été inaudible tellement l’information principale de la mort des Casques bleus sous le feu israélien a été forte. L’attaque informationnelle a touchée au but sans contre-feu possible, fut-il légitime. Cette action a été décisive dans le retournement ou dans la création du doute dans les opinions nationales envers la légitimité de la guerre israélienne.

Des photos illustrent cette proximité choisie par le Hezbollah, comme celle ci-contre.

#### 

#### ***---Le Hezbollah et l’organisation de safaris journalistiques*[[128]](#footnote-128)**

D’un côté, les journalistes ont retransmis à leurs rédactions durant la plus grande partie de la guerre des images de Beyrouth issues de mises en scènes montées de toutes pièces par le Hezbollah. Les journalistes, dans l’incapacité relative de faire leur métier de manière autonome du mouvement libanais, ou par facilité, ont accepté cette ineptie éthique.

De l’autre côté, en offrant aux journalistes ce qu’ils étaient venus filmer, le Hezbollah a réussi trois objectifs majeurs dans une guerre de l’information: nourrir la victimisation du peuple libanais, remettre en cause la légitimité des bombardements israéliens, occulter leurs réelles positions stratégiques.

Ce partenariat «win-win» entre les journalistes et le Hezbollah, où le jugement du lecteur et du téléspectateur sur cette guerre a été trompé consciemment par les journalistes, représente la base de la victoire médiatique du Hezbollah. L’attrait de l’image calibrée pour le scoop, et la pression que les journalistes subissent dans la zone ont été décisifs pour convaincre les journalistes de bafouer leur éthique.

Un journaliste venu pour un reportage sur les bombardements ne peut pas accéder à Beyrouth Sud sans satisfaire aux exigences des nombreux jeunes motorisés, les membres d’Al-Shabab, véritable toile d’araignée informationnelle du «Parti de Dieu» à Beyrouth. Ceux-ci empêchent physiquement le journaliste de montrer ce qui dessert le Hezbollah en incitant celui-ci à prendre part à la propagande de masse et à accepter de photographier, filmer, commenter les mises en scènes post-bombardements comme étant la réalité. Son dilemme est simple, soit il refuse de se soumettre à ce safari journalistique et il repart de Beyrouth sans images du conflit, et il doit expliquer à sa rédaction pourquoi tous les autres médias ont l’information et pas lui; soit il a le scoop voulu et partagé, obtenu en acceptant de participer à la propagande du Hezbollah.

Encore une fois, le Hezbollah a fait preuve d’une capacité a tirer avantage des failles (ici psychologiques et concurrentielles) du système de presse. L’opération d’intoxication se base sur un fait réel (un bâtiment détruit par l’aviation israélienne), y rajoutant les morts et les sirènes d’alarme, les ambulances et l’affolement post traumatique de manière calibrée pour l’audimat occidental, signe d’un grand travail en amont de la part du Hezbollah.

Pour avoir la preuve que tous les journalistes prenaient part sciemment au mensonge organisé, il a suffit que quelques uns commencent à dénoncer ces mises en scènes pour que tous les racontent simultanément, profitant de l’occasion pour présenter (ni démentis ni repentances), ces safaris organisés par le Hezbollah comme une information nouvelle, comme un nouveau scoop.

***---La fausse attaque des ambulances de la croix rouge: propagande classique***

Entre le 23 et le 24 Juillet, une ambulance partie de la base de la Croix Rouge de Tyr vers le Sud du Liban, prend en charge des blessés évacués de Cana. Lors du transfert des blessés entre deux ambulances sur la route entre Tyr et Cana, cette ambulance est censée avoir reçu un missile israélien, l’impact ayant la particularité très visuelle et médiatique d’être au centre de la croix rouge peinte sur le toit du véhicule. L’information et les images de cette ambulance attaquée ont fait le tour du monde et ont générés des perceptions erronées du conflit dans les sociétés civiles, occidentales ou arabes, musulmanes.

Pourtant, une simple analyse comparative des images de l’ambulance censée avoir été touchée par un missile avec des images de véhicules réellement touchés, suffit pour faire tomber la version officielle. Devant l’évidence que cette version diffusée n’est pas crédible même pour un oeil non averti, et en prenant en compte que les journalistes sont capables d’apporter un regard d’expert sur ce type d’image (des images des véhicules du Hamas touchés par des missiles du même type étant connues des journalistes), comment expliquer ce manque de discernement de la part de la presse sinon par complicité active ou passive?

*Photos de l’ambulance soit disant atteinte par un missile[[129]](#footnote-129):*

Hormis l’absence de carbonisation et d’explosion du véhicule, plusieurs points sont à remarquer, tel que l’enfoncement du pare brise de l’ambulance en lieu et place de son explosion vers l’extérieur, et ni le sol du fourgon ni les pneus ne sont enfoncés. Le trou situé au cœur de la croix rouge semble avoir été causé par le simple retrait de la bouche d’aération située à cet endroit.



*01 novembre 2005 à Jaballiya*



Photos de véhicules réellement atteints par un missile:

*28 octobre 2005 à Gaza*

Une fois encore le Hezbollah semble avoir réussi une opération de propagande en apportant à la presse un scoop qu’elle attendait, et qu’elle a diffusé par intérêt économique, tout en sachant que cette information était grossièrement fausse. Sauf à croire que la presse mondiale est une alliée du Hezbollah, ce qui n’est pas la thèse défendue ici, la réponse semble clairement sous tendue par une attitude de lâcheté privilégiant le profit rapide à l’éthique journalistique, en acceptant que ces actes faussent la liberté d’information des citoyens sur ce conflit.

***--- Un mouvement désormais auto-nourri***

Cette propagande créée par le Hezbollah et véhiculée par les médias a été dans ce conflit, dépassée par une série de scandales de presse que les médias ont eux-mêmes créés et diffusés. Cet effet boule de neige se fonde sur la recherche d’une prépondérance informationnelle de chaque marque médiatique et sur les intérêts financiers de chaque journaliste pris individuellement.

De nombreux exemples ont existé[[130]](#footnote-130) au sein des agences de presse (Reuters) et des médias écrits (New York Times) ou télévisés (BBC, CNN). L’intense activité des bloggers est à l’origine de la découverte de la plupart des cas de falsifications.

Ainsi par un contrôle insuffisant de ses sources, Reuters s’est faite piéger par un photographe indépendant, Adnan Hajj, qui a falsifié une de ses propres photos de Beyrouth après un bombardement, afin de la rendre plus expressive (et donc plus chère), modifiant la perception médiatique du conflit au désavantage d’Israël par la mise en avant d’une victimisation de la population libanaise. Au-delà de la modification d’une seule image par Photoshop, la même agence de presse a été mise en cause dans d’autres cas de mise en scène à caractère dramatique de peluches déchiquetées, placées de manière «photogénique».

*La même photo, retouchée puis l’originale*



Les grands noms des médias télévisés occidentaux ont été également accusés, la BBC et CNN ayant rivalisées de maladresses à valeur ajoutée pour le Hezbollah.

Ainsi au cours d’une émission en direct, la présentatrice de CNN Rosemary Church (confondant sans doute par ignorance les roquettes Katioucha du Hezbollah avec les Scuds irakiens, interceptables par les batteries de missiles américains Patriots en 1991) attribue à Israël la capacité de détruire en vol les roquettes du Hezbollah, et met en cause la responsabilité du gouvernement israélien dans l’absence de protection à sa population.

La BBC quant à elle sollicite activement sur son site Internet les témoignages personnels à contenu émotif de la population de Gaza hostile à Israël, ceux-ci étant porteurs d’audimat.

Le journaliste Thomas Ricks du Washington Post, véhicula sans preuves l’idée que les militaires israéliens «*laissaient intactes les réserves de roquettes au Liban*» afin que les pertes civiles israéliennes dues à ces roquettes (4000 roquettes tirées sur Israël) continuent à cautionner moralement la guerre.

# L’irruption du «self-media» dans la guerre de juillet

## La première «bloguerre mondiale»

Vecteurs autant que créateurs d’informations, les blogs ont, durant la guerre de juillet, joué un rôle considérable en matière de perception et d’influence.

À bien des égards, ils constituent l’élément novateur d’une «cyberwar» proche-orientale dont l’enjeu réside dans la maîtrise des représentations du conflit entre Israël et la branche armée du «Parti de Dieu».

La guerre de juillet fut perçue par de nombreux commentateurs et journalistes comme «la première bloguerre mondiale»[[131]](#footnote-131), préfigurant de nouvelles formes d’affrontements ou de stratégies d’influence sur un échiquier informationnel marqué fortement par le fait que le réseau Internet constitue à l’évidence un nouveau théâtre d’opérations tendant à créer, façonner ou modifier les diverses représentations ou perceptions que les individus peuvent avoir d’un conflit. Bien que les premiers «blogs de guerre» ont vu leur apparition lors de l’intervention américano-britannique en Irak[[132]](#footnote-132), c’est dans le cadre de la dernière guerre du Liban que l’on a pu observer une intense activité d’une «blogosphère» mobilisée autour d’un conflit armé.

La spécificité et la résonance souvent importante du média que constitue le blog – et a fortiori le «blog de guerre» – résultent en grande partie de son caractère personnalisé voire même intimiste ou narcissique. Témoin direct d’un événement marquant, soucieux de restituer son propre «vécu» face à la situation exceptionnelle autant que dramatique que constitue la guerre, le «blogger de guerre» adopte généralement une ligne éditoriale jouant sur toute la gamme des émotions (colère, révolte, enthousiasme, espérance, empathie, altruisme…).

Parlant volontiers à la première personne, il cherche le plus souvent à faire partager aux lecteurs ses propres perceptions du conflit, sur un mode d’écriture qui se rapproche parfois du journal ou de la chronique quotidienne.

Pour comprendre comment la blogosphère a pu jouer un rôle majeur dans le traitement informationnel de la «guerre de juillet» et dans la construction des perceptions face à cette dernière, il est nécessaire de rappeler tant les atouts techniques de ce média que la conception de l’information qui préexiste à son émergence et à son succès.[[133]](#footnote-133)

Sur un plan technique, le blog offre des capacités importantes en matière d’exploitation de tous les contenus multimédia et permet une publication simple et rapide. Il constitue aussi bien un outil d’information que de communication, son contenu étant susceptible de recevoir des commentaires publiés instantanément par les internautes. Autant d’avantages techniques qui font de ce média un formidable vecteur en matière d’information.

Mais la résonance des blogs s’explique également par l’approche spécifique de l’information qu’ils véhiculent. L’apparition des blogs peut en effet être considérée comme l’effet d’un certain scepticisme à l’égard d’une information de masse jugée partiale et trop peu «citoyenne». Une information laissant peu de place aux témoignages directs, au dialogue et aux ressentis personnels, souvent suspectée d’être inféodée à telle ou telle grande puissance ou idéologie.

On retrouve cette approche de l’information dans la blogosphère de la «guerre de juillet», au travers des blogs libanais ou israéliens traitant du conflit. Cela ne signifie pas que ces «bloggers de guerre» proposent une information objective, imperméable à toute forme de manipulation de l’information ou de propagande partisane. Au sein de cette blogosphère du conflit, les aspirations au dialogue entre libanais et israéliens cohabitent avec des prises de position très marquées, très loin de l’approche informationnelle du blog comme espace de compréhension et de respect mutuel.

Il faut bien voir que quelles que puissent être les lignes éditoriales de ces différents «blogs de guerre», ces derniers constituent de véritables armes informationnelles venant appuyer ou perturber les stratégies d’infoguerre des deux belligérants.

Cette «guerre des blogs» inaugure une situation assez inédite dans la guerre de l’information: les «cibles» – amies, ennemies ou neutres – que sont les témoins directs d’un conflit armé, peuvent devenir de véritables acteurs sur l’échiquier informationnel, disposant d’une résonance et d’une capacité de modification des perceptions non-négligeables.

Les blogs libanais ou israéliens qui, par la rédaction à la première personne de chroniques de guerre quotidiennes ou la diffusion de photos très dures ou marquantes, ont clairement contribué à la «mise en scène» de la guerre, tout en poursuivant bien souvent des objectifs idéologique précis.

Cette véritable «force de frappe» médiatique et psychologique dont ont disposé les blogs libanais ou israéliens, caractérise un échiquier informationnel de plus en plus atomisé et diffus au sein duquel, par voie de conséquence, le risque informationnel est beaucoup plus difficile à maîtriser. Car il est évident que, lorsque de simples individus prennent des photos très dures des victimes des raids aériens israéliens au Liban, et que ces mêmes photos sont publiées sur les blogs libanais les plus consultés, suscitant immédiatement des commentaires horrifiés, le coût est lourd en matière de perception pour les israéliens. Et il est d’autant plus élevé quand, dans le même temps, les journalistes utilisent ces mêmes informations livrées par les bloggers, avec toutes les problématiques de validation de l’information que ce procédé implique.

Or, il suffit de quelques photos marquantes assorties de témoignages personnels pour rendre inopérante la politique d’influence d’un acteur, pour atteindre durablement son image et décrédibiliser son discours. Une situation périlleuse dans laquelle se sont retrouvées les autorités israéliennes, rapidement débordées par des opinions «bouleversées par les images récurrentes des dommages infligés à la population civile libanaise»[[134]](#footnote-134).

Malgré la diversité des lignes éditoriales des différents blogs, il semble qu’Israël ai fait les frais de cette «bloguerre», impuissante face à la profusion d’images et de récits accréditant la thèse d’une offensive israélienne menée sans considérations pour les civils libanais.

Une situation dont a pu profiter le Hezbollah, les images et les témoignages ayant pu crédibiliser un discours mettant en scène le «Parti de Dieu» comme une résistance légitime face aux agissements «barbares» de «l’agresseur» israélien.

Mais ce gain informationnel pour le Hezbollah doit toutefois être relativisé par deux éléments:

* Des blogs libanais disposant d’une forte résonance, n’ont pas hésité à critiquer l’action du Hezbollah tout en dénonçant les raids massifs israéliens. Dans cette situation, ces bloggers ont effectué un traitement informationnel du conflit qui a pu perturber les stratégies d’influence mises en place par les autorités israéliennes ou la milice chiite libanaise.
* Certains bloggers israéliens ont rencontré un écho important en livrant le quotidien de ces habitants du nord d’Israël vivant au rythme des tirs de roquettes du Hezbollah.

## La blogosphère israélo-libanaise de la guerre de juillet.

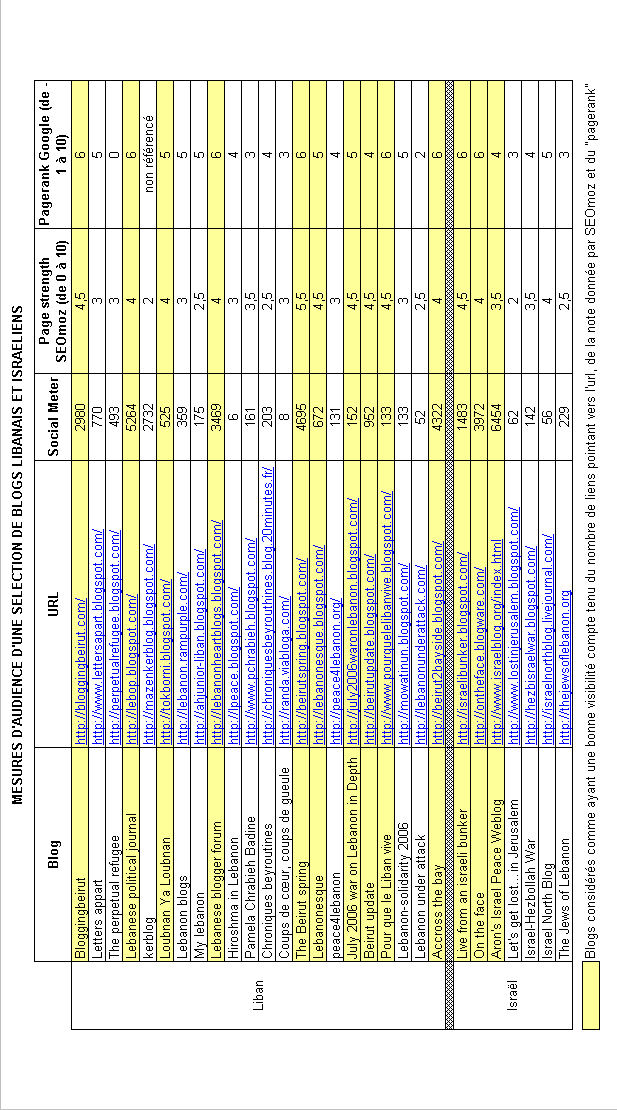
### **Mesure d’audience d’un panel de blogs.**

L’étude s’attache ici à mesurer la résonance des blogs libanais ou israéliens qui ont paru les plus significatifs et pertinents. Cette liste ne se veut absolument pas exhaustive[[135]](#footnote-135). Elle se concentre uniquement sur certains blogs israéliens et libanais au détriment de beaucoup d’autres. De plus elle ignore – pour des raisons liées à la nécessité de limitation de l’étude autant que par la nécessité de se concentrer sur l’action des témoins directs du conflit – le rôle joué par de nombreux bloggers n’étant pas israélien ou libanais.

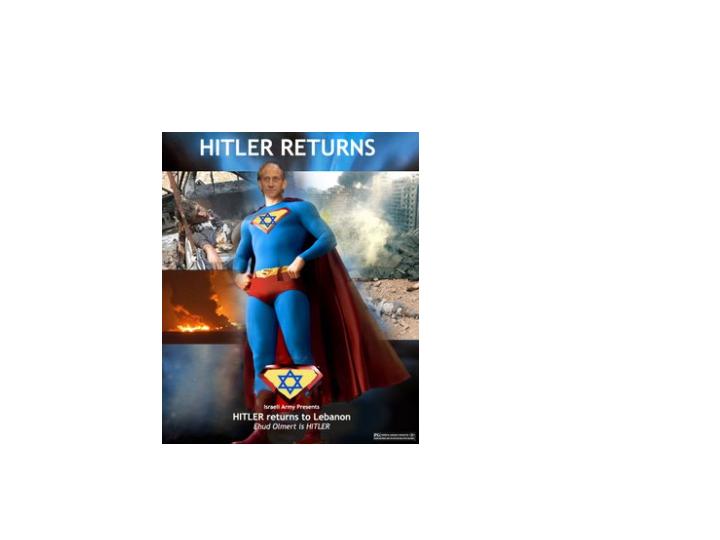
Étant donné que très peu de blogs sont équipés d’un outil de mesure de fréquentation, il n’a pas été possible d’avoir accès aux données au cours du conflit. Il a donc été choisi de faire une mesure d’audience grâce à trois outils différents:

* L’ensemble des liens pointant vers l’URL du blog à l’aide de l’outil «social meter». Le critère est purement quantitatif.
* La «page strength» calculée par SEOmoz (www.seomoz.org). Cet outil compile différents critères dans la notation, notamment le «page rank» et les liens pointant vers l’URL. Un site commence à être influent lorsque sa note est supérieure à 4/10.
* Le «page rank» Google, note indiquant la qualité du référencement du site. Plus le chiffre est élevé, meilleur est le référencement et donc la visibilité.

Nous avons surligné les sites qui au regard de ces trois outils compilés peuvent être considérés comme ayant une bonne visibilité. Le tableau se trouve sur la page suivante.



### **Analyse du contenu des blogs**



Du côté libanais, les blogs n’offrent pas tous le même contenu, adoptant des lignes éditoriales différentes et poursuivant souvent des objectifs idéologiques variés.

Certains blogs libanais ont, durant la guerre de juillet, adopté une tonalité radicalement anti-israélienne comme *The Perpetual refugee, Loubnan Ya Loubnan, My Lebanon, Hiroshima in Lebanon* voire même *Lebanonesque, Peace4lebanon* ou *Lebanon Under Attack.*

Ces blogs ont souvent en commun un élément précis: la présence de nombreuses photos de victimes ensanglantées, parfois des enfants, ou même des images et des caricatures (voir ci-contre une caricature d’Ehud Olmert trouvée sur le blog *My Lebanon*) dénoncant les pertes humaines causées par les raids israéliens.

La dureté de ces nombreuses photos de victimes civiles libanaises (voir ci-contre) place tout naturellement l’internaute qui les visionne dans une situation fortement émotionnelle, et suscite ainsi une perception très négative de l’action israélienne au Liban. Dans ce cas, la charge émotionnelle de l’image est tellement forte qu’elle tend à décrédibiliser le discours israélien visant à légitimer les raids aériens. Le fait que ces mêmes photos soient assorties de chroniques régulières d’individus libanais vivant quotidiennement une situation tragique renforce la conviction de se trouver en face d’une véritable barbarie.

Mais certains bloggers libanais, bien que dénonçant les raids israéliens, ont cherché à établir une forme de dialogue entre libanais, plaidant pour un retour à la paix, parfois même pour certains avec le voisin israélien. Ces blogs, se voulant non partisans et insistant sur le devoir d’entraide et de soutien entre libanais, ont en quelque sorte assuré un traitement informationnel du conflit venant perturber les stratégies de persuasion des deux belligérants. On peut citer quelques blogs correspondant à cette approche informationnelle: *Bloggingbeirut, Letters Appart, Pamela Chrabieh Badine, Chroniques Beyroutines, Pour que le Liban vive.*

D’autres blogs libanais, comme *Lebanese Political Journal, Coups de cœur coups de gueule, The Beirut Spring*, ont formulé de vives critiques à l’endroit du Hezbollah, l’accusant d’avoir contribué à l’escalade de la violence et rejetant dans le même temps la propagande israélienne et celle émanant du Parti de Dieu.

Du côté israélien, le blog *Live from an Israeli bunker* a bénéficié d’une audience particulièrement importante. Conçu par un jeune israélien de 17 ans depuis un bunker de Haïfa, le blog adopte une posture plutôt pro-israélienne[[136]](#footnote-136), alternant prises de position et récits «vécus» de la vie dans le bunker, au rythme des sirènes et des tirs de roquettes du Hezbollah.

Lors de la mise en ligne du blog le 16 juillet 2006, le jeune homme écrit: «*Je préférerais ne pas dire où nous sommes exactement, mais c’est proche de l’endroit où les fusées frappent Haïfa [….]. Nous avons été dirigés vers un bunker et c’est là où je me trouve. Avec un ordinateur portable et un très faible signal wi-fi*»[[137]](#footnote-137). Rapidement le blog, régulièrement actualisé, attire l’attention des grands médias internationaux comme CNN, la BBC ou The Washington Post. Ce blog, axé sur le témoignage d’un jeune garçon terré dans un bunker avec les siens du fait de la menace des roquettes de la milice chiite, a permis de créer des perceptions positives pour Israël. En effet, *Live from an Israeli Bunker* scénarise le conflit à partir d’une perception précise: les habitants du Nord d’Israël sous le feu du Hezbollah. Dans cette optique, Israël passe de la situation d’«agresseur», profitant de sa force militaire écrasante, à celle d’«agressé» subissant les attaques meurtrières d’un voisin belliqueux. Le blog de ce jeune israélien réussit à appréhender Israël, non pas seulement au travers de sa puissance militaire, mais également par la mise en évidence de la fragilité de sa population civile. Ce blog israélien a remarquablement réussi à s’engouffrer dans l’une des failles principales de la stratégie de persuasion du Hezbollah, montrant que la qualité de «victime» ne pouvait pas être réservée aux seuls civils libanais.

Il faut également citer le blog *On the face de Lisa Goldman*, journaliste israélo-canadienne vivant à Tel-Aviv, et qui cherche à établir un dialogue entre les différents acteurs du conflit. Sur son blog, l’on peut trouver de nombreux liens vers des commentaires trouvés sur différents forums, comme celui d’un soldat israélien laissé sur un forum libanais*:* «Salut, je suis un soldat israélien stationné à la frontière [...]. Je ne veux pas argumenter sur qui a tort ou raison mais le dernier mot, c'est que ce n'est pas normal que des civils soient touchés des deux côtés»[[138]](#footnote-138). Là encore, ce sont les perceptions qui deviennent un objet de discussion, élément qui vient s’ajouter aux propagandes des deux belligérants

..



**Tentative de formalisation entre les blogs (source EGE)**

* L’utilisation des blogs pendant la guerre de juillet a permis de révéler un nombre important de détails et de prises de position. Si les mesures d’audience révèlent que parmi les blogs les plus fréquenté se trouve celui intitulé *Aron’s Israel Peace Weblog*, il apparait en étudiant une cartographie des blogs que celui-ci était particulièrement bien connecté avec d’autres. Cette cartographie n’est cependant que partielle, certains blogs comme *On the face* ayant de très nombreux liens (3972 pointant vers l’URL), assurant par là même le trafic des visites. Sur le graphique, ce blog apparaît paradoxalement relativement isolé.
* Certains blogs, créés à l’occasion du conflit, ont su attirer très rapidement l’attention. C’est le cas de *Live from an israeli bunker*.

Les nœuds de réseau les plus importants sont: *The Perpetual Refugee*, *Lebanese Political Journal,* et un autre blog important, *Politics Central*. *Live from an Israeli Bunker* a su dépasser les clivages entre libanais et israéliens puisqu’il est en lien avec trois importants blog libanais.

* Les relations entre blogs libanais et israéliens sont intéressantes à étudier. Il ressort d’une observation de ceux-ci que les blogs libanais pointent plus vers les blogs israéliens et qu’à de rares exceptions, les blogs israéliens ne sont pas dirigés vers les blogs libanais. Ce phénomène s’explique par le fait que les libanais ne sont pas membres du Hezbollah et qu’ils ne sont sans doute pas dans une optique partisane du conflit mais plus dans une logique de paix. Tous les blogs appartenant à cette nébuleuse de blogs libanais sont en revanche fortement liés entre eux.
* La connexion entre les blogs libanais et israéliens est très indirecte. Elle passe par un important nœud de réseau qui est *The Angry Arab News Service* qui est un blog auquel sont reliés des blogs israéliens et libanais. Cette interface offerte par un blog qui une fois encore préexiste au conflit, a des liens dirigés vers des blogs ayant soit une forte fréquentation soit une visibilité importante comme c’est le cas pour *Aron’s Israel Peace Weblog*. Cependant les sites israéliens qui sont dans la blogroll de *The Angry Arab News Service* sont des sites de contestataires ou qui sont en relation directe avec des réseaux d’objecteurs de conscience. Ce qui est révélateur puisqu’Internet a été pendant la guerre un moyen de communiquer pour tous les soldats de Tsahal sur leurs conditions de vie et leurs états d’âme. L’analyse de la cartographie réalisée montre aussi que les liens des blogs israéliens pointent vers les sites pacifistes et que ces derniers sont proches du site des objecteurs de conscience d’Amnesty International ou de sites pacifistes américains tels que *American for Peace Now*.
* Enfin d’un point de vue technique il faut signaler que les différents bloggers ont pour beaucoup choisi la plateforme blogspot ce qui crée de fait une relation dans le graphique.

### **Exemples de polémiques ou de rumeurs dans la «bloguerre» israélo-libanaise.**

S’il peut être un instrument de dialogue intéressant, le blog n’en reste pas moins un formidable vecteur de rumeurs ou de polémiques en tous genres. Cet aspect est particulièrement prégnant en ce qui concerne le blog de guerre, comme l’illustrent certains cas observés durant la guerre entre Israël et la milice chiite du Hezbollah.

La première polémique sur le traitement informationnel de la guerre du Liban, et qui trouve son origine autant que ses caisses de résonance dans la blogosphère, concerne l’affaire des photographies truquées d’Adnan Hajj, pigiste de l’agence Reuters. L’information est d’abord révélée par *Little green footballs*, un blog américain conservateur et finit par prendre une ampleur considérable dans la blogosphère. Ainsi, selon le journal Le Monde, *«Le "reutergate" devient le point de départ d'une cabale sur Internet: des dizaines de bloggers, pour la plupart américains ou israéliens, de droite ou d'extrême droite, se proclament "citoyens journalistes" et se mettent à enquêter depuis leur salon. À les croire, les cas de "fauxtographie", selon un néologisme typique d'Internet, éclaboussent l'ensemble de la profession au Liban: les photographes, manipulés ou manipulateurs, se livreraient à des retouches voire à des mises en scène pour donner une vision tronquée, pro-Hezbollah, voire antisémite, du conflit»*[[139]](#footnote-139)*.*

Certains journalistes israéliens relaieront cette idée de «mise en scène» des miliciens chiites, comme Caroline Glyck, rédactrice en chef du Jerusalem Post, qui saluera le rôle de blogs ayant permis de contrer *«les falsifications systématiques des événements, le montage de fausses attaques contre les bénévoles, la fabrication d'images par le Hezbollah, aidés par les médias officiels et les ONG»[[140]](#footnote-140).*

L’affaire «Salem Daher» illustre également cet aspect rumoral de la bloguerre israélo-libanaise. Les faits concernent les bombardements de la ville de Cana par l’aviation israélienne et les photos des victimes largement diffusées dans les médias internationaux.

Salem Daher (voir ci-contre) apparaît à de nombreuses reprises sur les photographies comme un sauveteur de la défense civile libanaise dégageant des décombres les corps des victimes – et parmi elles beaucoup d’enfants – des bombardements israéliens sur ce village du Liban Sud. Certains bloggers [[141]](#footnote-141) vont mettre en doute le fait que celui que les internautes ont déjà baptisé «Green Helmet» appartiennent réellement à la défense civile, insinuant l’idée que l’individu serait en fait un membre du Hezbollah qui aurait contribué à mettre en scène les victimes du bombardement israélien afin d’influencer l’opinion internationale. Bien que le principal intéressé niera toute appartenance au «Parti de Dieu» et que ses propos seront corroborés par certains journalistes, la rumeur ne s’estompe pas et suscitera de vives interrogations jusque dans les rédactions de la presse internationale.

Ces deux exemples illustrent clairement comment un blog peut devenir une arme informationnelle redoutable, en jouant notamment sur la polémique et la rumeur. L’enjeu restant toujours la maîtrise des perceptions, notamment par la possibilité de «scénariser» le conflit à son profit.

Cette «bloguerre» israélo-libanaise constitue une véritable innovation dans le champ de la guerre de l’information, dans le cadre spécifique des conflits armés. Si l’enjeu reste toujours le même – la maîtrise des perceptions – il n’en reste pas moins que c’est la structure même de l’échiquier informationnel qui se trouve modifié, voire même révolutionné, par l’irruption de ces nouveaux acteurs que sont les bloggers; acteurs rencontrant une forte résonance du fait parfois de leur qualité de témoins directs et de leur manière très personnalisée de diffuser ou de créer de l’information.

L’irruption d’une blogosphère de la guerre augmente très nettement le risque informationnel, les possibles menaces d’attaques informationnelle par le vecteur du blog présentant un caractère très diffus et donc difficilement maîtrisable. S’ajoute à cela le fait que le blog, du fait de la conception à la fois collaborative et personnalisée de l’information qu’il véhicule, favorise l’émergence de rumeurs et de polémiques qui, dans le cadre d’un conflit armé comme celui de la guerre de juillet, peuvent avoir des conséquences importantes sur la perception que l’on se fait de tel ou tel belligérant.

La mise en ligne de nombreuses photos de victimes civiles des bombardements par des bloggers libanais, a constitué une arme informationnelle redoutable, dont ont fait les frais des autorités israéliennes peinant à légitimer leur action au Liban autrement que par un discours mettant en évidence des nécessités sécuritaires. Les responsables israéliens parlaient le langage du «fort» soucieux de sa sécurité, les bloggers libanais parlaient, eux, le langage du «faible», dont la souffrance exposée sur tous les écrans ne pouvaient que susciter l’émotion et l’indignation.

# Conclusion:

La guerre de l’été 2006 entre les forces israéliennes et la milice chiite du Hezbollah constitue une illustration de l’importance de l’échiquier informationnel dans le cadre d’un conflit armé. Importance d’autant plus marquée que dans le cadre d’un conflit asymétrique, le «faible», à défaut de moyens militaires conséquents, tend à utiliser l’arme informationnelle contre le «fort», et ceci de manière particulièrement offensive.

Sur ce point crucial de la maîtrise des perceptions, le Hezbollah a su parfaitement mettre en scène la guerre à son profit, notamment en axant ses stratégies de persuasion sur la mise en évidence des victimes civiles des bombardements israéliens.

Dans ce contexte, la mise en place par les israéliens d’opérations psychologiques ciblant la population libanaise ou les opinions internationales, n’a pas eu l’effet escompté.

Tout laisse croire qu’Israël a subi de nombreux revers sur le plan informationnel, situation illustrée par l’idée largement partagée d’une sévère défaite infligée à Tsahal par le Hezbollah.

Pourtant, cette perception de l’issue du conflit ne reflète que partiellement la situation militaire au Liban Sud après ces deux mois de combats.

En effet, bien qu’Israël ait échoué à détruire entièrement le potentiel de nuisance du Hezbollah, le positionnement stratégique de l’État hébreu sur sa frontière Nord semble avoir été renforcé: l’armée libanaise a été déployée au Liban Sud, la FINUL a vu élargir son mandat notamment sur le plan crucial du contrôle des armes, et les pertes de la branche armée du Hezbollah ont affecté sa capacité militaire.

Le bilan coûts-avantages pour les israéliens est ainsi peut-être beaucoup plus nuancé qu’il n’y parait. Pour autant, il est évident que le Parti de Dieu est sorti politiquement renforcé de ce conflit et que le sentiment qui ressort de l’opinion israélienne, et mêmes des diverses opinions internationales, est celui d’une «*guerre ratée*»[[142]](#footnote-142) par l’État hébreu. Le seul fait que cette perception soit généralement admise illustre l’échec relatif des stratégies d’infoguerre israéliennes.

Bien qu’ayant donné lieu à l’utilisation de techniques déjà éprouvées en matière de guerre de l’information, ce conflit a révélé des innovations qui modifient la structure même de l’échiquier informationnel. L’apparition du «self-média» dans la guerre traduit un phénomène de multiplication des acteurs et rend la menace informationnelle beaucoup plus diffuse, donc difficile à maîtriser.

De ce point de vue, l’émergence des blogs de guerre doit être comprise comme une montée en puissance de la «*guerre du sens*»[[143]](#footnote-143) dans le cadre des conflits armés.

ANNEXE N° 1

TRACTS ISRAELIENS LARGUES SUR LE LIBAN

##### Tract n° 1

*Hassan Nasrallah représenté sous la forme d’une marionnette manipulée par la Syrie et l’Iran*

*Texte accompagnant le tract traduit de l’arabe vers l’anglais sur le site Psywarrior.com.*





***To Lebanese citizens***

***How long?***

***How long will you be marionettes in the hands of Syria and Iran?***

***How long will Hezbollah, the Fifth Column, continue to put your independence and safety in danger?***

***Hezbollah and its leader are hurting the peace and prosperity of Lebanon that was created only after a great effort.***

***Israel* *will continue to use all of its power to strike Hezbollah and to bring peace back to the area.***

***The State of Israel***

#### **Source**: Psywarrior.com

###### Tract n° 2

Hassan Nasrallah représenté sous la forme d’un serpent menaçant la ville de Beyrouth

*Texte traduit de l’arabe vers l’anglais sur le site Psywarrior.com*



***To the Lebanese people,***

***Beware!!***

***He appears to be a brother, but he is a snake.***

**Source*: Psywarrior.com***

**Tract n° 3**

*Tract “All4lebanon”-*

*Texte traduit de l’arabe vers l’anglais sur le site Psywarrior.com*



***A brief message to the Lebanese people***

***We turn to all those who can and want to help Lebanon, to remove the Hezbollah scar from your hearts and the heart of Lebanon, and to return to the previous period of independence and achievement.***

***Put aside sayings and slogans and contact us at the following addresses.***

***00-41-79-7886237 – 00-88-16-214-65627 – Info@all4Lebanon.org***

***No caller's identity will be revealed.  Secrecy is guaranteed and the reward we offer is tempting.***

***We would accept with great appreciation any information that can contribute to restoring quiet to the area, so that we can fight terrorists efficiently and carefully. Please help us so that we can help you protect Lebanon from this evil, and return life to the normal routine.***

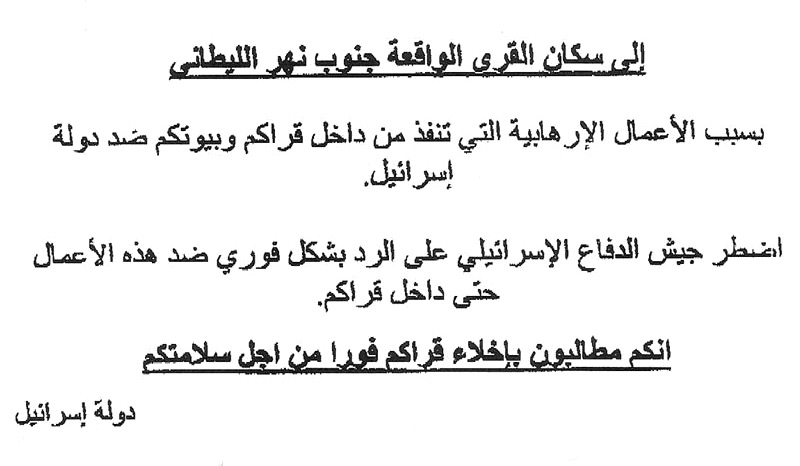
***For your own wellbeing, contact us from places where no one knows you***

**Source**: Psywarrior.com

###### Tract n° 4

*Tract largué sur les villages libanais près du Litani*

*Texte traduit de l’arabe vers l’anglais sur le site Psywarrior.com.*

****

***To the People in the Villages South of al-Litani River***

***Because of terrorist activities made from inside your villages and your homes against the State of Israel.***

***The Israeli Defense Forces must react directly and immediately against these activities inside your villages.***

***You must immediately leave your villages for your safety***

***The State of Israel***

**Source**: Psywarrior.com

Tract n° 5

Tract représentant H. Nasrallah se cachant derrière une famille libanaise

*Texte traduit sur Psywarrior.com*



***Your defenders are your destroyers***



***Source***: *Psywarrior.com*

**ANNEXE N° 2**

**SITE ALL4LEBANON.ORG**



**ANNEXE N° 3**

**PARTENAIRES DE GIYUS.ORG**



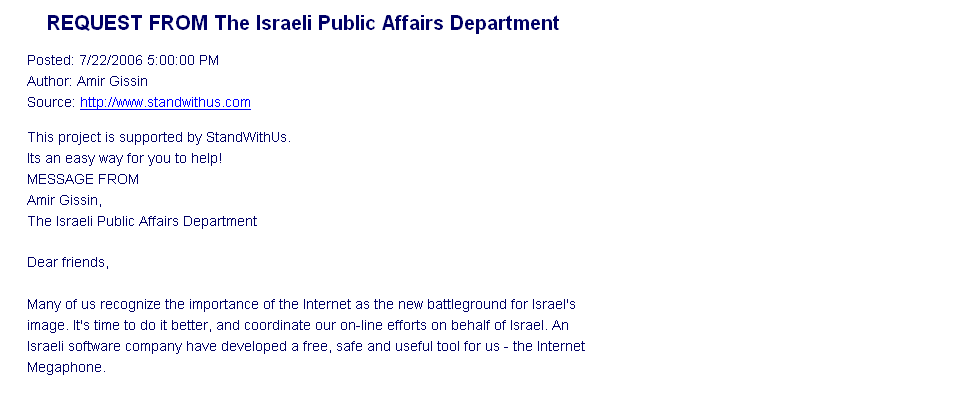
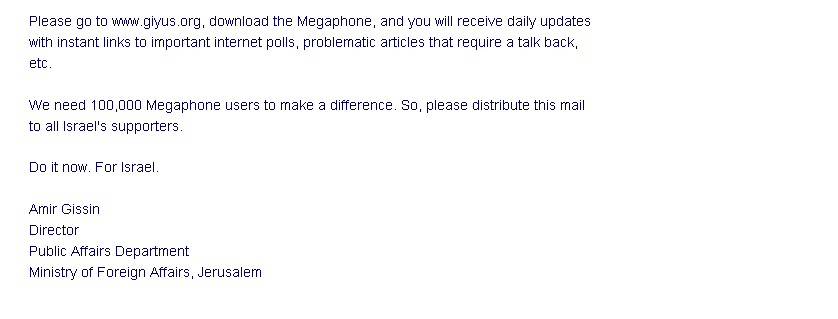
**ANNEXE N° 4**

**LOGICIEL MEGAPHONE**



**ANNEXE N° 5**

***mail d’amir gissin publie sur standwithus.com***



**ANNEXE N° 6**

**Reproduction d’éléments de discours d’Hassan Nasrallah**

**Discours du 7 mars 2005**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | [JPEG - 25.3 ko](http://www.voltairenet.org/IMG/jpg/fr-390-206.jpg)  **Hassan Nasrallah à la tribune lors de la manifestation unitaire du 7 mars 2005**  Mesdames et Messieurs  Je m’adresse à vous aujourd’hui qui patientez depuis de longues heures, vous qui venez de loin et qui supportez beaucoup de difficultés. Je vous remercie infiniment pour votre présence et votre soutien aux appels de vos frères, les secrétaires généraux et les présidents des partis et forces politiques libanaises. Et je vous remercie d’exprimer vos opinions sur ce qui se passe dans ce pays et dans cette communauté.  Nous, représentants des forces et partis politiques, quand nous vous avons envoyé l’appel pour participer à cette manifestation, n’avions aucun doute sur le fait que vous y répondriez, parce que vous étiez, et cela pendant plusieurs années, sur les champs du sacrifice et de la lutte. Il y a parmi vous des familles de martyrs, il y a d’anciens prisonniers et leurs familles, il y a aussi parmi vous des familles des soldats de l’armée qui ont donné ce qu’ils avaient de plus cher sur les champs de bataille pour la dignité du Liban, son unité, sa liberté, sa souveraineté, son indépendance et son identité arabe.  Vous, qui avez répondu à cet appel en venant de toutes les régions du Liban, de toutes les communautés et de toutes les catégories sociales. C’est vous qui décidez aujourd’hui du destin de votre pays. Votre foule immense représente la preuve de la clarté, face au doute inutile. Votre présence est un salut pour le monde entier qui vous regarde. Et moi, qui fait partie de ce monde-là, je commence d’abord en posant la question à nos partenaires dans ce pays et à ceux qui nous regardent de l’extérieur: Ces centaines de milliers de personnes sont-elles toutes des marionnettes? Cette foule, est-t-elle un groupe d’agents des services secrets syriens et libanais? C’est honteux de parler ainsi de son peuple et de ses partenaires, en utilisant un langage d’accusation et d’humiliation. **Hommage à la Syrie** J’appelle chacun à dépasser ce langage et cette terminologie d’humiliation à l’égard de qui que ce soit dans ce pays. Nous vivons dans un pays libre et démocratique, et chacun de nous peut s’exprimer, mais dans les limites de la politesse et du savoir-vivre. Ce qui a été dit dans les rues en utilisant des insultes est inacceptable. Je tiens à dire à tous ceux qui nous regardent à la télévision et je le dis également au peuple syrien et à ses gouvernants: «Nous, le peuple libanais, nous sommes des gens de fidélité et de politesse, et nous vous demandons de nous excuser pour ces insultes».  Nous nous rencontrons aujourd’hui ici avec les objectifs qui ont été annoncés pendant la conférence de presse, et dont le premier est de remercier la Syrie d’Hafez Al-Assad, la Syrie de Bachar Al-Assad, la Syrie de son peuple courageux et solide, la Syrie de l’armée arabe résistante qui était toujours avec nous pendant les années de défense et de lutte. Nous nous rassemblons aujourd’hui pour rappeler au monde et rappeler aussi à nos partenaires réunis sur la place des martyrs, que cette place où nous sommes assemblés et la place où vous êtes assemblés ont été détruites par Israël et par les guerres antérieures, et que c’est la Syrie qui a rendu la sécurité à ces lieux et qui les a unifiés de nouveau, grâce à ses soldats.  C’est Sharon qui a détruit Beyrouth, et c’est Hafez Al-Assad qui l’a protégée. Nous sommes un peuple reconnaissant, et s’il y a quelqu’un qui ne reconnaît pas le Bien, alors nous le considérons comme se plaçant hors de l’attitude commune aux Libanais.  À la Syrie, nous disons ce qu’a dit son président, Bachar Al-Assad: «*Au Liban, ta présence n’est pas que matérielle, militaire, tu es présente dans les esprits, dans les cœurs, au présent et au futur*», et je proclame devant vous que personne ne pourra retirer la Syrie ni du Liban, ni de son esprit, ni de son cœur et ni de son avenir. **Respect des accords de Taëf** Ici, nous sommes d’accords avec toutes les décisions du Conseil supérieur syro-libanais réuni hier, et nous confirmons que toute planification du redéploiement ou du retrait syrien du Liban doivent être faits uniquement dans le cadre de ***l’***[***Accord de Taëf***](http://www.voltairenet.org/article143369.html)***.*** Nous sommes venus aujourd’hui pour dire au monde que nous refusons la résolution 1559. Celui qui accepte la position que le redéploiement ou le retrait syrien soient effectués selon les termes de ***l’***[***Accord de Taëf***](http://www.voltairenet.org/article143369.html), nous sommes d’accord avec lui. Mais celui qui insiste sur ***la*** [***résolution 1559***](http://www.voltairenet.org/article142059.html), nous considérons qu’il rejette par le fait même ***l’***[***Accord de Taëf***](http://www.voltairenet.org/article143369.html), il rejette le consensus national, il piétine le sang du martyr Rafic Hariri, ses conseils et il rejette en fin de compte les bases sur lesquelles le Liban s’est sorti de sa catastrophique guerre civile.  Nous confirmons aussi que seuls ***l’***[***Accord de Taëf***](http://www.voltairenet.org/article143369.html), la volonté des deux gouvernements libanais et syrien ainsi que leurs intérêts, constituent la plateforme qui doit encadrer la présence militaire syrienne, et non pas toutes sortes de pressions internationales ou de *diktat* étrangers visant à donner des avantages à Israël.  C:\Documents and Settings\dell\Bureau\ARRIRI.jpg  **Manifestation du 7 mars 2005 à Beyrouth** **Hommage à Rafic Hariri** (...) Nous, qui nous rassemblons aujourd’hui, réaffirmons notre condamnation du crime catastrophique que fut l’assassinat du président Rafic Hariri et de ses amis et concitoyens. Nous présentons nos condoléances à sa famille en disant que nous tous, voulons connaître la vérité, car la vérité, si elle s’affiche, va protéger le Liban et la Syrie. Et nous éviterons ainsi la discorde qui nous menace. La vérité sur l’assassinat contribuera également à rassurer les esprits de tous. Aujourd’hui, de cette place, nous appelons chacun à cesser d’exploiter cette affaire à des fins politiciennes, car c’est une affaire nationale qui concerne tous les Libanais, et nous pensons que la famille Hariri est plus qu’une simple famille ou un simple courant. Aujourd’hui, la famille Hariri vit dans les cœurs de tous les Libanais, car cette famille a donné son sang, et nous connaissons la valeur de sang. Donc sortons cette famille et ce sang du terrain des enjeux politiciens. Nous voulons tous connaître la vérité, sans aucun doute, absolument (...). **Propositions** Pour sortir de cette crise, nous proposons les points suivants:  Des consultations entre les députés doivent commencer dès demain dans un esprit de responsabilité, et nous appelons à donner à une des principales personnalités politiques la tâche de former le nouveau gouvernement.  Nous appelons le président chargé de former le gouvernement au nom de tous les partis politiques libanais, à former un gouvernement d’unité nationale, et, si l’opposition s’y oppose, nous leur disons qu’un gouvernement neutre n’a pas de sens au Liban.  Le pays passe en ce moment par une période critique, et il a besoin d’un gouvernement responsable qui gère le pays en prenant en compte tous ses intérêts, politiques, sécuritaires, financiers et économiques. Le pays s’attend à des élections et nous ne pouvons en aucun cas vivre dans une situation de vide juridique.  Le pays a besoin d’un gouvernement qui mène l’enquête sur l’assassinat de notre martyre Rafic Hariri.  Si l’opposition refuse la formation d’un gouvernement d’unité nationale, alors allons à la table des négociations, mais personne ne peut parler de dialogue tant qu’on se cantonne aux salons du «Bristol», d’«Aïn Tina» et de la «troisième force». Quand est-ce qu’on réunira tous les Libanais autour de la même table de négociations?  Après le discours du président Bachar Al-Assad et après ce rassemblement, j’appelle chacun à la raison et à revoir sa tactique et sa stratégie. Je dis également à l’opposition: si vous rentrez au gouvernement, participez aux discussions avec toutes les forces, et sinon, venez sur une autre proposition de rencontre et de dialogue pour que nous examinions ensemble nos problèmes et nos difficultés.  Les sujets qui nous semblent très importants à aborder après la rencontre du Conseil supérieur libano-syrien sont ceux qui consistent à vérifier l’application exacte de tous les articles de ***l’***[***Accord de Taëf***](http://www.voltairenet.org/article143369.html), et il ne doit y avoir aucun recul sur aucun article, avec la création des comités visant à poursuivre et à discuter chaque article et leur mise en application.  Chers frères, si nous arrivons ensemble à des conclusions communes, je vous assure que la Syrie respectera notre choix. **Solidarité avec les réfugiés palestiniens** Chers frères, chères sœurs, je répète notre refus de la [***résolution 1559***](http://www.voltairenet.org/article142059.html). Protégeons la Résistance, le choix de la Résistance, le fonctionnement de la Résistance et l’arme de la Résistance. Refusons la domiciliation sur la base d’un principe raciste, car nos frères palestiniens qui résident au Liban sont nos familles et nos cœurs. Opposons à ce projet une bonne alternative: le retour des Palestiniens dans leur pays, dans leurs maisons et leurs fermes. La domiciliation ne servirait qu’Israël, la domiciliation est une offre faite en faveur d’Israël. **Refus de l’ingérence états-unienne** Nous sommes là aujourd’hui pour protéger le projet de l’État et la paix civile, et pour arrêter toute forme de désordre dans ce pays**.** [**Quelque-uns ont compté sur le désordre dans le pays**](http://www.voltairenet.org/article16475.html), et je dois rappeler: la paix au Liban est de notre responsabilité à tous et correspond à notre intérêt à tous, elle représente la ligne rouge que nous ne devons pas dépasser.  Je dois dire rapidement aussi quelques mots à nos partenaires dans ce pays: Venez au dialogue. Je dis en direction de l’intérieur et de l’extérieur: le Liban constitue un cas unique, le Liban n’est pas la Somalie, et, si vous pensez à une intervention étrangère, le Liban n’est pas ***l’***[***Ukraine***](http://www.voltairenet.org/article15658.html), le Liban n’est pas ***la*** [***Géorgie***](http://www.voltairenet.org/article11807.html)non plus. Le Liban constitue un cas unique dans le monde, et celui qui pense qu’il est possible de placer le Liban dans la liste de ses objectifs, par le biais de manifestations, de paroles et en exhibant des châles autour du cou, il se trompe. **Adresse au président Jacques Chirac** Le Liban ne peut pas se construire sans la participation de tous ses citoyens, sans leur accord et leur dialogue, et là je me dois franchement de dire ceci: personne n’a le droit d’imposer son choix à l’autre, ni verbalement ni par les armes. Ce pays, s’il perd sa capacité au dialogue, se détruira, voilà le premier mot destiné à nos partenaires. Et voilà un deuxième mot, destiné à la France, en la personne de son président, Monsieur Chirac: Vous aimez le Liban et vous défendez le Liban, et au cours des années précédentes, vous avez visité le Liban à plusieurs reprises. Nous savons l’importance que vous accordez au Liban. Donc si, Excellence, vous êtes vraiment inquiet pour la liberté au Liban et pour la démocratie au Liban, alors vous devez regarder avec vos propres yeux: ces gens présents ici aujourd’hui, ne sont-ils pas des citoyens du Liban que vous aimez? Ces Libanais vous disent que nous voulons préserver nos excellentes relations historiques avec la Syrie, ils vous disent que nous sommes attachés à la résistance et au droit de retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres, ils vous disent: nous refusons la résolution 1559. Ils vous invitent donc à partir d’une position démocratique et par le biais de ces manifestations, à renoncer à votre soutien à une résolution qui ne rencontre aucune popularité au Liban. N’est-ce pas là la démocratie, telle qu’elle est soutenue en Occident? Si la démocratie veut dire le gouvernement de la majorité, alors si la majorité refuse la [***résolution 1559***](http://www.voltairenet.org/article142059.html), et si la démocratie veut dire l’accord de la majorité, alors où se trouve l’accord en faveur de cette résolution? J’appelle la France et son président à réviser sa position à partir de son attachement pour le Liban. **Adresse au général Ariel Sharon** (...) [Général Sharon], cessez de cultiver vos espoirs et rejetez vos rêves au Liban. [**Il n’y a pas de place pour vous ici**](http://www.voltairenet.org/article9775.html). En 1982, vous étiez au sommet et nous, nous sortions de l’horreur. Nous avons résisté et nous avons donné du sang malgré tout, et nous vous avons vaincu. Et aujourd’hui, en tant que Libanais unifiés et remplis de la volonté et de l’esprit de notre résistance, nous sommes plus forts que jamais. Vous les Israéliens, vous serez abattus par nos frères palestiniens qui luttent avec des mains nues. Ce que vous n’avez pas pu avoir par la guerre, vous ne l’aurez jamais par la politique. **Vive le Liban uni!** (...) Le dernier mot est à vous chers frères. Nous nous sommes rencontrés venus de toutes les régions du Liban, de tous les partis et confessions pour dire clairement: nous refusons la division du Liban, nous luttons pour un Liban uni et solide et nous crions ensemble: «*Vive le Liban uni!*».  (...) Nous arrêtons là, pour laisser les gens vivre leur quotidien, mais notre mobilisation ne se terminera pas, car nous nous rencontrerons tous les deux ou trois jours, dans différentes villes libanaises, pour manifester notre position en faveur de la coopération de toutes les forces libanaises.  Je vous renouvelle mes remerciements infinis, chers amis fidèles.  Vive le Liban! Vive la résistance! Et Vive la Syrie!  Et la paix de Dieu sur vous tous! |

**Source:** http://www.voltairenet.org/article16519.html

**Discours du 29 juillet 2006**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | Hassan-Nasrallah  Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux...  Mes frères, mes soeurs, mes amis,  En ce 18e jour de l’agression sioniste barbare sur le Liban, de l’agression ***États-uno-sioniste*** barbare sur le Liban, il est de mon devoir de m’adresser à vous de nouveau pour exposer les nombreux points liés à cet affrontement actuel, politiquement, militairement ainsi que sur les plans populaire et officiel au Liban et dans la nation, et finalement, j’adresserai une réponse aux combattants qui ont envoyé une lettre diffusée hier.  Je commencerai par la situation sur le terrain, car ce qui s’y passe représente l’élément décisif, de premier plan, sur l’évolution de l’affrontement, des faits politiques nouveaux et des tentatives de recherche d’issues à la crise. D’abord, ce sont les conséquences bienheureuses de la ténacité légendaire de la Résistance au Liban, du peuple libanais et de tout le Liban, avec toutes ses confessions, ses régions, ses formations et institutions.  Il est clair, jusqu’à présent, que l’ennemi sioniste n’a pu réaliser une quelconque avancée militaire, et ce n’est pas moi qui le dis, eux le disent, le monde entier le dit, et les analystes politiques et militaires le disent aussi. Lorsqu’ils parlent de la poursuite de la guerre, ils disent que l’ennemi cherche à réaliser un acquis militaire qui lui permette d’entrer dans un règlement politique. Tout le monde reconnaît jusqu’à présent que l’ennemi n’a réalisé aucun acquis militaire. Quant à la destruction des infrastructures, aux meurtres de civils, à l’exode des populations et à la destruction des maisons, ce ne sont pas des actions militaires dans le sens militaire du terme, c’est une action barbare et sauvage. Il ne faut pas l’autoriser à en profiter sur le plan politique. L’ennemi n’a réalisé jusqu’à présent aucun véritable acquis militaire, mais au contraire, il a à son actif plusieurs échecs militaires cuisants, il a reçu des coups terribles sur le plan militaire, jusqu’à présent.  De manière succinte à ce niveau, le navire militaire le plus important de ses forces maritimes a été détruit. Ceci sur le plan maritime, ses forces maritimes ont reçu un coup dur et humiliant. Pour ses forces terrestres, la principale de ses forces terrestres, qui est l’unité Golani, a subi une défaite cuisante. Même un de ses officiers supérieurs a dit que les forces ayant été détruites sur les bords de ce triangle de l’héroïsme, de la bravoure, du courage et de la dignité, le triangle Maroun el-Ras, Bint Jbayl et Aytaroun, constituaient le sommet et de cette unité Golani, ce qui signifie que l’élite de l’armée israélienne a été détruite en entier, tués ou blessés, et atteints psychologiquement.  Vous pouvez voir quelques photos, pourquoi certains soldats ont été transportés sur des brancarts alors qu’ils dormaient sur leurs ventres, car les blessures étaient sur leurs dos, cette élite qui a fui comme des rats sur le sol de la bataille.  Au niveau des forces aériennes, la limitation du mouvement des hélicoptères et l’appui total sur les avions militaires, et même les attaques, les milliers de tonnes [d’explosifs], les destructions des ponts, des autoroutes, des maisons et des routes, le meurtre des civils n’ont pas permis à l’armée de l’air israélienne d’empêcher le bombardement de ses colonies. Au contraire, le bombardement est entré dans la phase «au-delà d’Haïfa», avec une grande mesure. En raison de ses échecs et incapacités, l’ennemi tente de cacher ses pertes. Ce n’est pas nous qui cachons nos pertes.  Nos renseignements sur le terrain confirment que ses pertes sont plus importantes que ce qu’il annonce par paliers. Pourquoi l’ennemi impose jusqu’à présent une [**censure sur les médias**](http://www.voltairenet.org/article142056.html) et sur tout ce qui s’y dit, afin que son peuple ne le sache pas, que son peuple ne voit pas l’ampleur des pertes matérielles, humaines et morales de l’ennemi, et même les sondages d’opinions qu’il annonce, ainsi que nos renseignements de l’intérieur confirment que leurs renseignements sont fabriquées et font partie de la guerre psychologique, mais il y a des réalités que l’ennemi ne pourra cacher à son peuple, ni à notre peuple ni au monde.  Quand, chers frères et chères soeurs, tout au long du conflit arabo-israélien, quand est-ce que deux millions d’Israéliens ont été obligés de se déplacer ou de rester dans des abris pour une période de 18 jours ou plus ? Ce nombre augmentera avec l’élargissement de la phase «au-delà d’Haïfa», car le bombardement de Afoula et de sa base militaire n’est que le début de cette phase, et il y a de nombreuses villes dans le centre qui seront les cibles de la phase «au-delà d’Haïfa», si l’agression barbare sur notre pays et notre peuple et nos villages se poursuit.  Est-ce qu’il peut cacher l’ampleur des pertes financières, économiques importantes que cette entité a subi, mais je laisserai expliquer cet aspect par les spécialistes de ce domaine, mais la perte la plus importante est celle qui touche à la vision, à la confiance et au moral de cette entité envers sa direction et son armée «invincible», ses appareils sécuritaires sophistiqués, et leur capacité à affronter un peuple numériquement faible et un pays dont la superficie et les possibilités sont restreintes, et une Résistance populaire aux moyens limités, tant du point de vue humain que matériel, mais ferme dans sa détermination et sa foi.  C’est ce qui nous explique les paroles de Shimon Pérès affirmant qu’il s’agit d’une bataille de vie ou de mort, pour Israël. Ce qu’il veut dire, ce n’est pas que la Résistance au Liban va entrer en Palestine ou va libérer la Palestine ou effacer l’entité ou l’anéantir, mais il comprend que cette ténacité libanaise formidable et ce courage, s’ils sont couronnés de victoire, va faire mourir l’arrogance, la morgue, l’insolence et l’esprit sur lesquels est basée son entité, et par conséquent, il ne restera à cette entité aucun avenir.  C’est l’histoire de la vie et de mort dans la bataille que mène Israël actuellement, lorsque le peuple de cet État provisoire perd sa confiance dans son armée légendaire, commence la fin de cette entité, car Israël est un État qui a été fondé pour une armée. Israël n’a pas une armée pour un État, et lorsqu’ils sentent que cette armée est devenue incapable, faible, défaite et humiliée, et ratée, certainement, la question est une question de vie ou de mort.  Mes frères, mes soeurs, la seule possibilité donnée à l’ennemi est de faire pression sur le Liban, sur la Résistance, sur l’État et sur le peuple, seulement, en accroissant la souffrance humaine et sociale, en déplaçant le maximum de gens, en tuant les civils, en détruisant encore les maisons et les infrastructures. Il espère pouvoir utiliser cette souffrance pour faire pression politiquement sur tous, pour qu’il réalise par la politique ce qu’il a été incapable de réaliser par la force militaire. Et cela, vous pouvez, vous le peuple, le faire échouer par votre patience, votre ténacité et votre persévérance. Et dans ce cadre, Mlle Rice revient dans la région, pour essayer d’imposer à nouveau ses conditions sur le Liban, pour servir son [**projet de «nouveau Moyen-Orient»**](http://www.voltairenet.org/article142364.html), et au service d’Israël.  Nous devons le savoir, l’Israélien est prêt et mûr pour arrêter l’agression, car il commence à craindre l’inconnu et un enlisement plus grand, mais celui qui insiste sur la poursuite de l’agression sur le Liban est l’administration états-unienne. Et aujourd’hui plus que tout autre moment, Israël semble un outil malléable et exécutant le projet états-unien et la décision états-unienne. Et, afin que le Liban puisse gagner la bataille, il a besoin d’une volonté politique, ce qui signifie que le Liban a besoin d’une volonté politique qui n’est pas inférieure à celle des combattants sur le terrain, ni inférieure à celle des résistants, des déplacés et de tous ceux qui sont solidaires avec eux, parmi tous les Libanais.  Le Liban a besoin aujourd’hui d’une volonté nationale qui rassemble afin que les sacrifices ne soient pas vains. Nous tenons à assurer cette volonté et cette solidarité, nous tenons, à cette étape, à ce que le gouvernement soit puissant afin qu’il assume ses responsabilités nationales en faveur du Liban et de son peuple, nous tenons à collaborer avec le gouvernement et tous les courants et forces politiques pour présenter un Liban unifié et cohérent autour de ce qui protège et assure ses intérêts nationaux, et nous agissons sur cette base, mais certainement, il est demandé au gouvernement d’agir à partir de ce qu’expriment les Libanais, la Résistance, l’unité, la grandeur, lorsqu’ils surmontent leurs blessures et affirment qu’ils sont prêts au sacrifice. Nous devons savoir tous que, malgré cette destruction et à cause de notre résistance à nous tous, nous sommes face à une occasion historique pour le Liban de libérer enfin toute parcelle de sa terre, de récupérer ses prisonniers, d’assurer sa souveraineté nationale, et ni notre ciel, ni notre mer, ni notre honneur, ni notre être ne pourront être dorénavant menacés par des violations ou des agressions sionistes.  À tous les Libanais,  L’essentiel est que nous résistions pour être victorieux, si Dieu le veut, et nous seront vainqueurs, si Dieu le veut. Et ce que j’entends et je lis depuis quelques jours à propos de la victoire, de sa dédicace, je voudrai les commenter. J’ai lu de nombreux articles, j’ai entendu plusieurs interviews politiques, et la question posée est: qu’en sera-t-il si la Résistance sort victorieuse? Et j’ai su également que certaines personnalités de certains courants politiques, et je ne dis pas les directions de ces courants, quelques personnes essaient de susciter la peur parmi leurs bases des conséquences de la victoire de la Résistance. Je répondrai de manière catégorique.  D’abord, le Liban et son peuple ont une expérience de cette Résistance lors de la victoire en 2000, et comment elle a agi. Ensuite, dès à présent, je confirme qu la victoire sera pour tout le Liban, avec toutes ses régions, ses confessions, ses courants et ses institutions officielles et populaires, en premier lieu, au Liban naturellement, et la victoire sera une victoire pour tout Arabe, tout musulman, tout chrétien et honnête homme de ce monde qui s’est opposé à cette agression et a défendu le Liban, par la parole ou par l’action ou par le soutien. La victoire sera, pour les membres de la Résistance et ses sympathisants en particulier, un puissant moteur pour l’amour et la concorde avec tous les Libanais, et notamment ceux qui les ont soutenus et les ont aidés, tant au niveau politique que médiatique, à ceux qui les ont accueillis et honorés de Saïda au Mont Liban, du nord et du sud, à Beyrouth vers le nord et la Bekaa. Cette victoire sera un catalyseur pour la reconstruction du Liban, plus beau qu’il n’était, un Liban beau mais fort, un Liban beau mais digne. Cette victoire sera un catalyseur pour l’unité et la complémentarité et non un facteur de domination et d’orgueil, cette victoire sera un puissant mobile pour concrétiser notre unité nationale que notre peuple a réalisée ces jours-ci, réalisée grâce aux valeurs de Jésus, paix sur lui, et aux valeurs du messager de Dieu, Muhammad, prières et paix sur lui, les valeurs de l’entraide, de la solidarité, de l’amitié, de la fraternité, de l’inquiétude partagée, de la coopération et de l’amour que tous les gens ont manifestés, de façon très concise et très responsable. Et j’espère que certains n’aillent pas loin dans leurs explications. J’affirme aux Libanais qu’il ne faut pas que certains d’entre vous aient peur de la victoire de la Résistance, mais il faut craindre plutôt sa défaite. Ainsi se comporte toute personne patriote. Frères et sœurs, nous assistons à des mouvements populaires de plus en plus importants dans les pays arabes et musulmans, et ailleurs, en solidarité avec le Liban et la Palestine. Ceci nous raffermit certainement, nous réjouit et nous rend heureux, et nous les remercions pour tout cela, et nous estimons tout ce qu’ils font. Dans ce cadre, des mots, des positions, des discours peuvent être émis pour porter atteinte à l’unité des rangs et l’esprit de la bataille. Il ne faut pas que nous en soyons affectés ou que nous soyons poussés à réagir. Je mets en garde contre toute réaction non appropriée, car des réactions erronées peuvent servir notre ennemi et l’ennemi de notre pays et de notre nation. J’adresse mes plus vifs remerciements à tous les ulémas et muftis dans le monde musulman, à tous les dirigeants des mouvements islamiques dans le monde qui ont fait face à ces tentatives de sédition et de division des rangs des musulmans, et notamment au cours de cette phase sensible. Quant aux gouvernements et régimes, nous n’avons demandé à aucun de se battre avec nous ni de nous défendre, tout ce que nous leur avons demandé est de ne pas constituer une couverture à l’agression sur notre pays et notre peuple, seulement et seulement, même s’ils peuvent faire beaucoup pour le Liban, et le minimum serait de mettre leurs possibilités et leurs énergies, et de profiter de leurs amitiés pour faire cesser cette agression, sans plus. Dans tous les cas, lorsqu’il y aura une évolution positive dans l’attitude de tout État arabe envers le Liban et lorsque cet État apportera son aide et son soutien et consacrera ses efforts pour faire cesser la guerre, nous recevrons cela en toute amitié, avec tous les remerciements et l’estime.  Nous ne cherchons pas les querelles ni les inimités, nous sommes à la recherche de l’unité, de la concorde, de la coopération et de la solidarité, et tout ce que nous voulons est le bien et la dignité pour notre patrie et notre nation, et pour ce but, nous dédions nos âmes et notre sang, et c’est ce que nous possédons de plus cher.  Puisque nous parlons des gouvernements et des régimes, je voudrais commenter les questions critiques posées ces derniers jours, qui ne sont pas de simples questions, à propos de la Syrie et de l’Iran, des questions qui nous ont été adressées disant: où sont vos alliés dans cette dure bataille?  Je me contenterai de répondre aujourd’hui, parce qu’ils parlent de la Syrie et de l’Iran, qu’ils n’ont poussé personne contre le Liban, qu’ils n’ont participé à offrir aucune couverture à cette guerre, et qu’ils n’ont à aucun moment marchandé la Résistance, ni au Liban, ni en Palestine, ni dans le passé, ni aujourd’hui, ni dans le futur, alors que les portes des marchandages sont ouvertes. Ils sont toujours, je veux dire la Syrie et l’Iran, aux côtés du Liban, de son peuple et de sa Résistance, ils ont mis toutes leurs possibilités auprès de leurs amis dans le monde, pour faire cesser l’agression sioniste sur le Liban, loin de toutes les surenchères et les exhibitions, ils ne se sont même pas intéressés à entrer dans la crise pour en profiter sur le plan régional, ils ne veulent que le bien au Liban, à son peuple et à sa Résistance.  Et pour notre part, nous ne voulons pas d’eux autre chose, et là, je voudrais indiquer l’accueil immense fait par la Syrie, au niveau de sa direction, de son gouvernement et de son peuple, à des dizaines de milliers de déplacés libanais.  Nous recevons des informations sur le soin, l’honorabilité et l’intérêt digne qu’ils reçoivent, ce qui réclame nos remerciements et notre fierté, et c’est ce que nous en pensons. Frères et sœurs, je viens à la dernière partie de mon discours comprenant un mot pour chacun, une réponse à la lettre adressée par les combattants de la Résistance, un mot à l’ennemi et au monde. Pour les gens, généreux et tenaces, résistants dans leurs villages et leurs villes, et aux déplacés par force, à tous les patients et les certains de la victoire, qui ont étonné le monde par leur patience, leur résistance, leur confiance et leur cohésion, aux vieillards, aux femmes, aux enfants et aux malades, aux familles qui dorment sous le ciel, sans que ne soit entamée leur détermination ni leur courage, que pourrai-je vous dire? Y a-t-il une parole qui équivaut à votre droit et votre résistance? Je vous le dis, pour moi-même et au nom de mes frères, nos âmes, notre sang et nous-mêmes sommes vos dévoués, pour vos larmes, vos blessures, votre résistance et votre fierté.  Vous reviendrez dans vos maisons, très chers, la tête haute, dignes comme vous l’étiez et comme vous le resterez, nous n’avons qu’une seule promesse, celle de la victoire que vous aimez. Et je vous dis que Dieu vous récompense dans ce monde et dans l’autre, vous les gens les plus nobles, les plus courageux et les plus purs.  Quant aux combattants, je leur dis, votre message m’est parvenu et je vous ai entendus. Vous êtes comme vous l’avez dit, oui, vous êtes la promesse sincère, vous êtes la victoire qui arrive avec la permission de Dieu, vous êtes la liberté pour les prisonniers et la libération de la terre, vous êtes les défenseurs de la patrie, de l’honneur et de la dignité.  Mes frères, vous êtes l’authenticité de l’histoire de cette nation, vous êtes la quintessence de son âme, vous êtes sa civilisation, sa culture, ses valeurs, son amour et son esprit, vous êtes sa bravoure, vous êtes la permanence de ce cèdre sur nos sommets et l’humilité des épis de blé dans nos maisons, vous êtes la fierté comme les monts du Liban. À l’ennemi et au monde je dis, quelle que soit la durée de cette guerre, nous sommes prêts, quels que soient les sacrifices, nous en sommes issus. Dans la bataille de la volonté, nous ne serons pas défaits. À Bush et Olmert et tous les tyrans et agresseurs, je dis, agis comme tu l’entends, par Dieu, tu n’effaceras pas notre mémoire et tu ne tueras pas notre inspiration, ce qui t’a rassemblé sera dispersé, et tes jours sont comptés. Ceux qui ont agi injustement apprendront un jour quel sort funeste les attend et quelle sera l’heureuse fin à ceux qui Le craignent.  Paix et miséricorde sur vous. |

**Source***: http://www.voltairenet.org/article142581.html*

**Discours du 3 août 2006 (***Discours complet de Sayyed Hassan Nasrallah prononcé sur la télévision Al Manar)*

Vous ne pourrez jamais détruire le Hizbullah, ni aucun des mouvements de résistance authentiques en Palestine. Vous en serez incapables, parce que la Résistance n’est pas une armée régulière, ni un Etat.

La résistance c’est un peuple qui s’est armé de sa foi, de sa volonté, de sa détermination, de sa confiance en soi et qui est animé par la passion du martyr. C’est un peuple qui abhorre le mépris et la déchéance et un tel peuple ne peut être vaincu par quiconque.

|  |  |
| --- | --- |
| hassan%20nasrallah | shim |

Au nom de Dieu, Le Miséricordieux, Le Tout Miséricordieux

Rendons Grâce à Allah, Maître de l’Univers,

La prière et la paix sur notre Seigneur et prophète Mohamed, sur ses proches purs et ses compagnons élus, ainsi que sur tous les prophètes et les envoyés de Dieu.

La Paix, la Grâce de Dieu et ses bénédictions sur vous tous.

Dieu a dit dans son livre Saint «Certes ceux auxquels l’on disait : «Les gens se sont rassemblés contre vous; craignez-les»- cela renforce leur foi- et ils dirent: «Allah nous suffit ; Il est notre meilleur garant».

Je m’adresse aujourd’hui de nouveau à vous, alors que nous entamons la quatrième semaine de cette guerre d’agression imposée au Liban.

Je me sens obligé d’évoquer un certain nombre de points et de problèmes relatifs aux développements politiques et opérationnels sur le terrain, vu leur importance. Je vous ai dit auparavant que les opérations sur le terrain constituent le facteur essentiel sinon déterminant dans cette confrontation, à côté bien sûr de nombreux autres facteurs qu’on ne peut négliger ou occulter.

Aussi je commence par les opérations militaires et la situation sur le terrain.

À l’heure où je vous parle, vos frères et vos fils, les moujahidine de la résistance livrent des combats acharnés et héroïques sur les premières lignes au Sud-Liban, dans chaque village, sur chaque colline, au bord de chaque ruisseau et sur chaque position. Je commence par là, par les combats d’avant-garde que livrent les moujahidine à des brigades israéliennes, comme il a été déclaré aujourd’hui.

Ce fait n’est pas nouveau car l’ensemble de l’armée israélienne, selon les déclarations de l’ennemi, ses brigades blindées et d’élite et ses parachutistes sont engagés sur le terrain, avec l’appui aérien de l’aviation, sa grande puissance de feu et sa violence inouïe.

Je commence donc par évoquer les combats terrestres actuels qui ont commencé dès le premier jour de la guerre d’agression.

Ces combats se sont étendus et développés et sont devenus plus violents. Tout le monde se souvient de ceux qui se sont déroulés à Maroun Al Ras, à Aïtroun et à Aïta Acchâab au cours des deux ou trois premiers jours et de la résistance acharnée dans ce triangle de l’héroïsme.

Actuellement, l’ennemi se trouve sur le terrain, avec des divisions blindées entières, leurs centaines de chars et leurs milliers d’hommes. En face d’eux, se trouvent vos frères moujahidine qui combattent et résistent avec un courage inouï et toujours dans les villages frontaliers et les positions avancées.

C’est cela la réalité du terrain et c’est ce qui a contraint l’ennemi à tirer les conclusions des premiers combats de Maroun Al Ras, Aïtroun et Aïta Acchâab, et à tenir compte des deux facteurs essentiels suivants:

**Le facteur humain:**

En arrivant pour encercler ou occuper un village, les Israéliens ont pris l’habitude de laisser un passage par lequel les combattants puissent se retirer ou fuir. Dans les combats menés jusqu’ici, les combattants se battent jusqu’au bout, jusqu’au sacrifice suprême ou la fin des munitions et cela malgré toutes les difficultés et les conditions insupportables. C’est ce facteur humain qui a surpris l’ennemi.

L’expérience des derniers jours, mais cela se confirmera plus dans l’avenir, In Châa Allah, ils verront qu’ils combattent des gens qui ont la foi, la volonté, le courage, la détermination et qui sont prêts à se sacrifier. C’est ce que j’ai évoqué en disant que les pieds bien implantés dans la terre ne tremblent pas et ne cèdent pas même si les montagnes viendraient à disparaître. C’est ce que les Israéliens constatent au cours de chaque bataille et de chaque affrontement.

A propos de ce facteur humain : si l’on demandait l’avis des experts militaires sur ce qui se passe dans ces confrontations. Il y a des unités de chars et des brigades blindées entières avec leurs équipements les plus sophistiqués et soutenues massivement par l’aviation qui attaquent des groupes de combattants sur chaque colline, dans chaque village, sur telle ou telle position.

Pourtant ces combattants résistent, se retirent, reprennent l’initiative et réattaquent en infligeant de lourdes pertes, humaines et matérielles à l’ennemi.

Les experts militaires vous diront que selon les normes militaires, cela est un miracle. Mais pour les hommes qui se sont voués à Dieu, qui ont la foi, la détermination et la sincérité de l’engagement, tout cela est naturel parce qu’il est l’expression de leur foi.

**Les capacités réunies entre les mains du Hezbullah:**

Ce deuxième facteur a aussi surpris beaucoup l’ennemi. Ce dernier n’est pas pourtant démuni en moyens matériels et ses équipements militaires, ses chars et ses véhicules blindés sont ce qu’il y a de plus moderne dans le monde. Pourtant, nos combattants résistent à cette machine de guerre et détruisent ses chars et ses blindés, selon une tactique qui a beaucoup surpris l’ennemi.

La tactique militaire offensive israélienne repose principalement sur les percées de chars et de véhicules blindés. Mais quand un char ne peut plus bouger, son équipage, ses soldats et ses officiers l’abandonnent pour pouvoir avancer à pied, mais très lentement. C’est la réalité du terrain.

Aujourd’hui, quand ils font une percée et qu’ils parviennent à avancer, c’est toujours dans des endroits où il n’y a pas de combattants. Mais très vite, les résistants apparaissent et les surprennent dans leurs nouvelles positions. Ils les harcèlent, les combattent, les détruisent ou les obligent à se retirer.

Nous disposons aujourd’hui de moyens matériels suffisants, en quantité et en qualité. La résistance dispose d’importantes quantités de fusées anti-chars et vous avez vu peut-être leurs performances dans les reportages de certaines chaînes satellitaires. Actuellement nous ne diffusons pas d’images de ce qui se passe sur les lignes avancées, parce que c’est difficile. Mais sachez que le nombre de chars et de véhicules blindés ennemis détruits est très important.

Je peux vous assurer que la résistance a réussi à toucher et à détruire les chars israéliens Merkava et d’autres véhicules blindés israéliens, grâce justement à ce facteur humain, grâce à Dieu et aux hommes de grande valeur morale et technique.

Ainsi ces deux facteurs ont constitué une grande surprise pour l’ennemi.

A propos des affrontements terrestres, je voudrais apporter les éclaircissements suivants sur deux points essentiels.

* Dans ses bilans des combats terrestres et des lancements de roquettes et même ailleurs, l’ennemi pratique une politique mensongère très claire et nette. C’est peut-être sa nature ou un aspect de sa guerre psychologique. En tout cas il ment et je vous donne un exemple de son mensonge.

Au cours de la bataille de Maroun Al Ras, qui a duré quelques jours, l’ennemi a déclaré dès les premières heures qu’il maîtrisait le village.

À Bint Jbeil, il en fit de même, alors que le village résistait, ce qui a conduit un analyste ou un observateur militaire israélien à intituler son article : «Est-ce nous qui maîtrisons Bint Jbeil ou est-ce lui qui nous maîtrise?»

Actuellement l’ennemi déclare dans ses communiqués qu’il occupe et maîtrise de larges secteurs du Sud-Liban. Beaucoup de choses pour ne pas dire toutes dans ce qu’il déclare sont inexactes sinon fausses. Cela fait partie de la guerre psychologique et l’ennemi israélien la pratique bien.

* L’ennemi veut se prévaloir d’une victoire et prétend avoir réalisé telle ou telle chose. J’ai entendu les médias israéliens déclarer que leurs troupes avaient occupé et maîtrisé la position Al Ibad du Hizbullah. Or il n’existe rien de tel. Il n’y a pas de position répondant à ce nom mais simplement un point d’observation sur la frontière internationale, juste en face de Al Ibad, et qui a été évacué dès le premier jour.

Mais eux prétendent avoir occupé cette position après de durs combats. Je ne sais pas avec qui ils se battent si durement ? A moins qu’ils se soient entretués!

En tout cas et concernant les combats terrestres, nous avons dit clairement dès le premier jour que nous ne comptons pas occuper le terrain et que nos combattons et nos moujahidine ne se ferons pas tuer pour défendre telle position, telle colline ou tel village.

Notre combat n’est pas pour la géographie, parce que nous ne sommes pas une armée régulière et que nous ne nous battons pas comme une armée régulière, mais selon les règles de la guérilla.

Nous avons donc tout intérêt à les laisser avancer aux entrées des villages parce que cela nous donne l’occasion d’entrer en contact avec eux, de les combattre et de leur causer des pertes en hommes et en matériel. C’est là notre objectif dans cette confrontation terrestre.

Notre but est de leur causer le plus de pertes possible et Grâce à Dieu, c’est ce qui s’est passé jusqu’ici à une grande échelle.

Aussi l’ennemi déclare être entré dans tel village ou avoir occupé telle position, cela ne change en rien notre stratégie ou notre tactique. Il n’entame nullement non plus le moral de nos combattants. Bien au contraire.

Alors, quand l’ennemi déclare être entré dans tel village, au bout de 23 jours de combats acharnés et de bombardements, que ses troupes d’élite ou ses divisions blindées ont occupé tel autre village, est-ce vraiment une grande victoire ?

Au contraire c’est une victoire de la résistance.

Que tel village ou telle position ait tenu jusqu’à tel jour, c’est une victoire de la résistance, sachant que la tactique militaire israélienne a été partout et toujours de faire avancer les divisions blindées de dizaines de kilomètres en quelques heures.

Mais sur le terrain du Sud-Liban, ils avancent de quelques mètres en quelques jours !

À propos des combats en mer et toujours dans le cadre de la politique israélienne d’occultation de la vérité.

* Je confirme le contenu de la déclaration de la Résistance concernant la destruction du navire israélien Saer 45 au large de Tyr. Les Israéliens avaient démenti et les médias ont tourné la page. Mais puisque je parle des questions relatives aux combats, je dois rappeler que le jour où nous avions coulé le navire Saer5 au large de Beyrouth, l’armée israélienne avait aussi démenti.

Il se fait que ce jour-là le navire était proche des côtes et nous avions pu filmer la scène du lancement des roquettes et de leur impact. Cela avait contraint l’ennemi sioniste à reconnaître les faits, c'est-à-dire qu’un navire

a été coulé et que certains de leurs militaires avaient disparu en mer et qu’ils les recherchaient.

Je confirme donc la destruction du deuxième navire et je n’ai pas besoin de polémiquer. Les moyens techniques qui nous ont permis de localiser le navire, nous ont aussi confirmé sa destruction.

Il y avait ce jour-là beaucoup de brouillard et nous n’avons pas pu filmer la scène. Il est évident que dans de telles conditions, l’ennemi nie les faits et allègue que le navire que «le Hezbollah prétend avoir coulé est celui-là même qu’Olmert avait pris pour faire sa tournée d’inspection publique des jours plus tard». Allez savoir sur quel navire Olmert a fait sa tournée

* À propos du lancement des roquettes: contrairement aux allégations de l’ennemi, le lancement des roquettes sur le nord de la Palestine et jusqu’au-delà d’Haïfa, va continuer, avec un rythme plus accéléré et de meilleures performances techniques.

Hier, la résistance a tiré plus de 300 roquettes sur les colonies du nord et elle a tiré des roquettes Khaïbar sur les colonies de Beisan, la ville d’Afoula, aux fins fonds du pays et au-delà d’Haïfa.

Après le massacre de Qana, il y a quelques jours, l’ennemi a déclaré qu’il allait suspendre ses bombardements pour 48 heures, dans le but manifeste de faire atténuer les effets du massacre.

Nous aussi, nous avons arrêté les bombardements durant 2 jours, mais l’ennemi ne respecte pas ses décisions.

Je voudrais à ce niveau évoquer la stupidité de l’ennemi et son arrogance. Olmert a fait un discours dans lequel il déclare la victoire d’Israël, prétendant qu’il avait détruit toute l’infrastructure militaire du Hizbullah. Il avait mal interprété notre décision d’arrêter les combats. Shimon Pérès a dit la même chose. En fait un vice-premier ministre sénile a répété les propos de son chef arrogant, ajoutant que le secrétaire général du Hizbullah avait fui le pays.

C’est cette arrogance et cette stupidité qui les ont empêchés tous les deux d’apprécier convenablement la réalité comme l’ont fait des experts militaires libanais et israéliens et même des journalistes étrangers.

La stupidité et l’arrogance sont deux traits fondamentaux de l’ensemble de la direction politique et militaire (sioniste).

La vérité à laquelle sont parvenus ces experts est que le commandement de la Résistance a pris cette décision d’arrêter les bombardements pour donner aux gens le temps de souffler un peu, pour transporter les blessés, déblayer les décombres, pour permettre aux gens qui vivent des conditions insupportables de quitter leurs villages.

C’était la raison de cet arrêt et cela signifie que le commandement de la Résistance tient bien les choses en main et maîtrise la situation. Ainsi, les combattants n’ont pas violé une seule fois le cessez-le-feu. Aucune des nos unités responsables des rampes de lancement des fusées n’a violé le cessez-le-feu, à aucun moment et à aucun niveau, parce qu’il y a un commandement qui donne des ordres et qui se fait obéir. C’est la lecture correcte du cessez-le-feu que nous avons décidé.

Mais dès que l’ennemi a repris ses bombardements de nos villages, de nos villes et de notre infrastructure, la Résistance a repris les siens et c’est ainsi que nous avons lancé 300 roquettes en une seule journée, sachant qu’en moyenne nous en lançons entre 100 et 170 par jour.

Les chiffres d’hier comme ceux d’aujourd’hui sont bien prémédités. La Résistance a ainsi bombardé Afoula et Beisan et je vous assure qu’en considération des performances de deux derniers jours, elle est en mesure de lancer autant de roquettes qu’en ordonne le commandement, à toute heure de la journée ou de la nuit.

Nous n’avons aucun problème à ce niveau à la grande déception des Israéliens. En fait c’est une honteuse déconvenue pour Olmert, Pérès et le chef d’état-major, et la presse ainsi que les analystes politiques commencent à s’agiter.

Le dernier discours d’Olmert marque un retrait sur les précédents puisqu’il déclare ne jamais avoir promis aux siens l’arrêt des bombardements de leur territoire. Il revient sur toutes les promesses faites aux Israéliens aux premiers jours de l’agression.

Cet échec honteux a conduit le chef d’état-major à lancer de nouvelles menaces de bombarder le Liban profond, y compris Beyrouth.

Cela fait partie de la guerre psychologique mais peut aussi cacher une volonté de le faire. Cela mérite quelques commentaires.

* Le Liban profond, à l’exception de Beyrouth, est bombardé tous les jours et cela n’a pas besoin d’une nouvelle décision ni d’une nouvelle déclaration. Tout le sud, le Jebel, la Bekâa, Bâalabek, Harmel, Accar, Tripoli, Jebeil, Kasrouan, El Metn, Bâabda, toutes ces régions ont été bombardées et aucune n’y a échappé. Il reste la ville de Beyrouth et je crois que la menace du chef d’état-major concerne particulièrement Beyrouth.
* Alors concernant Beyrouth : le peuple libanais est Un bien sûr, sa sécurité est Une ainsi que sa dignité. Toutes ces régions ne se distinguent pas entre elles, mais Beyrouth est tout à fait autre chose. C’est la capitale du Liban et le chef militaire israélien menace de la bombarder. Je ne vais pas répéter ce que j’ai dit auparavant, à savoir «l’au-delà d’ Haïfa» et «l’au-delà au-delà d’Haïfa». Je ne laisserais cependant aucune place à l’interprétation, tant l’ennemi est clair dans ses propos et ses menaces, et je leur dis: Si vous bombardez Beyrouth, notre capitale, nous bombarderons Tel Aviv, la capitale de votre entité usurpatrice. Si vous bombardez Beyrouth, nous ferons de même pour Tel Aviv et Grâce à Dieu, nous en sommes capables!
* Je voudrais dire aux dirigeants ennemis de ce peuple ennemi qui vit sur des faux espoirs et sur le mensonge, que tous vos bombardements aériens et vos percées sur le terrain n’ont pas réussi à arrêter le lancement de nos roquettes.

Et même si vous avanciez de quelques kilomètres de la frontière, même si vous occupiez le sud du Litani, le nord du Litani et que vous atteigniez Beyrouth, vous ne pourrez pas atteindre cet objectif. En tout cas les observateurs, les analystes, les chefs politiques et militaires ont commencé à comprendre et à reconnaître les faits, mais je veux le confirmer de la manière la plus claire.

* Les problèmes des roquettes et des colonies:

Je dois vous assurer que notre bombardement des colonies au nord de Haïfa et même au-delà d’Haïfa et jusqu’à Tel Aviv dans l’avenir, pour être clair, est une réaction à vos agressions contre nos villes, nos villages, notre capitale et notre infrastructure. Nous réagissons à vos bombardements et si vous les cessez, nous cessons de bombarder vos colonies et vos villes. S’il y a combat, nous préférons qu’il ait lieu entre hommes, sur le champ de bataille et croyez que nous sommes hommes à cela.

Après cet aperçu sur la situation sur le terrain, je dois avouer qu’après le délai que Condolezza Rice a accordé à l’ennemi, ce dernier a réussi à réaliser deux grandes victoires militaires. Je dois le reconnaître!

La première victoire est dans le massacre de femmes et d’enfants dans les foyers paisibles qu’il vient de perpétrer à Qana. Son arrogance l’a autorisé à se justifier en prétendant que la Résistance bombardait à partir de la maison bombardée ou de son voisinage. Aujourd’hui, il a rectifié le tir et a prétendu que cette maison abritait des combattants et des résistants du Hizbullah et qu’il a été victime de fausses informations. C’est l’échec de ses services de renseignements.

Je ne crois pas qu’il s’agisse de fausses informations. Je crois que les sionistes ont prémédité leur massacre de femmes et d’enfants à Qana, parce qu’ils savaient que nous sommes des hommes de cœur.

Certes nous sommes des hommes braves, durs et à la volonté inébranlable, mais en même temps des hommes de cœur et de compassion, aimant nos femmes et nos enfants et attachés à nos familles.

Ils veulent nous faire subir des pressions psychologiques et morales, ici même, comme je l’ai dit dans un message précédent. Si nous acceptions leurs justifications que le massacre de Qana était le résultat de fausses informations, comment pourraient-ils justifier alors l’assassinat de plus de 800 civils, en majorité des femmes et des enfants ? N’est-ce pas plutôt là, la morale et les valeurs de cette armée barbare de sauvages?

C’est là, la première victoire réalisée au cours du délai que leur a accordé Rice.

Maintenant ils font tout pour faire oublier le massacre de Qana et pour que sa page soit tournée définitivement, sur le plan local et international et aux niveaux humain, médiatique et politique. C’est ce que nous devons empêcher à tout prix et c’est la responsabilité des médias, des politiques, des élites intellectuelles et de tous les hommes.

En ce moment, Qana n’est plus l’exemple unique de la barbarie israélienne. Il y a eu depuis, Sarifa, puis d’autres villages partout dans le pays.

La deuxième victoire est celle du commando nocturne sur Bâalbek. Remarquez bien : une force de commandos spéciaux, des dizaines d’avions et d’hélicoptères pour attaquer, non pas une position militaire, mais un hôpital dans les environs de Bâalbek!

Alors ils pénètrent dans l’hôpital, soit-disant pour obtenir des informations importantes qui y seraient cachées. Ils tirent et jettent des grenades dans les chambres. Echec total de leur renseignements!

L’attaque a duré des heures parce que nos combattants qui se trouvaient dans le secteur les ont pris en charge. Là aussi échec de leurs renseignements. Une grande opération de commandos héliportée, contre un hôpital qu’ils croyaient accueillir les blessés de la Résistance. Et pourquoi ? Pour faire prisonniers des blessés qu’ils n’ont pas eu le courage d’affronter à Bint Jbeil, Aïna Achchâb, Tiba…

Mauvaise surprise aussi: l’hôpital était vide mis à part 4 ou 5 agents du personnel, pour les cas urgents. Nous avons pris soin en effet d’évacuer cet hôpital, sachant que nous avions affaire à un ennemi sans foi, ni loi et sans morale et qu’il pouvait tout se permettre, même de le bombarder.

La deuxième opération commando a eu pour théâtre un quartier proche de Jabalia dans la ville de Bâalbek. Avant d’envoyer ses commandos, l’ennemi a pris soin de bombarder un certain nombre de maisons entourant la maison cible, puis les soldats et leurs officiers sont intervenus, pénétrant dans la maison où se trouvaient de nombreuses familles, des femmes, des enfants et quelques hommes.

Ils kidnappent cinq hommes dont un avait le même nom que moi. L’homonymat est très courant chez nous au Liban et les méprises de ce genre sont très courantes, surtout aux postes frontaliers.

Mais voilà : une grande opération commando avec des effectifs importants, pour kidnapper un vieil homme en famille, qui a le tort de s’appeler Hassan Nasrallah.

Ce sont là les services de renseignements de l’ennemi, son illustre Mossad avec sa grande notoriété, c’est aussi la grande et puissante armée, qui viennent kidnapper 5 paisibles civils.

Je dois rappeler qu’il s’agit bien d’un enlèvement, de kindapping d’otages civils. Cela n’a rien à voir avec la capture de prisonniers. Ce ne sont pas des prisonniers de guerre, mais des otages. J’en appelle à tous ceux qui dénoncent les prises d’otage à travers le monde, à condamner cet acte inqualifiable et à réclamer leur libération immédiate et sans condition, en dehors de tout échange futur de prisonniers.

La dernière de ces grandes victoires durant le délai accordé par Bush et Rice, est contenue dans la déclaration du chef d’état-major israélien qui dit en substance «avoir monté cette opération de Bâalbek pour faire savoir au Hizbullah que ses forces peuvent aller où elles veulent».

Mais cela mérite-il tout ce déploiement de forces et tous ces efforts et ces sacrifices?

En tout cas nous avons une idée très claire de ce que vous valez dans les combats terrestres!

Je lance ce message aux soldats de l’entité sioniste, au cas ils auraient encore l’occasion de nous écouter par ces temps de black-out total imposé sur l’information.

Vous êtes, comme les Libanais et les Palestiniens, victimes du complexe de votre chef de gouvernement Olmert. Tout le monde paye le prix de ce complexe fou qui est que Olmert veut se présenter comme un grand chef de guerre, comme Sharon, Rabin et tous les leaders historiques qui ont gouverné cette entité usurpatrice.

Je vous dis à ce propos, que Olmert a réussi partiellement. Il a réussi en effet à commettre des massacres comme Sharon, Rabin, Begin et leurs semblables en matière de massacres et d’assassinat quotidiens d’enfants et de femmes, de destruction de maisons, en Palestine et au Liban.

Oui je dois lui reconnaître ce grand succès et qu’il est l’égal de ses prédécesseurs en la matière. Mais il a échoué ailleurs et s’est révélé un piètre chef de gouvernement, sûrement le plus idiot de tous les dirigeants politiques de votre entité mais aussi un médiocre stratège militaire.

L’expérience des dernières semaines et leurs piètres résultats sont là pour le confirmer: Olmert est le plus incompétent, le plus incapable et le plus idiot des chefs de gouvernement de votre entité depuis sa création.

Aussi, j’invite les Israéliens à interpeller leurs dirigeants politiques et militaires sur leurs capacités à gérer une guerre qu’ils ont engagée pour libérer les deux soldats capturés, de leur demander si cette guerre a réussi à les faire libérer et si elle permettra un jour de les faire libérer. Cela aurait pu se faire autrement, par la négociation, comme l’avait fait Sharon avant lui.

Mais Olmert a été incapable de le faire et est allé plus loin encore en déclarant que cette guerre visait le rétablissement des capacités dissuasives de l’armée israélienne. Demandez-lui si cette guerre l’a fait.

Vos dirigeants ont déclaré aussi que cette guerre visait le rétablissement du prestige de l’armée: l’a-t-elle fait ou a-t-elle plutôt terni davantage une image déjà détériorée?

Cette guerre a confirmé le fait que l’armée israélienne est une gigantesque machine de guerre, aveugle, violente, stupide et incapable, sauf de tuer enfants, femmes et vieillards et de détruire les maisons et les infrastructures.

J’invite les Israéliens à demander à Olmert ce qu’il est advenu de ses nombreuses promesses mirobolantes, les objectifs assignés par lui à cette guerre d’agression. Faites-le, parce que nous l’avons entendu hier revenir sur toutes ses promesses.

Je tiens à vous assurer, aux amis, aux ennemis et au monde entier, que vous ne pourrez jamais détruire le Hizbullah, ni aucun des mouvements de résistance authentiques en Palestine. Vous en serez incapables, parce que la Résistance n’est pas une armée régulière, ni un État.

La résistance c’est un peuple qui s’est armé de sa foi, de sa volonté, de sa détermination, de sa confiance en soi et qui est animé par la passion du martyr. C’est un peuple qui abhorre le mépris et la déchéance et un tel peuple ne peut être vaincu par quiconque.

Il est vrai qu’on peut tuer ses enfants, ses femmes et se vieillards, qu’on peut détruire ses maisons, ses immeubles et son infrastructure, mais il ne peut être battu, et la guerre qu’on lui impose ne peut avoir de fin parce qu’elle se renouvellera avec chaque génération, avec chaque nouveau-né, avec chaque montée de colère ou même d’énervement, avec tout regain de la foi.

Je vous assure que la résistance ne peut être battue et c’est ce qui me conduit à cette dernière remarque concernant le dossier politique.

Pour être très clair, je voudrais assurer notre peuple libanais, les peuples de notre Oumma et le monde entier, que ce qui s’est passé depuis le premier jour de la guerre et jusqu’à présent, les massacres d’innocents comme les destructions barbares, sont le fait de Bush. C’est lui et son administration qui en assument la responsabilité.

A notre avis, Olmert et son gouvernement ne sont que les exécutants de cette guerre. Le sang versé des enfants et des femmes de Qana, celui des vieillards et des civils innocents tués partout au Liban, ce sont les Bush, Rice, Rumsfeld, Cheney et leur administration qui en assument la responsabilité.

C’est cette administration qui empêche qu’on parvienne à un cessez-le-feu, qui pose des conditions inacceptables et veut imposer son diktat. Tout cela doit être bien clair pour les Libanais, pour chaque musulman, chaque chrétien et pour chaque homme d’honneur, tant que durera la guerre et quand celle-ci aura pris fin.

Je répète aux Libanais, aujourd’hui et demain, que la guerre prendra fin un jour et elle prendra fin sûrement, mais n’oubliez pas cette administration américaine, l’amie du Liban et son allié, qui prétend avoir le cœur qui bat et qui saigne pour le Liban, qui veut qu’il vive dans une oasis de paix et de sécurité, qu’il soit un exemple de démocratie dans la région.

Je souhaiterais qu’on n’oublie jamais ceci non plus: Dans les jours, les semaines, les mois et les années à venir, et quelque soit l’issue de la guerre, le Liban ne sera jamais américain, il ne sera jamais israélien et il ne sera jamais une position dans le nouveau Moyen-orient que Bush projette de construire et que Rice veut concrétiser.

Ceci, nous l’affirmons haut et fort et il en sera ainsi In Chaa Allah !

Je voudrais dire aussi un mot à ceux qui aiment le Liban et veulent l’aider, ceux qui ont commencé, Grâce à Dieu, à y affluer, par solidarité pour notre cause et leur nombre ne cesse d’augmenter, par sympathie pour nos combattants, par admiration pour la situation sur le terrain, par compassion pour la dignité et la détermination des déplacés.

Je voudrais dire à tous un grand merci : au peuple libanais qui héberge et organise les secours pour les réfugiés, qui soutient notre noble cause et veut lui apporter son aide; à tous ces gens qui viennent nous secourir.

Mais faites attention: les destructions et les ruines que vous voyez au Liban, ne sont pas le fait d’un tremblement de terre, de l’éruption d’un volcan et d’un tsunami.

C’est Israël, bras armé de l’Amérique, qui a causé tout cela, qui a tué, massacré, détruit et contraint les centaines de milliers de gens à l’exode. Israël l’a fait sur ordre usaméricain, avec des bombes et des fusées usaméricaines.

Alors nous n’accepterons jamais qu’on occulte l’essentiel et qu’on traite notre cause au plan humanitaire.

Nous n’accepterons jamais qu’on procède avec le Liban comme s’il s’agissait d’une banale cause humanitaire ou qu’on viendrait secourir notre peuple avec des médicaments, des vivres et quelque pécule. Nous remercions bien sûr tous ceux qui l’ont fait ou le feront dans le futur, mais cela ne traduit pas un amour sincère pour le Liban.

Le véritable amour pour le Liban veut que vous éleviez la voix et que vous disiez dans vos réunions privées avec les Usméricains, ce que vous dites publiquement tout haut à l’extérieur.

Tout le monde sait qui empêche la conclusion d’un cessez-le-feu et empêche l’arrêt de l’agression israélienne contre le Liban : ce sont Bush et son administration.

Alors, allez prouver votre amour pour le Liban là-bas, en sa présence, élevez la voix et soyez des hommes ne serait-ce qu’un jour, pour sauver votre dignité!

Je voudrais dire aux dirigeants arabes et musulmans dans ce nouveau Moyen-orient en projet: Il n’y aura pas place pour vous si vous n’assumez pas votre responsabilité morale et nationale, par crainte de perdre votre pouvoir.

Dans le nouveau Moyen-orient, il n’y aura plus place pour vous, parce qu’il n’y aura plus place pour les patries et les Etats. Tous nos pays seront cantonisés, divisés selon des critères ethniques et sur des bases confessionnelles. Aucun grand pays ne restera grand, aucun pays riche ne restera riche, aucun trône ne restera intact, ni aucun pouvoir!

Je vous appelle à mobiliser votre humanité et votre amour du pouvoir, pour agir en hommes, ne serait-ce qu’une seule fois et une seule journée, pour faire stopper cette guerre sur notre pays. J’ai dit le premier jour que je n’aurais pas à vous appeler et à vous solliciter, mais je tiens à vous, je tiens à notre pays et notre patrie et c’est ainsi que je vois le soutien que vous pourriez apporter au Liban.

Enfin, au nom de tous mes amis, mes chers amis et mes frères de la Résistance islamique, je salue les familles des nobles martyrs qui sont pour nous les yeux avec lesquels nous voyons, notre lumière et notre cœur, symbole du sacrifice, de la générosité et du don de soi.

Je salue les blessés qui souffrent, les résistants demeurés dans leurs foyers et sur leurs terres, ceux contraints à l’exode dans leur propre pays, je salue ceux qui les accueillent et les hébergent, ceux qui soutiennent la Résistance à un quelconque niveau, médiatique, populaire, social, matériel et moral.

Je salue tous ceux qui nous soutiennent de par le monde et qui dénoncent et se prononcent au plan médiatique, politique, dans les manifestations, les rassemblements et tous autres moyens d’expression pacifique.

Mon dernier Salam s’adresse aux braves moujahidine, aux combattants qui se battent pour confirmer le Liban victorieux de l‘an 2000, qui illuminent le vrai visage du Liban authentique, qui défendent le Liban et à travers lui, cette Oumma qu’Israéliens et Usaméricains veulent diviser encore une fois, en partant du Liban, de l’Iraq et de l’Afghanistan et d’ailleurs.

Dans mon hommage aux moujahidine, je rappelle aux sionistes qu’ils n’ont d’autre choix que de stopper l’agression et s’engager dans des pourparlers politiques, parce que personne ne pourra leur venir en aide et les sauver de l’impasse.

Je leur dis : si vous pariez, si vous croyez que l’administration usaméricaine viendra vous sauver, vous faites erreur. Elle n’a pas été capable de se sauver elle-même, en Iraq et en Afghanistan.

Elle ne viendra pas vous sauver mais tout au plus, elle dictera ses conditions.

Or nous refusons les diktats, nous n’acceptons aucune condition. Nous l’avons dit et nous le répétons : les discussions politiques ayant trait à notre avenir, se feront chez nous, dans notre pays.

Votre pari sur les Usaméricains sera voué à l’échec, comme le sera votre pari sur la poursuite de la guerre.

Votre pari sur l’effondrement de notre détermination est lui aussi voué à l’échec.

Le seul pari, l’unique, qui soit correct est l’arrêt de l’agression et l’engagement de pourparlers politiques pour mettre fin à cette bêtise que vous avez commise et qui ne se terminera qu’avec la victoire du Liban, du grand peuple libanais, de l’Etat libanais, du Liban de la résistance, du Liban Un et Uni!

Que la Paix et les Bénédictions de Dieu soient sur vous. Salam

***Cette traduction est en Copyleft: elle est libre de reproduction, à condition d’en respecter l’intégrité et de mentionner ses sources et auteurs.***

Source : [http://www.tunisitri.net/](http://www.tunisitri.net/actualites/actu32.htm/)

**Traduit de l’arabe par Ahmed Manaï\*,**

membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (www.tlawcala.es).

**Discours du 9 août 2006**

Hassan Nasrallah: **«Notre terre sera le cimetière des envahisseurs sionistes»** (vendredi 11 août 2006).

Malgré la déclaration du gouvernement libanais concernant l’envoi de 15.000 soldats au sud, Walsh est venu au Liban pour faire pression et imposer les anciennes nouvelles conditions.

Nous avons accepté le déploiement de l’armée dans la région frontalière mais nous ne cachons pas notre crainte à son propos car nous le mettons face à la gueule du dragon.

Le déploiement de l’armée libanaise protège la souveraineté et l’indépendance; c’est la meilleure alternative et la plus appropriée au déploiement des forces internationales dont on sait qui les dirige.

Le conseil de sécurité ne possède aucune capacité ou possibilité de protéger le Liban, tout ce qu’il planifie, étudie et recherche actuellement, c’est comment protéger Israël.

Nous sommes toujours debout et forts sur le terrain, et c’est une grande réalisation de la résistance

Nous souhaitons l’arrêt de toute agression, mais bienvenue à la confrontation sur le terrain si elle est nécessaire

Notre priorité est de rester debout, dans une solidarité politique, populaire et nationale.

Quant à certaines sensibilités, craintes, banalités ou formes calomnieuses, elles ne servent pas l’intérêt du pays.

## Discours de Sayyid Hassan Nasrullah à la télévision al-Manar

Le secrétaire général du Hizbullah, Sayyid Hassan Nasrullah, a adressé ce soir un message par le biais de la télévision al-Manar, dans lequel il a traité la situation politique et sécuritaire. Il a déclaré:

De nouveau, je m’adresse à vous au moment où nous approchons d’un mois d’agression barbare imposée par les sionistes au Liban, à tout homme libre, toute pierre ou tout lieu au Liban. J’aborderai comme auparavant, plusieurs questions, politiques et militaires. Je commencerai aujourd’hui à parler de certaines évolutions politiques et finirai par les aspects militaires.

Comme introduction à la situation politique et à son évolution, nous partons toujours de la réalité sur le terrain, qui est ferme et solide, ce dont témoigne l’ennemi avant l’ami. Pour ces raisons, ce que j’aborderai au niveau politique dépend toujours de la situation réelle et de l’état de la force aussi, qui poursuit son combat et affronte sur le terrain.

Dès le début de cette bataille, nous avons tenu, dans notre action politique et médiatique, à prendre en compte plusieurs aspects fondamentaux, importants et sensibles. Pour nous, et notamment parce que nous participons à la solution politique ou la confrontation politique, comme on dit, nous avions dès le début affirmé un principe essentiel, celui du maintien de l’unité du rang, de la solidarité nationale et populaire, mais aussi la solidarité officielle au niveau de l’État et de ses institutions, et le renforcement de la position de l’État, et surtout celle du gouvernement pour la négociation et la protection des droits nationaux. Comme je l’ai dit dans un message précédent, assurer la coopération afin que la volonté politique soit au même niveau que la volonté combative et au même niveau de la détermination de la résistance populaire, afin de sortir de cette bataille avec le maintien du minimum de nos droits nationaux et notre dignité nationale.

Pour cela, au cours des semaines dernières, nous avons affirmé plusieurs points dont je voudrai parler.

* Ne jamais entrer dans une discussion politique ou médiatique avec tout partenaire, tout parti ou toute personnalité libanaise, quelles que soient les critiques qui sont adressées ou les paroles émises, même si certaines sont nuisibles et si malheureusement, certaines rapportent exactement ce que disent les responsables israéliens et la presse israélienne. Malgré tout, je confirme à tous mes frères ce que j’ai confirmé au cours des étapes précédentes, de ne pas entrer dans toute discussion politique ou médiatique autour de ces questions, notre priorité étant la résistance, la solidarité politique, populaire et nationale pour préserver les intérêts de notre pays et plus généralement. Quant à certaines sensibilités, certaines craintes, banalités ou formes calomnieuses, elles ne servent pas l’intérêt du pays, et nous devons les dépasser.
* Ce que nous avons demandé aux déplacés de notre peuple, tenace et bon, ce sur quoi j’insiste aujourd’hui, c’est de respecter le milieu dans lequel vous vous trouvez, à propos d’aspects formels, de coutumes, d’habitudes, d’activités ou de slogans ou d’aspects médiatiques. Tout ce qui peut susciter des frictions avec le milieu dans lequel vous vous trouvez, et notamment le milieu qui vous a accueillis avec dignité, honneur et responsabilité, il est de votre responsabilité et de votre devoir aussi de prendre cet aspect en considération, car il y a, de temps à autre, ceux qui suscitent des frictions précises pour diffuser la faiblesse, l’abattement ou le trouble au sein des déplacés et des expulsés, milieu tenace, parmi ceux qui les ont accueillis, car cela aide l’Israélien, en premier lieu, tout trouble sur le front de la résistance rapprochant l’ennemi de la réalisation de ses buts.
* concernant la ville de Beyrouth, plus précisément, nous avions souhaité et je souhaite que les associations des jeunes, que les frères dans les partis et les gens en général, évitent les manifestations et les grands rassemblements, afin de ne pas donner l’occasion à certains de profiter d’un vide sécuritaire d’où sortiraient des slogans et des slogans contraires, suscitant des divisions dans la rue. L’essentiel est, à ce niveau, notre souci et tentative de demeurer dans une solidarité gouvernementale et politique dans le pays, soit sur les plans politique et officiel.

Dès le début, nous avons remarqué que les Israéliens et les Américains tiennent et incitent à susciter la sédition et la division entre les Libanais, au sein du gouvernement libanais et entre les forces politiques. La preuve en est que, dès les premiers jours, nous avons lu dans les médias israéliens que nous suivons, certains responsables et de grands journalistes israéliens dire qu’il y a des parties du gouvernement libanais qui les contactent, qui leur demandent de ne pas cesser leurs attaques, de poursuivre, et que c’est l’occasion historique et en or pour détruire la résistance au Liban, et notamment le Hizbullah au Liban. Bien évidemment, nous ne croyons pas ces paroles israéliennes que nous considérons séditieuses.

Ainsi, un dernier exemple, ce qu’a exprimé hier ou avant-hier John Bolton, le délégué américano-sioniste au conseil de sécurité de l’ONU, sur une station de télévision américaine, lorsqu’il a entendu que le gouvernement libanais avait des réserves ou des oppositions au projet de la résolution américano-française présenté au conseil de sécurité. Il a dit avoir été surpris par l’attitude du gouvernement libanais, car il dit avoir coordonné cette décision ou ce brouillon avec le gouvernement du Liban et celui d’Israël. Ces paroles, nous ne les acceptons pas car le but est de diviser les forces participant au gouvernement, de susciter la division entre la résistance et l’État. Dans tous les cas, il est évident qu’il y a des efforts clairs et sérieux, sur les plans politique, médiatique et propagandiste, déployés pour briser cette solidarité qui est née. Cela a été clair tout au long de ces jours et semaines de la guerre en cours.

À partir de là, nous avons agi et nous nous sommes comportés avec responsabilité, lorsque le chef du gouvernement a présenté le plan des sept points, qui a été discuté par le gouvernement. Nous avons traité cette proposition de manière positive bien que nous ayions des réserves sur certains points. il y a des points que nous ne remettons pas en cause, sur le principe mais qui nécessitent des discussions au niveau des détails et j’ai noté ces questions dans le procès-verbal de la séance. Mais nous tenons tous à présenter une approbation collective sur ce plan afin d’affronter le monde. C’est ce que j’ai indiqué dans mon précédent message. Nous avons dépassé, sur le plan médiatique, nos réserves et nos remarques, et le gouvernement libanais a présenté le plan en sept points pour présenter une proposition ou une vision pour traiter politiquement l’arrêt de l’agression et de la guerre, et sur lequel nous pouvons nous appuyer devant la communauté internationale et les pays arabes. Puis les pays arabes sont venus pour appuyer et soutenir le plan du gouvernement libanais, composé des sept points. Dans certains de ces points, il est question du déploiement de l’armée.

Quoiqu’il en soit, le gouvernement libanais a présenté le plan en sept points, qui fut accueilli par les Américains et les Français par un brouillon de projet présenté au conseil de sécurité dont le moins qu’on puisse dire est qu’il est injuste et inique, qui donne aux Israéliens plus qu’ils ne veulent et plus qu’ils ne demandent. Dans tous les cas, nous nous sommes contentés et nous nous contentons d’étudier avec minutie, globalité, précision et fermeté le commentaire présenté par le président du parlement, Nabih Berri, à ce projet de résolution américano-française présenté au conseil de sécurité.

La réponse au plan des sept points et à la solidarité libanaise a été ce brouillon préparé avant de prendre une décision, qui veut en réalité donner aux israéliens par la politique et la pression internationale ce qu’ils n’ont pas réussi à obtenir par le combat. Des tentatives libanaises, arabes et internationales, furent déployées, d’une façon ou d’une autre, pour modifier le projet de la résolution américano-française, selon les demandes libanaises, comme cela apparaît dans le plan des sept points du gouvernement. Au cours de ces actions politiques et diplomatiques et cette bataille politique et diplomatique importante, apparaîtront certainement ceux qui se tiennent aux côtés du Liban et ceux qui préfèrent absolument Israël au Liban. Au cours du déroulement de ces actions politiques, il nous fut dit que si le gouvernement prenait l’initiative, se réunissait et décidait de déployer l’armée libanaise à la frontière, et l’annonçait notons que l’armée se trouve déjà au sud, il y a déjà au sud du Litani, en réponse à ceux qui parlent de déployer l’armée au sud, mais l’armée ne se trouve pas près de la région frontalière, où se trouve uniquement une force officielle composée de la sécurité intérieure, de quelques appareils sécuritaires et des services de renseignements de l’armée.

On nous dit que si le gouvernement annonçait l’envoi de 15.000 soldats pour se déployer dans toute cette région, cela aiderait beaucoup le Liban, aiderait aussi les amis du Liban pour faire pression en vue de modifier le brouillon de la résolution qui se prépare et se discute au conseil de sécurité, et ouvrirait la voie à un traitement politique approprié qui conduirait à l’arrêt de l’agression sur le Liban.

Malgré la proclamation du gouvernement libanais de sa décision, affirmant qu’il était prêt, à l’unanimité, et beaucoup se sont arrêtés sur le terme d’unanimité, le résultat est que, jusqu’à présent, l’administration américaine tient toujours à ses conditions, s’appuyant sur son arrogance et son dédain. Aujourd’hui même, elle a envoyé M. Walsh simultanément avec la décision du cabinet restreint israélien d’élargir les opérations terrestres pour terroriser le gouvernement libanais et les Libanais, semer la peur et faire pression sur eux les amenant à accepter les conditions nouvelles anciennes que Walsh a apportées au Liban.

Quoiqu’il en soit, sur la situation politique, un point que je voudrai commenter et auquel je voudrai répondre, car il fut soulevé par les politiques et les médias. Il doit être expliqué et clarifié, il s’agit de notre position vis-à-vis du déploiement de l’armée dans la région frontalière. Nous nous opposions, dans le passé, au déploiement de l’armée sur la frontière non par doute envers cette armée qui est une armée nationale, et depuis des années nous louons cette armée, sa doctrine, sa direction et sa composition, et avions exprimé plus d’une fois notre confiance en sa direction, ses officiers et ses soldats, car cette armée fait partie du peuple, ses hommes, ses jeunes et ses fils, et elle n’est pas différente de ce peuple fier et fidèle.

Lorsque nous nous opposons ou exprimons notre réserve, non pas par crainte de l’armée, car on ne peut craindre une armée composée des fils du peuple, mais en réalité, nous avons peur sur cette armée lorsqu’elle se déploiera sur les frontières internationales, car la question est claire, nous mettons une armée régulière sur la frontière internationale face-à-face avec un ennemi qui peut l’agresser à tout moment, c’est comme mettre l’armée dans la gueule du dragon, comme on dit en langage familier, «dans la gueule du canon», une armée qui ne possède ni chars ni blindés, ni arme aérienne, ni couverture aérienne suffisante, peut à toute agression, subir une destruction entière en l’espace de quelques jours. Les affrontements qui se déroulent actuellement au Sud confirment cela, la résistance est encore debout, jusqu’à présent, à Ayta Shaab, Kfarkilla, Adayse, Taybe, Bint Jbayl, Aytaroun et les villages avancés car il ne s’agit pas d’une présence classique et régulière, la résistance a une manière particulière de se trouver, même sans couverture aérienne. L’ennemi bombarde, frappe et détruit mais ne peut entamer la volonté des combattants ni leur capacité à se mouvoir.

Nous craignons pour cette armée dans la zone frontalière. Et aujourd’hui, je dis que nous avons accepté, dans le gouvernement, et je reviendrai sur des considérations à propos du déploiement de l’armée dans la région frontalière, mais nous ne pouvons cacher notre crainte à son propos, car quand nous envoyons l’armée à la région frontalière, dans son état actuel et ses possibilités actuelles, alors que les questions suspendues entre le Liban et l’ennemi israélien n’ont pas été réglées, et notamment si le Liban reste exposé aux incursions israéliennes qui ne se sont pas arrêtées depuis le retrait israélien en 2000 jusqu’à présent, que ce soit par air, mer ou sol, cela signifie que nous la plaçons devant la gueule du dragon. Nous craignons pour cette armée.

Il y a aussi une autre crainte, que nous avions aussi expliquée, nous disions que lorsque l’armée va à la frontière, il faut qu’elle soit le gardien du Liban et le défenseur de la patrie et non le défenseur de l’ennemi.

Cette fonction, qui est de protéger la patrie et non de protéger l’ennemi n’est pas liée à la décision de la direction de l’armée mais à la décision du pouvoir politique.

Au cours de la dernière réunion du gouvernement libanais, il a été dit et décidé que la fonction essentielle de l’armée est de défendre et de protéger la patrie, en se maintenant sur la frontière et en assurant la sécurité intérieure. S’il y a une décision claire, cette crainte n’a pas lieu d’être effectivement.

Ensuite, si l’ensemble considère que le déploiement de l’armée aide à trouver une issue politique amenant à l’arrêt de l’agression, et c’est une issue nationale honorable pour nous, et que ce qui sera déployé sur la frontière est une armée nationale et non des forces d’invasion ou des forces mercenaires, ou bien des forces agissant sous les ordres des ennemis.

Une armée nationale qui agit sous les ordres du gouvernement libanais élu. En ce sens, c’est une issue que nous acceptons malgré les craintes que nous avons évoquées auparavant, et nous ne serons pas un obstacle devant une décision ou un choix de ce genre.

Ce sont donc ces considérations. Le déploiement de l’armée libanaise sera ce qui protège la souveraineté et l’indépendance, et il s’agit de la meilleure alternative et la plus appropriée au déploiement de forces internationales dont on ne sait d’où elles reçoivent leurs ordres, ni quelle seront leur mission et fonction. Nous l’avons dit, et nous sommes unanimes sur les sept points, que le renforcement des forces de l’UNIFIL peut être un élément aidant l’armée libanaise pour assurer sa mission et jouer son rôle.

D’autres choses ont été évoquées sur la période après le déploiement de l’armée libanaise dans la zone frontalière, ou plus précisément, la poursuite de son déploiement dans la région située au sud du fleuve Litani, je ne discuterai pas ces points actuellement et les laisserai pour des discussions internes, car l’attention extrême, la responsabilité et la solidarité m’imposent cela, en cette période, pour plusieurs raisons.

Aujourd’hui, et malgré l’unanimité nationale libanaise à propos du plan du gouvernement et notre attachement aux sept points, nous trouvons aujourd’hui que les Américains continuent à empêcher toute possibilité d’arriver à un projet de résolution qui prenne en compte les revendications nationales libanaises et les droits nationaux libanais. L’Américain s’active pour imposer les conditions israéliennes sur le Liban et réaliser les intérêts généraux d’Israël au dépend de l’intérêt du Liban.

Je voudrais faire appel à nouveau à la volonté politique, à la ténacité politique, au refus de se plier aux ordres et pressions américaines, quelles que soient ces pressions et quelle que soit la situation sur le terrain, qui est une situation ferme, puissante, que j’aborderai tout à l’heure.

J’appelle le gouvernement libanais à une fermeté politique plus importante, à s’accrocher au plan des sept points sur lesquels nous nous sommes entendus, tous ensemble, en tant que Libanais, car toute infraction à un article de ce plan, considéré par nous comme garantissant le minimum des droits nationaux et des revendications, est une rupture de cette unanimité que nous avons tenu tous à maintenir au cours des étapes précédentes.

J’aborde actuellement le climat de la guerre en cours, dans sa partie militaire. Au cours du dernier discours télévisé, j’avais dit que l’ennemi va avoir recours, à cause de ses défaites militaires qui se poursuivent jusqu’à présent, à encore plus de frappes sur les infrastructures et les constructions civiles, à l’agression sur les civils, et c’est effectivement ce qui est arrivé, les massacres, la Békaa, jusqu’à Chiyah et Ghazieh, et d’autres lieux innombrables. Là se clarifient les mensonges sionistes répétés par leurs dirigeants et leur presse, que l’ambassadeur israélien a reprises aux Nations-Unis. Ils disent qu’ils bombardent ici et là car il y a des plate-formes pour les fusées que le Hizbullah utilise. Est-ce que ces plateformes se trouvaient au sein du cortège funèbre à Ghazieh pour qu’ils bombardent la ville lors de la procession funèbre des martyrs tombés? Est-ce qu’un quartier habité par des familles, des hommes, des femmes et des enfants à Chiyah cache ou pose sur ses toits des plateformes de fusées qui visent les sionistes? Ce sont des paroles mensongères et creuses, la tuerie des civils, des hommes, des femmes et des enfants est intentionnelle, car le seul moyen douloureux donné à cet ennemi barbare incapable militairement est de faire couler le sang pour faire pression sur les Libanais, la résistance et l’État, est de poursuivre à frapper les habitations, à détruire systématiquement les maisons, les immeubles. Dans la banlieue sud, par exemple, il y a des immeubles vides, mais tous les jours, il vient et détruit encore quelques-uns.

Est-ce qu’il ne s’agit pas de crimes de guerre? Tuer des femmes et des enfants n’est pas un crime de guerre? Tuer des enfants qui n’ont aucun lien avec la direction ou les combattants du Hizbullah n’est pas un crime de guerre ? N’est-ce pas un crime de guerre que de poursuivre la destruction de ce qui reste comme infrastructure libanaise? Est-ce que quelqu’un peut croire que tous ces ponts, toutes ces routes et ces infrastructures ont été détruits pour empêcher les liaisons de la résistance ? Est-ce que c’est logique ? Alors que nous savons que la destruction de l’humain et des infrastructures est menée pour faire pression sur les Libanais, la tuerie des civils vise à faire pression sur les Libanais, la destruction des maisons aussi, afin qu’ils se plient et se soumettent et acceptent les conditions israéliennes pour lesquelles la guerre a été déclenchée.

En réalité, il est triste, regrettable mais non étrange que le conseil de sécurité prépare des brouillons de projets de résolutions qui ne contiennent aucun reproche aux sionistes concernant tous les crimes de guerre et les massacres, les actes de génocide collectif perpétrés au Liban, ni la destruction systématique au Liban. Que l’on capture deux soldats israéliens dans une pure opération militaire et voilà qu’elle mérite toutes les condamnations et les dénonciations de la communauté internationale, mais les réactions à ce qui détruit la pierre, à ce qui tue l’humain et la violation de toutes les lois et les coutumes sont dénuées de tout reproche!

Nous ne sommes pas étonnés par le fait que le conseil de sécurité soit incapable de condamner Israël pour avoir tué ses soldats agissant dans le cadre de ses forces au sud du Liban. Bien évidemment, ce conseil est incapable de condamner Israël pour le massacre de Cana, il sera également incapable, du fait du veto absolu américain, de reprocher à Israël tous les agissements sauvages dans la guerre en cours.

Deux leçons sont à tirer dans ce déroulement, la première est de comprendre cet ennemi à la nature agressive, criminelle et barbare, près duquel nous vivons et avec lequel ils nous demandent de vivre en paix, vivre en paix aux côtés d’un tueur d’enfants, d’un tueur de femmes, d’un destructeur de maisons, d’un barbare qui n’a aucune limite à sa sauvagerie et sa barbarie.

La seconde leçon est de connaître que le conseil de sécurité de l’ONU ne possède aucune capacité ou possibilité pour protéger le Liban, et tout ce qu’il planifie et étudie aujourd’hui, et décide, c’est comment protéger Israël et non comment protéger le Liban.

J’aborde maintenant la situation militaire directe et dis, oui, sur le terrain, nous sommes toujours debout, nous sommes toujours forts, et cela est en soi une réalisation importante de la résistance, et une défaite importante pour l’ennemi, selon les buts qu’il s’est fixé.

Nous nous battons toujours dans les villages avancés, tout en sachant que nous ne sommes pas tenus de nous accrocher à la géographie, mais les résistants courageux insistent pour rester et à se battre jusqu’au dernier coup, tant qu’il leur reste des coups, tant qu’il y a encore une grenade, tant qu’il y a encore une fusée, et tant qu’il y a encore une possibilité de se battre, ils poursuivent le combat.

Imaginez que la bataille, jusqu’à cet instant, se poursuit toujours dans Ayta Shaab, directement sur la frontière, ainsi que dans les autres villages frontaliers, vos enfants et vos frères, les combattants de la résistance, font des miracles en réalité, et présentent un exemple de combat, un exemple de vaillance, un exemple de courage rare dans l’histoire et non seulement à l’époque contemporaine.

Nous combattons dans les villages avancés, mais également dans les positions avancées. Hier, les combattants de la résistance islamique ont attaqué une position militaire israélienne à Jill al-Allam, située à la frontière, ils se sont battus aussi à Labouna, à la frontière, et ont occasionné des morts et des blessés dans les rangs de l’ennemi. Vos frères combattants sont toujours dans les rangs avancés, ils se battent et prennent l’initiative.

Les Israéliens peuvent s’infiltrer la nuit dans quelques vallées et faire des descentes dans plusieurs positions à l’arrière, mais à peine les combattants les découvrent qu’ils les attaquent et leur causent des pertes. Les Israéliens avouent eux-mêmes aujourd’hui qu’ils transportent les équipement et les aides par hélicoptères et les animaux, car le mouvement de leurs machines et de leurs tanks est à découvert sur la terre du sud, ce qui les met en position de proie faciles pour les combattants de la résistance. C’est actuellement la situation sur le terrain, plusieurs chars Merkava ont été détruits, et ce détail est important, et je citerai plus de soixante chars Merkava détruits jusqu’à présent, ainsi que plusieurs bulldozers militaires, des véhicules de transport de troupes, soit dans l’ensemble plus de cent chars, véhicules de transports et bulldozers détruits jusqu’à présent.

Et je ne parle pas des colons tués ou blessés, mais seulement des officiers et soldats. Il y a plus de 100 officiers et soldats tués jusqu’à présent dans les affrontements, et plus de 400 officiers et soldats blessés. Des dizaines sont dans un état critique, d’après les aveux de l’ennemi même. C’est l’état de la confrontation sur le terrain. Concernant les tirs de fusées, l’efficacité de la résistance est au même point que lors de ses premiers jours. Hier, Olmert a déclaré que le Hizbullah n’est plus comme il l’était, mais vos fils et frères, combattants de la résistance, ont répondu en lançant près de 350 fusées sur les différentes bases militaires, les colonies sionistes au nord de la Palestine occupée, et jusqu’à cet instant, l’ennemi a échoué à affaiblir cette capacité des fusées du Hizbullah et de la résistance, ce qui les oblige à rester encore dans les abris ou à partir

en grand nombre, à des dégâts économiques financiers et humains importants que l’ennemi continue à taire.

Remarquez qu’au cours des guerres arabes, les Israéliens dévoilaient ce qu’ils avaient mais pas les Arabes, mais aujourd’hui, lorsque le Liban est bombardé, lorsqu’un immeuble est détruit ou que des martyrs tombent, ou que des massacres sont commis, malgré l’impact psychologique négatif de ces scènes, parfois, tout ce que nous avons, nous le disons, mais chez les sionistes aujourd’hui, tout est caché. Où sont tombées les centaines de fusées, ils parlent actuellement de plus de 3.000 fusées tombées chez eux, et je vous confirme que ces fusées sont maîtrisées, divinement, mais aussi techniquement et technologiquement, elles ne frappent pas à l’aveuglette.

Les Israéliens ont installé un barrage médiatique en fer. Ils diffusent parfois à certains médias qu’une fusée est tombée sur une route abandonnée, dans un bois ou dans une vallée, pour entamer la détermination des résistants et leur dire que vos fusées sont vaines. Mais si les fusées de la résistance sont vaines, qu’ils permettent

aux médias du monde de photographier les endroits visés par les fusées de la résistance, comme cela se passe au Liban où les journalistes se déplacent et voient toutes ces régions, prennent des photos et dévoilent au monde où se trouvent et où tombent ces tonnes d’explosifs lancées par les avions de l’ennemi.

Aujourd’hui, le cabinet restreint sioniste nous a sorti une décision d’élargir l’opération terrestre, simultanément avec la visite du secrétaire et du ministre américain des affaires étrangères, M. Walsh, au Liban. Est-ce que cette décision fait partie de la guerre psychologique pour faire pression sur les Libanais afin qu’ils acceptent ce que leur propose M. Walsh, ou cette décision est-elle sérieuse et effective sur le terrain?

Quelle est la limite de cette décision, est-ce qu’il s’agit d’élargir encore plus que l’étape actuelle ou bien arriver au fleuve Litani? Jusqu’à présent, en tout cas, les Israéliens n’ont pu réalisé la maîtrise de la bande frontalière auquel ils veulent revenir, comme ils le disent, et je dis que les combats se déroulent toujours à Jill al-Alam et Labouna et dans les villages avancés et les positions avancées. Il est possible que l’ennemi se concentre sur l’axe de Taybeh, qui est le point le plus proche du fleuve Litani, pour dire au monde, nous sommes arrivés au fleuve, ce point qui sépare entre le doigt de la Galilée et le fleuve du côté de Taybe, mais il s’agit que d’un point de séparation simple et modeste.

Je dis aux sionistes, vous pouvez venir à tout endroit, vous pouvez envahir, descendre vos forces héliportées et entrer dans ce village, ou cette zone, et ces paroles ne sont pas nouvelles, mais cela vous coûtera trop cher, vous ne pourrez pas rester sur notre terre.

Si vous entrez dans notre chère région du sud, nous la transformerons en cimetière pour les envahisseurs sionistes. Ceux qui vous combattent dans les rangs avancés, qui vous combattent avec courage sur le terrain, vous attendent dans chaque village, dans chaque vallée, et à toute étape nouvelle, des milliers de combattants vous attendent prêts et déterminés, des courageux qui prennent exemple de leurs frères qui continuent à vous combattre sur les lignes avancées sur le terrain.

C’est ce qui vous attend, c’est ce que nous aimons et souhaitons, nous voulons arrêter cette agression, et toute agression, mais s’il nous faut nous battre, bienvenue au combat sur le terrain, comme cela se déroule actuellement. Vous êtes les lâches qui tuez nos femmes, nos enfants et nos vieillards, et détruisez nos maisons. Nous, nous tuons vos officiers, vos soldats, nous détruisons vos chars et vos bases, et c’est la réalité honorable par laquelle nous faisons face à vous.

En conclusion, je voudrai affirmer aux Libanais avant tout et au gouvernement libanais que, malgré les souffrances des déplacés, de ceux qui sont debout et des civils, le Liban s’appuie toujours sur une situation ferme sur le terrain, c’est l’ennemi qui est troublé, incapable, en situation d’échec jusqu’à présent. Par une mesure inhabituelle, il isole le commandant de la région nord et convoque le secrétaire du chef de l’armée de l’ennemi pour conduire le front, il s’agit d’une évolution importante et dangereuse, que les experts militaires comprennent bien.

J’appelle les Libanais et le gouvernement libanais à une fermeté plus grande, semblable à la résistance ferme, et j’appelle notre peuple déplacé aussi et ceux qui les ont accueillis à un peu de patience car vous, et surtout après ces sacrifices, vous avez exprimé et dit, vous avez refusé la faiblesse, l’humiliation, la soumission, la réalisation des intérêts de l’ennemi au dépend des sacrifices et du sang des martyrs et tout ce qui a été donné jusqu’à présent.

Et j’adresse à l’ennemi les paroles du maître des martyrs, notre dirigeant Sayyid Abbas Al-Musawi, qui avait dit: «Jusqu’à présent, vous n’avez vu qu’une partie de notre puissance», bienvenue à l’opération terrestre de grande envergure et vous verrez toute notre puissance, si Dieu le veut.

Pour les Arabes de Haïfa, un message spécial. Je vous dis que nous sommes tristes pour vos martyrs et vos blessés, je vous prie, et je m’adresse à vous, vous demandant de quitter cette ville, et je souhaite que vous le fassiez. Au cours de la période précédente, votre présence et ce qui vous a touché nous a amenés à hésiter à frapper cette ville, malgré les bombardements quotidiens sur la banlieue sud, que Haïfa soit bombardée ou non, l’intérieur du Liban est bombardé. Je vous prie de nous soulager de cette hésitation, de préserver votre sang qui est le nôtre, et de quitter cette ville.

À tout combattant de la résistance, à tout combattant qui poursuit le combat, à tout combattant qui attend le moment, à tous les vivants et héros qui sont sincères envers ce qu’ils ont promis à Dieu et qui n’ont pas reculé, et ne reculeront pas si Dieu le veut.

Mes frères, vous avez mené le combat de la meilleure manière qui soit jusqu’à présent, vous avez accompli des miracles, vous êtes devenus la légende. Le monde entier vous regarde, et les nobles de ce monde vous regardent.

La nation et les Libanais comptent sur vous, les familles des martyrs qui sont tombés, les blessés qui portent les douleurs de l’exil et les douleurs de la résistance, tous les libres de ce monde vous regardent. Vous êtes aujourd’hui comme vous étiez, comme vous l’avez dit et comme nous le disons, vous êtes l’espoir, vous êtes le pari et vous êtes la victoire qui arrive.

Notre invocation et nous-mêmes sommes à vos côtés, que Dieu vous aide, consolide vos pas, vous rende puissants et vous accorde la victoire, vous les plus nobles des créatures de Dieu. Avec vous, nous ne verrons que la victoire, la fierté, la dignité, et la conclusion de cette bataille ne sera que la honte et la défaite pour nos ennemis sionistes et pour tous ceux qui acceptent leur agression et parient sur cette agression.

*Traduit par Centre d’Information sur la Résistance en Palestine*

**Source :** *http://www.ism-france.org/news/imprimer\_article.php?id=5258&t*

|  |
| --- |
| 'Hezbollah drugs ring' broken up |
| |  | | --- | |  |   Police in Ecuador say they have broken up an international drugs ring which was raising money for the Islamic militant group, Hezbollah.  The authorities have declined to give details of the gang's alleged links with the group, but say it was sending Hezbollah up to 70% of its profits.  Ecuadorean officials say the drugs network was run by a Lebanese restaurant owner in the capital, Quito.  Officials are hailing it as a success in both the war on drugs and on terror.  Arrests abroad  Along with the restaurant owner, identified as Rady Zaiter, who was arrested in Colombia last week, six other suspects were also detained in Ecuador.  They are said to originate from Algeria, Ecuador, Lebanon, Nigeria and Turkey.  The police investigation, codenamed Operation Damascus, led to the arrests of a further 19 people in Brazil and the United States.  Police say that the gang were obtaining cocaine from neighbouring Colombia and trafficking it to Europe, the Middle East and the rest of South America.  The drugs were either hidden in suitcases with false bottoms or in the stomachs of couriers.  The BBC's Elliot Gotkine says airport officials are said to have been bribed to turn a blind eye.  Ecuadorean police say that each drugs shipment was worth $1m and that up to 70% of the profits went to the Islamic militant group Hezbollah.  Hezbollah – or Party of God – emerged in Lebanon in the early 1980s and became the region's leading radical Islamic movement, determined to drive Israeli troops from Lebanon. |  |  |



**Source :** [*http://www.aloufok.net/article.php3?id\_article=3309*](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3309)

# Désinformation:

# le «cas concret rwandais»



*Par le Colonel (er) Jacques HOGARD[[144]](#footnote-144),*

*ancien Commandant du groupement sud de l’opération Turquoise au Rwanda (1994),*

*Président d’E.P.E.E[[145]](#footnote-145).,*

«L’important n’est pas la réalité de la vie

mais ce que les gens croient»

*Roger Mucchielli*

**A**lors officier de Légion, j’ai participé durant l’été 1994, comme Commandant du Groupement Sud, à l’opération Turquoise (21 juin - 21 août 1994), déclenchée avec l’aval de l’ONU (résolution 924) dans le sud-ouest du Rwanda pour y établir une Zone Humanitaire Sûre durant une période limitée à 2 mois…

Je n’avais jamais servi auparavant au Rwanda, ni au titre de la coopération militaire (des accords militaires de coopération avaient été signés par la France et le Rwanda en 1975), ni au titre des opérations militaires déclenchées par la France, d’octobre 1990 à décembre 1993 (dates du déclenchement et de la fin de l’opération Noroît), puis en avril 1994 (évacuation des ressortissants français et étrangers de Kigali au début des massacres qui allaient devenir le génocide de 1994).

D’emblée, le contexte de l’opération m’apparut singulier et pour le moins sensible et «controversé»…

En effet, à peine arrivé au Rwanda, je me souviens d’avoir été aussitôt interviewé par des médias anglo-américains et d’avoir été interloqué par la question qui m’était ingénument posée de savoir si je n’avais pas «honte» d’intervenir au Rwanda «après ce que la France y avait fait ou laissé faire»!

Depuis, devant l’ampleur des accusations portées contre notre pays et son armée, dans le monde entier mais également en France, y compris au sein de grands médias, j’ai acquis la conviction que les dramatiques évènements du Rwanda faisaient l’objet d’une opération de désinformation, d’ailleurs parfaitement menée et réussie jusqu’à ces derniers temps…

Si l’on en croit un expert, Vladimir Volkoff[[146]](#footnote-146), la désinformation est la «***manipulation de l’opinion publique, à des fins politiques, avec une information traitée par des moyens détournés***».

Volkoff précise que «*généralement, lorsqu’un désinformateur a recours à des mensonges purs et simples, à la longue, on les découvre, sans d’ailleurs que cela modifie nécessairement l’effet de l’opération*»! Il donne à l’appui de ses affirmations quelques exemples historiques récents:

* «*le charnier de Timisoara était bien une morgue mais Ceausescu a bien été renversé*»;
* «*les armes de destruction massives dénoncées par le Pentagone et prétextes de l’intervention alliée en Irak, n’existaient pas mais Saddam Hussein a bien été renversé*»;
* «*les 100.000 morts albanais au Kosovo n’étaient en réalité «que» moins de 4.000 mais la Serbie a bien été chassée de sa province septentrionale*»…
* etc…

Aussi bien, on pourrait rajouter:

* «**La France n’était pour rien dans le déclenchement du génocide rwandais en 1994 mais son influence est aujourd’hui réduite comme jamais en Afrique**»!

L’opération de désinformation concernant le Rwanda est en effet très intéressante à analyser, car elle a abouti à deux effets conjoints, indiscutables, et non des moindres:

Au travers de sa soi-disant culpabilité dans le génocide rwandais,

* La France a réellement perdu en 14 ans l’essentiel de son influence en Afrique, au point de n’être plus aujourd’hui qu’un spectateur plus ou moins passif de la lutte que se livrent Chinois et Américains pour le contrôle stratégique du Continent noir et de ses formidables réserves de matières premières; y compris en Afrique francophone;
* Face à cette situation, la France, frappée d’un terrible complexe, voire de remords, n’a plus de politique africaine digne de ce nom et ne semble pas prête à s’en doter de manière claire et déterminée. L’exemple ivoirien est à ce titre très significatif.

**L’approche Volkoff**

Si l’on en croit Volkoff, une opération de désinformation se présente toujours comme une opération d’information, mais quatre symptômes permettent cependant de l’en différencier et de prendre conscience de la réalité des choses.

Il me semble par conséquent très intéressant d’appliquer sa «grille des symptômes» au cas rwandais:

* *«****Tout le monde dit la même chose. Or, il est si peu dans la nature des hommes de penser la même chose****»…*

Sur l’affaire rwandaise, lisez la presse, internationale et française, écoutez les radios et regardez les télévisions: tout le monde (ou presque) est unanimement persuadé de la même vérité: «il y a eu un terrible génocide au Rwanda en 1994» (ce qui est vrai) «et la France, qu’elle le reconnaisse ou non, a une importante part de responsabilité dans le déroulement de cette tragédie» (ce qui est faux).

* ***«L’opinion est surinformée d’un seul aspect de la question au détriment des autres. Et pourtant, «malheur à l’homme d’un seul livre» et «il faut écouter tous les sons de cloche». Si nous croyons avoir lu tous les livres, et si nous croyons avoir entendu tous les sons de cloche et que ceux-ci ne nous ramènent qu’à une seule vision du problème, c’est que quelqu’un l’a voulu ainsi et qu’il y a de la prestidigitation là-dessous****»…*

L’ensemble des médias, des livres parus – à de très rares exceptions près, aussitôt suspectes et rapidement diabolisées (faut-il rappeler le cas exemplaire de la parution de l’ouvrage du journaliste Pierre Péan, hier adulé, et depuis lors taxé de tous les épithètes: «raciste, négationniste, truqueur au service des militaires et de la mémoire de son ami François Mitterrand) – s’est attaché à la description du génocide des Tutsis (et, on l’oublie souvent, d’innombrables Hutus modérés!) comme le seul fait de la majorité hutu (ce qui est vrai mais insuffisant sans autres explications), soutenue sans faiblir par la France (ce qui est faux).

* ***«Tous les bons sont d’un côté, tous les mauvais de l’autre. Or, la réalité d’expérience est rarement manichéenne. Sans doute y a t-il des causes justes et des causes injustes, mais il n’arrive jamais que tous les justes soient d’un côté, et tous les salauds de l’autre. Toute présentation de l’information qui tend à nous faire croire une chose aussi peu naturelle est suspecte parce qu’elle relève de l’idéologie du western, où la couleur du chapeau Stetson – blanc ou noir – permet de reconnaître les bons des mauvais. Cette simplification outrancière plaît à l’enfant qui est en nous et nous sommes toujours prêts à nous faire duper de cette manière, autant par paresse de l’intelligence que par innocence du cœur****».*

Les «bons»: ce sont bien sûr les victimes, les martyrs du génocide: les Tutsis (on oublie volontairement les Hutus exterminés, tant par leurs frères Hutus, qu’auparavant ou par la suite, par les Tutsis!), mais aussi leurs libérateurs: le FPR (Front Patriotique Rwandais), l’Ouganda, et l’opinion mondiale, meilleure amie des Tutsis et du FPR, Bernard Kouchner compris, mais aussi aujourd’hui, les organisations telles que Voltaire, Golias, Survie, Ibuka, et tous ceux qui dénoncent pêle-mêle «le colonialisme», «l’Église», «François Mitterrand», la «Françafrique», «l’armée française»…

Les «mauvais»: les Hutus et la France qui les a aidés sans faillir (mais non sans contrepartie: la démocratisation forcée du régime!) de 1990 à 1993…

En clair, tous les Hutus sont des salauds, la France officielle aussi, et tous les Tutsis sont intouchables parce que martyrs.

* ***«L’acquiescement de l’opinion débouche sur une psychose collective. C’est là le véritable objectif de toute opération de désinformation. Il faut que le consommateur en redemande, qu’il abandonne tout sens critique, qu’il réclame une confirmation permanente de la désinformation qui lui a été administrée comme un drogué redemande de la drogue, qu’il succombe au «vampirisme» de la désinformation: tout mordu devient mordeur, tout désinformé devient désinformateur».***

Il n’est que de prendre l’exemple du film «opération Turquoise» réalisé par Alain Tasma et Gilles Taurand et diffusé par Canal **+** en novembre 2007, pour vérifier toute la pertinence de ce quatrième symptôme. Tous les poncifs s’y retrouvent, les accusations larvées ou non contre la politique française au Rwanda, les allusions plus que directes au comportement nécessairement partial de l’armée française dans cette tragédie…Ainsi, eux mêmes désinformés, Tasma et Taurand se mettent à désinformer à leur tour, de bonne foi, bien sûr…

**La grille de lecture des Toffler**

Selon les chercheurs américains Alvin et Heidi Toffler ([[147]](#footnote-147)), cités par Volkoff, une opération de désinformation se caractérise par l’emploi de:

* ***L’accusation d’atrocités***

C’est d’autant plus facile ici qu’il y a bien eu d’innombrables atrocités, notamment constitutives du génocide. Mais elles ne sont évidemment imputées et imputables qu’aux seuls Hutus et à ceux qui les ont armés, c’est à dire les Français. En aucun cas à la rébellion tutsie qui est réputée avoir menée sa guerre en dentelles – alors que l’on dispose aujourd’hui de nombreux témoignages, et non des moindres, sur les massacres de grande ampleur pratiqués par elle sur les paysans hutus au cours des quatre années précédant le génocide, et bien après, dans les années qui suivront sa prise du pouvoir[[148]](#footnote-148)

* ***Le gonflement hyperbolique des enjeux***

Dans le cas du Rwanda, si l’on occulte les centaines de milliers de morts d’avant et d’après le génocide, pour la plupart hutus, on se focalise aujourd’hui sur le chiffre communément admis de 1.200.000 martyrs lors du génocide, sous entendu tous tutsis, alors que la seule recherche de la vérité inclinerait à davantage de prudence et de modération dans ce décompte macabre, qui s’avère plus proche de 800.000 morts. Comme s’il fallait absolument atteindre, et mieux!, dépasser le chiffre fatidique de ce million de morts, pour mieux frapper les esprits et les convaincre de l’abomination de ce nouvel Holocauste. Car, là aussi, il est vital de faire un parallèle entre les génocides juif et tutsi…Comme s’il s’agissait de la même chose…

En oubliant de rappeler non seulement les représentations respectives des communautés tutsie et hutue dans cette tragédie mais aussi en oubliant d’en rappeler les vraies responsabilités.

* ***La diabolisation ou la déshumanisation de l’adversaire***

Le régime de feu le président Juvénal Habyarimana (assassiné le 6 avril 1994), plus autoritaire et paternaliste que totalitaire (au contraire de son successeur), contraint à partir de 1990 par François Mitterrand au multipartisme et au dialogue inter-communautaire, a fini par en mourir. Mais il est, sans hésiter, aujourd’hui décrit sans crainte de ridicule, comme une sorte de «nazisme tropical». La raison du plus fort est toujours la meilleure, disait La Fontaine.

Aujourd’hui c’est donc tout un peuple, le peuple hutu (80% de la population rwandaise) qui est ainsi mis à l’index par le monde entier. Il ne fait pas bon être Hutu aujourd’hui, fussiez-vous un saint! La diabolisation a joué et joue pleinement son rôle permettant au régime du président Paul Kagamé tous les excès et toutes les atteintes au droits de l’Homme sans que quiconque ne bouge ou presque dans la communauté internationale.

* ***La polarisation***

Elle consiste à supprimer toute nuance. En désinformation, elle est nécessairement totale. Si vous n’êtes pas aujourd’hui partisan de Kagamé et de son régime, c’est donc que vous étiez hier – forcément- complice du génocide! Si vous accordez quelque crédit aux conclusions du juge antiterroriste Bruguière (qui, clôturant l’enquête sur les circonstances de l’assassinat du président Habyarimana le 6 avril 1994, a eu pour conséquence l’émission par la justice française de 9 mandats d’arrêts internationaux contre l’entourage proche du président Kagamé), c’est donc que vous êtes coupable de complicité de génocide et de crimes contre l’humanité!

* ***L’invocation d’une sanction divine***

On a beau vivre dans un monde laïcisé, l’invocation d’une sanction divine – même non explicite – conserve une connotation moralisatrice intéressante: Si les Hutus en sont là aujourd’hui (sous entendu, s’ils souffrent sous la botte de Kagamé et de son régime), c’est qu’en vérité ils l’ont bien mérité. Allez, la messe est dite!

* ***La métapropagande,***

ou autrement dit, l’art de discréditer l’information venant de l’adversaire en la traitant de «propagande», méthode subtile et efficace.

Les accusations de «révisionnisme», de «négationnisme» à l’encontre des universitaires, chercheurs, journalistes, écrivains, témoins professant un avis divergent voire seulement différent du son de cloche autorisé, soulignent cette évidence. La version imposée de l’histoire, en l’occurrence «le génocide est l’œuvre du régime hutu soutenu par la France» est de l’information. Tandis que le fait de resituer ce génocide dans son contexte, c'est-à-dire celui d’une guerre civile commencée quatre ans plus tôt, jalonnée de massacres terribles de part et d’autre, et poursuivie les années suivantes par d’autres abominables massacres de grande ampleur (en particulier celui de quelques centaines de milliers de réfugiés hutus massacrés par l’armée tutsie dans les forêts orientales du Zaïre durant l’hiver 1995-1996) vous fait immédiatement cataloguer comme négationniste et révisionniste. Deux poids, deux mesures!...La métapropagande a fait son effet.

**\***

**\* \***

Ainsi l’examen de l’affaire rwandaise à la lumière des grilles de lecture des époux Toffler ou de Vladimir Volkoff, est comme on vient de le voir, particulièrement riche de réflexions et d’enseignements. Il ne fait pas de doute que le Rwanda est un magnifique cas école de désinformation.

Il n’est cependant pas d’opération de désinformation qui n’ait à la fois un mobile stratégique et un inspirateur directement intéressé à sa réussite.

S’agissant du Rwanda et de l’Afrique centrale, il faut évidemment rappeler que ce petit pays joue au cœur de cette région des Grands Lacs africains, un rôle aujourd’hui essentiel, de tout premier plan, sans mesure avec son poids démographique, sa superficie ou ses atouts naturels. Il convient à cet égard de lire absolument le passionnant dernier ouvrage du romancier britannique et ancien du MI6, John Le Carré, «*Le chant de la mission*». On y comprend tout des grandes manœuvres permanentes que mènent les grandes puissances mondiales dans cette région du Congo (les provinces orientales de l’ex-Zaïre, le Kivu et le Katanga, qu’on a souvent qualifiées de «scandale géologique»!) pour le contrôle de ses exceptionnelles ressources en minerais rares et variés, notamment le coltan. Le Rwanda de Kagamé, l’ex-chef de la rébellion tutsie formé à Fort Leavenworth qui fut aussi le chef des services spéciaux ougandais, est le fidèle allié des États-Unis. Il en est même le «produit», via les œuvres de l’Ouganda de Museveni. Il est le premier acteur aujourd’hui de cette mainmise militaire sur les fabuleuses richesses minières de la région.

Oui, l’opération de désinformation menée contre le rôle de la France au Rwanda n’est pas anodine. Oui, elle a bien atteint ses objectifs, tactique d’une part: «sortir» la France de la région des Grands Lacs, et stratégique d’autre part: affaiblir grandement et durablement l’influence de la France non seulement dans la région mais dans toute l’Afrique. Les résultats sont là.

**Cellule de crise,**

**fédérer et unifier la communication**

**d’une mission intégrée.**



*Par le Chef de bataillon Martial de REVIERS,*

*de la 121°promotion CESAT/CSEM*

**D**éployées sur des théâtres hostiles, les forces militaires sont associées à des missions civiles qui mènent des actions parallèles. Les nouvelles formes de guerre, démontrent que la bataille la plus longue, la plus difficile est celle de la stabilisation.

**Mener aussi la guerre de l’information…**

Ce terrain est aussi celui de la guerre de l’information qui demeure trop souvent une composante négligée. Cette réelle forme de guerre ne peut être gagnée pourtant que si elle est livrée. La frilosité ou l’absence de préparation des chefs militaires et des diplomates en termes de communication, laisse un espace béant aux forces hostiles qui s’opposent à l’action des missions de maintien de la paix et de reconstruction des États. La présence d’acteurs aux modes d’actions divergents, des contraintes propres aux agences internationales, des militaires peu portés à communiquer abandonnent ce domaine à leurs adversaires, qu’ils soient terroristes ou pudiquement dissimulés derrière une étiquette de «forces négatives».

L’absence de spécialistes de cette guerre, la peur qu’elle inspire aux chefs militaires ont pour effet de discréditer les actions de la Force, passées sous silence, ignorées ou méconnues. En ne menant pas d’opérations de communication, le terrain cédé aux opposants leur donne une légitimité indue. Cette peur de prendre des risques qui serait taxée de pusillanimité dans tout autre domaine, interdit d’exploiter les succès militaires sur le terrain et les victoires tactiques ne débouchent que sur des impasses stratégiques.

**…avec un outil adapté, une cellule de gestion de communication de crise**

L’organisation de la communication de crise subordonnée à chaque composante d’une mission, ne permet pas de faire face aux défis posés par des opposants qui ne s’embarrassent pas de complexes, de contraintes pour déstabiliser les unités sur le terrain. Disposant d’une légitimité forte, les forces déployées la perdent dès lors qu’elles ne mettent pas en œuvre des opérations d’influence, des actions de communication ciblées ou des actions civilo-militaires précises. L’absence de coordination, laisse les acteurs mener seuls des actions dont les objectifs particuliers ne participent pas d’une approche globale ou raisonnée de la problématique de l’image de la force militaire ou du mandat qui est le sien.

Les entreprises civiles confrontées à des crises mettent en œuvre des cellules spécifiques, transverses associant tous les acteurs concernés pour gérer la communication en prenant en compte les contraintes et impératifs de toutes les branches. La description de la structure de réponse à une crise est décrite dans tous les manuels traitant du domaine. Force est de constater que la mesure de bon sens qui consiste à organiser la communication des missions autour d’une cellule de gestion de crise est le plus souvent ignorée.

L’absence de volonté et de maintien du conseiller communication au niveau du chef interdisent de mener des actions efficaces. La perception du sacro-saint commandement de la communication correspond aux idées d’un homme seul, qui s’il devait traiter des problèmes d’un autre domaine saurait déléguer. À tout prendre la communication devrait être traitée comme la logistique, préparée par des spécialistes responsables au service de la mission, imprégnés de son esprit et laissés libres de mettre en œuvre et de décliner un ensemble de mesures de sauvegarde propres à ce domaine.

**La France en Afghanistan:**

**le culte de la contradiction**



*Par le Chef de Bataillon Hubert DUNANT[[149]](#footnote-149),*

*de la 121ème promotion du CESAT/CSEM*

**M**algré les déclarations successives affichant la volonté française de se rapprocher de l’OTAN, la France continue de s’arc-bouter sur une politique afghane dont le fil directeur est parfois difficile à identifier. S’agit-il de préserver notre souveraineté (qui la remet en cause?), d’éviter les pertes humaines à tout prix, de cacher notre frilosité dans l’engagement ou encore d’exprimer sincèrement une position différente de celle de nos Alliés?

Le problème de cette position réside essentiellement dans sa contradiction. D’une part, nous gardons le verbe haut en assurant l’OTAN que l’Afghanistan est l’une de nos priorités. Mais nous évitons soigneusement, d’autre part, de renforcer significativement notre dispositif sur place ou de nous engager, avec des troupes combattantes, dans les régions les plus exposées. On peut discuter le choix français de ne pas mieux partager le fardeau afghan; mais ce qui est gênant, c’est qu’il soit à ce point mal assumé.

* La France se plaint de passer pour le mauvais élève de la FIAS alors qu’elle rappelle à qui veut l’entendre qu’elle est globalement le septième contributeur humain et financier de l’Alliance. C’est oublier qu’aujourd’hui, aux yeux de tous, peu importe la participation à la police du ciel en Islande ou à la NRF. C’est l’implication en Afghanistan qui compte pour rester crédible car c’est elle qui coûte le prix du sang et celui d’un effort diplomatique et économique certain. Libre à nous de consentir que les Néerlandais, les Turcs, les Italiens, les Allemands, les Australiens (non membres de l’OTAN) ou les Polonais alignent plus d’hommes que nous ou acceptent de se battre dans les régions les plus exposées. Mais alors, cessons de donner des leçons au monde entier, en martelant que nous faisons un effort considérable ou que nous misons plus sur la qualité (OMLT) que la quantité (bataillons).
* De plus, si notre manque d’épaisseur en Afghanistan nous décrédibilise aux yeux de nos Alliés, il laisse également se creuser un fossé d’expérience opérationnelle et d’aguerrissement qu’il sera difficile de combler par la suite. Toutes les armées modernes combattent en Afghanistan sauf l’armée française. Le déficit d’enseignements, de mise au point des matériels et d’évolution des procédures risque de se payer cher à l’avenir. Il ne sert à rien de préparer le combat de nos Armées dans 25 ans si nous ne profitons pas du présent pour recueillir les enseignements qui s’offrent aujourd’hui. À force de toujours vouloir être prêt plus tard, nous risquons bien de rater les rendez-vous du présent. Non seulement nous ne remplissons que partiellement les engagements internationaux que personne, pourtant, ne nous force à prendre, mais nous nous laissons, pour très longtemps, distancer sur le plan de la capacité opérationnelle. Nous contribuons ainsi à renforcer l’idée de tous ceux qui ne voient en l’armée française qu’une troupe d’ACM[[150]](#footnote-150) ou de casques bleus.
* Ainsi, et suivant son processus initial, la contradiction de la position continue de s’affirmer. On pourrait discuter à l’infini de la réalité ou non du devoir moral de s’engager plus avant au côté d’Alliés qui luttent pour eux, mais d’une certaine manière aussi pour nous. Ce n’est pas le cœur du sujet ici. Le plus grave est que la France quitte, au fil des mois, le club fermé des armées occidentales de très bon niveau. Les problématiques de nos Alliés sur les contrôleurs aériens avancés et leur formation, la lutte anti-IED[[151]](#footnote-151), le combat interarmées, la pratique de l’anglais opérationnel ne sont que des soucis d’états-majors, partagés par quelques petits détachements qui ont pratiqué le théâtre afghan. Le comportement de ces unités au feu est d’ailleurs d’autant plus remarquable qu’elles doivent composer avec le peu de moyens qui leur est alloué.

En définitive, notre comportement en Afghanistan nous garantit, certes, de limiter les pertes humaines sur ce théâtre. Mais à quel prix? Si nous ne modifions pas nos prétentions, ce grand écart militaro-diplomatique risque d’avoir un goût amer, d’ores et déjà partiellement identifiable: discrédit auprès de nos principaux alliés militaires, incompréhension de nos partenaires politiques, manque de conviction dans la lutte anti-terroriste et sortie progressive du club des armées de tête.

**Quelle réalité pour le soldat de 2008?**



*Par le Chef de Bataillon Frédéric BOS[[152]](#footnote-152),*

*de la 121ème Promotion du CESAT/CSEM*

**L**e projet «armée de terre 2008» qui a sous-tendu l’après professionnalisation fixait un certain nombre d’objectifs à notre outil de défense terrestre. Celui des compétences humaines était crucial: *«Les hommes et les femmes de l’armée de Terre […] sont au centre de cette ambition».* En 2008, l’objectif est-il atteint?

Le thème est d’importance car, in fine, à l’issue d’un processus décisionnel complexe, après la mise en œuvre d’armes ultra-technologiques, c’est le soldat qui sera exposé au feu du combat et devra durer sur le théâtre, quelle que soit son Arme. Dans un environnement évolutif, il subira le choc de la manœuvre ennemie, le terrorisme aveugle ou les foules déchaînées. Nos camarades anglo-saxons le mesurent depuis cinq ans: le soldat est au cœur de l’affrontement.

Force est pourtant de constater, en 2008, que le militaire français n’est pas encore un soldat prêt à faire face aux engagements actuels. Certes, il présente de réelles qualités dont une humanité et une faculté d’adaptation certaines. Mais ses capacités de combattant sont loin des espérances affichées. La principale raison à cela est un truisme cruel: le militaire français ne fait pas la guerre et ne sait plus la faire. Cette situation est héritière d’une conception erronée du métier de soldat, apparue dans les sociétés occidentales à la fin de la guerre froide, dont l’Armée de Terre fut la victime consentante. Pressée de toucher les supposés dividendes de la paix, la France céda au mirage de la guerre technologique et ne vit plus dans son soldat qu’un «gardien de la paix», à la raison d’être plus humanitaire que guerrière. Cette vision réductrice du métier des armes et les choix de structure et d’armement contestables ont fait du soldat une variable d’ajustement aux capacités insuffisantes.

En 2008, le soldat français est, d’une part, mal équipé et, d’autre part, peu préparé. Ainsi, à de très rares exceptions, le soldat français ne s’entraîne plus, ne manœuvre plus et ne s’aguerrit plus. Cette insuffisance de préparation et d’équipement témoigne de notre absence de réalisme sur la dureté des conflits à venir et sur la réelle capacité opérationnelle du soldat français. Ce constat est déjà déchirant pour les unités de mêlée, il est consternant lorsque l’on observe l’Armée de Terre dans son ensemble. Combien de nos personnels sont inaptes au sport, voire au tir (le comble pour un soldat)? Combien savent servir toutes les armes individuelles et collectives de base? Qu’importe me répondra-t-on: «on n’est pas tous fantassins!». Grossière erreur, car il ne s’agit pas de faire de tout soldat un tireur d’élite et un champion olympique, mais de le rendre au moins apte à se défendre et à combattre quelle que soit sa fonction. Le réveil a été brutal pour nos alliés confrontés en Irak aux réalités du combat au sein des populations, et dont les convois logistiques furent attaqués loin du «front»!

Malgré ces leçons l’Armée de Terre n’a pas su s’adapter aux engagements à venir, bousculée par le rythme opérationnel et les réformes incessantes, dont 2008 devait être l’aboutissement. Deux attitudes s’offrent alors au chef: continuer à se bercer de douces illusions et, sans sourciller, projeter en situation «de guerre» un soldat que l’on sait incapable de durer, ou réagir sans peur de froisser les susceptibilités, afin de redonner au soldat français toute la valeur qui fit de lui l’un des meilleurs combattants du XXème siècle.

## Nouveaux engagements, nouveaux soldats:

# de la nécessité d’adapter les militaires à la complexité croissante des engagements, en particulier à la gestion des informations.



### Par le Chef d’escadron Hilaire COURAU,

*De la 121ème promotion du CESAT/CSEM*

**D**epuis les années 90, les engagements se déroulent dans un environnement de plus en plus complexe: cadre urbain, au milieu des populations, contraintes juridiques, interactions avec les politiques, les humanitaires, les media et surtout, abondance croissante d’informations. Le militaire d’aujourd’hui se trouve donc souvent exposé à des situations de plus en plus difficiles. **Le risque induit est que le soldat se trouve projeté à un niveau stratégique, alors que le général, lui, soit placé en situation de gérer le niveau technique.**

En ces temps de «surchauffe», le subordonné n’est pas porté à distinguer l’essentiel du secondaire au profit de son chef: son temps de réflexion, surtout aux grades inférieurs, est extrêmement limité.

Dans nos sociétés occidentales où la prise de risque est limitée au maximum («judiciarisation» croissante, principe de précaution généralisé), les subordonnés ne sont guère encouragés à synthétiser l’information pour le chef, parce que la synthèse est un risque. Enfin, notre société de l’information propose un flux toujours plus important qu’il devient de plus en plus difficile à trier. La tentation est forte de porter toute l’information à la connaissance de son chef: «il ne pourra pas dire qu’il ne le savait pas!».

Cette situation exige d’améliorer le niveau de **recrutement** du militaire. En effet, il ne s’agit plus pour lui uniquement d’exécuter, mais aussi de prendre le temps de la réflexion et de la synthèse; en bref: de prendre ses responsabilités. Ne peut-on pas tirer parti d’une possible réduction du format de nos armées, en élevant le niveau de recrutement sur des critères de capacités de discernement?

Cet état de fait requiert aussi de **former** nos soldats au discernement et à la synthèse. Il s’agit là de fondamentaux: le jeune cadre, par exemple, devra rapidement comprendre qu’avec le problème qu’il présente à son chef, il doit apporter plusieurs solutions argumentées et assorties d’avantages, inconvénients, risques. Ainsi, il augmentera la liberté d’action de son chef en lui permettant de se concentrer sur l’essentiel. On attend aujourd’hui le DEM[[153]](#footnote-153) pour enseigner la science de la fiche-synthèse. Pourquoi ne pas l’aborder dès le BSTAT[[154]](#footnote-154)?

Cette situation impose enfin une **adaptation du chef**. Il doit exiger de ses subordonnés ce travail de synthèse en limitant formellement les travaux qui sont attendus de ceux-ci: compte-rendu formaté à la radio, ordres, fiches ou présentations limités en nombre de pages ou de diapositives. Il a aussi le devoir de laisser une marge d’autonomie croissante aux plus petits échelons, c’est-à-dire de refuser de s’impliquer trop dans le détail. Ainsi, il restera concentré sur le bon niveau.

Il faut se réjouir de l’incitation actuelle des officiers à s’exprimer: c’est permettre une plus grande autonomie qui favorise les prises de position courageuses. Mais que faut-il penser de la généralisation des structures de pilotage, du flux d’indicateurs que le subordonné doit faire remonter vers son chef? Certes, le but est sans doute la rationalisation de la préparation ou la conduite des engagements; mais la contrepartie est le «micro-management» pour le chef, et l’abandon de responsabilités pour le subordonné.

Notre société de l’information, et la complexification des engagements font courir le risque de la confusion des niveaux. Dans un souci d’efficacité, il est nécessaire de revenir à certains fondamentaux, mais aussi d’adapter nos subordonnés comme nos chefs à cette surabondance d’informations.

Soldat urbain,

le caméléon des combats contemporains



# *Par le Chef de bataillon Laurent HASARD,*

*De la 121ème promotion du CESAT/CSEM*

**Inscrivant son action dans un contexte politique et culturel complexe, le soldat mène un combat dans un milieu contraignant. Pourtant, il n’est qu’un acteur parmi d’autres pour rallier les populations et gagner la paix. Par conséquent, son métier évolue et s’adapte à ses nouveaux objectifs.**

**Le soldat urbain mène un combat exigeant.** Celui-ci se déroule dans un milieu contraignant, caractérisé par son cloisonnement géographique et la présence de la population civile. De ce fait, le «Caporal stratégique» prend toute sa dimension. En effet, l’action est menée au niveau tactique le plus bas et en mode décentralisé ce qui augmente les responsabilités des échelons subalternes. Ainsi, le rôle d’un seul individu peut avoir des conséquences sur le déroulement et la réalisation de la mission tout entière. Ayant pour objectif un retour le plus rapide possible à la paix, le conflit urbain contraint le combattant à limiter les destructions d’infrastructures et à une grande réversibilité. La notion de «three blocks war» illustre cette nécessité de pouvoir mener simultanément des actions de combat, de stabilisation et d’aide à la population. De ce fait, le soldat urbain doit pouvoir maîtriser des savoir-faire techniques et tactiques dans un spectre allant de la haute intensité à l’humanitaire et passant par le contrôle de foule. Cette nécessaire capacité à la réversibilité de son action oblige le soldat à une grande vigilance. Ainsi les soldats de l’ONU[[155]](#footnote-155) en Bosnie en 1995 ont vu que leurs interlocuteurs de la veille pouvaient devenir leurs agresseurs.

***Pour répondre à la contradiction quotidienne d’obtenir une victoire militaire tout en préparant un retour à la paix civile, le soldat urbain devient un professionnel averti de son environnement culturel et politique qui adapte en permanence ses modes d’action.***

**Le soldat urbain n’est qu’un acteur parmi d’autres qui doit inscrire son action dans une stratégie globale**. La victoire tactique militaire est une condition nécessaire mais insuffisante pour atteindre l’objectif stratégique: «gagner la paix». Le ralliement des populations civiles est souvent un objectif majeur des conflits contemporains. Le militaire est souvent amené à agir au profit des populations urbaines. Dans l’urgence de la fin d’un conflit, il est souvent le seul présent pour rétablir un minimum de services publics. Le soldat instaure alors un climat de sécurité qui permet ensuite à une administration civile de se mettre en place et aux ONG d’intervenir. Le soldat urbain ne mène plus alors son action seul mais avec des organisations internationales, des autorités locales de police et de justice avec lesquels il doit au minimum se coordonner. Par ailleurs, le milieu urbain est également caractérisé par la présence de nombreux journalistes qui y trouvent des facilités de vie courante et de nombreux sujets à traiter. De ce fait, les opérations armées en ville se déroulent souvent dans un environnement médiatique dense où le soldat doit tenir compte de l’impact de son action sur l’opinion publique locale et internationale.



**Le soldat urbain n’est plus seulement un combattant mais également un agent de l’ordre**. Bien souvent, il ne mène plus une mission purement militaire, mais plutôt sécuritaire, voire administrative et économique.

Ses missions lui imposent de savoir se battre mais également de «gagner les cœurs» en restant au contact de la population, voire en ralliant à sa cause les adversaires de la veille. Il doit redéfinir son rôle sans se transformer en humanitaire ni en administrateur civil mais en ayant la capacité ponctuelle de remplir ces rôles. Sa proximité avec la population est nécessaire au bon accomplissement de sa mission, tant en terme de renseignement que d’action psychologique mais il doit trouver la bonne mesure dans son implication affective. En effet, le risque est de «perdre son âme» en s’attachant à une population qui pourrait être ensuite abandonnée à son sort, de se transformer en justicier ou encore en tortionnaire. Cette nouvelle sociologie du métier de soldat urbain, combattant, agent de l’ordre, administrateur et acteur économique doit être intégrée dans sa formation et sa préparation à l’engagement.

**La revalorisation est morte.**

**Vive la ramification!**



*Par le Chef d’escadron Dominique FERNANDEZ,*

*de la 121°promotion du CESAT/CSEM*

Comment proposer le juste effet au plus bas niveau tactique?

En Afghanistan, l’emploi systématique et efficace d’équipes d’appui feu[[156]](#footnote-156) au niveau de la section de combat par les forces anglo-canadiennes et américaines augure des évolutions nécessaires pour nos structures actuelles d’artillerie. La **nouvelle idée de ramification des équipes dédiées à l’acquisition d’objectifs et au conseil auprès de l’interarmes répond aux besoins actuels des chefs interarmes.** Elle garantit une densification des équipes d’appui feu tout en permettant de proposer dans tout le spectre des appuis disponibles le juste effet. Cette ramification du segment de l’avant[[157]](#footnote-157) ne se confond pas avec la mise en place des unités de renseignement de brigade mais se substitue à l’inenvisageable revalorisation (création d’équipes supplémentaires donc augmentation du personnel).

Actuellement, les régiments d’artillerie embrigadés déclinent au mieux 16 équipes d’observation classiques[[158]](#footnote-158) dont 4 dans la profondeur. Or la génération des groupements tactiques interarmes et la création de détachements interarmes pour le combat en zone urbaine impliquent une **augmentation significative des équipes d’appui feu** si l’on veut garantir la permanence et l’efficacité de l’appui. La ré-articulation structurelle des batteries des opérations des régiments d’artillerie s’impose. En effet, articulée en sections distinctes selon le type de capteurs utilisé (observateurs, observateurs dans la profondeur et RATAC[[159]](#footnote-159)), la batterie des opérations pourrait à l’avenir constituer un véritable réservoir d’équipes de tir (déclinaison maximale de 32) et d’équipes de coordination et de conseil (maximum de 8). Structurées au sein de détachements de liaison et d’observation ramifiés, les équipes de tir, appuyant toutes les sections d’un sous-groupement tactique interarmes (SGTIA), seraient subordonnées aux équipes de coordination et de conseil.

Ces nouvelles structures doivent aussi se doubler de la capacité à élargir le spectre des compétences relatives à l’appui. En effet, les combats actuels sont menés dans un cadre interarmées et interallié. Il s’agit donc de proposer aux chefs interarmes l’emploi et la coordination des feux indirects sol-sol, mer-sol et air-sol (appui aérien classique et d’urgence ainsi que celui à partir d’hélicoptères de combat). Par ailleurs, on peut envisager que le commandant du SGTIA puisse déléguer l’emploi des missiles antichars et celui des mortiers de 81mm à son équipe de coordination et de conseil car à son niveau l’exécution prend le pas sur la conception. En effet, le rythme élevé, la complexité de la manœuvre (décentralisée, en zone urbaine) dont le nombre d’unités subordonnées peut atteindre jusqu’à 7 pions interarmes et la gestion du flux d’informations constituent autant de contraintes qui définissent la priorité du commandant du SGTIA à la seule exécution du combat de contact.

Parce qu’il est urgent et nécessaire de proposer véritablement un appui significatif et permanent à l’ensemble des forces déployées sur un théâtre, la ramification du segment avant est une **solution d’emblée viable**. Elle permet de **densifier le nombre d’équipes de tir tout en offrant la possibilité de proposer et de coordonner jusqu’au niveau SGTIA tout le spectre des appuis feux.** Les engagements actuels montrent que ce niveau constitue l’unité d’emploi de référence, un effort significatif doctrinal doit y être consenti.

L’armée allemande en OPEX

**(The Germans to the Front)**



*Par le lieutenant (R) de l’armée de l’air allemande Michael HELLERFORTH,*

*ORSEM de la 120ème Promotion,*

*et du Capitaine Delphine HELLERFORTH, de l’armée de terre française*

**L’**Allemagne d’aujourd’hui est surtout un acteur économique et politique. Elle est la troisième puissance économique et, avec un excèdent du commerce extérieur de 164,6 milliards d’Euros, le premier exportateur mondial. Cette force économique ne se traduit cependant pas par une force militaire correspondante. En effet, avec un budget de Défense de 1,2% du PIB soit 29,5 milliards €, les effectifs de l’armée allemande et sa capacité de projection sont bien inférieurs à ceux de plusieurs pays membres de l’OTAN et États asiatiques.

Il est vrai que les militaires allemands sont bien entraînés et bien préparés pour les OPEX et qu’ils disposent d’un matériel individuel de plus en plus moderne et bien adaptés aux conditions sur le terrain. Malgré cela, la cohésion, l’esprit d’équipe et la capacité des unités sur le terrain ne sont pas à la hauteur d’une puissance comme l’Allemagne.

L’armée allemande n’ayant pas été projetée hors du territoire national entre 1945 et 1991, elle ne dispose pas de véritable «culture OPEX». De plus, il lui manque de véritables organismes opérationnels, du matériel stratégique ainsi que l’expérience tactique; des lacunes auxquelles il faut ajouter un cadre juridique extrêmement restreint par rapport à la majorité des forces alliées. Par conséquent, la Bundeswehr donne la fausse image d’une armée pacifiste, psychorigide et sans volonté de faire face aux dangers et risques encourus par ses partenaires.

Ceci étant, l’armée allemande est capable mais surtout volontaire pour prendre des responsabilités plus importantes. En outre, elle s’est lancée dans une réforme majeure visant l’augmentation de sa capacité de projection afin d’élargir son champ d’action.

Cette période de transition présente un défi pour les sous-officiers et les officiers allemands sur le terrain. D’un coté ils doivent travailler avec une structure pas totalement mise au point et se soumettre à une réglementation stricte et peu flexible. De l’autre, ils essayent de remplir les missions qui leur sont confiées et de s’impliquer activement au sein des efforts multinationaux.

Pour comprendre ce dilemme, il faut connaître le contexte historique et politique dans lequelle l’armée allemande opère. Rappelons d’abord que la Bundeswehr a été créée en 1955 avec une seule mission prévue par la constitution allemande: la défense du territoire national allemand et celui des pays membres de l’OTAN contre une attaque soviétique. Par conséquent, les militaires allemands n’ont jamais participé aux opérations armées hors de la zone du traité de l’atlantique nord avant la réunification de 1990.

Après la disparition de la menace d’un affrontement militaire en Europe centrale, la Bundeswehr s’est vu confier de nouvelles missions. Sur demande de ses alliés, Bonn, puis Berlin votèrent la participation aux opérations de maintien de la paix de l’ONU, de l’UEO, de la OSCE puis de l’OTAN. L’envoi de forces militaires s’avérait tout à coup moins coûteux que la «politique du chéquier» pratiquée par exemple pendant la guerre du golfe en 1991 et correspondait également à une pression économique de plus en plus forte.

Après les hésitations initiales, les opérations se sont donc enchaînées de plus en plus rapidement. À ce jour, la Bundeswehr a été engagée au Cambodge, en Somalie, en ex-Yougoslavie, en Géorgie, au Timor Oriental, dans l’océan Indien, au Congo, en Méditerranée, au Liban et en Afghanistan.

Pourtant la décision de projeter l’armée allemande sur le terrain est loin de faire l’unanimité. Les Allemands sont nettement plus favorables à l’aide par des moyens humanitaires ou par l’envoi de soldats participant à des missions de reconstruction. En effet, leur vision d’une OPEX est celle d’une mission confiée à un «corps de protection civile armé» portant des armes mais n’ayant surtout pas l’obligation ni l’autorisation de les utiliser. Pour eux l’idée qu’un militaire allemand puisse recevoir l’ordre de tuer un adversaire n’est pas concevable. Ceci s’explique par un pacifisme fortement enraciné dans la société allemande depuis 1945 ainsi que par le contexte juridique dans lequel la Bundeswehr opère.

Depuis 1955, le rôle et les missions confiés à l’armée allemande sont exclusivement définis par la constitution. Considérée uniquement comme une force de défense nationale avant la réunification, l’armée allemande peut aujourd’hui être envoyée hors de la zone du traité de l’OTAN sous deux conditions arrêtées par le Tribunal fédéral constitutionnel à Karlsruhe: un vote positif du Bundestag et un mandat donné par un organisme de sécurité collective tel que l’ONU, l’OTAN ou l’OSCE. Malgré cela, la Bundeswehr n’est pas autorisée à participer à des guerres offensives ou préventives sans rupture préalable de la paix par l’adversaire.

Notons, que ces conditions n’ont pas toujours été respectées. Surtout pendant la guerre du Kosovo et pendant l’opération «Libellule» en Albanie, les militaires allemands ont opéré dans un vide juridique. Si ces missions avaient mal tourné, il est fort probable, qu’ils auraient dû faire face à la justice nationale ou internationale sans protection de la part du gouvernement allemand. Étant donné que le livre blanc de la Défense prévoit des missions qui pourraient être exécutées dans la même ambiguïté, une grande partie des militaires allemands part en OPEX avec un état d’esprit cynique et méprisant vis-à-vis des autorités civiles.

Outre la lenteur associée aux décisions parlementaires, le fait que la Bundeswehr dépende du législatif et non de l’exécutif a des conséquences concrètes sur le terrain. Par exemple, même en pleine zone de guerre, les militaires allemands sont obligés de respecter à la lettre toute la réglementation en vigueur sur le territoire national sous peine de conséquences disciplinaires et pénales lourdes. Par exemple, ils trient soigneusement leurs déchets, veillent à respecter les normes de pollution de leurs véhicules et retirent du service des matériels en parfait état de marche si les délais de contrôle technique ne peuvent pas être respectés. Lors des premières OPEX, ils sont mêmes partis en patrouille avec des vestes à haute visibilité et des gyrophares sur leurs casques pour avertir la population civile de leur présence.

Dans ce contexte, les militaires allemands se considèrent plus comme des objets que comme des sujets dans l’exécution d’ordonnances décrétées par des fonctionnaires civils n’ayant jamais quitté leurs bureaux.

Ces épisodes parfois étranges sont largement dû au fait que du point de vue de la doctrine ainsi que des réglementations en vigueur, les opérations extérieures ne représentent pas la mission principale de l’armée allemande. Malgré des adaptations, la mission primordiale des forces allemandes reste la défense du territoire allemand. Cette vision est notamment partagée par la population ainsi que par une large partie de la Bundeswehr et son application nécessite surtout le maintien en état d’unités lourdes, organisées en divisions blindées ou mécanisées.

Cependant, un changement de paradigme est actuellement en cours. Le nouveau livre blanc de la défense, publié en 2007, parle ouvertement de la nécessité de défendre l’Allemagne et ses partenaires contre des menaces extérieures telles que le terrorisme, la criminalité et des crises se développant loin du territoire national. Ceci implique de participer aux missions de maintien de la paix. Le projet de transformation de la Bundeswehr, en cours depuis 2004, est destiné à la rendre capable de mieux réagir aux dangers et aux enjeux identifiés dans le livre blanc. Les divisions lourdes ne vont donc pas complètement disparaître, par contre elles deviendront plus mobiles et comprendront des bataillons et régiments légers capables d’intervenir rapidement.

Bien que le livre blanc souligne la possibilité d’interventions armées, la doctrine allemande ne reconnaît pourtant pas le recours à la force comme option valable au cours d’une OPEX. Plutôt que d’avoir traité les opérations extérieures comme un enjeu stratégique à la même hauteur qu’une guerre classique, ces opérations sont entrées dans la réglementation sous la forme d’un simple mode de combat. En conséquence, la doctrine tactique allemande définit actuellement quatre formes de combat: l’attaque, la défense, le jalonnement et le maintien de la paix.

L’avantage incontournable de ce choix est qu’il a provoqué une adaptation de l’entraînement, de la tactique et des capacités de la Bundeswehr. Aujourd’hui la préparation et la participation aux OPEX fait partie intégrante du fonctionnement quotidien de l’armée. Ajouté à un nombre croissant d’effectifs ayant été sur le terrain, l’introduction de ce nouveau mode de combat «maintien de la paix» accélère à tous les niveaux le changement et la modernisation de la culture militaire allemande.

En contrepartie, la décision d’assimiler les opérations de maintien de la paix aux modes de combats classiques risque d’entretenir de fausses perceptions sur la nature et les réalités des OPEX. Il est vrai, que l’objectif de n’importe quelle opération actuellement en cours est la stabilisation et la pacification de la région concernée. Malheureusement, ceci n’est pas toujours crédible sans recours à la force car il faut parfois être en mesure de soumettre un adversaire potentiel à sa propre volonté.

En mettant les opérations de maintien de la paix au même niveau tactique que l’attaque ou la défense, ces deux options deviennent de fait indisponibles et un seul tir équivaudrait systématiquement à l’échec de la mission.

Cet état de fait peut s’avérer être un casse-tête pour un chef militaire sur le terrain. Formé pour se battre et réagir de manière ferme face à une menace armée dans le contexte d’un scénario de défense nationale, il est souvent soumis à des «*rules of engagement»* (ROE) strictes lui interdisant de remplir sa mission principale ou de se protéger par la force.

Certes, le phénomène de «ROE» contraignantes n’a rien de nouveau mais la liberté d’action des Allemands est beaucoup plus restreinte que celle de la majorité des alliés. Ceci n’est pas sans conséquences pour les missions auxquelles participent les militaires allemands. Par exemple, en Afghanistan ils ne peuvent pas intervenir dans le Sud pour assister leurs alliés, même en cas d’urgence, sans autorisation parlementaire.

Cette situation, difficile à vivre pour le contingent allemand de l’ISAF, convient pourtant parfaitement à la population allemande, largement opposée à tout type de mission capable de générer des pertes qu’elles soient allemandes, civiles ou voire même ennemies.

Le titre de cet article «The Germans to the Front» peut être considéré comme l’illustration des changements intervenus en Allemagne depuis 1945. À l’origine cette phrase était un ordre donné au contingent allemand par l’amiral britannique Seymour pendant la révolte des Boxers. Elle a tout d’abord été immortalisée par la presse nationaliste de l’époque puis est devenue le sujet d’une peinture colossale exposée à Berlin. Employée comme cri de ralliement avant 1945, elle est depuis utilisée en sens inverse par les mouvements pacifistes pour critiquer le militarisme et l’interventionnisme allemand.

Actuellement la Bundeswehr participe à neuf opérations extérieures sur trois continents avec 6.900 militaires en provenance des cinq armées (terre, air, mer, santé, soutien interarmées). Avec l’exception logique de la Marine, tous ces militaires servent au sein de bataillons de marche créés spécifiquement selon les besoins. Après la fin d’une mission ces unités sont dissoutes.

Notons que le recours à ce système pose de vrais problèmes pour les bataillons, régiments et escadrons restés en Allemagne. D’un coté ils perdent une partie importante de leurs effectifs, de leur matériel et de leur budget au profit des unités de marche, de l’autre ils ne profitent ni des expériences acquises, ni du nouveau matériel.

Cette situation est particulièrement désagréable car la majorité des programmes d’armement est directement liée aux OPEX. En effet, de nombreux véhicules comme le Mungo, le Dingo, les Wiesel modernisés et bien d’autres ne sont disponibles que sur les territoires extérieurs, ce qui complique l’entraînement des militaires censés partir en OPEX. Parallèlement, la plupart des matériels individuels modernisés (radio, lunettes de vision nocturne, ordinateurs portables, armes à feu, camouflage tropique et désert, gilets pare-balles, etc.) n’existe pas en nombre suffisant pour équiper les militaires en Allemagne.

Un militaire allemand risque donc d’arriver, sur le terrain, affecté à une unité dont il ne connaît pas les membres, équipé certes d’un matériel plus moderne mais qui n’est pas le sien et pour lequel il n’a pas reçu la formation adéquate afin de participer efficacement à la mission internationale, le tout en gardant la distance imposée par sa hiérarchie.

Le sujet récurrent parmi les militaires alliés est le fait que chaque nouveau contingent allemand commence sa mission par la «découverte du feu». Malgré un bon entraînement théorique et un matériel moderne, les Allemands, tous grades confondus, ne disposent pas de la capacité d’adaptation suffisante aux conditions de vie sur le terrain et sont généralement mal à l’aise en début de mission.

Il va de soi que, dans des conditions pareilles, l’intégration dans un effort allié est difficile. Il en est de même pour la vie interne et les capacités opérationnelles des bataillons de marche allemands. En effet, sans tradition ni expérience en commun à partager, le peu de culture d’OPEX qui s’est développé ces dernières années a du mal à s’imposer sur le terrain.

Force est de constater que le temps d’adaptation des unités sur le terrain est de plus en plus rapide mais la différence par rapport à certaines unités alliées reste flagrante:

* Par rapport aux unités projetées dans le cadre d’un concept du type PROTERRE, les bataillons de marche allemands ont un véritable problème de cohésion. Leur capacité à résister au choc du combat n’a jamais été testée et leur valeur reste donc incertaine.
* Une fois projetées sur le terrain et avant de pouvoir exécuter leur mission, les unités allemandes souffrent de l’obligation légale de créer des conditions de vie et d’organisation identiques à celles que l’ont trouve dans leurs garnisons en Allemagne.
* Dans ce contexte, le recours au système D est totalement interdit. Les militaires allemands sont certes encouragés à prendre des initiatives dans l’exécution de leurs ordres mais uniquement en respectant soigneusement le cadre imposé par leur hiérarchie.
* Les Allemands excellent dans des missions classiques et dans l’organisation générale. Par contre, en cas d’imprévu, le commandement préfère «se serrer les coudes» et attendre que l’orage passe. Notons par contre, que les militaires allemands sur le terrain, une fois l’autorisation donnée, font rapidement leurs preuves.
* Interdits de prendre en charge les mêmes responsabilités que leurs camarades alliés, beaucoup des militaires allemands développent rapidement de la frustration. Afin de la combattre, ils s’adonnent à des activités secondaires autorisées par leur chaîne de commandement. Vu de l’extérieur, les militaires allemands ne semblent donc qu’être obsédés par des détails sans importance opérationnelle.

Pour comprendre le manque de véritable culture OPEX il ne suffit pas de citer la doctrine, les freins imposés par la hiérarchie, le contexte politique ou le manque d’expérience. Dix-huit ans après sa première OPEX, l’armée allemande ne peut plus se cacher derrière son passé. Dans ce contexte il faut également souligner la structure sociale de l’armée d’aujourd’hui et le rôle qu’exerce toujours la conscription.

Actuellement la Bundeswehr est divisée en trois catégories sociales bien distinctes ayant des objectifs parfois contradictoires:

* Tout d’abord il y a les militaires ayant participés à une ou plusieurs OPEX et qui considèrent ce type de mission comme normale. Ce groupe comprend surtout les jeunes officiers et sous-officiers ayant intégré l’institution bien après la réunification.
* Puis il y a les représentants de la Bundeswehr classique. Ce groupe réunit une grande partie des officiers et sous-officiers supérieurs n’ayant majoritairement pas servi en OPEX.
* Finalement, il y les appelés remplissant uniquement leur service national de neuf mois. Ces militaires ne peuvent pas être envoyés sur le terrain.

Le premier groupe est en train de développer la culture et l’esprit nécessaires pour une force d’expédition et essaye d’accélérer le processus de transformation de la Bundeswehr. N’ayant pas servi à l’époque de la guerre froide, ses membres considèrent le reliquat des structures de cette époque comme un obstacle pour l’armée et pour leur carrière personnelle. Cependant, malgré leurs exploits et leurs RETEX ils n’ont pas encore réussi à imposer leur vision de la Bundeswehr auprès de la majorité des forces. En effet, étant presque tous des militaires sous contrat, ils quittent majoritairement l’armée avant d’avoir pu accéder à des postes à responsabilité qui leur permettraient d’initialiser des changements.

Ironiquement c’est souvent le goût pour les OPEX qui freine leurs carrières. Certes, pour passer du statut de contractuel à celui de militaire de carrière ou pour être choisi comme stagiaire à la Führungsakademie, l‘équivalent allemand du CID, une OPEX est devenue de rigueur. Par contre, participer à plusieurs OPEX risque de freiner l’avancement. En effet, la majorité des unités sur le terrain étant composées de bataillons de marche, la participation à une OPEX se fait hors de son affectation principale. Or c’est sur ce poste qui se fait l’évaluation qui va décider du destin et de l’avenir d’un militaire sous contrat.

Cette situation est compliquée par le fait que les militaires du rang de l’armée allemande ne servent pas suffisamment longtemps pour pouvoir transmettre leurs expériences à leurs camarades. D’une coté composés d’appelés ayant souscrit un contrat de service prolongé, de l’autre par des engagés volontaires ayant souscrit des contrats à peine plus longs, ces jeunes participent au grand maximum à deux OPEX avant de quitter l’institution.

Le système allemand a clairement atteint ses limites et le gouvernement Merkel a compris que la politique actuelle n’était plus soutenable. Berlin n’a peut-être pas l’air enthousiaste par rapport à un renforcement de ses capacités en OPEX mais a compris que c’est le prix à payer pour rester un acteur majeur sur le plan international. En effet, pour la première fois un livre blanc allemand met les OPEX au cœur de la raison d’être de la Défense allemande. Notons, que la Bundeswehr a commencé les réformes suivantes :

* la répartition des forces allemandes en trois catégories: deux forces à vocation de projection (force d’action et force de stabilisation) et une force de soutien en métropole,
* l’affectation des appelés aux unités sans vocation de projection,
* la création d’unités professionnalisées et rapidement projetables,
* la réorganisation de trois divisions terrestres en états-majors projetables,
* l’augmentation du nombre de bataillons d’infanterie légère,
* l’augmentation des forces de l’ALAT,
* l’acquisition de moyens de transport stratégiques (A400M, navires de soutien),
* la dissolution des bataillons de marche et la projection d’unités constituées.

La Bundeswehr est en transition. Dans ce contexte sa participation aux OPEX alliées est à la fois une motivation et un moteur des changements en cours. Les réformes effectuées depuis 2004 et officialisées par le livre blanc de 2007 vont fournir les moyens nécessaires permettant de prendre des responsabilités plus importantes.

Ceci aura des conséquences sur l’utilisation des unités allemandes sur le terrain. Ces dernières années ont prouvé que la classe politique allemande, une fois le cap franchi, n’hésite plus autant qu’avant à utiliser le recours à la force. L’existence de capacités militaires incitant à être utilisées, il y a une forte chance que la politique étrangère allemande change.

Après la fin d’une première étape, marquée par le recours aux bataillons de marche et par un manque de stratégie, la prochaine étape sera dominée par le développement d’une culture OPEX ainsi que par de nouvelles traditions militaires. Contrairement aux forces allemandes d’avant 1945, ces traditions s’inscriront forcement dans un contexte multinational et européen.

Cette nouvelle force, quasi méconnaissable pour les anciens de la Guerre froide, trouvera sa place dans l’ensemble international. Certes, ceci prendra du temps mais les décisions nécessaires sont déjà prises.

**SMP: permis de tuer!**

# Vers un contrôle juridique accru

# des employés des SMP[[160]](#footnote-160)



*Par le Chef de Bataillon Benoît LOT[[161]](#footnote-161),*

*de la 121e Promotion du CESAT/CSEM*

**Q**uelle peine encourt-on pour homicide volontaire en Irak? Un simple licenciement si l’on en croit le cas d’Andrew Moonen, employé de la société militaire privé américaine Blackwater, licencié pour avoir assassiné le 24 décembre 2006 à Bagdad, sous les effets de l’alcool, un garde du corps du Vice-Président irakien.

Cet exemple, particulièrement éloquent, pose le problème de l’impunité dont semblent jouir les membres de ces SMP, sur l’ensemble des théâtres d’opérations où ils sont employés. Pourtant, en dépit des difficultés juridiques que cela représente, il semble indispensable que les États, qui recourent à des SMP, encadrent le plus étroitement possible l’action des employés de ces sociétés. Il y va tout simplement du succès des opérations militaires.

Le cas d’Andrew Moonen, n’est malheureusement pas isolé sur le théâtre irakien. Le 17 septembre 2007, 17 civils irakiens ont été tués par des employés de la société Blackwater, sans que ces derniers ne semblent avoir été en situation de légitime défense, pouvant justifier l’emploi de leurs armes. Le 21 novembre, un incident identique a amené les autorités irakiennes à procéder à l’arrestation de 43 personnes dont la majorité appartenait à la SMP Almco Group. Ces exemples témoignent du sentiment d’impunité animant ces individus, qui adoptent parfois des comportements (conduite à contresens, ouverture du feu intempestive...) qui seraient immédiatement sanctionnés s’ils étaient le fait de soldats de forces régulières.

On peut donc s’interroger sur les raisons qui amènent l’armée américaine à tolérer de tels comportements, alors même qu’ils vont à l’encontre de son objectif de «gagner le cœur» du peuple irakien? La réponse tient au fait que, contrairement aux militaires avec qui ils collaborent, les employés de ces SMP ne relèvent pas de la justice militaire de la force qui les emploie, qui est en charge de s’assurer qu’aucun crime commis en opération ne reste impuni. Ceci explique pourquoi, alors que l’armée américaine a établi la culpabilité de six employés civils dans des exactions commises dans la tristement célèbre prison d’Abou Ghraib, aucun d’entre eux n’ait fait l’objet d’une quelconque condamnation. Ces «contractants» relèvent, en fait, comme tout civil en pays étranger, de la justice du pays hôte. Cette justice, dans un pays en crise, n’est malheureusement souvent pas en mesure d’accomplir sa mission, en raison de l’insécurité qui règne dans le pays et de la désorganisation des administrations locales.

Ce problème n’est cependant pas sans solution. En effet, un État est en droit de poursuivre un de ses ressortissants pour des crimes commis à l’étranger[[162]](#footnote-162), sous réserve que cet État soit en mesure de procéder à une enquête sur place. Cette tâche pourrait parfaitement être confiée à des officiers de police judiciaire (OPJ) militaires, qui sont déjà déployés sur les théâtres d’opérations. La fin de l’impunité de ces contractants relève donc avant tout d’une question de volonté politique, sous réserve que les employés des SMP soient de la nationalité de l’État qui a contracté leur société.

En posant ouvertement la question, «Blackwater nous aide-t-elle ou entrave-t-elle notre action en Irak?», Henry Waxman, membre du congrès américain, témoigne de la prise de conscience, au plus haut sommet de l’État, du danger à ne pas contrôler l’action des SMP. Ainsi, au mois d’octobre 2007, soit un peu moins d’un an après les faits, une information judiciaire a été ouverte contre Andrew Moonen. Ce problème n’est cependant pas encore résolu puisque ce sont des Ougandais, moins coûteux que des occidentaux, qui assurent désormais la garde de certaines bases américaines en Irak. À l’heure où nombreux sont ceux qui s’interrogent sur le retard que prend la France dans l’emploi des SMP, il convient donc de s’assurer que de véritables instruments de contrôle sont mis en place afin d’éviter les dérives observées en Irak.

L’Armée de Terre

ne s’instruit plus pour vaincre…



*Par le Chef d’escadron Hubert BEAUDOIN[[163]](#footnote-163),*

*de la 121°promotion du CESAT/CSEM*

**L**e [19 mars](http://fr.wikipedia.org/wiki/19_mars) [1962](http://fr.wikipedia.org/wiki/1962), les accords d’Évian, signés la veille, ont mis fin aux opérations militaires et à toute action armée sur l'ensemble du territoire algérien. Voilà donc quarante huit ans que l’armée de terre française n’a plus fait la guerre. Certes, elle a conduit çà et là des opérations de moindre ampleur face à un ennemi toujours infiniment inférieur tant techniquement que tactiquement. Jusqu’à la chute du Mur, elle s’est consciencieusement préparée à s’opposer à la déferlante soviétique en Europe de l’Ouest, fondant sa défense sur l’arme atomique. Ensuite, récoltant les «dividendes de la paix», elle a considérablement réduit son format pour se consacrer à des interventions militaro-humanitaires.

Seulement, contre toute attente et depuis 2001, l’Occident se retrouve confronté à la guerre, en Afghanistan, en Irak. Malgré leur suprématie technologique, cette guerre d’un nouveau genre – dit asymétrique – ne réussit guère aux armées occidentales. Et surtout, la France est la grande absente de ces théâtres à haut risque, sans doute parce que notre pays n’a que peu d’intérêts à se lancer dans ces conflits. Néanmoins, l’armée de terre serait-elle capable de s’engager dans une guerre asymétrique si telle était demain la décision du pays? La réponse est non car elle ne forme plus ses soldats au combat.

En effet, avec leurs formats réduits, l’infanterie et la cavalerie multiplient les missions extérieures au détriment de la formation collective, parvenant tout juste, faute de temps, à assurer l’instruction individuelle. Ainsi, ces unités n’ont pas la maîtrise suffisante des savoir-faire collectifs face à un ennemi aguerri et déterminé.

La lutte contre les Talibans ou les rebelles irakiens montrent l’importance de la maîtrise des appuis de toute nature (mortiers, avions…). Cependant à l’exercice en métropole, le combat interarmes et interarmées est quasi inexistant: les chefs de section ne s’entraînent qu’exceptionnellement à la demande d’appui artillerie, n’ont jamais l’occasion de travailler avec des avions d’appui au sol.

De fait, l’argent manque pour s’entraîner. En 2008, le CFAT[[164]](#footnote-164) va consacrer 60 % de son budget à la préparation de la SRF[[165]](#footnote-165), SRF qui représente le volume d’un bataillon. Que restera-t-il pour l’entraînement des quatre vingt quatre autres régiments de l’armée de terre?

Parallèlement, la troupe ne se prépare pas à la contre-guérilla, combat exigeant tant sur le plan physique que moral. De fait la priorité demeure avant tout le faible taux d’attrition: au lieu d’amener les recrues à se métamorphoser en guerriers, on verse trop souvent dans la démagogie en ménageant à l’excès nos jeunes engagés. Tandis que la formation des jeunes sous-officiers fait la part belle à l’apprentissage de l’anglais et de l’informatique… Cette pédagogie ne semble guère modeler des combattants rustiques et des chefs décidés.

La liste des carences de l’instruction serait encore longue. Dans tous les cas le diagnostic est clair: l’armée de terre ne se prépare pas réellement à des engagements durs du type de ceux que connaissent nos alliés en Afghanistan et en Irak. En 1917 Pétain avait su reprendre l’ascendant sur l’ennemi, notamment grâce à un effort d’instruction interarmes important. En 1940 nos fantassins avaient été transformés en maçons pour parfaire la Ligne Maginot; ils furent culbutés par l’insolente Wehrmacht. Sommes-nous une fois de plus en train de préparer une nouvelle défaite lorsque, le jour venu, les événements confronteront nos armées à la vraie guerre?

**Mort à crédit dans l’Hindu Kush[[166]](#footnote-166)**



*Par le Chef d’escadron François- Régis LEGRIER,*

*de la 121ème promotion du CESAT/CSEM*

**H**ormis les beatniks des années 70 et les lecteurs de Joseph Kessel[[167]](#footnote-167), les Français ne connaissent de l’Afghanistan que la figure héroïque du commandant Massoud. Il en va différemment pour les Britanniques et les Russes. Les premiers y livrèrent trois guerres au XIXème siècle[[168]](#footnote-168). La première se termina par un désastre: 16.000 hommes furent massacrés au cours de l’hiver 1841. L’impopularité et le coût économique des deux autres expéditions amenèrent la Couronne à reconnaître l’indépendance totale du pays en 1919.

Les seconds, forts de leur succès en Hongrie et Tchécoslovaquie, envahirent le pays du Bouzkachi à la Noël 1979. 14.000 morts plus tard, désespérant d’apporter l’avenir radieux du communisme à une bande de gueux fanatiques et contraints de mettre fin à un conflit impopulaire et coûteux, les Soviétiques se retirèrent quelques mois avant la chute du Mur.

À l’aune de ces événements brièvement retracés, le lecteur comprendra que les Afghans ne sont pas du genre à se laisser imposer une quelconque domination. Aussi, si la destruction des bases d’Al Qaeda et de leur soutien taliban en 2001 fut légitime et efficace, en revanche, l’entreprise de reconstruction du «***Royaume de l’insolence»***[[169]](#footnote-169) en un État démocratique semble bien risquée.

Certes, on objectera volontiers qu’à la différence des Soviétiques, les Occidentaux ne se contentent pas de réprimer la rébellion par la force mais qu’ils développent toute une panoplie d’actions allant de la formation de l’armée afghane à l’aide aux populations afin de renforcer la légitimité du gouvernement afghan. On semble proche de la méthode Lyautey!

Pourtant, la pertinence de cette approche est affaiblie non seulement par un manque de cohérence interne à l’OTAN mais aussi par une perception réductrice du milieu et de l’adversaire.

En effet, il faut rappeler que l’Alliance s’est attribué un mandat de stabilisation malgré des fortes réticences de la part de l’ONU et de certains partenaires dont la France d’où une participation a minima. Là où les Soviétiques ont échoué avec 100.000 hommes, le général commandant la FIAS[[170]](#footnote-170) dispose, pour réussir, de 40.000 hommes de 19 nationalités ayant des règles d’engagement privilégiant la sécurité des soldats au détriment de leur mission. Ainsi, en Afghanistan, la posture politique, consistant à payer sa quote-part à la lutte contre le terrorisme, prend nettement le pas sur les principes de la guerre.

Par ailleurs, le temps afghan n’est pas le temps européen fondé sur le culte du succès rapide; le Taliban est peu développé selon nos critères mais il mène habilement la guerre de l’information. De plus, il est chez lui; à moins de perpétrer un génocide ou un exode à l’instar des Soviétiques, il faudra bien traiter un jour avec lui. Surtout, il puise en grande partie son énergie dans l’Islam: combat-on un principe spirituel avec des bombes guidées par laser?

Pour nous, Occidentaux soumis à des opinions publiques versatiles, il devient urgent de redonner un sens et une cohérence à notre engagement avant que le «cercle de justice»[[171]](#footnote-171) ne nous échappe définitivement!

Tout d’abord, la méditation de l’histoire doit nous permettre d’appréhender la nature profonde du peuple afghan, notamment dans sa dimension religieuse, et donc de discerner le possible de l’utopique dans l’ordre politique. Ensuite, l’action militaire doit être renforcée et conduite sans ambiguïté dans une perspective résolument psychologique. Il ne s’agit pas d’anéantir tous ceux qui portent une kalachnikov mais bien de diviser la rébellion et lui faire perdre sa légitimité aux yeux de la population.

Dans le champ de la pacification et de la guerre psychologique, nous Français, avons une réelle expérience et des choses à dire. Mais prodiguer des conseils sans s’engager ne mène nulle part. Ce serait l’honneur de la France que de soutenir résolument ses alliés sachant qu’au point où nous en sommes, leur échec sera le nôtre et les sacrifices refusés aujourd’hui se paieront au centuple demain.

**Le danger microbiologique**



*Le Chef de Bataillon Daniel POLINACCI[[172]](#footnote-172),*

*Stagiaire au CESAT/EMSST*

**Avec les élevages de volailles décimés en 1997 à Hong-Kong, le monde reprend conscience des phénomènes épidémiques. Avec les attentats de septembre 2001 il semble redécouvrir l’arme bactériologique.**

**En ce début de XXIème siècle, la moins conventionnelle des armes NBC redevient une menace concrète et la microbiologie un monde préoccupant.**

**Dans tous les cas de figure, les forces armées sont au nombre des acteurs de ces luttes face à de nouveaux fléaux.**

# La menace terroriste

«*Arma bella, non veneri geri*», on fait la guerre avec des armes, non avec des poisons. Depuis les juristes Romains jusqu’aux États signataires de la convention d’interdiction des armes biologiques de 1972, l’homme n’a eu de cesse d’établir des principes éthiques dans la conduite des hostilités. Pourtant, paradoxalement, depuis les temps les plus reculés l’Histoire est ponctuée par l’usage de tels moyens au service de desseins belliqueux: flèches des archers Scythes trempées dans des cadavres en décomposition, champs de blé infectés par l’ergot de seigle («danse des Sanguilles»), parapluies bulgares de la guerre froide, etc.

Cependant dans le monde bipolaire de la fin du XXème siècle, le danger paraissait improbable malgré les stocks existants. D’abord en raison de la pression internationale et des menaces de répression (cas de l’arsenal irakien non employé en 1991), ensuite du caractère incontrôlable et imprévisible de tels agents dans la conduite d’opérations en conflits armés conventionnels (notions d’objectifs et de nécessité militaire).

Désormais, c’est avec l’émergence de nébuleuses terroristes transnationales, que ces agents biologiques redeviennent une menace sérieuse.

Pourtant, avec les attentas à l’anthrax de 2001, on constate que cette arme est surtout non conventionnelle avant d’être arme de destruction massive. En effet ces attaques se sont soldées par des résolutions simples de chaque cas et une létalité réduite (une demi-douzaine de morts). Plusieurs raisons à cela:

* Étant donnée sa transmissibilité inter-humaine nulle, une attaque par du charbon se rapproche d’une attaque chimique dans sa résolution,
* Le bacille est bien connu, ce qui permet la mise en place rapide de traitements et prophylaxies éprouvés,
* Les sources contaminantes étaient localisées (surtout des enveloppes).

Or, cet épisode annonce bel et bien la concrétisation d’un risque.

## Les raisons de la menace bioterroriste

Dans les critères que semble retenir l’organisation terroriste Al-Qaeda avant de planifier une attaque, parmi lesquels on trouve la volonté d’attenter aux symboles du monde occidental, de porter atteinte à sa prospérité économique et de provoquer de nombreuses victimes, la guerre psychologique occupe le premier plan.

Ainsi, depuis les années 1990, les terroristes islamiques tentent de maîtriser les techniques nécessaires à une attaque contre les réseaux d’eau potable. Le but étant davantage d’obtenir un effet psychologique que de provoquer une hécatombe.

Dans cette logique, l’emploi d’agents pathogènes est particulièrement adapté aux visées de ces organisations.

Par ailleurs, ces armes non conventionnelles «du pauvre» présentent des intérêts bien connus:

* Existence de vastes stocks (militaro-industriels ou réservoirs naturels) ou techniques de préparation peu complexes avec les connaissances actuelles,
* Militarisation facultative (l’objectif premier n’étant pas la destruction massive),
* Capacité de propagation aisée par vecteurs multiples (air, eau, aliments, insectes, animaux sauvages ou domestiques voire kamikazes infectés), rapide et incontrôlable,
* Voies de pénétration multiples,
* Taux de mortalité élevés en absence de traitements,
* Persistance dans l’environnement en cas de non décontamination,
* Impact psychologique considérable,
* Dommages économiques et environnementaux,
* Déstabilisation politique des pays visés.

Ainsi, en raison de leur potentiel psychotique et déstabilisant, les actions bioterroristes sont une hypothèse sérieuse. Et, plus encore que face au terrorisme classique, les capacités de prévention, de diagnostic et de réponse rapide sont au cœur de la problématique bioterroriste.

## La menace bioterroriste aujourd’hui

Dans le cadre de la menace bioterroriste, les agents biologiques responsables de la peste, du charbon et de la tularémie (PCT) sont à ce jour en France considérés comme présentant un risque majeur en termes de santé publique.

D’après Lepick et Daguzan (2003), les principaux paramètres qui guideraient le choix des terroristes seraient probablement dans l’ordre: la toxicité, la facilité de production, de fabrication et de transport, la facilité de dissémination, la facilité d’obtention, la virulence, la résistance dans l’environnement et la contagiosité.

La peste, le charbon et la tularémie répondent précisément aux critères tactiques et techniques énoncés par Olivier Lepick en particulier par leur caractère endémique[[173]](#footnote-173) simplifiant leur production voire leur dissémination, leur persistance[[174]](#footnote-174), leur létalité, leurs nombreuses voies de transmission[[175]](#footnote-175).

Par conséquent, pour ces trois agents, il s’est avéré prioritaire de développer des mesures nationales de prévention et de lutte. Ainsi, des stratégies de réponses ont été récemment élaborées (2007), sous forme d’un guide PCT[[176]](#footnote-176), annexe opérationnelle du plan Biotox[[177]](#footnote-177), dans laquelle les différents acteurs (dont les forces Armées), les protocoles, traitements, actions sanitaires et environnementales à mener, sont décrits afin d’optimiser les réactions curatives en situation de crise.

Ce document présente notamment, sous la forme de logigrammes, trois scénarii envisagés en cas d’attentat bioterroriste par aérosolisation d’un des micro-organismes considérés. Le but est de favoriser la réactivité et la prise de mesures de gestion adaptées dans une situation d’exception. Il s’agit, en restreignant les délais et en proposant la «meilleure» réaction aux autorités responsables, de limiter l’extension de l’attaque et ses conséquences.

Par ailleurs, dans l’objectif de réduction des temps de réponses, la recherche s’intéresse à des techniques d’analyses rapides. Deux avancées récentes peuvent être mentionnées:

* Un test sur bandelettes pour diagnostic rapide[[178]](#footnote-178), mis au point et évalué dans les Instituts Pasteur de Madagascar et de Paris, permet de détecter en 15 minutes la peste bubonique ou la peste pulmonaire (forme gravissime qui serait celle observée en cas d'utilisation bioterroriste).
* Pour des raisons d'urgence et de risque hautement probable, il est possible d'examiner des prélèvements d’anthrax après 6-8 heures d'incubation.

## Le danger pandémique

À coté de ces menaces précises, du domaine de l’action terroriste globale transnationale, il existe une autre forme de risque biologique: l’émergence spontanée de souches virulentes pathogènes pour certaines espèces animales, brusquement adaptées à l’homme.

Le cas du mixovirus influenzae A/H5N1 (grippe aviaire hautement pathogène) qui dans la dernière décennie a infecté 300 personnes, avec une forte mortalité (>50%) en est un exemple.

Bien que cet épisode épizootique n’ait pas montré de transmission interhumaine, il est aujourd’hui admis que la mutation et l’acquisition par de telles souches d’une capacité de transmission interhumaine soutenue sera à l’origine de la prochaine pandémie[[179]](#footnote-179).

(Le virus de la grippe espagnole de 1918, de type H1N1, serait un cas de souche aviaire adaptée à l’homme avec forte contagiosité).

Or, le risque d’émergence d’un virus grippal pandémique dépend, en grande partie, des possibilités d’exposition de l’homme au virus de l’influenza aviaire hautement pathogène, qui persisteront tant que le virus continuera à circuler chez l’animal[[180]](#footnote-180).

La lutte contre la maladie chez l’animal est donc le principal moyen de limiter les possibilités d’infection humaine.

Dans ce but, les organisations internationales ont élaboré des stratégies de contrôle de la maladie chez les volailles pour «traiter ainsi le mal à la source» et réduire la menace d’une pandémie grippale humaine à l’échelle mondiale.

Cependant, concomitamment, les États se préparent à cette menace dans le cadre d’une mobilisation internationale. Cette préparation fait l’objet de plans nationaux, coordonnés au niveau européen[[181]](#footnote-181) et de l’organisation mondiale de la santé, destinés à freiner le développement de l’épidémie dès l’apparition de transmissions interhumaines et à assurer la protection des populations.

Ainsi, des orientations stratégiques, qui nécessitent une entière collaboration entre les pays bénéficiaires, les partenaires bilatéraux et les organismes multilatéraux, ont été prises:

* Mesures d’encouragement, de coopération et de coordination communautaires,
* Plans de surveillance, d’alerte précoce et de réponse,
* Assistance technique/économique,
* Réseaux de veille sanitaire,
* Efforts de recherche & développement et de prévention,
* …

Il est donc admis aujourd’hui que la question d’un tel scénario est moins sa probabilité d’occurrence que son échéance. Dans ces circonstances, dès lors que les questions de sécurité civile, d’ordre public et/ou de continuité de la vie collective et économique, deviendraient prédominantes (phase pandémique), la conduite opérationnelle de l’action gouvernementale serait centralisée dans le cadre d’un plan national[[182]](#footnote-182).

Autour d’une cellule interministérielle de crise (CIC) à vocation décisionnelle, le ministère de la Défense, conformément aux termes de ses missions génériques de protection et de sauvegarde du territoire et des populations, se verrait naturellement sollicité en collaborations interministérielles pour des actions de:

* Soutien aux populations (voire aux ressortissants français malades à l’étranger),
* Renforcement ou suppléance des services publics,
* Contribution à la sécurité générale,
* Engagement d’unités spécifiques (santé, NRBC,..),
* Coopération civilo-militaire dans les domainesde la continuité gouvernementale,

En outre, en situation de crise paroxystique, les Armées auraient pour priorité particulière d’assurer les missions de continuité de l’action gouvernementale pour la préservation desfonctions militaires stratégiques.

La menace de pandémie liée à l’apparition d’un virus mutant hautement pathogène contre lequel la population mondiale ne présenterait pas d’immunité (ni couverture vaccinale, ni traitement à priori à l’exception d’antiviraux) est donc sérieuse[[183]](#footnote-183).

Par l’ampleur de ses conséquences[[184]](#footnote-184), elle constitue un danger redoutable non seulement sur le plan humain mais aussi sur le plan de l’organisation de la société et de la vie économique :

* Dégradation de services particulièrement sensibles (énergie, communications, transports…),
* Perturbation des circuits financiers, et des échanges commerciaux,
* Engorgement des établissements sociaux et médico-sociaux,
* Mesures de contrôle aux frontières,
* Restriction ou interruption temporaire de circulation,
* Etc.…

Préventivement, des dispositions concrètes ont été prises au niveau national[[185]](#footnote-185) et des exercices de simulation de crise à l’échelle locale, nationale et européenne sont organisés depuis 2005.

### **Les menaces de demain**

L’absence de prophylaxie et/ou de thérapeutique est bel et bien la faiblesse de la cuirasse dans le domaine de l’arsenal des mesures de défense bactériologique.

À titre d’illustration, notons l'inquiétude autour de la peste qui s'est encore accrue avec l'apparition d'une souche multi résistante aux antibiotiques, mise en évidence en 1995 par des chercheurs de l'Institut Pasteur.

Pourtant le plus grave réside dans l’intervention humaine. D’après Ken Alibek (ex directeur adjoint de l’organisme de défense soviétique Biopréparat), jusqu’en 1990 les russes auraient pratiqué des manipulations génétiques destinées à renforcer la résistance ou la virulence de plusieurs agents pathogènes (hybride de variole ou du bacille de la peste résistante à 16 antibiotiques, au froid et à la chaleur, etc.)

Mais la capacité actuelle de manipuler le vivant permet d’envisager d’autres menaces: la création d’agents totalement nouveaux. Deux procédés généraux; soit par introduction des gènes dangereux dans des bactéries inoffensives très répandues (flore intestinale par exemple), soit par construction de virus à partir de plusieurs gènes de virulence provenant des pathogènes les plus dangereux.

Plus inquiétante encore, est la capacité de synthèse totale de virus connus à partir de séquences nucléotidiques. Ainsi, en 2002 a été réalisée la synthèse du virus de la poliomyélite. Très récemment, en 2005, Terrence Tumpey a réussi à synthétiser le virus H1N1 de la grippe espagnole (pandémie qui toucha 25 à 30% de la population mondiale en deux ans). Ces découvertes ouvrent la voie de la synthèse de n’importe quel virus à partir de sa séquence et font craindre pour ce qui concerne les virus les plus dangereux, disparus ou sanctuarisés (Ebola, variole).

Le plus redoutable reste peut-être à venir: la création artificielle de gènes par «*DNA shuffing*»: découpe de gènes en plusieurs fragments puis réassemblage aléatoire, créant ainsi des gènes aux propriétés nouvelles et originales (technique mise au point par Wilhem Stemmer en 1994 et développée notamment par des sociétés de biotechnologie américaines).

Enfin, depuis 2000, le cap que constitue la synthèse totale de virus (*molecular breeding of viruses*) est dépassé, ainsi que désormais celle de bactéries totalement nouvelles[[186]](#footnote-186).

Même si les motivations premières de ces découvertes ne sont pas criminelles, le risque n’est pas nul qu’un de ces micro-organismes échappe un jour à ses concepteurs.

Il est certain que cette récente émergence de germes nouveaux représentera une menace dans l’avenir.

**\***

**\* \***

Si, jusqu’à récemment, les difficultés liées au caractère vivant des agents biologiques rendaient délicate la réalisation concrète et efficace d’un attentat, l’hypothèse d’une telle opération est aujourd’hui incontestablement plausible. Les perspectives que laisse entrevoir le développement spectaculaire des procédés de génie génétique et leur large diffusion, confortent l’idée d’une menace aiguë.

Dans le même temps, les phénomènes d’épizooties capables d’évoluer en épidémies interhumaines sont très préoccupants, et ce particulièrement en raison de leur dimension internationale inévitable dans un monde à la population dense traversée par des flux complexes et permanents.

Quel que soit le cas de figure, face à des microorganismes inconnus, les conséquences humaines peuvent être lourdes.

Le cas échéant, la résolution de ce genre de crise nécessitera autant une collaboration de tous les acteurs nationaux qu’un civisme et une solidarité de chaque citoyen.

Elle reposera sur le «maintien d’un rapport de confiance entre les autorités gouvernementales et la population, limitant les comportements irrationnels et favorisant l’objectif prioritaire de préservation de la santé humaine»[[187]](#footnote-187).

***Sources:***

* Une histoire des microbes, Patrick Berche, éd. John Libbey Eurotext, 2007
* Al-Qaeda, les nouveaux réseaux de la terreur, Eric Dénécé, éd. Ellipses 2004
* Les armes bactériologiques, Patrice Binder, Olivier Lepick, coll. Que sais-je, puf 2001
* Plan national de prévention et de lutte «Pandémie grippale» n° 40 /SGDN/PSE/PPS du 9 janv. 2007
* Fiches techniques Plan gouvernemental « Pandémie grippale » du 14 fév. 2006
* **Circulaire DGS/DEUS no 2007-282 du 13 juillet 2007 relative au guide peste-charbon-tularémie; annexe au plan Biotox**

Un éveil scientifique

à travers la compétition: MAV 07



*Par le Chef d’escadron Damien DRÉO,*

*Stagiaire au CESAT/EMSST*

**L**’image actuelle des élèves ingénieurs n’est pas celle du gagnant du concours Lépine où celle du professeur Tournesol mais elle se rapproche davantage de celle du directeur sportif de Formule 1. En effet, les élèves sont souvent impliqués dans un nombre important de compétitions mettant en avant leur connaissance scientifique mais aussi leur connaissance technique et leur volonté de réussir en équipe. Le marathon Shell, les concours de robotique en sont des illustrations au même titre que la compétition de microdrones MAV 07 organisée à SUPAÉRO-ISAE[[188]](#footnote-188). Cette dernière constitue véritablement un support à l’acquisition de connaissances scientifiques, suscite un intérêt pédagogique indéniable et provoque un intérêt militaire.

**L’intérêt scientifiqu**e

* + ***La compétition MAV 07:***

Le but de cette compétition consiste à faire voler des mini-engins sans pilote dans deux situations différentes. Le premier volet de cette compétition appelé «Outdoor» a pour objectif de permettre une reconnaissance de l’environnement à une distance maximale d’un kilomètre de son point de départ à l’aide de moyens vidéo (une reconnaissance «Over the Hill»). La vitesse de déplacement doit être comprise entre 10 et 15 mètres par seconde et l’engin doit pouvoir résister aux aléas climatiques. Le deuxième volet appelé «Indoor» a pour objectif une démonstration de maniabilité avec notamment une capacité à effectuer une reconnaissance à faible vitesse ou un vol stationnaire dans un rayon d’action d’une centaine de mètres.



* + ***L’inventaire des défis scientifiques:***

L’ensemble des spécifications exigées pose de grands défis dans la conception des microdrones. La plus importante réside dans la miniaturisation des éléments pour des questions évidentes de discrétion et d’opérabilité. Un microdrone fait moins de 50 cm et pèse moins de 500g d’où une difficulté de respect du facteur d’échelle et notamment pour la propulsion. La miniaturisation s’invite également dans le domaine aérodynamique où les écoulements considérés sont à une vitesse faible (à bas Reynolds) et par conséquent demeurent mal connus. Un intérêt scientifique consiste ici à mieux appréhender les phénomènes dans cette gamme d’écoulement peu étudiés jusqu’ici. Les travaux sur les ailes flexibles qui font intervenir l’aéroélasticité semblent être un début de réponse dans la recherche aérodynamique de telles compétitions. L’automatique de bord doit être également très réduite en taille et proposer une robustesse du système pilotage fiable. Dans ces différentes recherches, il s’agit de proposer une optimisation de la masse, de la résistance et du comportement des nouveaux produits testés et mis en œuvre. Une autre partie d’intérêt scientifique réside dans la recherche d’autonomie des drones. En effet, le drone doit être capable de prendre des décisions seul à l’aide de la collecte d’informations sur son environnement. L’un des grands défis de MAV 07 est de passer de l’obéissance algorithmique à l’intelligence artificielle. Un dernier défi, encore peu abordé, demeure l’endurance des machines à savoir leur temps de vol. Actuellement, son augmentation est délicate car les batteries représentent la première charge de masse hors structure. Enfin, le dernier challenge très convoité consiste à pouvoir disposer d’un seul drone pour les deux volets de cette compétition et par conséquent de converger vers une solution capable de passer d’un vol en translation à un vol stationnaire.

* + ***Les réponses proposées par les étudiants***

Face à tous ces défis, de nombreux projets se confrontent et notamment le Br2C et le Tyto, deux projets soutenus par des étudiants de l’ISAE. Le Br2C (pour bi-rotor contrarotatif caréné) est l’aéronef conçu pour la mission indoor. L’idée de ce drone repose sur une idée originale qui consiste à placer une carène autour de deux rotors contrarotatifs de façon à optimiser le rendement des hélices par conduction du flux et annuler les effets de couples. Les résultats escomptés sont principalement un gain de stabilité et une amélioration de l’endurance. Les optimisations de ce type d’aéronef portent essentiellement sur la conception et l’espacement des hélices ainsi que la forme de la carène. Le Tyto lui se décrit comme un biplan bi-propulsé pour l’épreuve outdoor et se rapproche davantage de l’image classique des drones. Sa particularité réside dans son système d’autopilotage et sa nouvelle méthode de navigation.



MAV 07 apparaît comme un véritable catalyseur d’énergie pour développer ou poursuivre des compétences scientifiques chez les étudiants et démontre facilement leur aptitude à agir en équipe en vue d’une échéance de confrontation.

**L’intérêt pédagogique.**

* + ***L’intéressement des étudiants aux études scientifiques***

Comme souvent dans le système d’enseignement français, les élèves sont assommés de cours plus théoriques les uns que les autres. Dans les études scientifiques où les phénomènes à analyser sont de plus en plus complexes, les élèves ne sont pas épargnés par une pléiade de cours théoriques sans corrélation avec des applications concrètes et pratiques. Ce type de compétition présente l’énorme avantage de pouvoir aborder certaines lois physiques sans attendre une mise en situation dans une entreprise et permet de relier rapidement l’acquisition de leur connaissance avec les difficultés expérimentales.

* + ***La réalisation d’un projet inter domaine***

Un des défauts également présent dans l’enseignement scientifique est la catégorisation du savoir et la volonté de tout spécialiser. Cette démarche qui relève bien souvent d’une guerre des clochers ne met pas en évidence l’interdépendance de ces matières dans la vie réelle des entreprises. Ce type de compétition permet ainsi de palier le clivage entre les matières enseignées et permet rapidement de comprendre que des choix sont à faire dans tous les domaines abordés pour parvenir à un consensus et la réalisation concrète. Dans ce cas précis, le projet MAV 07 fait appel à la connaissance de plusieurs disciplines comme l’aérodynamique, l’automatique, la structure et la propulsion.

* + ***La relance de la recherche***

La volonté des élèves d’être encore plus performants par la suite génère d’autres besoins de recherche. C’est précisément leurs interrogations pour l’obtention de meilleurs futurs résultats qui relancent l’esprit critique et la volonté d’approfondir des connaissances. L’exemple très révélateur de MAV 07 consiste à explorer davantage l’aéroélasticité de manière à gagner en maniabilité et surtout évoluer dans la proposition d’une structure de drones.

Les atouts pédagogiques d’une telle compétition ne sont pas négligeables. La participation de la filière scientifique de l’École Spéciale Militaire de Saint-Cyr à ce genre de rassemblement pourrait renforcer la formation d’ingénieur généraliste grâce à l’interdépendance des matières enseignées. De plus, la réalisation de ces projets ne peut s’effectuer qu’en équipe et développe, par conséquent, des qualités recherchées chez le jeune officier. L’implication des professeurs dans ces activités permettrait aussi une meilleure communication du savoir scientifique produisant sans contestation possible une plus grande attractivité de la filière scientifique.

# L’intérêt militaire

L’étude des drones est déjà prise en compte par les ingénieurs de la DGA à ce titre l’observation de MAV 07 se résumera à quelques réflexions sur l’utilisation des drones miniatures développés pendant cette compétition et qui correspondent à la catégorie des drones WASP américains.

* ***Les différents capteurs possibles***

Les drones des étudiants possèdent uniquement comme charge utile des moyens vidéo. Ce genre de charge est directement utilisable dans la recherche de renseignement dans des zones difficiles d’accès ou pour compléter un dispositif de patrouille lors de la défense d’un point sensible. L’intérêt évident de doubler un dispositif de défense par des drones est la restriction des risques encourus par les soldats vis-à-vis des attentats. La recherche de renseignements peut consister également à traquer les tireurs isolés bien souvent camouflés dans des endroits peu visibles. Enfin, l’observation des foules par un survol de drone permet d’évaluer plus correctement l’importance des rassemblements et d’identifier les meneurs. Seulement les capteurs d’images ne sont pas les seuls capteurs envisageables: des capteurs de type NBC peuvent tout à fait être adaptés aux drones et peuvent lever le doute sur certaines zones contaminées ou décrire plus précisément un type de pollution. On aboutit en plus à une capacité civilo-militaire très appréciée des industriels. Enfin, le drone pourrait s’équiper d’un brouilleur électromagnétique et devenir un moyen de lutte contre les IED pour les convois routiers ou les progressions pédestres. La capacité de brouillage électromagnétique des microdrones pourrait renforcer le dispositif déjà existant de guerre électronique. L’utilisation des drones est très variée et peut encore s’étendre ce qui explique pourquoi, aujourd’hui, il existe à peu près 700 types de drones commerciaux et environ 200 constructeurs.

* ***L’évolution technologique importante: la miniaturisation***

L’évolution de MAV 07 vers la miniaturisation s’avère bénéfique pour les armées. Plus les soldats auront des matériels petits et légers, plus facilement ils pourront en emporter. La réduction en taille des drones participe aussi grandement à la furtivité de ces derniers et permet une meilleure intégration dans un dispositif opérationnel. En poursuivant cette recherche d’optimisation, on peut aisément imaginer des nanodrones qui auraient la taille d’une mouche et pourraient devenir quasiment indétectables. Ces drones sont déjà étudiés par des industriels mais ne sont pas opérationnels ce qui permet un travail d’imagination fécond et qui laisse penser que les épisodes de James Bond ont encore un bel avenir.

**En conclusion**, les compétitions au sein des écoles d’ingénieur sont une source de profit pour beaucoup d’acteurs dont la défense. Les évolutions qu’elles engendrent représentent un progrès technologique indéniable et transposable dans de nombreux domaines. Ainsi, une meilleure prise en compte de ces rencontres dans les filières d’enseignement scientifique militaire permettrait peut-être de les rendre plus attractives et renforcerait les qualités de management des jeunes officiers.

**Vers la fin de la logistique terrestre?**

***La réforme de la conduite logistique du niveau stratégique***

***et ses impacts pour l’armée de terre.***



*Par le Chef d’escadron Laurent FONTAINE.*

Opérationnel en septembre 2008, le CICLO ¹ constituera une avancée décisive dans le processus d’interarmisation entamé par la Défense et un nouveau défi pour l’armée de Terre.

**L**a maxime *«Une unité non soutenue est une unité vaincue»,* écrite par Maurice de Saxe en 1732 pourrait figurer au fronton du CICLO [[189]](#footnote-189) qui verra bientôt le jour sur le site de Montlhéry. Organisme à Vocation Interarmées rattaché organiquement à l’armée de Terre (OVIA-T), ce nouvel acteur logistique suscite bien des interrogations au sein des armées jusqu’ici pilotes de leur propre soutien.

Subordonné à l’EMA/CPCO, le CICLO assurera la conduite logistique de niveau stratégique par transfert de responsabilité du CPCO/J4. Sa mission consistera à gérer des ressources et à fixer les priorités d’acheminement en liaison étroite avec les théâtres, les armées et les services interarmées.

La logistique opérationnelle terrestre est elle menacée? Loin s’en faut. Le CICLO devrait laisser à l’armée de terre la conduite directe de sa logistique, n’interférant que pour l’arbitrage de la ressource mutualisable avec les autres armées. Les demandes normales des théâtres resteront à 80% gérées automatiquement via les SIL[[190]](#footnote-190) , hors du champ de vision du CICLO. L’armée de terre ne sollicitera le CICLO qu’en cas de problème pour honorer ses besoins en ressource humaine (postes spécialisés) ou matérielle.

***Un processus lancé il y a deux ans…..***

***21 décembre 2005***: Michèle Alliot Marie, Ministre de la Défense, mandate l’IGA pour une étude visant à optimiser la fonction soutien.

***23 juin 2006***: Le collège des inspecteurs généraux des armées publie son Rapport d’inspection de la fonction «soutien et logistique» (Rapport WIRTH).

***06 décembre 2006***: Note du Ministre de la Défense mentionnant la décision de créer le CICLO au 1er juin 2007.

***1er juin 2007***: création du noyau-clé du CICLO à MONTLHERY.

***…..et une montée en puissance en deux étapes:***

***1er septembre 2008***: entrée en service effective du CICLO (31 personnes).

***1er septembre 2009***: mise sur pied de la structure finale (volume non-défini) du CICLO avec extension de son champ de compétences.

Pour le responsable logistique de chaque théâtre le CICLO devrait être un réel progrès: ordres logistiques diffusés plus rapidement; identification et allocation de la ressource facilitées; transport de la ressource plus réactif (priorités données au CMT[[191]](#footnote-191)); traitement des demandes en fonction des priorités opérationnelles.

Pour autant, la création du CICLO amènera certainement l’armée de Terre à certaines remises en questions.

* ***Structurellement***, d’abord: la restructuration définitive des grands états-majors terrestres (EMOT, CFT), l’harmonisation et la standardisation du commandement logistique des théâtres et la définition précise de la ressource mutualisable s’avèrent incontournables.
* ***Sur le plan matériel et doctrinal***, ensuite: la compatibilité des SIL, l’intégration des Directions centrales des Services Interarmées dans le réseau de communication protégé du CICLO et l’adaptation des procédures à la nouvelle doctrine interarmées du soutien (PIA 04-200) nécessitent un réel effort de l’armée de Terre.
* Enfin, le lien très fort entre les décisions logistiques et le domaine budgétaire peut poser la question de la nouvelle délimitation des responsabilités financières entre l’EMA et l’armée de Terre, avec par conséquent de ***possibles réorganisations*** à mener pour assumer ces nouvelles prérogatives financières.

Malgré tout, l’effort à consentir par l’armée de terre ne devrait pas être insurmontable. Représentant 80% des troupes françaises déployées dans le monde, l’armée de Terre dispose d’un savoir-faire reconnu dans le soutien aux opérations. Cette reconnaissance lui vaut la responsabilité d’assumer la montée en puissance du CICLO dont elle honorera le poste de chef dès l’été 2008. De la réussite de ce premier défi dépendra pleinement celui d’amener cet OVIA à sa dimension définitive un an plus tard.

**Relire la pensée militaire classique.**



# *Par le chef de bataillon Paul BURY*

*de la 121ème promotion du CESAT/CSEM*

*«L’étude des belles lettres est si utile à ceux qui se vouent aux armes que la plupart des grands capitaines y ont consacré leurs heures de loisirs».*

**Frédéric II**

**S’**il est communément admis que la lecture de Clausewitz et de Jomini sont incontournables dans le domaine stratégique, la lecture des penseurs militaires d’autres domaines n’est pas aussi répandue. À l’heure où le CDEF prépare un ouvrage de référence sur le style de commandement en opérations, la redécouverte d’auteurs des XVIIIème et XIXème siècles semble plus que jamais d’actualité. Elle ajoute à la qualité des réflexions le plaisir de relire de beaux textes. Elle permet de réaliser qu’il y a des constantes dans le style de commandement à la française.

Le XVIIIème siècle a sans doute été l’un des plus féconds quant à la pensée militaire française. Il est certain qu’il a inspiré profondément les grands chefs militaires qu’ont été Frédéric le Grand et Napoléon. En effet, la liste des penseurs militaires de ce siècle est des plus révélatrices: Folard, Feuquières, Maurice de Saxe, Joly de Maizeroy… Leur impact sur les générations suivantes l’est tout autant.

Certes, leurs écrits portent en priorité sur la tactique. Pour autant, de nombreuses et très belles pages – toujours d’actualité – ont été consacrées au «Soldat» et à la façon de le commander. Elles pourraient enrichir les réflexions du chaque chef militaire, en sus du «FT04» traitant du style de commandement en opérations, en cours de conception au CDEF.

**La psychologie du commandement**

«*La valeur des hommes est journalière*»: par cette phrase le maréchal de Saxe critiquait la théorie du choc du chevalier de Folard[[192]](#footnote-192). Il voulait ainsi insister sur l’importance de la psychologie du commandement car *«la vraie habileté du général consiste à savoir s’en garantir par les dispositions et par ces traits de lumière qui caractérisent les grands capitaines».*

Au siècle suivant, le colonel Ardant du Picq continuait dans cette voie. Il préconisait l’esprit de corps, et une *«discipline d’essence sociale»,* pour insuffler aux hommes le surcroit de bravoure nécessaire au combat. Ainsi, écrivait-il justement, *«l’homme n’est capable que d’une quantité donnée de terreur*». Au-delà, la troupe fait preuve de refus instinctif et de panique. Cette vision de la discipline mériterait d’être confrontée au «dressage» de la troupe voulu par Frédéric II.

## L’humilité et l’exemplarité du chef

Plus encore, on gagnera à relire les très belles pages du maréchal de Belle-Isle à son fils, alors que ce dernier allait prendre la tête d’un régiment. Cette lettre montre que le style de commandement à la française, tel que nous aimons à le concevoir, fait de rigueur alliant à la confiance une certaine familiarité du chef et du soldat, n’a rien de nouveau. Elle insiste en outre sur l’humilité, qualité fondamentale du chef. Avec le testament militaire du colonel de Maud’huy, ce texte fait sans doute partie des plus belles pages écrites sur le commandement des hommes.

On argumenterait volontiers que les textes de ces penseurs n’ont rien de neuf et que l’on peut s’en affranchir, puisque ces réflexions sont, en un sens, le fondement du savoir-être des «capitaines»[[193]](#footnote-193) français. Ce serait oublier d’une part que ces écrits s’inscrivent dans une pensée tactique tout aussi féconde. D’autre part, ils enrichissent la culture générale, qui demeure la sève indispensable, par delà les règlements d’emploi et la compétence technique, à la floraison du style particulier de tout chef militaire.

### **Bibliographie sélective**

* Maurice de Saxe, «***Mes rêveries****»*.
* Chevalier de Folard, «***Commentaires sur Polybe****»*.
* Maréchal de Puységur, «***Art de la guerre par principes et par règles****».*
* Baron de Mesnil-Durand, «***Projet d’un ordre français en tactique****».*
* Joly de Maizeroy, «***Cours de tactique théorique, pratique et historique****».*
* Comte de Guibert, «*Écrits Militaires; Essai général de tactique».*
* Charles Ardant du Picq, *«****Études sur le combat****».*
* Maréchal de Belle-Isle, «***L’art du commandement****»* (lettre à son fils au moment de prendre le commandement d’un régiment).

## Leçons d’histoire



**L’emploi des forces françaises depuis 1815**



*Par le Lieutenant-colonel Michel GOYA,*

*de l’état-major des armées*

**N**ation, armée et gouvernement constituent les trois pôles de la trinité clausewitzienne et aucun d’eux n’est indépendant des deux autres. Une armée doit ainsi être adaptée aux ressources matérielles et morales que la nation peut offrir pour sa défense et à la vision stratégique définie par le gouvernement. Ce dernier de son côté ne peut ni contredire longtemps la volonté de la nation, au moins dans les sociétés démocratiques, ni ignorer les possibilités et les conseils que lui offre l’outil militaire. Les priorités données à l’emploi des forces se trouvent donc liées à un faisceau de forces souvent contradictoires qui introduisent une grande instabilité stratégique.

À cet égard, la période qui va de la sortie de l’organisation intégrée de l’OTAN en 1966 jusqu’à la disparition de l’URSS apparaît comme une longue parenthèse tout à fait exceptionnelle dans l’histoire de la stratégie française. Nous renouons maintenant avec l’instabilité qui avait été la règle jusque là, comme en témoigne la simple observation des politiques d’emploi des forces armées depuis 1815.

**Un changement de priorité tous les douze ans**

Depuis 1815 et le congrès de Vienne, la France est intégrée (et surveillée) dans le système de sécurité collective de la Sainte-Alliance. Le risque de conflits interétatiques est faible et la menace prioritaire du gouvernement est constituée par les mouvements révolutionnaires. L’outil militaire est donc conçu avant tout comme un instrument de répression intérieure (réaction absolutiste de 1820, lutte contre les sociétés secrètes en 1821-22) et secondairement de stabilisation internationale (expédition d’Espagne en 1823 sur demande du Roi Ferdinand) dans le cadre de l’Alliance. N’exigeant pas beaucoup de ressources, il correspond à la fois à ce que peut fournir la France épuisée après 23 ans de guerre et aux ambitions stratégiques limitées des débuts de la Restauration.

Avec la révolution industrielle la nation retrouve des ressources économiques tandis que l’apparition d’une opinion publique crée l’idée de devoir d’ingérence. La zone d’action des forces françaises s’étend avec les interventions en Grèce (1827), en Belgique (1830), à Rome (1849) et la conquête de l’Algérie. Ce mouvement s’amplifie encore sous Napoléon III qui entreprend un «modelage» de l’Europe, voire du monde, selon les intérêts français. Les expéditions coloniales se multiplient (Sénégal, Afrique du Nord, Cochinchine) et les conflits interétatiques réapparaissent tout en restant limités jusqu’en 1870 (guerre de Crimée en 1853 et d’Italie en 1859). Les armées françaises sont présentes sur tous les continents.

Dans cette période d’une cinquantaine d’années, on peut ainsi distinguer quatre emplois des forces différents et souvent simultanés mais avec des «dosages» différents suivant les époques. La priorité passe ainsi de la sécurité intérieure à la stabilisation extérieure puis à la conquête coloniale pour revenir enfin à la guerre interétatique, soit une variation majeure à peu près tous les 12 ans.

**Le monde devient une «branloire permanente»[[194]](#footnote-194)**

Le passage d’une priorité à l’autre s’effectue le plus souvent sur des considérations de politique intérieure et à court terme, et sans trop tenir compte de la capacité des armées à s’adapter. Or les qualités d’une armée dédiée d’abord à la sécurité intérieure ne sont pas forcément compatibles avec celles réclamées par les autres missions. En effet, la vertu principale demandée à l’armée de la Restauration n’est pas l’excellence tactique, les foules étant nettement plus faciles à vaincre que des armées ennemies, mais la loyauté politique et celle-ci, dans une armée formée de conscrits tirés au sort, ne s’obtient que par une discipline de fer.

Cela a plusieurs conséquences lorsqu’on change de priorité. La première est la brutalité de la conquête de l’Algérie, conçue comme une répression à grande échelle mais sans les freins psychologiques qui peuvent exister en France. La seconde est la difficulté croissante à s’adapter aux changements de la société. Avec le développement économique, les opérations militaires engagent de plus en plus d’hommes, sur de grandes distances (chemins de fer, navires à vapeur, télégraphe) et avec des armements à âmes rayés tirant quatre fois plus loin que sous le Ier Empire. Cette armée rigide où le Maréchal Mac Mahon «raye du tableau d’avancement tout officier qui a son nom sur un livre» ne parvient pas à assimiler tous ces changements au niveau stratégique comme au niveau tactique et cela se traduit par des pertes (6.000 soldats français meurent en opération chaque année de 1815 à 1869) et souvent un grand désordre.

Les Prussiens sont les premiers à comprendre la nécessité de maintenir une double corrélation entre l’outil militaire et d’une part une société qui lui fournit des ressources mais qui est soumise au changement et d’autre part une vision stratégique liée à un contexte international lui aussi très mouvant. Ils mettent donc en place une sorte de «technostructure» chargée d’étudier ces phénomènes (Grand Etat-Major, Kriegsakademie, grandes manœuvres, etc.) et dont la supériorité sur les improvisations françaises est écrasante en 1870. À ce moment là, pour paraphraser Clemenceau, la guerre est devenue une chose trop complexe pour ne pas passer d’abord par les militaires.

##### la IIIème république face au défi allemand (1871-1940)

Bien malgré elle, la France de la IIIème République ne peut qu’imiter le modèle allemand et accepter que les militaires soient les spécialistes incontournables dans la conception de l’emploi des forces (en s’efforçant toutefois de ne pas constituer jusqu’en 1911, l’équivalent du Grand Etat-Major allemand, jugé trop dangereux politiquement).

La menace allemande est omniprésente pendant toute cette période et reste le pôle majeur structurant les armées françaises. Pour autant, dès que la probabilité d’une guerre européenne diminue le personnel politique de la IIIe République s’affranchit du jugement des militaires pour réorienter une partie des forces vers d’autres objectifs. En fonction de la vision que l’on a de cette menace allemande, des fluctuations de l’économie et surtout de l’opinion publique, on peut ainsi observer 10 périodes stratégiques de 1871 à 1940:

• Années 1870: la priorité est à la préparation de la «revanche» (ce qui n’empêche pas la répression de la Commune) mais les moyens matériels et la doctrine manquent. La stratégie est donc orientée vers l’Allemagne mais reste défensive (ligne Séré de Rivières);

• 1880-1890: l’outil militaire s’est reconstitué. La priorité est la même mais la posture est offensive. Le «parti colonial» amorce une réorientation des forces vers la conquête de l’Empire, ce qui provoque un vif débat.

• 1890-1900: la probabilité d’un conflit européen diminue[[195]](#footnote-195). Les opérations coloniales sont à leur apogée mais on redécouvre qu’il est difficile de basculer rapidement d’un rôle à l’autre. Les 5.700 morts de l’expédition de Madagascar (1894) entraînent la scission entre une armée métropolitaine et une armée impériale.

• 1900-1910: la probabilité d’une guerre est toujours aussi faible. La conquête de l’Empire est pratiquement achevée. L’antimilitarisme est à son comble. Les forces armées sont réorientées vers la police intérieure («inventaires» des biens des congrégations en 1906, crise viticole de 1907, émeutes ouvrières et minières). On s’aperçoit vite que ces missions sont peu compatibles avec la cohésion nécessaire entre l’armée et la nation[[196]](#footnote-196).

• 1910-1914: les tensions et la probabilité d’une guerre remontent. La priorité est redonnée à l’affrontement interétatique avec une posture très offensive.

• Première Guerre mondiale.

• 1918-1926: la menace allemande est, au moins provisoirement, écartée et les forces servent surtout aux opérations de stabilisation consécutives de la guerre (Pologne, Odessa, Ruhr, Silésie, Rif, Syrie).

• 1926-1936: la tension diminue et le pacifisme se développe. La priorité reste la menace allemande mais les moyens et la volonté manquent. On revient, comme dans les années 1870 à une posture défensive derrière une ligne de fortifications.

• 1936-1939: la probabilité d’une guerre contre l’Allemagne augmente rapidement mais, contrairement à la période 1910-1914, le réveil est lent. Les moyens et l’imagination manquent pour sortir de la posture défensive.

• 1939-1940: la drôle de guerre et le désastre.

La politique d’emploi des forces reste donc très fluctuante (une variation tous les sept ans) et pas toujours adaptée. Pour ne pas compromettre l’efficacité des forces destinées à l’affrontement avec l’Allemagne, on développe des forces spécialisées pour les missions secondaires (Marine et troupes coloniales, au sens large, pour l’Empire; gendarmerie mobile pour le maintien de l’ordre en 1920).

L’institution militaire, en tant que conseillère dans l’emploi des forces, est décrédibilisée par les doctrines inadaptées tant de 1914 que de 1940. Cette inadaptation est largement le fruit d’une connaissance très incomplète de la nation. On est, par exemple, persuadé en août 1914 que 15% des mobilisés seront réfractaires (0,4% en réalité) et que le pays ne pourra supporter un conflit de plus de six mois, ce qui incite à une doctrine très offensive. Inversement, dans les années 1930, on croit qu’avec des conscrits à un an de service, on sera incapable de mener des opérations offensives.

##### De la paralysie à la glaciation

Tout de suite après la Seconde Guerre mondiale, un possible affrontement continental, les guerres de décolonisation et même la subversion intérieure (grèves de 1947) sollicitent simultanément les forces armées, ce qui dépasse les moyens réduits de la nation et oblige à rechercher l’aide américaine. A l’instar des armées américaines aujourd’hui, cette «compétition des menaces» déchire aussi l’institution militaire entre ceux qui mettent l’accent sur la victoire immédiate contre les mouvements de guérilla et ceux qui privilégient la préparation d’une guerre contre le Pacte de Varsovie, hypothétique mais aux conséquences bien plus importantes. Comme de son côté le pouvoir politique a du mal à définir des priorités stratégiques, on aboutit à des demi-mesures qui conduisent à la fois à une décolonisation dans les pires conditions et à l’affaiblissement des capacités de combat en Europe.

Toutes ces contradictions sont tranchées avec l’arrivée au pouvoir du Général de Gaulle qui met un terme à la guerre d’Algérie, prend ses distances avec l’allié américain et met en place le «pouvoir égalisateur» de l’atome. L’emploi des armées se recentre sur la défense de la nation mais dans le contexte très nouveau de la dissuasion nucléaire. Le caractère politique de l’arme nucléaire, la rigidité de la menace soviétique et donc du concept d’emploi destiné à y faire face, rendent moins utile la technostructure militaire. La réflexion sur l’emploi stratégique des forces se fige.

Le besoin d’intervenir à l’étranger, en Afrique en particulier, réapparaît progressivement, mais reste une mission secondaire, non théorisée et confiée à une branche professionnelle. Quant à la sécurité intérieure, elle constitue une mission soigneusement évitée. On revient ainsi à une conception stratégique proche de celle des années 1930 mais avec une volonté et des moyens supérieurs.

##### Le retour des turbulences stratégiques

La fin de la guerre froide et la nouvelle mondialisation transforment brutalement le paysage stratégique. Comme après 1918, les forces sont réorientées presque aussitôt vers les opérations de stabilisation tout en voyant leurs moyens se réduire rapidement, ce qui ne peut conduire, une fois épuisé le surplus matériel de la guerre froide et les principales crises résolues, que vers un repli intérieur faute de moyens et de vision.

Le terrorisme a toujours existé sous forme latente en France mais son traitement relevait d’une action de police. A partir de 2001, l’apparition à l’étranger d’attaques terroristes aux formes et effets semblables à des attaques militaires a introduit la tentation de réorienter à nouveau les forces armées vers la sécurité intérieure. Simultanément, apparaissent déjà les indices de retour à des formes de conflits interétatiques (retour à la hausse des budgets de défense sauf en Europe, augmentation du nombre de conflits après une baisse dans les années 1990, durcissement des ONG-armées grâce à la diffusion d’armements modernes, retour en force d’idéologies nationalistes ou religieuses). Un nouveau changement de priorité est donc à prévoir dans les années à venir.

On renoue ainsi avec la volatilité stratégique et il est probable que les armées auront à nouveau à glisser régulièrement sur le rectangle d’emploi guerre interétatique- guerre de stabilisation- opérations de maintien de la paix- -sécurité intérieure. Déjà elles associent en leurs seins des vétérans de la lutte contre le Pacte de Varsovie, une majorité d’habitués des missions d’interposition et une nouvelle génération montante qui connaît des expériences plus violentes, notamment en Afghanistan.

Une organisation est l’association d’équipements, de méthodes, de structures et d’une culture. La composante matérielle constitue désormais un pôle d’inertie car, à moins d’une «recapitalisation» massive, les armées seront obligées de «faire avec» les matériels majeurs hérités de la guerre froide pendant encore plusieurs dizaines d’années. Les adaptations indispensables pour s’accorder aux changements de priorité à prévoir tous les dix ou douze ans se feront donc surtout par les autres composantes, non matérielles.

Pour y parvenir, il est indispensable de renouer avec une véritable «technostructure» d’expertise stratégique et tactique, seule à même d’éviter des emplois guidés par le seul rendement politique immédiat et de rétablir la confiance de la nation dans ses armées, préalable indispensable à l’acceptation des sacrifices qui ne manqueront pas de survenir. Cette expertise doit s’intéresser tout autant aux évolutions de la société française qu’à celles du monde et de ses menaces ou potentialités.

**Le monde actuel en perspective macro-historique**



*Par le Lieutenant-colonel Michel GOYA,*

*de l’état-major des armées*

**L**es réflexions en cours dans le cadre du nouveau Livre blanc subissent visiblement l’influence de la philosophie dite post-moderne de refus des systèmes de pensée. Il s’ensuit une vision des choses sans appui sur le passé profond et à court terme. L’objet de cet article est donc, très modestement, de replacer les débats en cours dans le temps long et de faire appel à de grandes théories historiques et économiques (Toynbee, Kennedy, Kondratiev) pour apporter des éclairages originaux.

**État universel chinois et puissances hégémoniques occidentales**

Au XIVème siècle, l’Ancien monde est dominé par deux modèles: l’Empire chinois de la dynastie Song et l’Occident chrétien. Entre ces deux pôles, dont aucun ne dispose de la puissance critique suffisante pour s’imposer à l’autre, on trouve des puissances secondaires (Perse, royaumes indiens, Moscovie, Empire turc) et hors de ce système international des zones entières sont plus ou moins «hors de l’Histoire» (Afrique sub-saharienne, Amérique)[[197]](#footnote-197). Ces deux grands centres de puissance sont de natures très différentes qui permettent d’illustrer deux théories de l’évolution politique.

L’empire chinois est un «État universel» au sens de l’historien britannique Arnold Toynbee, c’est-à-dire qu’il a réussi à dépasser le stade de la compétition entre les «Royaumes combattants» pour unifier son espace culturel sous l’égide d’un pouvoir politique central[[198]](#footnote-198). La Chine impériale obtient ainsi la stabilité mais au prix de la perte d’un certain dynamisme par manque de compétition. Le corpus de pensée stratégique, philosophique ou politique est ainsi fixé avant l’unification du IIIème siècle avant JC et n’évolue ensuite que par affinement. La guerre perdure mais non pas selon un schéma «horizontal» entre États concurrents mais «vertical» entre un centre dominant et des provinces périphériques qu’il faut maintenir dans «l’ordre»[[199]](#footnote-199). En 1700, le PIB chinois représente 22% du PIB mondial.

Pendant ce temps, l’Europe reste au stade des «royaumes combattants» en compétition permanente pour l’hégémonie locale. Cette compétition, qui amène régulièrement le continent au bord de la ruine complète, est également un moteur puissant qui pousse les nations à rechercher de nouvelles ressources hors d’Europe, en Afrique, aux Indes et surtout aux Amériques. Ces grandes découvertes amènent d’abord la fortune et la primauté au Portugal et à l’Espagne, jusqu’à ce que, selon le processus décrit par Paul Kennedy, les nécessités stratégiques et le poids des dépenses militaires les ralentissent. Un challenger occidental plus dynamique passe alors au premier plan jusqu’à ce qu’il atteigne à son tour la «surexpansion stratégique» et décline (Pays-Bas, France, Royaume-Uni)[[200]](#footnote-200).

D’une manière plus générale, le capital de richesse acquis aux Amériques permet aux principales nations européennes de «décoller» industriellement et, tout en poursuivant la compétition, de surpasser en puissance tous les autres États du monde, y compris l’Empire chinois[[201]](#footnote-201). Ce processus de compétition entre nations de plus en plus puissantes s’achève par l’«apocalypse européenne de 1914-1945»[[202]](#footnote-202) et l’élargissement de la compétition «à l’occidentale» à l’ensemble du monde, avec les États-Unis comme puissance dominante et l’URSS puis, plus modestement, le Japon comme compétiteurs. Au milieu des années 1980, cette nouvelle grande puissance présente à son tour les symptômes d’essoufflement décrits par Kennedy puisque le budget militaire américain atteint 6,5% du PIB[[203]](#footnote-203). Les États-Unis, qui représentaient 50% du PIB mondial en 1945 n’en représentent alors plus que 25% et les déficits commerciaux et budgétaires sont énormes. Le déclin américain semble inéluctable.

**Du déclin américain à l’«hyperpuissance»**

Les États-Unis sont finalement sauvés en interne par la réforme de l’appareil de production, l’investissement massif dans la haute-technologie puis le début de la libéralisation des échanges financiers et à l’extérieur par deux «divines surprises»: la panne de l’économie japonaise et surtout l’implosion de l’URSS. Comme, au même moment, la Chine est en pleine phase de transition post-maoïste et que l’Union européenne n’a pas de cohérence politique, ils passent d’un seul coup et par défaut au statut d’«hyperpuissance», c’est-à-dire un «État universel» toynbien dont l’hégémonie peut s’étendre sur le monde entier.

En jouant du *hard power* (Golfe 1991, Bosnie 1995) et surtout du *soft power* (contrôle économique par le FMI, l’OMC ou la Banque mondiale, contrôle stratégique par l’OTAN, contrôle médiatique, moyens de surveillance, etc.), les États-Unis entreprennent alors le modelage (*shaping*) d’un «nouvel ordre mondial» selon leurs principes, valeurs et intérêts. Ils en occupent le «milieu», à la manière de la Chine classique, entourés de puissances secondes alliées et de «nouveaux barbares» à la périphérie.

Ce nouveau monde, comme celui de l’apogée de la compétition occidentale au début du XXème siècle, est ouvert et unifié par une série de flux commerciaux, médiatiques, humains et financiers qui provoquent très rapidement trois sortes de tensions qui se nourrissent mutuellement. Les premières sont politiques avec un processus de démocratisation qui place de nombreux États dans le stade intermédiaire où ils ont perdu la stabilité de l’autoritarisme sans avoir encore celle du jeu des pouvoirs et contre-pouvoirs des démocraties établies. Dans ce contexte fragilisé, le nouveau capitalisme se comporte comme une seule et gigantesque institution financière (puisque tous les comportements convergent) s’imposant à un appareil productif fragmenté, avec comme objectif unique l’enrichissement de 300 millions d’actionnaires (pour beaucoup américains). Il s’ensuit une grande volatilité des capitaux à la recherche de profits à court terme, source de crises violentes[[204]](#footnote-204), et une forte pression sur les salaires, source de tensions sociales. Géographiquement, le processus favorise le système financier américain (qui attire les capitaux) et les pays périphériques qui fournissent l’appareil productif physique (et qui attirent les investissements)[[205]](#footnote-205). Socialement, ce nouveau capitalisme profite beaucoup plus à la classe des spéculateurs qu’à la classe des producteurs. La vision marxiste d’exploitation du travail par le capital tend ainsi à devenir une réalité au XXIème siècle[[206]](#footnote-206). La dernière source de tension provient enfin du décalage entre la vision «occidentalo-centrée» (et même américano-centrée) omniprésente dans les médias du monde entier et la vie réelle de la grande majorité de l’humanité.

Toutes ces tensions ont fini par créer un regain de nationalisme et la formation d’un «front du refus», notamment en Amérique du Sud ou en Russie. Elles ont créé aussi une multitude de «poches de colère»[[207]](#footnote-207), bidonvilles géants, ghettos, banlieues pauvres, territoires occupés, zones tribales, où se regroupent les laissés pour compte de la mondialisation et les rebelles à leur État et/ou aux valeurs dominantes occidentales. Ces poches prolifèrent dans les régions périphériques comme dans les pays riches, jusqu’au centre même (le «prolétariat intérieur», souvent d’origine immigrée, dont parle Toynbee), formant un réseau relié par les flux de la mondialisation. Ces zones deviennent les métastases d’un cancer lorsqu’elles abritent des ONG rebelles, aux profils variés depuis les mafias jusqu’aux proto-états, qui agissent en prédation ou en réaction à ce qu’elles perçoivent comme des agressions.

**Les guerres verticales américaines**

Dans ce contexte, la phase de séduction de l’«État universel» américain a rapidement fait place à une phase de coercition qui, à l’instar de la Chine classique, s’assimile bien plus à du «maintien de l’ordre» mondial qu’à des affrontements interétatiques «horizontaux». De fait, à partir de 1999, le *soft power* défaillant fait de plus en plus place au *hard power*, avec, bien sûr, une accélération après le choc et l’instrumentalisation des attaques du 11 septembre 2001[[208]](#footnote-208). Le nombre de conflits dans le monde qui tendait à diminuer au début des années 1990 repart à la hausse, de même que les dépenses militaires.

Dans cette accélération du cycle coercition-réaction, les Américains sont désormais en difficulté. La volonté de modelage du Moyen-Orient a sécrété des adversaires qui pratiquent localement une guerre totale et ont trouvé les failles d’un outil militaire américain directement hérité de la guerre froide et plus conçu pour les guerres horizontales clausewitziennes. Les États-Unis se découvrent ainsi largement impuissants face à des organisations comme les Talibans, l’Armée du Mahdi ou le Conseil consultatif des Moudjahidin d’Irak, tandis qu’un de leurs principaux alliés, Israël, est mis en échec par le Hezbollah en juillet 2006.

Cet enlisement survient alors que le poids militaire américain (50% des dépenses mondiales) est désormais presque le double de son poids économique (27% du PIB mondial, chiffre à la baisse). Ces dépenses militaires (1.483 € par américain, dont 400 pour la guerre en Irak, contre 479 pour un Français), auxquelles il faut ajouter les coûts indirects de la guerre en Irak (plus de 2.000 milliards de dollars selon l’économiste Joseph Stiglitz), commencent à approcher le seuil d’essoufflement.

**Les nouveaux «royaumes combattants»**

Ce début de «surexpansion stratégique» survient à un moment où les challengers à l’hégémonie recommencent à apparaître, par contrecoup des effets, positifs et négatifs, de la mondialisation américaine et grâce à un retournement de cycle Kondratiev[[209]](#footnote-209) qui les favorise économiquement[[210]](#footnote-210). Comme à la fin du XIXème siècle, la mondialisation, plus conséquence que cause d’un affaiblissement des États, a eu pour effet de réveiller les nationalismes. On voit ainsi réapparaître les anciens empires, russe et chinois, mais aussi des puissances oubliées comme l’Inde et des nouveaux riches comme le Brésil. Leurs croissances très fortes s’accompagnent d’un accroissement parallèle des instruments de puissance. Les budgets militaires russes et chinois évoluent ainsi au rythme d’un doublement tous les cinq ans.

On voit aussi se dessiner de nouveaux blocs constitués d’un centre, d’un «étranger proche», au sens russe, et d’intérêts périphériques qui ne manqueront pas d’interférer et donc, surtout dans un contexte de ressources comptées et de problèmes écologiques aigus, de déboucher sur des affrontements. Comme chacun de ces blocs dispose d’un arsenal nucléaire, le scénario le plus probable est celui d’un retour à un système de «royaumes combattants» sous forme de «guerre froide multipolaire», avec la coexistence de confrontations horizontales non violentes (la course au pétrole dans le Grand Nord par exemple) et de guerres verticales pour le maintien de l’ordre et des intérêts (comme en Tchétchénie). Comme pendant la première guerre froide, ces deux axes se confondront souvent selon un jeu subtil[[211]](#footnote-211).

L’attitude des États-Unis sera alors déterminante. Ils disposent encore d’un écart de puissance très favorable[[212]](#footnote-212) mais celui-ci tend à se réduire. Pour le maintenir, ils se sont engagés dans un double effort militaire visant à maintenir une nette supériorité «horizontale» sur les rivaux potentiels (par le bouclier anti-missile par exemple) et «verticale» pour la protection de leurs intérêts et valeurs. Cet effort risquant de les faire basculer définitivement en situation de «surexpansion», ils seront sans doute amenés à revenir sur la stérilisation stratégique qu’ils ont imposée à leurs alliés pour les amener à contribuer plus activement à une défense commune de l’Occident.

**Quelle place pour la France dans la nouvelle guerre froide?**

Bon élève de la mondialisation des années 1990, l’Union européenne a combiné le libre-échangisme anglo-saxon et la neutralité nordique. Elle est désormais à contre-courant d’une Histoire qui loin d’être finie voit le retour de puissances dotées de politiques économiques et stratégiques nationales.

Ancienne superpuissance et moteur un temps de l’idée d’«Europe puissance» (à condition d’en prendre le leadership), la France est devenue une nation frustrée, engluée dans une Europe apolitique et sous protectorat. Elle ne représente plus que 1% de la population, 4,6% du PIB, 4,3% des dépenses de recherche et 3,6% des dépenses militaires du monde[[213]](#footnote-213), chiffres en baisse car ses taux de croissance démographique et économique sont inférieurs au reste du monde. L’«insolente nation», capable de bâtir deux empires coloniaux et de défier à plusieurs reprises l’Europe entière est maintenant victime de l’«effet Gulliver», trop petite face au géant américain et trop grande et lourde face aux Lilliputiens en croissance rapide.

Ce contexte paralysant risque cependant de changer sous la pression des concurrents extra-occidentaux. Tout semble indiquer que le monde de 2030, qui correspond au début de retournement de cycle Kondratiev, sera très tendu. Le différentiel de puissance entre les États-Unis et les «challengers» sera alors au plus bas tandis que les problèmes écologiques et de répartition de ressources seront suraigus. S’ils veulent à nouveau agir sur un monde extérieur auquel ils sont reliés par de multiples flux vitaux, il faudra bien que les pays européens cessent d’être les seuls à désarmer. Ils y seront d’ailleurs sans doute incités par les Américains eux-mêmes au nom de la solidarité occidentale et comme à l’époque où la peur de l’URSS était le meilleur ciment de l’UE.

La France aura un rôle éminent à jouer dans ce retournement stratégique européen si elle est la première à proposer un nouveau modèle d’action militaire qui s’imposerait comme une norme. Ce n’est pas incompatible avec les conditions budgétaires actuelles, les exemples soviétiques et allemands des années 1920 témoignant que l’on peut imaginer des formes de guerre nouvelles avant de disposer des moyens correspondants. Cela suppose cependant un effort intellectuel considérable à l’instar des «Lumières militaires» du milieu du XVIIIème siècle ou du bouillonnement de la fin du siècle suivant, issus d’un doute profond et à l’origine des deux dernières grandes épopées où l’armée française a fait l’admiration du monde: l’Empire napoléonien et la victoire de 1918.

## On a aimé



**Le diplomate et l’intrus,**

**L’entrée des sociétés**

**dans l’arène internationale[[214]](#footnote-214)**



**de Bertrand BADIE**

**B**ertrand Badie est professeur de science politique (relations internationales) à l’Institut d’études politiques de Paris. Il joue un rôle important en France dans le débat théorique. Il est représentatif du courant dominant qui est, chez nous, proche du constructivisme. Pour cette école de pensée, les relations internationales ne sont pas simplement guidées par l’appétit de puissance et de sécurité des États comme le pensent les réalistes, mais elles sont également déterminées par des valeurs, des idées, la culture. Plus largement, les constructivistes pensent que l’arène internationale est de plus en plus une véritable société où les acteurs non étatiques jouent un rôle propre qui peut être autant ou plus important que celui des États.

C’est justement le thème central du dernier ouvrage de Bertrand Badie. Les premières phrases de l’introduction illustrent bien le propos: «*Individus, groupes sociaux, peuples ou sociétés sont tenus pour des intrus dès qu’il est question de diplomatie. Il était un temps où la remarque valait pour la scène politique toute entière; puis est venue la démocratie…*».

Il consacre ainsi la première partie à montrer comment la scène internationale est toujours plus durkheimienne, c'est-à-dire sociétale, et toujours moins wébérienne, c'est-à-dire étatique et dominée par des «*monstres froids*».

La deuxième partie de l’ouvrage traite de l’interprétation de l’usage fait par les États du multilatéralisme et du régionalisme. La double clé de lecture réaliste et constructiviste lui permet de montrer combien ces développements sont équivoques et incertains car, si les États y sont contraints, ils cherchent cependant à les instrumentaliser.

Enfin, dans la troisième partie, l’auteur esquisse trois types de diplomatie: hégémonique, moyenne et contestataire dans ce nouveau contexte.

Le lecteur militaire trouvera dans cet ouvrage un éclairage sur la superstructure de son action opérationnelle et des facteurs d’explications aux chemins parfois tortueux de la politique internationale. Il y trouvera aussi beaucoup d’éléments de confirmation de sa propre expérience de terrain, confronté qu’il est aux nouveaux acteurs de la scène internationale qu’il s’agisse d’experts, d’ONG ou de groupes anomiques.

Le livre pêche cependant dans sa dimension prescriptive, notamment pour la diplomatie française. Le concept de «*puissance moyenne*» est repris sans plus d’explication, alors que Hubert Védrine et Dominique Moïsi[[215]](#footnote-215) ont fait un apport important en proposant celui de «*puissance d’influence mondiale*». En effet, la France, comme le Royaume-Uni, la Russie, la Chine et quelques autres, n’est pas dans la moyenne. Elle n’est pas 80ème ou 90ème parmi les 180 membres des Nations Unies. Elle est au contraire toujours dans les cinq ou dix premiers. Elle a des intérêts et une influence qui dépassent largement la sphère régionale. Dès lors, recourir au terme de puissance moyenne ne rend pas compte de la complexité de notre position internationale et des cartes que la France a dans sa main.

Une autre lacune est la méconnaissance du rôle des militaires. Il a ce mot «[L’arène internationale] *n’a pas à accueillir l’homme ordinaire* [*…*]*; tout juste a-t-il le droit d’apparaître en soldat, mais dans un rôle de stricte obéissance et de total sacrifice*». Certes, cette citation s’insère dans la présentation d’une conception de la vie internationale à laquelle il s’oppose, mais, par la suite, aucun développement ne vient contredire ce propos réducteur.

Or, non seulement les études théoriques ont montré le rôle de la bureaucratie d’État et tout particulièrement des états-majors dans la définition de la politique internationale, mais les individus eux-mêmes jouent un rôle déterminant, du chef au simple soldat. À cet égard, le fameux «*caporal stratégique*» s’apparente aux nouveaux acteurs non étatiques qui, par leur propre dynamique, peuvent perturber le jeu des États. Enfin, l’expérience opérationnelle le montre, dans la phase de stabilisation, la force militaire et son chef ont toute leur place et participent de fait et d’initiative au nouveau jeu sociétal au niveau du théâtre et au niveau global. Pour le pouvoir politique, disposer d’une «*force utile*» dans ce nouveau contexte est même devenu crucial.

*Capitaine (R) Matthieu Meissonnier,*

# *Administrateur au Sénat*

**Deuxième bataille d’Alger**

**(2002 – 2007)**



**du Général (2S) Maurice SCHMITT**

**C**omme l’indiquent les dates, il ne s’agit pas de l’opération de l’été 1957 pour reconquérir la Kasbah, mais de celle aussi âpre mais plus discrète que le Général Maurice SCHMITT, ancien Chef d’état-major de l’armée de terre puis Chef d’état-major des armées, à conduite contre des détracteurs de l’armée française qui usaient du mensonge et de la diffamation à son encontre, avec le soutien des habituels contempteurs de nos armées.

Qu’est-ce qui a motivé Maurice SCHMITT pour conduire (et gagner) cette seconde bataille d’Alger? L’Honneur. Lorsqu’en avril 1954 il avait été volontaire pour sauter sur Dien Bien Phu, alors que le sort de la bataille était scellé, c’est l’Honneur qui l’avait guidé. C’est encore l’Honneur qui le guide ici: celui de ses compagnons d’armes disparus et faussement accusés, celui de son régiment, celui des Armées enfin.

Ce livre nous décrit essentiellement le combat des prétoires, ne revenant brièvement sur la bataille d’Alger –décrite par l’auteur dans un premier ouvrage: «Alger été 1957, une victoire contre le terrorisme» – que pour mieux éclairer ce nouveau combat. Attaqué en justice par deux plaignants l’accusant de diffamation – dont une ressortissante algérienne, ancienne responsable FLN – à la suite de ce premier ouvrage, il lui aura fallu cinq ans pour gagner cette seconde bataille. Cinq années où son opiniâtreté, son souci du détail probant, son sens tactique et sa volonté de faire reconnaître la vérité ont été déterminants tout au long d’affrontements judiciaires particulièrement âpres.

Méthodique et précis, ce livre est un exemple concret de la conduite d’une bataille «collatérale» à une opération réelle qui, médiatisation orientée, volonté de dénigrement et mauvaise foi aidant, se reproduira probablement dans l’avenir pour d’autres opérations.

## La Guerre probable



**du Général de division Vincent DESPORTES.**

**L**e Général DESPORTES dirige le Centre de la doctrine d’emploi des forces (CDEF, Terre). Il est «l’homme» des concepts et de leur actualisation. Ses séjours aux États-Unis, notamment comme Attaché terre, ses nombreux contacts avec les armées étrangères, l’exploitation judicieuse des travaux de son Centre de retour d’expérience, en font un expert – au sens savant du terme – des nouvelles conflictualités et de leur évolution.

Partant du fait bien connu que l’on prépare toujours la dernière guerre que l’on a menée, car c’est celle qui nous a marqués et qu’il est intellectuellement difficile de sortir de ses schémas, il s’emploie avec brio à décrire ce que pourra être la guerre probable. Chemin faisant, il remet à leur juste place les modes importées des États-Unis telles que la RMA (Revolution in military affairs), la Transformation et les EBO (Effect based operations).

En particulier, sans nier aucunement le rôle et l’apport des forces navales et aériennes dans les opérations futures, il rappelle fort opportunément le rôle central des forces terrestres dans celles-ci, car la victoire – l’atteinte de l’état final recherché – se concrétise au sein des populations, sur le terrain. Ce retour aux fondamentaux, un instant oubliés, est particulièrement opportun et c’est un bon argumentaire à destination de ceux qui l’auraient oublié ou qui l’ignoreraient.

Informé, imaginatif, clairvoyant et pédagogue, le Général Desportes signe là un livre régénérant, que l’on dévore d’une traite.

1. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.*** [↑](#footnote-ref-1)
2. ESG et CHEM, écoles qui constituent dès avant 1914 les deuxième et troisième niveaux de l’enseignement militaire. [↑](#footnote-ref-2)
3. De très nombreux officiers, de tous grades, écrivent aussi bien dans la *Revue militaire générale*, la *Revue militaire française*, que dans des revues d’arme de haute tenue qui, à l’instar du *Bulletin de la Réunion des ORSEM*, jouent un vrai rôle de formation pour tous ceux qui ne sont pas affectés à Paris et dans les métropoles régionales. [↑](#footnote-ref-3)
4. Dossier individuel SHD-Terre, 13Yd 943. [↑](#footnote-ref-4)
5. «***L’appui de l’infanterie par le canon***», Revue militaire générale, juin 1922; «***La liaison intellectuelle et morale: base essentielle de l’action combinée de l’infanterie et de l’artillerie»,*** Revue d’Infanterie, août 1923; «***La bataille de rencontre***», Revue militaire générale, septembre 1923; «***Comment se défendre contre les coups de main***», Revue d’Infanterie, septembre 1924; «***À propos d’un jugement allemand sur les conceptions militaires françaises****»****,*** Revue militaire française, articles à suivre de janvier à septembre 1925; «***Le combat de l’infanterie****»*, Berger-Levrault, 1925; «***Éléments de tactique générale****»*, Berger-Levrault, 1927; «***Motorisation et armée de demain****»*, Lavauzelle, 1929 (faisant suite à un long article sur le même thème paru entre février et juillet 1928 dans Revue d’Infanterie); «***Être prêts****»*, Berger-Levrault, 1935. [↑](#footnote-ref-5)
6. On lira avec intérêt l’énorme «*The conquest of the Middle East*» [↑](#footnote-ref-6)
7. Bruce Chatwin, voyageur , écrivain et chroniqueur britannique, observateur attentif et nuancé de notre monde: on lira en français (chez Grasset): «*Patagonie*» et «*Le chant des pistes*». [↑](#footnote-ref-7)
8. L’expression, bien trouvée, est due à Mireille Delmas-Marty dans «*Le pluralisme ordonné*» (Le Seuil). [↑](#footnote-ref-8)
9. Centre Interarmées de Concept de Doctrine et d’Expérimentation [↑](#footnote-ref-9)
10. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-10)
11. Au général belge Briquemont, lui décrivant toute la complexité du problème bosniaque au milieu des années 1990, un général américain répondit: *«En Amérique, nous ne résolvons pas les problèmes. Nous les écrasons!».* [↑](#footnote-ref-11)
12. Encadrement des armées étrangères, opérations clandestines, opérations psychologiques, assistance à la population. [↑](#footnote-ref-12)
13. La garde nationale est constituée d’unités conventionnelles formées de réservistes mais aux ordres des États américains. Elle n’est qu’exceptionnellement engagée à l’étranger. Les réserves sont au service des forces armées nationales. [↑](#footnote-ref-13)
14. Seule la 101ème division d’assaut aérien a mené une politique différente dans le Nord du pays et y a obtenu d’excellents résultats. Mais le Général Petraeus, qui la commandait, a été obligé de peser de toute son autorité pour convaincre certains de ses officiers que le sort de la population était le vrai objectif. [↑](#footnote-ref-14)
15. Pour des séjours moyens de trois mois, là où les soldats de l’Army font un an et les Marines sept mois. [↑](#footnote-ref-15)
16. Des cadavres de soldats américains avaient été traînés par la foule après une opération ratée. [↑](#footnote-ref-16)
17. Les accrochages, y compris armés, ne seront pas rares par la suite entre Marines et SMP. [↑](#footnote-ref-17)
18. Le premier bataillon, formé par une SMP et à qui personne n’a jamais dit qu’il serait engagé dans une opération de sécurité intérieure, déserte avant même d’arriver sur les lieux. [↑](#footnote-ref-18)
19. Elle occupe la zone entre Bagdad et la zone sous commandement britannique centrée autour de Bassorah. [↑](#footnote-ref-19)
20. De FOB «*forward operating base»*, base opérationnelle avancée. [↑](#footnote-ref-20)
21. De 1980 à 1983 par exemple, on compte, toutes causes confondues, une moyenne de 2.400 morts par an dans les forces armées américaines contre 1.900 de 2004 à 2006. [↑](#footnote-ref-21)
22. En tentant de protéger l’otage libérée Giuliana Segrena. [↑](#footnote-ref-22)
23. Reproduit dans *Le Monde* du 28 août 2007. [↑](#footnote-ref-23)
24. Cohen, Eliot, «Change and transformation in Military affairs», in *The Journal of Strategic Studies*, Vol 27, N° 3, September 2004, p.399. [↑](#footnote-ref-24)
25. Schmidtchen, David, *Network-Centric Warfare: The problem of social order* (Australia: Land Warfare Studies Centre, June 2005), p.11. [↑](#footnote-ref-25)
26. Ibid., p.27. [↑](#footnote-ref-26)
27. Blash, Edmund, «*Network-Centric Warfare requires a closer look: Concept may be too ahead of its time*», in *Signal*, Vol 57, N° 9, May 2003, p.57. [↑](#footnote-ref-27)
28. Gompert, David, Lachow, Irving, and Perkins, «Justin, *Battle-wise: Seeking time-information superiority in networked warfare*» (Washington, DC: National Defense University Press, 2006), p.120. [↑](#footnote-ref-28)
29. Ackerman, Robert, «*Data holds the key to network-centricity*», in *Signal*, Vol 59, N° 5, January 2005, p.40. [↑](#footnote-ref-29)
30. Cummings, Mitchell, and Sheridan, «*Human supervisory control challenges in Network-Centric Operations*» - Massachusetts Institute of Technology, January 2005, p.3. [↑](#footnote-ref-30)
31. Ibid., p.24. [↑](#footnote-ref-31)
32. Major-general MacColl, John, «*Adapting command hierarchies: Does NEC pose a threat or an opportunity?*», in *RUSI Journal*, Vol 149, N° 1, February 2004, p.54. [↑](#footnote-ref-32)
33. Barnett, Thomas, «*The seven deadly sins of Network-Centric Warfare*», in *Proceedings*,

    N° 125, Vol 1, January 1999, p.39. [↑](#footnote-ref-33)
34. Lieutenant-colonel Goya, Michel, «*Des électrons et des hommes: nouvelles technologies de l’information et conduite des opérations*» - Paris: Centre de Doctrine et d’Emploi des Forces, 2005, pp.26-27. [↑](#footnote-ref-34)
35. Luddy, John, «*The challenge and promise of Network-Centric Warfare*» - Arlington: Lexington Institute, February 2005, p.11. [↑](#footnote-ref-35)
36. Walker, Michael, «*Human factors in battle space digitisation*», in *RUSI Journal*, Vol 146, N° 1, February 2001, pp.37-38. [↑](#footnote-ref-36)
37. De Neve, Alain, and Henrotin, Joseph, «*Le NCW: de son développement à Iraqi Freedom*», in *Stratégique* N° 86-87, March 2006, p.82. [↑](#footnote-ref-37)
38. Ferris, John, «*Netcentric warfare, C4ISR and information operations: Towards a revolution in military intelligence?*», in *Intelligence and National Security*, Vol 19, N° 2, Summer 2004, p.200. [↑](#footnote-ref-38)
39. Wallace, William, «*Network-Enabled battle Command*», in *RUSI Defence Systems*, Winter 2004-2005, p.3. [↑](#footnote-ref-39)
40. Borgu, Aldo, «*The challenges and limitations of Network-Centric Warfare: The initial views of an NCW sceptic*» - Australian Strategic Policy Institute, September 2003, p.3. [↑](#footnote-ref-40)
41. MacColl, op.cit., p.52. [↑](#footnote-ref-41)
42. Bell, C, «*Are we capable of converting information into advantage?»,* in *The British Army Review*, N° 138, Winter 2005, p.46. [↑](#footnote-ref-42)
43. Gentry, John, «*Doomed to fail: America’s blind faith in military technology*», in *Parameters*, US Army War College Quarterly, Vol 32, N° 4, Winter 2002-2003, p.96. [↑](#footnote-ref-43)
44. Smith, Rupert, «*The utility of force: The art of war in the modern world* (London: Penguin Books, 2006), p.278. [↑](#footnote-ref-44)
45. Ibid., p.277. [↑](#footnote-ref-45)
46. Ibid., p.404. [↑](#footnote-ref-46)
47. Garstka, John, « Network-Centric Warfare offers warfighting advantage », in *Signal*, Vol 57,

    N° 9, May 2003, pp.58-60. [↑](#footnote-ref-47)
48. *Network-Centric Warfare: Creating a decisive warfighting advantage* (Washington, DC: Department of Defense, Winter 2003), p.2. [↑](#footnote-ref-48)
49. Hoffman, Franck, «*Complex irregular warfare: The next Revolution in Military Affairs*», in *Orbis*, Vol 50, N° 3, Summer 2006, p.396. [↑](#footnote-ref-49)
50. Gentry, op.cit., p.99. [↑](#footnote-ref-50)
51. Hoffman, op.cit., p.411. [↑](#footnote-ref-51)
52. Cohen, Eliot, «*A revolution in warfare*», in *Foreign Affairs*, Vol 75, N° 2, March-April 1996, p.51. [↑](#footnote-ref-52)
53. Cohen, Eliot, «*Technology and warfare*», in Baylis, John, Wirtz, James, Gray, Colin, and Cohen, Eliot (ed.), *Strategy in the contemporary word* (Oxford: Oxford University Press: 2007), pp.154-158. [↑](#footnote-ref-53)
54. Owens, Bill, «*The emerging system of systems*», in *Proceedings*, May 1995, p.35. See also Owens, Bill, *Lifting the fog of war* (New York: Farrar, Strauss and Giroux, 2000), p.14. [↑](#footnote-ref-54)
55. O’Hanlon, Michael, «*Technological change and the future warfare*» - Washington, DC: The Brookings Institution, 2000, p.8. [↑](#footnote-ref-55)
56. Gray, Colin, «*Technology as a dynamic of defence transformation*», in *Defence Studies*, Vol 6, N° 1, March 2006, p.26. [↑](#footnote-ref-56)
57. Lonsdale, David, «*The nature of war in the information age: A clausewitzian future*» - London: Frank Cass, 2004, p.109. [↑](#footnote-ref-57)
58. Clausewitz, Carl von, «*On war*» - London: Everyman’s Library, 1993, Book 1, pp.138-140. [↑](#footnote-ref-58)
59. Cebrowski, Arthur, and Garstka, John, «*Network-Centric Warfare: Its origin and future*», in *Proceedings*, N° 124, Vol 1, January 1998, pp.28-35. [↑](#footnote-ref-59)
60. Thorette, Bernard, «*Situation de l’armée de terre*», in *Commentaires*, N° 113, 2006, p.113. [↑](#footnote-ref-60)
61. Clausewitz, op.cit., p.120. [↑](#footnote-ref-61)
62. Maulny, Jean-Pierre, «*La guerre en réseau au XXIème siècle: Internet sur les champs de bataille*» - Paris: Editions du Félin, 2006, p.94. [↑](#footnote-ref-62)
63. Goya Michel, op.cit, p.26. [↑](#footnote-ref-63)
64. Borgu, op.cit, pp.6-7. [↑](#footnote-ref-64)
65. Biddle, Stephen, «*Iraq, Afghanistan, and American military transformation*», in Baylis, John, Wirtz, James, Gray, Colin, and Cohen, Eliot (ed.), «*Strategy in the contemporary word*» - Oxford: Oxford University Press: 2007, pp.274-292. [↑](#footnote-ref-65)
66. Gray, Colin, «*Another bloody century: Future warfare»* - London: Phoenix, 2006, p.111. [↑](#footnote-ref-66)
67. Keegan, John, «*The Iraq war: The 21-day conflict and its aftermath»* - London: Pimlico Military Classics, 2005, p.209. [↑](#footnote-ref-67)
68. Gray, «*Technology as a dynamic of defence transformation*», op.cit. p.47. [↑](#footnote-ref-68)
69. Sun Tzu, «*The art of war»* - Oxford: Oxford University Press, 1963, p.84. [↑](#footnote-ref-69)
70. Gentry, op.cit., p.88. [↑](#footnote-ref-70)
71. Provincial Reconstruction Teams [↑](#footnote-ref-71)
72. Dans cet article, l’auteur se réfère à deux témoignages de PRT efficaces: celui de Michelle PARKER, chercheuse américaine, pour la PRT de Jalalabad, et celui du Lieutenant-colonel Paul Haeri qui est un des rares français à avoir servi, en individuel, au sein d'une PRT en Afghanistan pour la PRT britannique de Mazar-e Sharif [↑](#footnote-ref-72)
73. L’auteur, Saint-Cyrien (promotion 88-91), a été affecté à l'IFRI à la sortie du CID en septembre 2007. Il appartient au Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD), structure très récente, fruit d'un partenariat entre l'Armée de Terre et l'IFRI, think-tank indépendant. Le LRD a été officiellement créé par la signature d’une convention entre le Général d'armée Cuche et Thierry de Montbrial le 12 février 2007. L’équipe se compose aujourd’hui de deux officiers supérieurs et de trois chercheurs civils. Par sa structure inédite en France et son indépendance, le LRD ambitionne de formuler des recommandations et produire des études de fond, dégagées de toute contrainte ou affiliation institutionnelle, pouvant intéresser les décideurs institutionnels comme les opérateurs privés intéressés par les problématiques actuelles de la Sécurité et de la Défense. Les thèmes d’étude initiaux sont les opérations de stabilisation et la transformation militaire. Le LRD entend investir un segment de recherche situé à la charnière du «politico-stratégique» et du «technico-opérationnel». [↑](#footnote-ref-73)
74. Par secteur de sécurité, on entend tout ce qui se rapporte au domaine (concepts, organisation, formation, emploi..) du système de défense et de sécurité de la nation concernée, mais aussi le système judiciaire et pénitentiaire et, pourquoi pas, le système parlementaire. [↑](#footnote-ref-74)
75. Toutes sources de financement confondues, les budgets alloués à chaque PRT s’élèvent à plusieurs dizaines de millions de dollars par an. [↑](#footnote-ref-75)
76. En 2003, les Britanniques ont ouvert une PRT à Mazar-e Sharif dans le Nord de l’Afghanistan. Relevés dans cette province par les Suédois et les Norvégiens en 2006, ils se sont redéployés dans la province du Helmand où ils ont ouvert une nouvelle PRT à Lashkar Gah. [↑](#footnote-ref-76)
77. Processus HWC: *Heavy weapon cantonment.* [↑](#footnote-ref-77)
78. Au Vietnam en 1971, le programme CORDS comptait 6464 militaires américains, 1137 civils parmi lesquels 100 conseillers agricoles ainsi que 223 conseillers techniques non américains de l’USAID. [↑](#footnote-ref-78)
79. www.ege.fr [↑](#footnote-ref-79)
80. Page 247, Editions Zone, septembre 2007. [↑](#footnote-ref-80)
81. «Première bloguerre mondiale», article de *Libération*, 29 juillet 2006.

    Lien Internet: http://www.liberation.fr/actualite/monde/196252.FR.php [↑](#footnote-ref-81)
82. En 2003, le blog de Salam Pax (pseudonyme d’un blogger irakien) commentant l’avancée des troupes américaines en Irak et s’interrogeant sur la légitimité de l’intervention américaine, avait suscité une attention particulière. [↑](#footnote-ref-82)
83. R. Girard, «*La guerre ratée d’Israël contre le Hezbollah»*, éditions Perrin, 2006, p. 17 [↑](#footnote-ref-83)
84. Editions de la Découverte, 2007. [↑](#footnote-ref-84)
85. [http://www.unama-afg.org/docs/\_UN-Docs/UNAMA%20 %20SUICIDE%20ATTACKS%20STUDY%20-%20SEPT%209th%202007.pdf](http://www.unama-afg.org/docs/_UN-Docs/UNAMA%20%20%20SUICIDE%20ATTACKS%20STUDY%20-%20SEPT%209th%202007.pdf) [↑](#footnote-ref-85)
86. *Influence, pénétrer les esprits*, Numéro 30, octobre 2007. [↑](#footnote-ref-86)
87. CDEF-DREX, *La guerre de juillet, analyse à chaud de la guerre israélo-hezbollah* (juillet-aout 2006), 48.p, p.17. [↑](#footnote-ref-87)
88. CDEF-DREX, *La guerre de juillet, analyse à chaud de la guerre israélo-hezbollah* (juillet-aout 2006), 48.p., p.44. [↑](#footnote-ref-88)
89. CDEF-DREX, *La guerre de juillet, analyse à chaud de la guerre israélo-hezbollah* (juillet-aout 2006), 48.p., p.44. [↑](#footnote-ref-89)
90. F-B Huyghe, *Liban : Tsahal face à la guerre asymétrique*, http://www.huyghe.fr/actu\_238.htm [↑](#footnote-ref-90)
91. L’affaire «Mohamed Al Dura», du nom du jeune garçon tué dans la bande de Gaza en 2000 et qui avait en partie contribué à la reprise de l’Intifada, est une illustration du type de risque informationnel auquel les israéliens doivent faire face. [↑](#footnote-ref-91)
92. Paule Gonzales, «Les médias, l’autre arme de la guerre du Liban», *Le Figaro*, 11 août 2006. [↑](#footnote-ref-92)
93. Au sujet du travail du GPO durant la guerre de juillet, on peut consulter l’article de Matthias Gebauer, correspondant en Israël du journal *Der Spiegel*, «News on a platter», 28 juillet 2006.

    http://www.spiegel.de/international/spiegel/0,1518,429105,00.html

    [↑](#footnote-ref-93)
94. Article du site terrorisme.net, «Conflit israélo-palestinien: analyse du terrorisme et guerre de la propagande», 19 août 2002. http://www.terrorisme.net/analyse/2002/003\_israel\_prop.htm [↑](#footnote-ref-94)
95. Le ministère des affaires étrangères israélien aurait en 2001 notamment fait appel aux services de l’agence de «public relation» new-yorkaise Howard J. Rubinstein. Une agence de RP française aurait également été contactée par les autorités israéliennes pour améliorer l’image d’Israël en Europe.

    http://www.ptb.be/scripts/article.phtml?section=A1AAABBSBB&obid=5713 [↑](#footnote-ref-95)
96. Caroline Glick, *Jerusalem Post*, «Information warfare 101», 18 juin 2004. [↑](#footnote-ref-96)
97. Information recueillie notamment sur le site de TVDZ. Lien Internet: http://www.dztv.net/index.php?2006/08/05/672-liban-la-censure-israelienne-pese-sur-les-medias [↑](#footnote-ref-97)
98. Il convient de rappeler que cet assassinat, attribué pour beaucoup aux services de renseignements syriens ou à ses relais libanais, avait provoqué un vaste mouvement de protestation des communautés sunnite, chrétienne et druze. Cette série de manifestations, désignée par beaucoup comme «le printemps de Beyrouth» ou même «la révolution du Cèdre», avait abouti au retrait total des troupes syriennes positionnées au Liban prévu par la résolution 1559 du conseil de sécurité de l’O.N.U et à la création d’un tribunal spécial international destiné à faire la lumière sur l’assassinat de l’ancien premier ministre libanais. [↑](#footnote-ref-98)
99. Article de BBC News, «Israel steps up ‘psy-ops’ in Lebanon», 26 juillet 2006.

    Lien Internet : http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\_east/5217484.stm

    Information également recueillie sur le blog Casus Belli.

    Lien Internet : http://meridien.canalblog.com/archives/defense\_renseignement/index.html [↑](#footnote-ref-99)
100. Marc Henry, *Le Figaro*, « Israël tente de gagner la guerre psychologique », 4 août 2006, p.3. [↑](#footnote-ref-100)
101. SGM Herbet A. Friedman, “Psychological operations during the Israël-Lebanon war 2006”

     Lien Internet: http://www.psywar.org/israellebanon.php [↑](#footnote-ref-101)
102. AFP Jerusalem, 15 aout 2006, « Poursuite de la guerre psychologique au Liban, après la fin des combats ».

     http://www.cyberpresse.ca/article/20060815/CPINSOLITE/608151061/5032/CPACTUALITES&cp\_adsublabel=rss [↑](#footnote-ref-102)
103. Reportage CBC.CA, “ Israel uses leaflest to warn Lebanese”, 11 aout 2006

     http://cosmos.bcst.yahoo.com/scp\_v3/viewer/index.php?pid=16598&rn=49750&cl=691395&ch=161968&src=news [↑](#footnote-ref-103)
104. Le site est herbergé sur un serveur israélien, Barak WAN Connection. [↑](#footnote-ref-104)
105. http://www.all4lebanon.org/all4lebanon\_fr.html [↑](#footnote-ref-105)
106. The Arabist, «Israel’s psychological warfare», 21 juillet 2006

     Lien Internet: http://www.arabist.net/archives/2006/07/21/israels-psychological-warfare/ [↑](#footnote-ref-106)
107. Selon certaines informations, le ministère des télécommunications libanais aurait déterminé que ces messages auraient transité d’abord par des opérateurs internationaux pour enfin arriver aux frontières internationales du réseau téléphonique libanais. Il aurait également envoyé des télégrammes à plus de 30 opérateurs étrangers pour leur demander d’empêcher l’entrée au Liban d’appels venant d’Israël. http://www.leblogfinance.com/2006/07/israelliban\_la\_.html [↑](#footnote-ref-107)
108. The Times, «Israël épaulée par une armée de cyber-soldats», par Yonit Farago, 28 juillet 2006.

     Lien Internet: http://mounadil.blogspot.com/2006\_07\_01\_archive.html [↑](#footnote-ref-108)
109. Site Gyus.org: http://www.giyus.org/fr\_aboutus.html [↑](#footnote-ref-109)
110. http://www.standwithus.com [↑](#footnote-ref-110)
111. «Israël fait monter les enchères dans sa guerre de propagande». Traduction sur le site de Mondialisation.ca de l’article de Stewart Purvis dans le journal britannique The Guardian.

     http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=PUR20061128&articleId=3990 [↑](#footnote-ref-111)
112. «Moyen-Orient: la cyber-guerre est déclarée», Marianne, le 31/07/2006.

     http://www.marianne-en-ligne.fr/exclusif/virtual/technologie/e-docs/00/00/6A/FF/document\_web.phtml [↑](#footnote-ref-112)
113. Rien qu’entre septembre 2000 et aout 2002, 1295 cyberattaques auraient été perpétrées au Moyen-Orient, dont 548 dirigées contre des portails israéliens. Israël est particulièrement vulnérable aux attaques informatiques, car elle a le plus grand nombre de connexions Internet dans la région du Proche-Orient.

     Lien Internet: http://strategique.free.fr/archives/textes/ca/archives\_ca\_05.htm [↑](#footnote-ref-113)
114. On peut citer le «M0ssad», un groupe de hackers qui s'est surtout distingué lorsqu'il a réussi, en mai 2001, à détruire plus de 480 sites Internet en moins d'une minute. D'autres groupes influents comme les «Israel Hackers» ou le «Israel Internet Underground (IIU)» ont également émergé dans le cadre de cette cyberwar.

     http://strategique.free.fr/archives/textes/ca/archives\_ca\_05.htm [↑](#footnote-ref-114)
115. Le premier acte de cyberwar dans la région fut perpétré en octobre 2000 par des adolescents israéliens ayant placé un drapeau israélien sur le site du Hezbollah et bloqué le portail arabe «Albawaba» en réaction à l’enlèvement de trois soldats israéliens par des groupes palestiniens.

     http://strategique.free.fr/archives/textes/ca/archives\_ca\_05.htm [↑](#footnote-ref-115)
116. Cyberpresse.ca, «Un serveur montréalais piraté par le Hezbollah», 10 aout 2006.

     http://www.cyberpresse.ca/article/20060810/CPACTUALITES/608100959/0 [↑](#footnote-ref-116)
117. *Op. Cit*. http://www.leblogfinance.com/2006/07/israelliban\_la\_.html [↑](#footnote-ref-117)
118. Propos tenus par Ehud Olmert, le 12 juillet 2006. Site de l’ambassade d’Israël en France. [↑](#footnote-ref-118)
119. Propos Ehud Olmert du 16 juillet 2006 lors de la réunion hebdomadaire du cabinet israélien.

     http://www.voltairenet.org/article142707.html [↑](#footnote-ref-119)
120. «Israël intensifie sa pression militaire et psychologique», RFI actualités, 10 août 2006

     http://www.rfi.fr/actufr/articles/080/article\_45514.asp [↑](#footnote-ref-120)
121. Paule GONZALES, *Le Figaro*, « Les médias, l’autre arme de la guerre du Liban », 11 août 2006. [↑](#footnote-ref-121)
122. http://www.checkpoint-online.ch/CheckPoint/Forum/For0080-ABCGuerreInformation-T.html [↑](#footnote-ref-122)
123. http://www.alternativestream.net/?page\_id=44&language=fr [↑](#footnote-ref-123)
124. http://www.lefigaro.fr/liban/20060804.FIG000000019\_israel\_tente\_de\_gagner\_la\_guerre\_psychologique.html

     http://www.huyghe.fr/actu\_230.htm

     http://www.rsf.org/article.php3?id\_article=12125

     http://www.intelligence.org.il/fr/7\_05/al\_manar\_f.htm

     http://www.voltairenet.org/article142899.html  
     http://www.liberation.fr/actualite/monde/197061.FR.php

     http://fr.news.yahoo.com/01082006/202/guerre-psychologique-israel-pirate-al-manar-la-television-du-hezbollah.html [↑](#footnote-ref-124)
125. http://www.zataz.com/news/11759/Les\_stations\_Tv\_et\_radio\_du\_Hezbollah\_pirates\_par\_l\_armee\_Israelienne.html [↑](#footnote-ref-125)
126. http://www.intelligence.org.il/eng/eng\_n/html/hezbollah\_int\_e.htm [↑](#footnote-ref-126)
127. 26/07/2006: <http://www.un.org/Depts/dpko/missions/unifil/pr010.pdf>

     27/07/2006: <http://www.un.org/Depts/dpko/missions/unifil/pr011.pdf>

     28/07/2006: http://www.un.org/Depts/dpko/missions/unifil/pr012.pdf [↑](#footnote-ref-127)
128. http://www.alternativestream.net/?page\_id=37&language=fr [↑](#footnote-ref-128)
129. http://www.alternativestream.net/?page\_id=49&language=fr et http://www.alternativestream.net/?page\_id=52&language=fr [↑](#footnote-ref-129)
130. http://fr.danielpipes.org/pf.php?id=3852 [↑](#footnote-ref-130)
131. «Première bloguerre mondiale», article *de Libération*, 29 juillet 2006.

     Lien Internet: http://www.liberation.fr/actualite/monde/196252.FR.php [↑](#footnote-ref-131)
132. En 2003, le blog de Salam Pax (pseudonyme d’un blogger irakien) commentant l’avancée des troupes américaines en Irak et s’interrogeant sur la légitimité de l’intervention américaine, avait suscité une attention particulière. [↑](#footnote-ref-132)
133. On peut consulter sur le sujet l’étude réalisée par Iannis Plédel, doctorant à l’IEP d’Aix-en-Provence, «Les blogs, les promesses d’un média à travers ses représentations collectives: illusions ou réalités à portée de clic?», 31 mars 2006.

     http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic\_00001750/en/ [↑](#footnote-ref-133)
134. R. GIRARD, *La guerre ratée d’Israël contre le Hezbollah*, Perrin, 2006, p. 17 [↑](#footnote-ref-134)
135. Pour obtenir une liste exhaustive des blogs libanais, il est possible de consulter deux sites qui recensent les principaux blogs: Open Lebanon (http://openlebanon.com/) et Lebanese Blogger Forum (<http://lebanonheartblogs.blogspot.com/>). Coté israélien, on peut se reporter à Jbogosphere (http://www.jblogsphere.com/) et Webster (http://english.webster.co.il/)

     Le portail californien The Truth Laid Bear (http://truthlaidbear.com/mideastcrisis.php ) recense également une bonne partie de cette blogosphere proche-orientale. [↑](#footnote-ref-135)
136. On peut citer un blog ayant adopté une posture radicalement pro-israélienne: Israpundit (http://israpundit.com/2006/?p=1878), un blog accusant CNN d’avoir fait le jeu de la propagande du Hezbollah. [↑](#footnote-ref-136)
137. http://arnaudsanchez.blog.lemonde.fr/2006/08/10/2006\_08\_les\_nouveaux\_cr/ [↑](#footnote-ref-137)
138. Cité in «Première bloguerre mondiale», Libération, 29 juillet 2006.

     http://www.liberation.fr/actualite/monde/196252.FR.php [↑](#footnote-ref-138)
139. Le Monde, «Guerre du Liban et " fauxtographies"», 16 septembre 2006.

     http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3218,36-813676@51-797291,0.html [↑](#footnote-ref-139)
140. “ Column one : terrorist theater tricks”, Caroline Glick, The Jerusalem Post, 29 aout 2006.

     http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1154525961870&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull [↑](#footnote-ref-140)
141. «Who is this man?», blog EU referendum, http://eureferendum.blogspot.com/2006/07/who-is-this-man.html [↑](#footnote-ref-141)
142. R. GIRARD, *La guerre ratée d’Israël contre le Hezbollah*, Perrin, 2006, 155p. [↑](#footnote-ref-142)
143. L. FRANCART, *La guerre du sens*, Économica, 2000, 311p. [↑](#footnote-ref-143)
144. Auteur du témoignage «*Les larmes de l’honneur*» sur l’opération Turquoise(éditions Hugo&Cie, Paris, 2005). [↑](#footnote-ref-144)
145. Experts Partenaires pour l’Entreprise à l’Étranger (32 Avenue de Wagram 75 008 PARIS) [www.epee.fr](http://www.epee.fr) [↑](#footnote-ref-145)
146. Vladimir VOLKOFF (1932-2005), écrivain français né en France de parents russes orthodoxes, officier de renseignement en Algérie, est en particulier l’auteur de «***La désinformation, arme de guerre***» (Julliard – l’Age d’Homme), d’une «***Petite histoire de la* *désinformation***» (Editions du Rocher) et de «***Désinformation: flagrant délit***» (Editions du Rocher). [↑](#footnote-ref-146)
147. Alvin TOFFLER est un écrivain, [sociologue](http://fr.wikipedia.org/wiki/Sociologue) et [futurologue](http://fr.wikipedia.org/wiki/Futurologie) américain, né en [1928](http://fr.wikipedia.org/wiki/1928) à [New York](http://fr.wikipedia.org/wiki/New_York). Il l'est l'un des futurologues les plus célèbres dans le monde. Il est l’époux d’Heidi [TOFFLER](http://fr.wikipedia.org/wiki/Heidi_Toffler)également écrivain et futurologue qui participe étroitement à l'écriture de ses livres dont beaucoup sont devenus des bestsellers mondiaux. [↑](#footnote-ref-147)
148. Lire les rapports de Human Rights Watch sur les massacres de centaines de milliers de Hutus perpétrés en 1994, 1995 et 1996 par l’armée tutsie exerçant son «droit de poursuite» au Zaïre voisin, lire aussi le témoignage d’Abdul Ruzibiza, «***Rwanda, l’histoire secrète***» parue en 2005 aux éditions Panama. [↑](#footnote-ref-148)
149. L’auteur est Saint-Cyrien de la promotion Maréchal LANNES (93-96). Officer d’infanterie, il a servi au 1er RCP (97-98), au 2°REP (98-05) et à l’ EMA / CPCO (2005-2007) [↑](#footnote-ref-149)
150. Action Civilo-Militaire [↑](#footnote-ref-150)
151. Improvised Explosive Devices [↑](#footnote-ref-151)
152. L’auteur est Saint-cyrien de la promotion 1994-1997. Officier parachutiste des troupes de Marine, il a servi successivement au 8ème RPIMa, au 1er RSMA et à l’ÉTAP. [↑](#footnote-ref-152)
153. Diplôme d’État-major [↑](#footnote-ref-153)
154. Brevet Supérieur de Technicien de l’Armée de Terre [↑](#footnote-ref-154)
155. Organisation des Nation Unies [↑](#footnote-ref-155)
156. FIST: FIre Support Team. [↑](#footnote-ref-156)
157. Avant: ensemble des capteurs dédiés (EO, EOP, RATAC, etc.) au sein d’un régiment d’artillerie de BIA. [↑](#footnote-ref-157)
158. Classiques: à la fois acquisition- traitement des objectifs et conseil auprès de l’interarmes. [↑](#footnote-ref-158)
159. RAdar de Tir de l’Artillerie de Campagne. [↑](#footnote-ref-159)
160. Société Militaire Privée [↑](#footnote-ref-160)
161. Saint-cyrien de la promotion «Capitaine Stéphane» (1992-1995). Officier parachutiste des troupes de Marine, a servi au 8e RPIMa, et en AMT au TOGO [↑](#footnote-ref-161)
162. Ceci se pratique désormais régulièrement pour les actes pédophiles. [↑](#footnote-ref-162)
163. Après une première partie de carrière dans l’infanterie de marine, le Chef de bataillon Beaudoin a servi à. l’École d’application de l’infanterie, de 2004 à 2007, en qualité d’instructeur spécialisé [↑](#footnote-ref-163)
164. Commandement de la force d’action terrestre [↑](#footnote-ref-164)
165. Strategic Reserve Force [↑](#footnote-ref-165)
166. Principale chaîne de montagnes d’Afghanistan [↑](#footnote-ref-166)
167. Auteur du célèbre roman «***Les cavaliers***» paru en 1967 [↑](#footnote-ref-167)
168. Cf le Grand Jeu selon l’expression de R Kipling [↑](#footnote-ref-168)
169. Titre de l’ouvrage de Mickael Barry retraçant l’histoire de l’Afghanistan aux éditions Flammarion – 01-2002 – 2ème édition. [↑](#footnote-ref-169)
170. FIAS: force internationale d’assistance et de sécurité [↑](#footnote-ref-170)
171. Dans le jeu du bouzkachi, cercle tracé à la chaux dans lequel la dépouille du bouc doit être déposée pour vaincre. [↑](#footnote-ref-171)
172. Le Commandant POLINACCI, Issu de l’École Militaire Interarmes, appartient à l’Arme du Génie. Il suit actuellement, au titre du Diplôme Technique, une scolarité de deux ans à l’Université d’Angers en vue d’obtenir un mastère en Sciences et Ingénierie de l’Environnement. [↑](#footnote-ref-172)
173. 21 cas de tularémie déclarés en France en 2004, près de 40.000 cas humains de peste déclarés à l'OMS par 24 pays au cours des quinze dernières années, 100.000 à 200.000 cas humains d’anthrax annuels (estimation OMS). [↑](#footnote-ref-173)
174. La tularémie persiste des mois dans la boue, l'eau et les carcasses d'animaux décomposés. La spore de charbon persiste, à l’état quiescent, plusieurs décennies sur le sol. [↑](#footnote-ref-174)
175. La peste est véhiculée par les rongeurs et transmise à l'homme par les puces. La tularémie est véhiculée par de nombreuses espèces animales sauvages, l'eau, les sols et la végétation. Elle se transmet par voie cutanée, voie digestive ou piqûre d’insecte (tiques, taons, moustiques, puces, poux). [↑](#footnote-ref-175)
176. **Circulaire DGS/DEUS no 2007-282 du 13 juillet 2007 relative au guide peste-charbon-tularémie; annexe au plan Biotox.** [↑](#footnote-ref-176)
177. Depuis le début des années 1990, le plan Vigipirate comporte un volet spécialisé destiné à la prévention et à la protection contre le terrorisme biologique et chimique connu sous le nom de Piratox. En 1999, un plan plus spécifique concernant le risque biologique, le plan Biotox, a été développé conjointement par les ministères de l'Intérieur, de la Défense et de la Santé. Il prévoit en particulier une étroite coopération entre les moyens civils et militaires en matière de risque biologique. [↑](#footnote-ref-177)
178. "Development and testing of a rapid diagnostic test for bubonic and pneumonic plague": The Lancet, 18 janvier 2003. [↑](#footnote-ref-178)
179. Deux études viennent de démontrer que le virus actuel serait plus apte à infecter l’homme que les premières souches de 1997 (Yoshiro Kawaoka, université Wisconsin Madison, in Public Library of Science Pathogen, 4 oct 2007) et que l’infection humaine pourrait atteindre de nombreux organes (Jiang Gu, université Pékin, in The Lancet, 29 sept 2007) [↑](#footnote-ref-179)
180. L’Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage a déterminé 98 zones humides à risque sur l’Hexagone. [↑](#footnote-ref-180)
181. Opérationnel depuis mai 2005, le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (CECPM) doit aider la Commission et les États membres à réagir rapidement et efficacement en cas de déclaration d’une épidémie. Il coordonne également les réseaux européens, notamment le «réseau européen de surveillance épidémiologique et de contrôle des maladies transmissibles». [↑](#footnote-ref-181)
182. Plan national de prévention et de lutte « Pandémie grippale » n° 40 /SGDN/PSE/PPS du 9 janvier 2007 (abroge et remplace le plan gouvernemental n° 1700/SGDN/PSE/PPS du 6 janvier 2006) [↑](#footnote-ref-182)
183. Malgré l’urgence liée au caractère exceptionnel, la production industrielle d’un vaccin nécessiterait au moins trois mois (Le délai minimal de mise à disposition d’un vaccin prévu par les laboratoires est d’environ six mois après que l’OMS leur ait transmis la souche prototype). [↑](#footnote-ref-183)
184. Des travaux de modélisation de l’Institut de veille sanitaire (2005) indiquent qu’en période pandémique, le bilan possible, en l’absence d’intervention sanitaire et de mesures barrières, varierait entre 9 à 21 millions de malades, 455.000 à 1.000.000 d’hospitalisations, 91.000 à 212.000 décès (selon le taux d’attaque de la maladie). [↑](#footnote-ref-184)
185. Le ministère chargé de la santé a commandé deux millions de doses d’un vaccin prototype développé à partir de la souche A/H5N1 isolée chez des personnes contaminées au Vietnam. [↑](#footnote-ref-185)
186. Patrick Berche, «une histoire des microbes», John Libbey Eurotext, 2007 [↑](#footnote-ref-186)
187. Plan gouvernemental « Pandémie grippale » - Décret n° 2005-1057 du 30 août 2005 [↑](#footnote-ref-187)
188. École supérieure d’aéronautique – Institut supérieur de l’aéronautique et de l’espace [↑](#footnote-ref-188)
189. Centre Interarmées de Coordination de la Logistique en Opérations [↑](#footnote-ref-189)
190. Systèmes d’Information Logistique [↑](#footnote-ref-190)
191. Centre Multimodal des Transports [↑](#footnote-ref-191)
192. Le chevalier de Folard était partisan de la supériorité du choc sur le feu, et donc de l’ordre profond, qu’il considérait comme correspondant le mieux à l’état d’esprit français. [↑](#footnote-ref-192)
193. Terme ici pris dans son acception classique. [↑](#footnote-ref-193)
194. Montaigne. [↑](#footnote-ref-194)
195. C’est l’époque (1893) où Churchill écrit : « C’était si navrant que l'âge des guerres entre nations civilisées fût à jamais périmé ! Si seulement nous avions vécu cent ans plus tôt, quel bon temps nous aurions eu ! […] Mais tout cela était fini. […] le monde devenait si raisonnable et si pacifique – et si démocratique aussi – les grands jours étaient passés. Par bonheur, toutefois, il y avait encore des sauvages et des populations barbares. » [↑](#footnote-ref-195)
196. On peut même dire que cet emploi a nuit au caractère dissuasif de l’armée française et a contribué à la décision allemande de tenter l’aventure de la guerre. [↑](#footnote-ref-196)
197. Christian Grataloup, *Géohistoire de la mondialisation*, Armand Colin, 2007. [↑](#footnote-ref-197)
198. Arnold Toynbee, *L’Histoire*, Payot, 1996. [↑](#footnote-ref-198)
199. Bernard Wicht, *Guerre et hégémonie*, Georg, Genève, 2002. [↑](#footnote-ref-199)
200. Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances: transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Payot, 1991. [↑](#footnote-ref-200)
201. L'écart de revenu moyen par habitant du pays européen le plus riche et celui du pays le plus pauvre dans le monde passe ainsi de 1 à 5 en 1700 à un rapport de 1 à 400 aujourd’hui. [↑](#footnote-ref-201)
202. Par analogie avec la thèse de René Girard dans *Achever Clausewitz*. [↑](#footnote-ref-202)
203. Même ainsi, les États-Unis sont obligés de demander une aide financière à l’Allemagne et au Japon pour financer la première guerre du Golfe. [↑](#footnote-ref-203)
204. Crises du SME, latino-américaine, russe, asiatique, éclatement de l’e-économie, subprimes. [↑](#footnote-ref-204)
205. Entre ces deux «pompes», l’UE et le Japon sont à la peine. La croissance française est en moyenne est 1,88 % par an contre 3,45 % pour les États-Unis et bien plus pour la Chine, l’Inde ou, depuis peu, la Russie. [↑](#footnote-ref-205)
206. La part des profits représente désormais 40% du revenu national français (contre 60% pour les salaires), contre 29% en 1982, soit un manque de 130 milliards d’euros pour la consommation des ménages et donc la perte de 1% de croissance par an. Michel Rocard, interview dans *Le nouvel observateur*, 13 décembre 2007. [↑](#footnote-ref-206)
207. Arjun Appaduri, *Géographie de la colère*, Payot, 2007. [↑](#footnote-ref-207)
208. Jacques Sapir, *Le XXIème siècle fait peau neuve,* Perspectives républicaines, juin 2007. [↑](#footnote-ref-208)
209. Succession de «30 glorieuses» (cycle A) et de «30 piteuses») (cycle B). [↑](#footnote-ref-209)
210. Les basculements de cycles Kondratiev sont des périodes de tensions et de crise (guerres 1865-1870; grande dépression 1893; 1ère Guerre mondiale; 2ème Guerre mondiale; période 1968-1973; début des années 2000). [↑](#footnote-ref-210)
211. Avec par exemple, la livraison d’armes à des ONG armées. On a vu, par exemple, ce que pouvait donner la possession par le Hezbollah d’armes antichars russes modernes. [↑](#footnote-ref-211)
212. Avec en particulier un effort de recherche et développement représentant 43% du total mondial. [↑](#footnote-ref-212)
213. Au sommet de sa puissance relative, vers la fin du XVIIème siècle, la France représentait environ 4,5% de la population, 10% du PIB et 15% des dépenses militaires du monde. [↑](#footnote-ref-213)
214. Fayard, coll. L’espace du politique, Paris, 2008, 284 p. [↑](#footnote-ref-214)
215. *Les cartes de la France à l’heure de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2000, 190 p. [↑](#footnote-ref-215)